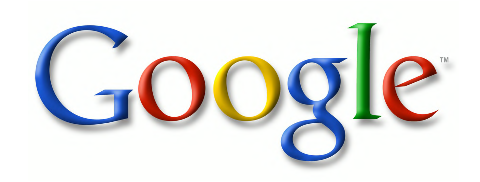



NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06727778 4



VIES

DES

GRANDS CAPITAINES

FRANÇAIS

DU MOYEN AGE.

—

TOME III.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
Imprimeurs de l'Institut, rue Jacob, 56.

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES FRANÇAIS

DU MOYEN AGE,

PAR M. ALEXANDRE MAZAS,

Ancien Officier d'état-major

Ne quid falsi dicere ne quid veri non audeat.

CICERO.

JACQUES DE LA MARCHE

ET

ENGUERRAND DE COUCI.

TROISIÈME ÉDITION.

A PARIS,

CHEZ JACQUES LECOFFRE ET Cie, LIBRAIRES,

ANCIENNE MAISON PERISSE FRÈRES (DE PARIS),

Rue du Pot de Fer Saint-Sulpice, 8.

—

1845.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
Imprimeurs de l'Institut, rue Jacob, 56.

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES

FRANÇAIS

DU MOYEN-AGE,

PAR M. ALEXANDRE MAZAS,

Ancien Officier d'état-major.

Ne quid falsi dicere, ne quid veri non audeat.

CICERO.

JACQUES DE LA MARCHE

ET

ENGUERRAND DE COUCI.

TROISIÈME ÉDITION.

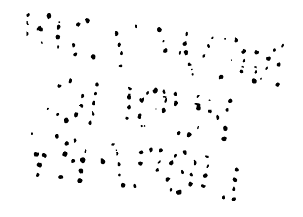
A PARIS,

CHEZ JACQUES LECOFFRE ET CIE, LIBRAIRES,

ANCIENNE MAISON PERISSE FRÈRES (DE PARIS),

Rue du Pot de Fer Saint-Sulpice, 8.

1845.



VIES
DES
GRANDS CAPITAINES
FRANÇAIS
DU MOYEN AGE.

JACQUES DE LA MARCHE,
CONNÉTABLE DE FRANCE,
SURNOMMÉ LA FLEUR DES CHEVALIERS.

LIVRE PREMIER.

Jacques de la Marche va défendre l'empire grec contre les Turcs. — Rentré en France, il prend part à la querelle de Blois et de Montfort.

L'abaissement de la puissance seigneuriale était le but vers lequel marchaient en silence les rois capétiens, sans songer néanmoins à la détruire en entier : ils voulaient la renfermer dans des bornes convenables, ne se dissimulant pas que cette féodalité si me-

naçante n'avait jamais trompé leur espoir au moment du danger. Les princes de la troisième dynastie ne prétendaient plus qu'à la diviser, pour la dominer plus aisément; afin d'y réussir, ils augmentèrent le nombre de ces grands feudataires, dont tous les jours ils cherchaient à diminuer les prérogatives. Cette marche, aussi savante que hardie, commença sous Philippe le Bel, et fut poursuivie avec constance par ses successeurs.

Le 27 octobre 1327, Charles IV, voulant récompenser le dévouement de Louis de Clermont, petit-fils de saint Louis, érigea la baronnie de Bourbon en duché-pairie; l'acte d'érection était conçu en ces termes : « J'espère, disait le roi, que les descendants du nouveau duc contribueront aussi, par leur valeur, à maintenir la dignité de la couronne. »

Le président Hénault et beaucoup d'autres écrivains ont regardé ces paroles comme une espèce de prédiction qui annonçait la haute fortune des Bourbons; nous sommes plutôt porté à croire que ces paroles faisaient allusion au dévouement que Louis de Clermont avait montré pour Philippe le Long et pour son frère Charles IV, lorsqu'on agita les droits de Jeanne, fille de Louis Hutin. Mais ce qui servit le mieux à préparer la haute fortune des descendants du comte de Clermont, ce furent les vertus et le courage qui ne cessèrent de recommander les princes de cette race au respect de leurs contemporains. Louis de Clermont mérita d'être élevé à la pairie par la conduite honorable qu'il avait tenue dans toute sa carrière politique. Son père

était fils aîné de Robert, sixième fils de saint Louis. Depuis Hugues Capet on avait vu les princes du sang se mettre constamment à la tête des brigues formées par les mécontents : on en cita vingt ligues contre Louis Hutin et ses deux frères. La seule famille de Robert se montra fort zélée, ne prévoyant certainement pas que ce trône, qu'elle défendait avec tant de loyauté, lui appartiendrait un jour. Ce Louis Ier fut l'élève de Gaucher de Châtillon, brilla des mêmes vertus, sut consoler la patrie de la perte de ce grand homme, et lui succéda en qualité de premier ministre : les calamités qui affligèrent la moitié du règne de Philippe de Valois s'éloignèrent de la France tant qu'il vécut. Louis de Clermont mourut comblé de gloire en 1341, laissant de Marie de Hainaut deux fils, Pierre et Jacques : le premier eut en partage le duché de Bourbon; et le second, dont nous écrivons la vie, le comté de la Marche.

Pierre, l'aîné, d'une complexion délicate, annonçait ne pouvoir fournir une longue carrière; ainsi toutes les espérances se reportaient sur Jacques (né en 1314), dont la robuste constitution, l'air martial et l'humeur impatiente promettaient un de ces hommes que les familles puissantes aimaient à voir surgir au milieu d'elles. Les lumières commençaient à pénétrer en France : l'université fondée à Paris rendit plus général le goût des lettres; les communications, devenues tous les jours plus fréquentes avec l'Italie, l'accrurent encore davantage. Louis de Bourbon manifesta un amour très-vif pour les sciences : il se fit le protecteur d'Arnaud de Villeneuve,

médecin, qui devint très-célèbre par ses découvertes en chimie (1), et qui fut régent de la faculté de Montpellier. Les troubadours eurent également beaucoup de crédit auprès du duc de Bourbon.

La chevalerie avait décliné depuis son institution, et ne cessait de subir chaque jour quelque altération: de même que la monarchie de Hugues Capet ne fut pas celle de Philippe Auguste, et encore moins celle de Philippe le Bel, de même aussi la chevalerie du onzième siècle était bien différente de celle du quatorzième; les mœurs généreuses qu'elle introduisit dans la société dès son début perdirent de leur simplicité. Toute cette hiérarchie, qui fixait les grades et le commandement ainsi que les préséances, avait déchu d'une manière sensible; les rangs se confondirent; les écuyers se mêlaient, se battaient avec les chevaliers, première violation des règlements de l'ordre; le jeune bachelier prenait le haubert et l'armure complète. La dégradation du moral précéda la confusion des signes ostensibles : cette ardeur à défendre l'opprimé, ce respect pour les femmes, cette constance à toute épreuve, ne furent bientôt plus connus que par tradition. Ce qu'en racontaient les ménestrels et les troubadours, commensaux assidus de l'hôtel de Clermont, enflam-

(1) Arnaud de Villeneuve et son disciple Raymond Lulle découvrirent les trois acides, sulfurique, muriatique et nitrique; on leur dut les premiers essais réguliers de distillation; ils composèrent les premiers de l'alcool, et s'aperçurent qu'il pouvait retenir quelques-uns des principes odorants et sapides des végétaux, d'où sont venues les diverses eaux spiritueuses employées en médecine et pour la cosmétique.

mait d'enthousiasme Jacques de Bourbon, qui voulait imiter scrupuleusement les anciens preux. Possédé en quelque façon du fanatisme de la chevalerie, le damoisel de haut lignage essayait de remettre en vigueur les règles de l'ordre dans toute leur sévérité; mais ses contemporains ne pouvaient déjà plus le comprendre; il ne put même entraîner son frère dans cette noble voie : Pierre, aussi brave que les paladins de Godefroi de Bouillon, n'attachait aucun prix à leurs vertus. Jacques ne se découragea point; il prêcha si bien d'exemple, qu'on finit par le surnommer *la fleur des chevaliers.*

Le comte de la Marche, atteignant sa vingtième année, éprouvait un regret mortel de voir consumer ses jours dans le repos : il remplissait ses loisirs en soutenant des pas d'armes, en courant aux tournois, aux combats à outrance qui se publiaient en Angleterre, en Allemagne et en Flandre. Le preux, accompagné d'autres poursuivants, rompait des lances au fond de la Prusse, lorsque le bruit courut dans toute l'Europe que Philippe de Valois, sur les instances du saint-siége, allait marcher à la croisade. Jacques de Bourbon quitta incontinent la Germanie, pour voler à une expédition qui promettait d'ouvrir une vaste carrière à son ardeur martiale.

Depuis la dernière croisade de saint Louis, le royaume n'avait éprouvé aucun malheur capable de nuire à sa prospérité; aucune guerre de Philippe le Bel et de ses trois fils ne fut assez malheureuse pour faire à l'État des plaies profondes. Les querelles particulières, beaucoup plus rares, nuisaient moins à

l'agriculture; les parlements, devenus sédentaires, faisaient mieux respecter la justice; la force publique, accrue par l'acquisition de grandes provinces, assurait davantage les droits de propriété : ainsi, la prospérité particulière augmentait la prospérité générale. Tout était donc tranquille et paisible; mais l'impétuosité française avait besoin de mouvement : on croyait en trouver dans les croisades, et l'autorité royale se montrait disposée à seconder cet élan; car elle ne reposait pas sur des bases tellement solides qu'on ne dût redouter encore l'oisiveté d'une multitude de féodaux qui ne respiraient que les combats.

Un projet aussi capital demandait qu'on y songeât longtemps avant de le mettre à exécution : le mariage de Jean, duc de Normandie, héritier présomptif de la couronne, avec Bonne de Luxembourg, fille du roi de Bohême, vint fournir un aliment à l'impatience des barons. Jean de Luxembourg amena lui-même sa fille en France : les noces se firent à Melun, dans le mois d'avril 1332; le roi de Navarre, les ducs de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant, de Bretagne, y assistèrent. Philippe de Valois profita de cette occasion pour renouveler alliance avec ces différents princes; ils jurèrent tous de se secourir mutuellement : cette espèce de ligue se formait contre le roi d'Angleterre, dont l'ambition inspirait de justes craintes à ses voisins.

Ce fut au milieu des fêtes auxquelles avait donné lieu le mariage du duc de Normandie que le patriarche de Jérusalem arriva de l'Orient, et demanda

au roi de France, ainsi qu'aux princes réunis, une audience solennelle : on la lui accorda. Cette assemblée, composée de ce que l'Europe comptait de plus puissant, se tint en plein champ, dans un des faubourgs de Paris. Ce patriarche de Jérusalem était venu en France, vers la fin de l'année 1328, demander la main de Marie de Bourbon, sœur du comte de la Marche, pour Guy, prince de Galilée, fils aîné de Heughes IV de Lusignan, roi de Chypre. Lusignan le renvoya une seconde fois en Occident pour allumer le zèle religieux des chrétiens, et implorer leur secours contre les ennemis de la foi, qui le resserraient chaque jour davantage dans son île. Jamais circonstance ne parut plus propice. Le patriarche commença par peindre à l'assemblée la joie que les habitants de Famagouste avaient montrée lors de la venue de Marie de Bourbon, princesse du sang royal de France, petite-fille de saint Louis. Ayant disposé favorablement ses auditeurs par un récit si agréable, il passa à celui des maux que les chrétiens souffraient en Palestine : ses yeux se remplirent de larmes; sa figure vénérable, ses cheveux blancs, les sanglots qui entrecoupaient sa voix affaiblie, en racontant des malheurs que lui-même avait partagés, émurent au dernier point les assistants. Tous se levèrent avec transport, et demandèrent la croix : Philippe de Valois la prit le premier; le vieux roi de Bohême et celui de Navarre imitèrent son exemple.

Jacques de Bourbon se fit remarquer par son enthousiasme; il voulait partir sans plus attendre,

pour aller défendre sa sœur contre les ennemis qui l'entouraient. La croisade fut décidée; les évêques la prêchèrent dans toute l'Europe. Le roi de France, désigné par le pape pour être le chef de cette nouvelle entreprise, commença ses préparatifs. On compta bientôt trente mille hommes des diverses parties de la chrétienté enrôlés sous la bannière sainte : on allait voir une portion de l'Europe fondre de nouveau sur l'Asie. Philippe de Valois fit prévenir Charombert, roi de Hongrie, qu'une armée de croisés traverserait ses États pour gagner les bords de l'Hellespont : ce prince annonça qu'il joindrait ses armes à celles des chrétiens occidentaux. La chevalerie du Languedoc s'unit aux quatre barons provençaux, Boniface de Castellane, Palamède de Forbin, Hubert de Saint-Gilles et Foulque d'Agoult, pour équiper une flotte et aller en Orient par mer. Élie de Villeneuve, grand-maître de Rhodes, promit de seconder le roi de France avec ses vaillants chevaliers (1334). Philippe laissait la régence au duc de Normandie, son fils aîné, en lui donnant pour conseiller le vieux duc de Bourbon, le Nestor des grands feudataires, et dont le fils, Jacques de la Marche, devait partir un des premiers pour la terre sainte. Philippe de Valois, au moment de quitter son royaume pour aller défendre des intérêts étrangers, s'aperçut que les siens propres étaient gravement menacés; autant sa bouillante noblesse faisait paraître d'ardeur pour courir à la croisade, autant celle d'Angleterre en montrait pour attaquer la France.

Édouard, nourrissant toujours le projet de s'as-

seoir sur le trône de saint Louis, tourmenté sans cesse et même humilié dans son orgueil par l'hommage qu'il s'était vu obligé de faire à Philippe de Valois, entretenait l'animosité de ses sujets, et l'augmentait encore en se parant d'un faux air de modération. Le duc de Bourbon, devenu l'unique régulateur de Philippe depuis la mort du connétable de Châtillon, fit sentir au monarque le danger qu'il pouvoir courir en abandonnant son royaume. Le prince, appréciant la justesse de ses observations, renonça, non sans regret, à son expédition d'outremer : ces immenses préparatifs ne servirent qu'à montrer à tous les yeux les ressources de la nation. On ne comprend pas comment Édouard III ne dissimula point son impatience, afin de laisser partir Philippe et l'élite de la chevalerie. La France, dépourvue de ses plus braves défenseurs, eût été une proie facile à saisir.

La prévoyante politique qui retenait le monarque français dans ses États n'y enchaînait pas Jacques de Bourbon : sa sœur, femme de Lusignan, courait un danger imminent; il brûlait d'aller lui offrir son appui : en second lieu, son père, Louis I[er], se présentait comme roi titulaire de Thessalonique, ayant acheté depuis longtemps les droits d'Eudes, duc de Bourgogne; ce dernier les tenait de sa mère. Ces droits, que nous regardons aujourd'hui comme chimériques, ne paraissaient pas tels aux yeux des princes chrétiens; ils croyaient que les flots de sang dont les chevaliers avaient arrosé cette terre, leur en assuraient la légitime propriété. Les successeurs de

Godefroi de Bouillon n'auraient jamais perdu les États fondés par les chefs de la seconde croisade, si tous les souverains de l'Europe s'étaient réunis pour arrêter l'accroissement de la puissance musulmane.

Louis de Clermont, enflammé d'une noble ambition, voulait que sa race régnât sur une terre que les chrétiens avaient longtemps possédée; le caractère exalté de Jacques paraissait propre aux grandes entreprises : en conséquence, son père fit une levée de chevaliers dans la Marche et dans le Bourbonnais; il composa pour son fils une petite armée, que Philippe de Valois augmenta encore, ravi de pouvoir s'acquitter ainsi d'un vœu fait par lui dans un moment d'enthousiasme. Le jeune banneret, au comble de la joie, partit donc pour la Provence en 1334; il y trouva un homme de son âge, d'un caractère aussi chevaleresque que le sien : c'était Boniface VI, baron de Castellane, dont la courtoisie égalait la valeur; ce baron s'illustra comme poëte troubadour : Pétrarque imita ses vers, et lui emprunta beaucoup de sujets. Possesseur de la moitié de la Provence, Boniface pouvait seconder dignement le prince français; il enflamma par son exemple le zèle de la noblesse du pays. Beaucoup de chevaliers provençaux et languedociens se réunirent, dans le port de Marseille, à ceux qui venaient de Paris.

L'escadre mit à la voile, et joignit dans la rade de Gênes les forces maritimes que le pape et les Vénitiens tenaient prêtes pour la croisade : la flotte allait cingler vers les côtes de l'ancienne Grèce, lorsque

les envoyés d'Andronic le Jeune parurent en Ligurie, et supplièrent Jacques de Bourbon de venir à Constantinople pour aider leur souverain à repousser les Turcs, lui promettant qu'Andronic, délivré de ses redoutables ennemis, le seconderait à son tour dans sa conquête de Thessalonique. Le comte de la Marche ne put résister à leurs pressantes sollicitations; il arriva à Constantinople au commencement de l'année 1335, et y reçut l'accueil le plus flatteur. Il avait passé à la cour d'Andronic une année entière, lorsque le terrible Orchan, fils d'Ottoman, se présenta devant Constantinople accompagné de vingt-cinq vaisseaux (janvier 1336). Jacques désirait ardemment se mesurer avec les Turcs; il unit ses forces à celles d'Andronic, pour repousser Orchan. Ce barbare vint insulter les faubourgs de la capitale: on laissa engager son escadre dans le détroit qui sépare l'Asie de l'Europe; et, au moment où le mécréant s'y attendait le moins, il fut attaqué de tous côtés. Jacques et les autres croisés décidèrent de la victoire; car les Grecs, dégénérés, n'osaient soutenir la vue de leurs formidables adversaires. Orchan, battu (1), ne dut son salut qu'à une prompte fuite. Le lendemain de sa défaite, neuf vaisseaux formant l'arrière-garde, restés en dehors du détroit, recommencèrent l'action : Boniface de Castellane les assaillit, en prit la moitié, et coula les autres. Ce double triomphe parut d'autant plus glorieux que, depuis deux siècles, pas un cri de victoire n'avait re-

(1) Lebeau, Hist. du Bas-Empire, tom. XXIV.

tenti sur les rives du Bosphore. Le comte de la Marche demanda à l'émpereur les secours promis pour conquérir Thessalonique. Andronic éluda de jour en jour sa promesse, lui objectant des difficultés insurmontables. Jacques de Bourbon attendait encore, lorsque la renommée lui apprit qu'une ligue formidable, dirigée par le roi d'Angleterre, attaquait Philippe de Valois. Ne songeant plus à ses intérêts particuliers, il quitta Constantinople, et se hâta de revenir en France, brûlant de défendre son pays et son roi (1337). Le comte de la Marche ne pouvait arriver dans des circonstances plus favorables à son courage : le roi se trouvait environné de difficultés inextricables, qui provoquèrent une rupture avec Édouard; en voici la principale cause.

Robert d'Artois, ayant perdu deux fois son procès contre sa tante Mahaut, du vivant de Philippe le Bel et de Philippe le Long, crut pouvoir sans difficulté élever de nouvelles réclamations sous le règne de Philippe de Valois, qu'il avait servi très-efficacement lors de la première contestation de ce prince avec Édouard III. Robert fondait ses prétentions sur ce qu'il était fils de ce jeune Philippe d'Artois blessé mortellement au combat de Furnes. Aussitôt après le trépas de son aïeul Robert II, dont la témérité fit perdre la bataille de Courtray, Mahaut, sa tante, s'était mise en possession de l'Artois, en vertu des coutumes, qui ne reconnaissaient point la représentation; le neveu, devenu plus âgé, excité par quelques vassaux puissants, attaqua les premières décisions : la cour des pairs jugea ce procès, et maintint Mahaut dans l'entière

possession des États de son père. Philippe de Valois, voulant récompenser Robert du zèle qu'il avait montré pour ses intérêts, et en même temps le dédommager de la perte des domaines paternels, lui fit don de la terre de Beaumont-le-Roger, qu'il érigea en comté-pairie; mais, au moment qu'on y pensait le moins, Robert demanda la révision du procès, en s'appuyant sur un prétendu testament de son grand-père. Cette pièce, évidemment fausse, le constituait héritier de la majeure partie des domaines d'Artois. Il ne rougit pas d'employer les moyens les plus honteux, de recourir aux intrigues les plus criminelles pour parvenir à ses fins : on le condamna une troisième fois. Philippe de Valois fit pour le favoriser, en cette occasion, tout ce que l'amitié la plus vive peut inspirer à un roi.

Vers la fin du mois qui suivit cette décision, Mahaut et une de ses filles moururent subitement. La voix publique attribua au poison le trépas de ces deux princesses : plusieurs particularités graves accréditèrent cette opinion. Philippe, indigné, prononça le 19 mars 1331, dans son lit de justice, un arrêt de bannissement contre Robert. Celui-ci, la rage dans le cœur, essaya de faire assassiner le roi, et courut chercher un refuge auprès d'Édouard, qui le reçut avec transport, se promettant bien de mettre à profit le ressentiment du prince français : ce fut ce moment qu'Édouard choisit pour lancer un manifeste dans lequel il s'annonça pour le véritable successeur de Charles IV, en se préparant à soutenir par les armes ses injustes prétentions. Il envoya dans les

Pays-Bas cinquante paladins, remplis de cet esprit chevaleresque propre à tenter des entreprises singulières. Les preux d'Angleterre se répandirent dans les États des ducs de Brabant, de Juliers et de Namur; ils y versèrent à pleines mains l'argent qu'Édouard leur avait ordonné de répandre. Ces chevaliers étaient tous liés par des serments bizarres : ils promettaient de se signaler, en l'honneur de leur dame, par un exploit éclatant; plusieurs avaient un œil couvert d'un bandeau de drap, et juraient de ne jamais voir de cet œil avant d'avoir accompli quelque prouesse sur les terres de France. Ce serment, ce bandeau, leur audace, et surtout l'argent qu'ils semaient en quantité, produisirent de l'effet sur les esprits, et déterminèrent tous ces petits princes à embrasser le parti de l'Angleterre; la maison de Plantagenet ne négligea même pas l'alliance d'un chanoine de Cambray, qui possédait plusieurs fiefs. (Rymmer, t. IV.)

Édouard menaça les Flamands de ne plus leur vendre de laine, si le pays ne se déclarait en sa faveur (1) : il savait bien que ces peuples, dont les richesses provenaient des manufactures, trouveraient plus difficile de se passer des laines de l'Angleterre que de résister aux armes de la France. Les Belges se révoltèrent une troisième fois contre Louis, leur prince, que Philippe de Valois avait réintégré dans ses États. Le brasseur Artevelle se fit chef de la révolte, s'empara de l'autorité, et l'exerça de la manière la

(1) Meyer, Hist. de Flandre, année 1337.

plus tyrannique; accompagné de quatre-vingts valets armés, qui ne le quittaient jamais, cet homme faisait assommer quiconque lui déplaisait; il dépouilla de leurs charges les commandants des villes, les magistrats et les anciens agents du prince. « Des adultères, des homicides, des voleurs, furent placés dans les emplois publics, » dit l'historien Meyer : voilà quels furent les alliés d'Édouard. Ce prince ne se borna point à capter l'amitié des Flamands; mais, à l'aide de nombreux émissaires et au moyen des anciennes relations que Robert d'Artois conservait en France, il parvint à y acheter une partie des feudataires. Philippe de Valois se trouva en peu de temps entouré de traîtres. Froissard et la chronique de Saint-Denis n'hésitent point à dire que la plupart des barons français recevaient des dons considérables des mains du rival de leur maître; Duhaillan les appelle les *pensionnaires de l'Angleterre*. Depuis quelques années la corruption faisait des progrès effrayants en France; le caractère des hommes, en s'adoucissant, avait perdu sa simplicité primitive : le goût des plaisirs se répandait parmi les hautes classes, qui manquaient ordinairement des moyens pour le satisfaire, car les terres, mal cultivées, ne produisaient que fort peu de chose; aussi l'argent d'Édouard fut-il recherché. Cet honneur, jadis si sévère, céda aux avances des Plantagenets. Le quatorzième siècle était pour la France une de ces époques fatales, où l'avilissement des hommes est le prélude des plus affreuses catastrophes.

Ce fut au milieu de cette désorganisation morale

que Jacques de Bourbon arriva en France : la corruption des grands lui inspira une noble indignation, il jura d'y demeurer toujours étranger. Le comte de la Marche se trouvait à vingt-quatre ans vieux guerrier, comparativement aux autres barons : la renommée avait publié dans le royaume ses exploits devant Byzance. Son père le revit avec d'autant plus de joie, que Pierre, son fils aîné, tenait une conduite fort répréhensible; Jacques lui parut, au contraire, appelé à soutenir l'honneur de sa race : il l'unit, en 1337, à Jeanne de Châtillon, dame de Carency, petite-nièce du connétable Gaucher de Châtillon. Philippe de Valois accueillit le jeune prince de la manière la plus distinguée, et l'offrit comme modèle à tous les bannerets. Ce monarque ne prévoyait pas encore les dangers qui l'environnaient; le surnom de *fortuné*, que les peuples lui avaient donné, le remplissait d'une confiance dangereuse. Le sage Louis de Clermont, qui ne la partageait pas, lui montrait l'agression d'Édouard comme très-prochaine, car la rivalité des deux rois provenait de différentes causes : l'ambition des Plantagenets, la fierté de Philippe, la saisie faite par lui de plusieurs villes de la Guienne, l'asile qu'il donnait à David, roi d'Écosse, celui qu'Édouard accordait à Robert d'Artois, étaient autant de motifs de discorde. Louis de Clermont conseilla à Philippe d'opposer aux alliances sur lesquelles s'appuyait son concurrent, d'autres alliances plus puissantes : Albert et Othon d'Autriche s'engagèrent à le servir; le comte Palatin promit de lui amener un corps nombreux de cavalerie; la république de Gênes

lui offrit des arbalétriers et des archers; les rois de Castille, de Bohême, de Navarre, et le duc de Bretagne, tous quatre ses parents, s'annoncèrent comme prêts à unir leurs forces aux siennes. Non content de ces mesures politiques, Philippe de Valois voulut rompre les liaisons secrètes qu'Édouard entretenait en France par le moyen des partisans de Robert d'Artois : en conséquence, dans une proclamation datée de Vincennes, 7 mars 1337, il déclara ce vassal criminel de lèse-majesté, et ses adhérents coupables des mêmes crimes. (Cartulaires de Decamps, t. XXVIII.)

Robert, de son côté, excitait la haine du monarque anglais, et l'engageait à opérer sans délai une irruption en France, lui garantissant une puissante coopération de la part de ses nombreux amis, qui viendraient en foule se ranger sous ses drapeaux. Malgré ses instances, Édouard recula devant l'exécution de ce projet : ce prince alla en personne dans la Flandre, pour consolider ses alliances; mais il trouva les habitants peu disposés à servir sa cause : quoique les Belges eussent chassé leur souverain, ils étaient retenus par la crainte de déplaire à Benoît XII, qui les avait menacés des foudres de l'Église si leur pays prenait parti contre la France.

Les Flamands, de tout temps très-pieux, redoutaient le courroux du saint-siége; Artevelle, vendu au souverain de l'Angleterre, imagina, pour lever leurs scrupules, un subterfuge digne du temps et des artisans grossiers auxquels il s'agissait d'en imposer : « Prenez, dit-il à Édouard, le titre de roi de France; les Flamands, combattant pour vous, ne croiront

pas manquer à leurs serments. » Édouard sentit qu'il ne fallait en effet aux hommes passionnés qu'un prétexte pour violer les devoirs les plus sacrés : le prince suivit le conseil d'Artevelle; et ce fut sur l'avis d'un brasseur qu'il fit valoir ses droits à la couronne de France, droits dont ses successeurs ont longtemps poursuivi la chimère (1).

Édouard publia un second manifeste pour démontrer la légitimité de ses prétendus droits, et l'adressa à tous les pairs, ducs, comtes et barons : il écartela les armes de France et d'Angleterre, et prit dans tous les actes publics le titre de *roi de France* (2). Philippe en fut alarmé; ce prince appela auprès de lui toute la noblesse; il trouva plus d'empressement dans la classe moyenne que parmi les barons. Louis de Clermont et ses deux fils lui témoignèrent un dévouement absolu. Jacques de la Marche, à son départ

(1) « C'est de cette époque, dit Hume (chap. xv), que date l'origine de l'animosité violente que les Anglais ont constamment marquée depuis pour les Français : les grands seigneurs d'Angleterre et les simples gentilshommes se vantaient de leur origine française ou normande, et affectaient d'employer la langue de Paris dans les actes publics et même dans les conversations particulières. Mais les fatales prétentions d'Édouard III rompirent cette bonne intelligence, qui fut remplacée par une espèce d'antipathie que les Anglais, quoique agresseurs, et malgré le mal qu'ils ont fait à la France, ont portée plus loin que les Français mêmes. » *Nor is their hatred retaliated on them to an equal degree by the French.*

(2) Presque en même temps qu'Édouard prenait ostensiblement le titre et même les insignes de roi de France, il défendait en Angleterre l'usage de la langue française au barreau et dans les actes publics : cependant, malgré ses ordres, la langue anglaise ne fut à la mode que bien longtemps après; le premier acte écrit en anglais est de 1386. (Hume, ch. xv. — Rymer, liv. VII, p. 526.)

pour la Grèce, avait été armé chevalier par le vieux roi de Bohême; Philippe voulut aussi lui ceindre l'épée : c'était un honneur signalé que d'être armé chevalier deux fois. Le monarque lui donna en même temps le commandement des sergents d'armes, garde ordinaire du palais des souverains.

Philippe, ne pouvant devenir agresseur dans cette circonstance, attendit qu'on l'attaquât. L'évêque Lincoln vint apporter à Paris, vers la fin d'août 1339, la déclaration de guerre d'Édouard : les évêques remplissaient fréquemment ces sortes de missions, car on regardait leur caractère sacré comme un sauf-conduit inviolable. Presque en même temps Valter Mauny, capitaine anglais, qui avait promis aux dames d'insulter le premier les terres de France, y pénétra accompagné de quarante lances : depuis près de vingt ans on désignait ainsi un petit corps de cinq ou six hommes; on appelait *lance bien fournie* celle qui en avait huit : ainsi Mauny conduisait deux cent cinquante hommes. Son exploit fut, en débutant, de brûler la ville de Mortagne et d'en massacrer les habitants (1). Les Flamands, révoltés contre Guy leur souverain, au commencement du quatorzième siècle, avaient commencé ce genre de guerre d'extermination; Édouard fut encore plus coupable, puisqu'il changea en système cette pratique barbare.

Ce prince, à la tête de son armée, vint assiéger Cambray, défendu par le vaillant Gallois de Labaume;

(1) Froissart, liv. 1, ch. 36.

ayant échoué dans les premières tentatives, il forma une espèce de blocus, et détacha une partie de ses forces pour ravager le Cambrésis et la Picardie. Philippe envoya au secours de la place dix mille hommes de troupes féodales ou de bandes soldées, commandées par Jacques de la Marche. Ce banneret attaqua impétueusement les corps de partisans qui ravageaient la contrée, écrasa les uns, dispersa les autres, et contraignit enfin l'ennemi à se tenir renfermé dans son camp. Édouard, convaincu de l'impossibilité d'emporter Cambray, leva le siége, et entra en Picardie, afin de joindre Philippe et de lui présenter la bataille. Le monarque français se mit en mouvement, et se vit bientôt en présence de son compétiteur. Les deux armées, égales en forces, formaient ensemble deux cent cinquante mille combattants : depuis la défaite d'Attila on n'avait pas vu dans les Gaules autant d'hommes armés sur le même terrain.

Le camp des Français se développait au-dessous de Vironfosse; celui des Anglais s'étendait le long de la Capelle. Le présomptueux Édouard voulut frapper le moral de son ennemi en se hâtant de lui offrir la bataille, quoique sa position fût la moins avantageuse; il dépêcha un héraut pour porter le défi. Jacques de la Marche combla de présents cet écuyer, et lui remit une chaîne d'or : tel était l'esprit de la chevalerie; se battre passait pour une chose si belle et si désirable, qu'en annoncer seulement l'occasion méritait une récompense.

Les deux armées, rangées, attendaient le signal; les chefs et les soldats croyaient voir commencer à

chaque instant l'action, lorsqu'une violente rumeur s'éleva à l'extrémité de l'aile droite des Français : on crut que l'ennemi avait commencé l'attaque. Le roi et les barons montèrent à cheval, et, d'après l'usage de cette époque, Valois ainsi que les autres princes suzerains firent un nombre assez considérable de chevaliers. Mais on ne tarda pas d'apprendre qu'un lièvre causait l'alerte : ce timide animal, épouvanté du bruit des armes, sortit de son terrier et traversa les rangs pour aller chercher un asile moins périlleux. Les chevaliers institués ce jour-là furent appelés *les chevaliers du lièvre.* (Froissart, liv. I, ch. 41.)

Cependant Édouard, trop politique pour risquer une défaite dans une saison avancée, au milieu d'un pays dont la population se montrait fort peu disposée en sa faveur, prit le sage parti de se retirer et d'aller établir ses quartiers d'hiver au fond du Hainaut. Il effectua sa retraite la nuit qui précéda le jour fixé pour le combat, défection odieuse suivant les idées reçues. Cependant Philippe ne fut pas extrêmement fâché de cette infraction aux lois de la chevalerie; il voyait avec peine le théâtre de la guerre se rapprocher de Paris. Mais cette foule de bannerets, qui avaient conduit leurs chevauchées sur le terrain, éprouvaient un vif regret de ce qu'on les privait du bonheur de se signaler; ils demandaient instamment de poursuivre l'ennemi : cette faveur ne fut accordée qu'à Jacques de la Marche, qui partit avec six mille cavaliers, ayant pour lieutenants Gui de Nesle, Robert de Fiennes et Charles de Montmorency. Le comte de la Marche poussa vigoureusement Édouard, défit

son arrière-garde au passage de la Sambre : se laissant emporter par un excès de courage, il parvint jusqu'auprès du roi, et fut au moment de l'enlever au milieu de ses gardes; il s'y trouva bientôt entouré de toutes parts, et ne dut son salut qu'à la bravoure de ses compagnons d'armes. Le paladin revint joindre l'armée de Philippe de Valois, auprès de Saint-Quentin, ramenant plusieurs milliers de prisonniers.

Les hostilités continuèrent nonobstant la rigueur de l'hiver : des campagnes ravagées, des villages incendiés, des églises pillées, des actions affligeantes pour l'humanité, tel est le tableau que présente l'histoire des opérations militaires pendant cette saison. Au milieu de ces dévastations, Édouard reçut un échec qui lui fut bien sensible. Voulant se venger de l'affront que Jacques de Bourbon lui avait fait essuyer, ce prince opéra un mouvement rétrograde, et rentra dans le Cambrésis, désola la Thiérache, la rive droite de l'Escaut, et vint tomber dans une embuscade que lui tendait l'abbé d'Honnecourt. Ce prêtre guerrier, qui possédait d'immenses domaines, donna asile aux habitants des campagnes dont la plupart fuyaient la fureur de l'ennemi; il changea leur terreur en résolution, et prit les mesures les plus énergiques pour chasser les Anglais de ces contrées : jamais général ne déploya plus de talent dans ses plans, ni plus de hardiesse dans leur exécution; l'abbé s'empara des défilés, du passage des rivières, des hauteurs; enfin, ayant enveloppé Édouard, il fondit sur ses divisions, et les défit entièrement. L'orgueilleux potentat fut vaincu par des

moines et des paysans; peu s'en fallut qu'il ne servît lui-même de trophée à leur triomphe; les chroniques du temps disent que le prieur d'Honnecourt sauva l'État (1).

Le mois suivant, le roi d'Angleterre répara amplement cet échec par la victoire navale de l'Écluse. Cette défaite commença les malheurs de Philippe de Valois, et coûta vingt mille hommes à la France. La flotte de Philippe, rangée dans la Manche, se composait de douze cents navires : saint Louis en avait équipé une de quinze cents, et plus tard Charles VI, au commencement de son règne, en réunit autant. Sans doute ce n'étaient pas des vaisseaux semblables à ceux de nos jours : cependant la promptitude avec laquelle on rassemblait une flotte aussi considérable prouve que la France possédait des ressources maritimes imposantes.

Édouard fut atteint d'une flèche à la bataille de l'Écluse : cette blessure ne put arrêter son infatigable activité; il débarqua non loin d'Ostende, et entra dans Gand en triomphateur. Le monarque anglais, n'y étant resté que le temps nécessaire pour concentrer ses forces, se remit ensuite en campagne, et forma le siége de Tournay; mais on lui opposa, comme à Cambray, une vigoureuse résistance; quantité de barons et de chevaliers venaient de se jeter dans la place : le connétable Raoul d'Eu, le comte de Guines et les maréchaux Robert de Briquebec et Mathieu de Trie les conduisaient.

(1) Froissart, ch. 40 et 41.

Le perfide Robert d'Artois, commandant un corps de quarante mille Flamands, protégeait les opérations du siége; ce général essaya d'enlever Saint-Omer. Il rencontra au pied de ses remparts Eudes, duc de Bourgogne, son ennemi personnel, époux de Jeanne, petite-fille de Mahaut. Robert attaqua le prince bourguignon avec la fureur que pouvait inspirer une haine implacable; tout céda à sa furie : les Français, moins nombreux que les Belges, plièrent sous ses efforts. Déjà il croyait atteindre Eudes et assouvir sa rage sur ce rival odieux, lorsqu'il se vit arrêté par Jacques de la Marche, accouru à la tête de cinq mille cavaliers. Le banneret français, ayant pris l'ennemi en flanc, rétablit le combat; communiquant à ses soldats l'ardeur qui l'animait, il enfonça les escadrons brabançons composant la principale force de Robert, et décida de la victoire par son intrépidité. Robert fut mis en pleine déroute, perdit quatre mille hommes, ses bagages, ses bannières chargées de ses armoiries comme comte d'Artois et lieutenant d'Édouard, *roi de France et d'Angleterre*.

A l'issue de cette défaite, les Flamands, dégoûtés, retournèrent à leurs ateliers, se montrant sourds aux prières et aux exhortations d'Artevelle; dans leur désespoir, ils avaient même voulu massacrer Robert d'Artois. Philippe de Valois se rapprocha de Tournay, resserra les assiégeants dans leur camp, soigneux de n'engager que des actions partielles. Édouard, désespéré du nouveau genre de guerre adopté par son ennemi, lui adressa un cartel, que le flegmatique Valois renvoya, en disant que ce cartel

ne lui était point destiné, car la suscription portait seulement *à Philippe comte de Valois*. La bravade d'Édouard n'avait pour but que de cacher le péril imminent dans lequel lui et ses troupes se trouvaient engagés. L'avantage que Jacques de Bourbon avait remporté devant Saint-Omer sur Robert d'Artois, renversait le plan de campagne d'Édouard, en le privant de son corps d'observation. Le vainqueur de Robert, ayant opéré sa jonction avec l'armée principale, en accrut la force et la mit à même de cerner l'ennemi de tous côtés. Les Anglais couraient risque d'être écrasés : un seul choc allait décider de la guerre, lorsqu'une femme vint sauver Édouard, qui, de l'aveu même des historiens anglais, était perdu sans ressource. Jeanne de Valois, douairière de Hainaut, sœur de Philippe et belle-mère d'Édouard, vivait retirée au couvent de Fontenelle : elle conçut le dessein d'arracher les armes des mains de son frère et de son gendre. Jeanne quitta sa retraite, arriva pieds nus et couverte d'un cilice ; passant tour à tour dans l'un et dans l'autre camp, elle obtint que les deux rois signeraient une trêve. Jacques de la Marche et les principaux feudataires se récrièrent, en voyant le roi laisser échapper une si heureuse occasion pour accabler sans retour son compétiteur. Le magnanime désir d'épargner le sang de ses sujets rendit constamment Philippe de Valois dupe d'un adversaire dont la politique astucieuse ne fut qu'une suite de ruses, de piéges et de perfidies. Le roi signa donc, en 1340, un armistice que son vassal se promettait bien de rompre lorsque ses intérêts le commande-

raient : cet armistice suspendait une lutte qui jusqu'alors n'avait eu d'heureux fruits pour aucun des deux partis. Édouard, dans cette circonstance, épuisa tellement ses ressources pécuniaires, qu'il se vit obligé de mettre en gage sa couronne et celle de la reine sa femme, entre les mains des archevêques de Trèves et de Cologne (1).

Jacques de la Marche ressentait le besoin d'occuper son courage; cette ardeur fut toujours si active que, dans le cours de toute sa vie, il ne passa pas six mois sans prendre part à quelque expédition.

Le désir de conquérir Thessalonique ne cessait de l'agiter : il apprit que les chevaliers de Rhodes, guidés par Élie de Villeneuve, après avoir remporté de notables avantages sur les infidèles, se préparaient à fondre sur Smyrne; il résolut d'aller s'unir à ces vaillants défenseurs de la foi, de partager leurs dangers et leur gloire, espérant trouver chez eux un peu plus tard de puissants auxiliaires pour conquérir la Macédoine. Mais au moment où il s'apprêtait à quitter la France pour chercher les combats sur des rives étrangères, un nouvel incident vint rallumer le feu de la guerre dans toute l'Europe : voici comment.

Jean III, dit le Bon, duc de Bretagne, mourut au commencement de 1341, sans laisser d'enfants de ses trois femmes. Charles de Blois avait épousé Jeanne, fille de Guy, comte de Penthièvre, nièce de Jean III, et son héritière, en vertu des coutumes de la Bretagne, qui appelaient les femmes à succéder aux grands

(1) Hume, liv. XV.

fiefs. Jean de Montfort (1), frère du dernier duc, mais d'un second lit, prétendait à la possession de la Bretagne : profitant de l'absence de Charles de Blois, il se saisit de Nantes et de plusieurs autres villes. Jeanne de Penthièvre ainsi que son époux portèrent plainte au roi de France, qui, en qualité de suzerain, devenait juge du démêlé en dernier ressort : Jeanne citait, pour prouver que la représentation dominait en Bretagne, un exemple pris dans une des plus anciennes et des plus puissantes familles du duché. Jean de Kergorlay, puîné de Pierre II, étant mort avant 1340, sans enfants, sa succession passa à Jean III son petit-neveu, petit-fils de son frère aîné, au préjudice de Henri, son frère cadet, qui l'avait revendiquée. Philippe de Valois jugea d'après ce précédent : un arrêt du 7 septembre 1341, rendu à Conflans, envoya Charles de Blois en possession du duché. Montfort, de son côté, voulant se ménager un protecteur puissant, se déclara vassal d'Édouard, se mettant ainsi en pleine rébellion envers Philippe et la France; il trouva un certain nombre de partisans dans ses prétendus États : au premier rang des bannerets on distinguait Tanneguy-Duchâtel, Guillaume de Cadoudal, Papillon de Saint-Gilles, Henri de Kergorlay, les Spinefort. Le comte de Blois voyait au nombre des siens Olivier de Clisson, père du fameux connétable;

(1) Jean, petit-fils du fameux Simon de Montfort, et le dernier mâle de cette race, laissa une fille, Béatrix, qui apporta le comté de Montfort dans la maison de Dreux : elle le laissa en mourant à sa fille Yolande, laquelle, devenue veuve d'Alexandre III, roi d'Écosse, épousa en secondes noces Arthur II, duc de Bretagne, et en eut un fils, Jean, que l'on dota du comté de Montfort.

Laval, le vicomte de Rohan, Geoffroi de Malestroit; les sires de Rieux, d'Avaugour, Thibault de Morillon, Gérard de Maulin, Geoffroi Charni; les sires de Tintiniac, de Beaumanoir, de Bruc, de Raix, de Rougé, de Derval, d'Aspremont, Robert de Beaumont, Coëtmen, du Ponton, de Lescouët, de Goyon, Traougoff, Reyneval, et le sire de Porrohët, issu des anciens rois de Bretagne.

Édouard s'empressa d'envoyer des secours au comte de Montfort. Philippe dut imiter cet exemple; l'honneur national lui en faisait une loi. Son fils aîné, Jean, duc de Normandie, reçut le commandement des troupes; Jacques Bourbon accompagna le prince: une tendre amitié l'unissait au comte de Blois, son allié. L'élite du féodal lignage forma le cortége de l'héritier du trône; on y distinguait le duc d'Alençon, frère de Philippe, le roi de Navarre, le duc de Bourgogne, Pierre de Clermont, trois Montmorency, dont un maréchal de France, le comte de Guines, les ducs d'Athènes et de Lorraine. Odoart Doria et Grimaldi commandaient les Génois à la solde de la France. Jacques de la Marche fut le héros de cette guerre, que l'on pourrait nommer la chevalerie en action; on y mit en pratique jusqu'au moindre règlement de cette institution.

Le premier exploit des Français fut la prise de Chantoceaux, un des boulevards de la Bretagne, et qui tenait pour Montfort; le duc de Normandie assiégea la ville de Nantes le mois suivant. Jacques de la Marche et le duc d'Alençon abandonnèrent le camp pour tenter des coups de main sur les places

et forteresses voisines; ils attaquèrent Valgarnier, château fortifié d'une manière particulière. Ferrant, qui le défendait, fit une sortie, et prit de sa main Sauvage d'Attigny, banneret distingué par sa bravoure, et très-aimé du duc de Normandie; Ferrant promit de le mettre en liberté si le duc voulait accepter un combat à outrance de deux cents contre deux cents : on accueillit l'offre avec transport. Le jeune prince quitta le siége de Nantes; et quoique héritier de la couronne de France, il ne balança pas à courir les chances d'une joûte à fer émoulu, et céda dans cette occasion le commandement au comte de la Marche, que toute l'armée ne désignait que par le nom de *fleur des chevaliers*. Les barons les plus considérés des deux armées se portèrent comme poursuivants. on citait, du côté des Français, outre les deux princes déjà nommés, le roi de Navarre, les ducs d'Alençon, de Lorraine et d'Athènes, le vicomte de Rohan, le seigneur de Briquebec et Sauvage d'Attigny, qui obtint la permission de combattre; son sort dépendait d'ailleurs de l'issue de la joûte. Parmi les Bretons parti de Montfort, on citait les sires de Kergorlay, de Châteaubriand, de Papillon de Saint-Gilles, de Rouvre et le Borgne d'Hause. Au jour fixé les quatre cents combattants se rendirent dans une plaine voisine de Valgarnier; les deux divisions de deux cents hommes se rangèrent en bataille, comme eussent agi de grandes armées. Jacques de la Marche se mit au centre en qualité de général en chef; le duc de Normandie commandait la gauche, le duc d'Athènes la droite. Après une courte prière, et au signal donné par le

beffroi de Valgarnier, les combattants, la lance en arrêt, fondirent les uns sur les autres : Jacques de Bourbon enfonça le centre, qui lui était opposé; les ducs de Normandie et d'Athènes, moins heureux, plièrent devant leurs adversaires; mais le comte de la Marche, divisant sa troupe en deux parties, les secourut à propos : enfin, au bout de trois heures d'efforts inouïs, les Bretons, vaincus, se firent tuer, à l'exception de trente, qui demeurèrent prisonniers. Froissart, toujours injuste lorsqu'il parle des Français, dit que le duc de Normandie ayant ordonné d'égorger ces trente Bretons, voulut qu'on lançât leurs têtes sur les remparts de Nantes : c'est une absurde calomnie, que dément le caractère bien connu du duc de Normandie (le roi Jean) et des chevaliers qui partagèrent sa victoire. Villani, historien impartial et étranger à la querelle, ne fait pas mention de cette barbarie, et pourtant il entre dans de minutieux détails au sujet de ce combat : ce chroniqueur admire même la loyauté que l'on y fit paraître de part et d'autre. Au reste, la circonstance la plus remarquable de ce fait d'armes, c'est que Jean de Montfort et Charles de Blois, pour qui l'on se battait en Bretagne, n'y prirent aucune part.

Montfort, resserré dans Nantes, craignant de payer de la vie une trop longue résistance, car il avait été déclaré criminel d'État par la cour des pairs, capitula le 18 décembre 1341 : le duc de Normandie le conduisit lui-même à Paris, et le remit entre les mains du roi son père. Montfort fut enfermé dans la tour du Louvre. La plupart des chevaliers fran-

çais quittèrent la Bretagne à la suite du prince; mais, sur les instances de Charles de Blois, Jacques de la Marche y demeura : ce général assura, par ses habiles manœuvres, le triomphe temporaire de la cause des Penthièvre. La captivité de Montfort semblait avoir décidé la querelle, lorsqu'une héroïne parut sur ce théâtre sanglant en 1332, et ralluma le flambeau de la guerre; c'était Jeanne de Flandre, femme de Montfort : les grâces de son sexe la distinguaient moins que l'intrépidité du soldat. A la nouvelle de la défaite de son époux, elle prit son jeune fils dans ses bras, le présenta aux bannerets bretons de son parti ainsi qu'aux bourgeois de Rennes, et implora leur secours en les exhortant à continuer la guerre. Tandis qu'une femme arrêtait la fortune par son courage, et s'élançait sur les champs de bataille pour animer les siens, Jacques de la Marche, né pour le métier des armes, s'en voyait arraché par l'ordre de son roi, pour aller remplir une mission d'un genre tout particulier.

Depuis que le saint-siége résidait dans le comtat venaissin, les successeurs de Philippe le Bel mettaient beaucoup de soin à ce que l'élection du pape eût lieu sous leurs auspices; plusieurs dignitaires de la couronne, et même des princes de la maison royale, y assistaient : c'est ainsi qu'on avait vu Philippe le Long, étant comte de Poitiers, présider à celle du pape Jean XXII, en 1316. Une telle influence, exercée dans une pareille circonstance, établissait d'une manière efficace la suprématie que les monarques français devaient exercer en Europe. Benoît XII

mourut le 25 avril 1342; on lui donna pour successeur le cardinal Pierre Roger, archevêque de Rouen : c'était le quatrième Français qui, depuis quarante ans, montait sur le trône de Saint-Pierre; il prit le nom de Clément VI. Le duc de Bourgogne, le dauphin viennois et Jacques de Bourbon présidèrent à son exaltation. Vers le milieu du mois qui suivit la cérémonie, le comte de la Marche était de retour en Bretagne, pour seconder Charles de Blois : l'étoile de l'héroïque Jeanne de Flandre pâlit devant la bravoure et les sages dispositions de ce terrible adversaire. Le duc de Normandie parut une seconde fois en Bretagne, accompagné du roi de Navarre, du duc d'Alençon, de Louis de Châtillon, des comtes de Boulogne, de Dammartin, des sires de Rougé, de Craon, de Sully, de Fiennes, de Couci, et de trente mille hommes. Philippe de Valois ne mit sur pied un armement si considérable que pour s'opposer aux desseins de l'ambitieux Édouard, qui prêtait à la comtesse de Montfort un puissant secours : ainsi, une querelle qui aurait dû se vider dans le coin le plus reculé des Gaules, devint l'occasion d'une guerre longue, opiniâtre, et qui mit la France sur le penchant de sa ruine.

Robert d'Artois, avide de vengeance, demanda le commandement des troupes qui allaient passer en Bretagne; Édouard attendait trop de son animosité pour le lui refuser. Robert, étant débarqué, annonça sa présence en portant le fer et le feu en tous lieux, comme s'il n'eût voulu laisser à Montfort que des ruines. Le rebelle vassal investit la ville de Vannes,

défendue par Hervé de Léon, Tournemine, Olivier de Clisson, Lohéac, et l'emporta, ayant livré trois assauts vigoureux : les généraux bretons furent assez heureux pour échapper à son courroux. Pendant qu'il attaquait Vannes, Jacques de la Marche poursuivait le siége de Rennes, aidé du vicomte de Rohan : la place, défendue par le vaillant Cadoudal et pourvue abondamment de vivres, semblait inexpugnable. Le général français, ayant appris les succès de Robert d'Artois, resserra la ville en pressant les travaux; les habitants, craignant qu'une résistance trop prolongée ne leur devînt fatale, se saisirent de la personne de Cadoudal, et ouvrirent les portes. Le comte de la Marche, charmé de la valeur du gouverneur, le combla de présents et le mit en liberté. La conquête de Rennes étant achevée, Jacques de Bourbon se porta rapidement au secours de Vannes; mais il apprit en chemin la capitulation de ce boulevard. Olivier de Clisson et Tournemine, en étant sortis furtivement, avaient rassemblé un assez grand nombre de soldats, et marchaient pour surprendre Robert au milieu de son triomphe; le comte de la Marche se mit à la tête de leurs forces, réunies aux siennes, parut brusquement devant la ville et commença un nouveau siége. Les barons des deux partis accoururent pour prendre part à l'action mémorable qui se préparait : cette fameuse querelle allait se décider sous les remparts de Vannes. Le comte de la Marche tenait dans ses mains le sort de la Bretagne; tous les yeux étaient fixés sur lui et sur son redoutable adversaire. Robert d'Artois avait fait réparer à la hâte

les fortifications; mais son rival, jugeant qu'il perdrait beaucoup de monde en cherchant à escalader des murs fort élevés et très-bien défendus, fit combler les fossés par un nombre considérable de travailleurs, brisa le pont-levis, rompit les portes à coups de catapulte, et se précipita le premier dans la ville. Robert contint dans l'intérieur des flots d'assaillants qui pénétraient de toutes parts; mais deux blessures le mirent hors de combat : il s'échappa en enfonçant une poterne, erra longtemps seul, et parvint enfin à gagner Hennebon. Robert se fit transporter par un vaisseau marchand à Londres, où il termina une vie malheureuse, le 6 octobre 1342 : son père était mort des blessures reçues au combat de Furnes; son grand-père fut tué à Courtray; son bisaïeul, fils de Louis VIII et fondateur de cette branche, avait péri en Égypte à la bataille de Mansoura. Ainsi ce vassal était le quatrième de sa race qui succombait les armes à la main : il laissait deux fils, alors détenus à Nemours pour les fautes de leur père. Les approches de la mort, loin d'affaiblir la haine que son cœur nourrissait à l'égard de la France, parurent la rendre encore plus violente; son dernier soupir fut un cri de rage contre son pays : il exhorta vivement Édouard à poursuivre ses desseins hostiles, l'assurant que sa cause trouverait dans le royaume de nombreux partisans. Les horreurs du trépas semblèrent s'évanouir à ses yeux, lorsqu'il entendit Plantagenet faire le serment de le venger. Ainsi mourut sur une terre étrangère un des petits-fils de Philippe-Auguste; ses souhaits impies ne furent que trop bien exaucés.

Édouard savait aimer, ou du moins il savait donner d'éclatants témoignages de son amitié : ce prince voulut que les obsèques de Robert fussent magnifiques, et, désireux de hâter l'effet de ses promesses, il franchit le détroit et alla débarquer sur les côtes de Brest. Philippe de Valois le vit arriver avec effroi dans l'Armorique; car, de la Bretagne, son entreprenant compétiteur pouvait pénétrer dans le cœur du royaume. Il quitta au plus vite Paris, et entra dans le duché, accompagné de trois divisions : elles servirent à consolider les conquêtes terminées par Jacques de la Marche. Philippe atteignit Édouard non loin de Ploërmel; cerné de tous côtés, l'Anglais se trouvait dans une situation pareille à celle d'où l'avait tiré Jeanne de Hainaut, lorsqu'un incident semblable vint encore le sortir de ce mauvais pas. Les cardinaux de Clermont et de Palestrine, qui accompagnaient l'armée, employèrent tout leur crédit pour arrêter le cours des hostilités. Il advenait quelquefois que des évêques, transportés de l'ardeur martiale commune à tous les hommes de leur temps, s'élançaient au milieu des batailles; mais cet exemple se représentait rarement, tandis qu'on en voyait très-souvent d'autres s'enfoncer dans la mêlée pour contenir la fureur des soldats. Les cardinaux amenèrent les deux partis à conclure une trêve le 19 février 1343 : ils méritèrent sans doute des éloges pour avoir empêché l'effusion du sang; mais Philippe, comme roi, encourut le blâme, car il laissa échapper une seconde fois une belle occasion d'écraser son mortel ennemi.

LIVRE II.

Jacques de Bourbon chasse les Anglais des provinces du midi. — Bataille de Crécy (1346).

Jacques de la Marche, voyant la paix conclue, voulut reprendre l'exécution de son projet favori, la conquête de la Macédoine; il croyait que la France ne réclamerait de longtemps le secours de son bras : quelle était son erreur! la guerre a des trêves, mais les passions n'en ont point; elles rallument le flambeau de la discorde au moment où la politique croyait l'avoir éteint.

Le comte de Salisbury, premier ministre d'Édouard, ayant acquis la preuve que son maître, pour prix des plus éminents services, ne craignait pas de flétrir son honneur, abandonna ses foyers, se retira auprès de Philippe, et lui remit une correspondance secrète de plusieurs barons français et bretons avec le monarque anglais : ces lettres provenaient principalement d'Olivier de Clisson et de Geoffroi d'Harcourt. Le premier, tombé au pouvoir d'Édouard en 1340, fut renvoyé sans rançon : charmé des avances de Plantagenet, ébloui par des promesses mensongères, Olivier se voua tout entier à la défense de ses intérêts. Le second, un des plus puissants bannerets de la Normandie, se prit de querelle avec le maréchal de Briquebec au sujet d'une châtelaine dont il était épris, et que le fils du

maréchal voulait épouser. Le roi, pour couper court à ce différend, avait évoqué l'affaire au parlement; d'Harcourt fut condamné : la rage dans le cœur, il fit un traité secret par lequel il promit à Édouard de lui ménager des partisans en Normandie; nonobstant sa défection bien réelle, d'Harcourt feignait de rester attaché à la France. Les lettres que Philippe reçut de Salisbury lui donnèrent la certitude cruelle que des traîtres épiaient ses démarches : le monarque fit arrêter Olivier de Clisson, venu à Paris pour assister aux tournois publiés à l'occasion du mariage du second fils du roi avec la fille posthume de Charles IV. Philippe, las de la guerre, fatigué de se voir contester le titre de roi, voulut effrayer par un exemple terrible les hommes perfides dont il était environné. D'après ses ordres, Olivier eut la tête tranchée : on fit subir le même châtiment à quatorze chevaliers bretons impliqués dans la fatale correspondance. Geoffroi d'Harcourt parvint à passer en Angleterre, et reconnut Édouard pour roi de France : ce prince accueillit d'Harcourt comme il avait accueilli Robert d'Artois; il lui donna le comté de Richemont, en dédommagement de la perte de ses biens récemment confisqués.

Philippe avait hérité du caractère dur et intraitable qui suscita tant d'ennemis à son père : les faveurs dont la fortune se plut à le combler au début de son règne changèrent son naturel : il devint bon, juste et affable; mais lorsque ce prince eut acquis la preuve que lui et sa famille vivaient au milieu d'embûches et de trahisons, que ses bienfaits n'engendraient

que des ingrats, sa violence primitive reparut en entier. Sombre, méfiant, inquiet, il n'offrit plus à ses sujets qu'un front sévère : cette fâcheuse disposition s'augmentait encore par suite du mortel déplaisir que lui inspirait la conduite déloyale du roi d'Angleterre. En effet Édouard, sans aucune déclaration préalable, ordonna au comte de Derby, commandant en Guienne, de ravager les terres de France. Le midi, dégarni de troupes, offrait un accès facile : d'ailleurs l'expédition de Bretagne, en se prolongeant, avait épuisé toutes les ressources; les soldats et l'argent manquaient absolument. Derby, l'homme le plus habile en guerre et en politique, menaçait le Languedoc, le Limousin et la Gascogne. Pour écarter un péril si pressant, le roi jeta les yeux sur Jacques de la Marche et sur Pierre Ier, son frère : ces deux princes ne cessaient de lui donner les preuves les plus éclatantes de fidélité; Pierre, léger et frivole, ne s'était pas laissé gagner néanmoins par les offres attrayantes d'Édouard. Philippe le nomma gouverneur des provinces méridionales, en exigeant qu'il ne se séparerait jamais de son frère, dont le caractère brillant autant que généreux devait infailliblement rattacher encore plus les habitants de ces contrées à la cause des Valois. Ces deux feudataires partirent, ayant pour lieutenants les maréchaux de Montmorency et de Saint-Venant, le comte de Tancarville et le dauphin viennois : le roi ne put leur donner qu'un millier d'archers. Les deux Clermont montrèrent ce dont est capable un dévouement sincère : ils vendirent une partie de leurs domaines,

prirent à leur service des compagnies soldées, et levèrent dans le Bourbonnais ou le Forez douze cents chevaliers. Arrivés dans le midi, ces généraux surent réchauffer le zèle de ses habitants : le Languedoc se distingua en cette occasion. La ville de Toulouse fournit à elle seule mille sergents. La Gascogne envoya de nombreuses compagnies de fantassins : les nobles de ce pays, fort sédentaires, accoururent cependant, désireux de combattre sous les ordres du guerrier qu'on surnommait *la Fleur des chevaliers*. Au bout de quelques mois, Jacques de Bourbon se vit à la tête d'une armée formidable; il commença les hostilités dans l'Agénois, pendant que son frère dirigeait les opérations dans le Quercy, et raffermissait l'autorité de son maître encore mal établie dans cette partie du royaume.

Le comte de Derby, qui dominait en conquérant dans toute l'Aquitaine, vit tous ses plans renversés par l'active vigilance du duc de Bourbon, et la valeur impétueuse du comte de la Marche. Lord Pembrok, ayant voulu sortir de la Réole pour aller tenter un coup de main sur Blaye, fut complétement battu, et ne dut son salut qu'à l'obscurité de la nuit, qui mit fin à l'action. Derby et ses lieutenants Norfolk, Mauny, Pembrok, n'osèrent plus tenir la campagne : les acquisitions faites par les Anglais dans le Languedoc, l'Angoumois, la Gascogne, leur furent enlevées rapidement.

Le duc de Normandie vint recueillir le fruit des travaux des deux Clermont, sans cependant leur en enlever le mérite; il arriva dans le Languedoc suivi

d'une nouvelle armée, qui servit à consolider autant qu'à étendre les conquêtes commencées par le comte de la Marche; enfin, la Guienne elle-même, se voyant menacée, réclamait la présence d'Édouard. Ce prince résolut d'aller en personne rétablir ses affaires, jaloux de se mesurer avec deux hommes extraordinaires, qu'il n'avait pu ni battre ni corrompre. La conservation de la Guienne devenait d'autant plus urgente, que la fortune l'abandonnait sur d'autres points : son influence devenait presque nulle en Bretagne. Montfort, échappé de sa prison, était mort le 5 juin 1345 : cet événement rallia la plupart des bannerets du duché sous les bannières de Charles de Blois. Dans la Flandre, un incident de la même nature détruisait les espérances du monarque anglais. Le redoutable Artevelle venait d'être massacré par cette populace dont naguère il se croyait l'idole; son audace ne lui avait servi qu'à prolonger de quelques instants une existence que des milliers d'ennemis attaquaient chaque jour, dans l'espoir de venger les victimes de sa grossière ambition. Ombrageux comme tous les tyrans, le vieux brasseur de bière cherchait à s'assurer l'impunité de ses premiers crimes par des atrocités capables d'intimider la multitude. Artevelle, voyant baisser son crédit, désespérant de se soutenir malgré tous ses soins et ses terribles exécutions, conçut l'idée de faire passer la Flandre sous la domination immédiate de la maison de Plantagenet, ne doutant pas de conserver une grande part du pouvoir au moyen de cette combinaison. En conséquence, il proposa à Édouard III

de proclamer souverain de la Belgique le jeune prince de Galles. Édouard accepta d'autant plus volontiers l'offre du brasseur, que l'établissement de son fils dans ces provinces favoriserait singulièrement les projets que lui-même nourrissait à l'égard du royaume de France. Le monarque anglais courut en toute hâte au port de l'Écluse, et s'y aboucha avec Artevelle et les députés des principales villes : ces derniers ignoraient absolument le vrai motif de cette convocation. Lorsque Artevelle eut développé en présence d'Édouard tous ses desseins, les envoyés déclarèrent d'un ton ferme que leurs concitoyens n'accepteraient point pour maître un prince étranger; que le fils de leur comte, né parmi eux, était trop peu âgé pour qu'on lui imputât les fautes de son père, et que lui seul pouvait devenir souverain de la Flandre.

Artevelle, outré de cette déclaration, partit pour Gand; sa venue mit en émoi toute la cité : il harangua ses compatriotes, espérant les émouvoir encore par cette faconde qui les entraîna si souvent sur ses pas; mais ce temps n'était plus : on se saisit de lui, on l'entraîna sur la place publique où jadis il avait donné le premier signal de la révolte; on le lapida, puis ses membres furent mis en pièces : un sellier, nommé Denis Thomas, lui coupa la tête et la cloua à un arbre (1).

Le courroux de tout un peuple est si effrayant, que celui des Gantois glaça d'effroi Édouard, dont l'âme ne paraissait pas jusqu'alors accessible à la

(1) Meyer, Chronicon Flandriæ, lib. v.

crainte. Ce prince n'ayant pu empêcher la catastrophe d'Artevelle, se rembarqua précipitamment, et revint en Angleterre pour y terminer les préparatifs de son expédition de Guienne.

Jacques de la Marche, uni au duc de Normandie, poursuivait le cours de ses avantages; il voulut les couronner par la prise d'Angoulême, la seconde place des possessions anglaises; il l'emporta en dépit de la vigoureuse défense du gouverneur, le comte de Norwik. A la suite de ce succès éclatant, les généraux français décidèrent d'assiéger Bordeaux. Informé de leur résolution, Édouard, sans plus attendre, s'embarqua à Southampton avec son fils, sur une flotte de mille voiles, portant quarante mille hommes. Les vents contraires l'arrêtèrent dans le canal de la Manche, et tous ses efforts pour atteindre les côtes de la Guienne furent impuissants : c'est alors que Geoffroi d'Harcourt le pressa de débarquer en Normandie, lui disant que cette riche province, dégarnie de sa chevalerie, qui avait accompagné dans le midi le fils de Philippe, deviendrait une conquête facile, dont l'importance le dédommagerait amplement des pertes essuyées dans l'Aquitaine. Le vassal rebelle annonça même que son nom, ses anciennes relations, sa qualité du baron le plus riche de la Normandie, procureraient à la cause de l'Angleterre de nombreux partisans. Pour le malheur de la France, Harcourt fut trop éloquent; il détermina son nouveau maître à suivre ses avis. Le débarquement s'effectua vers le milieu de juillet de 1346, non à Valognes, comme on l'a dit, mais à la Hogue Saint-

Vaast (1). Édouard tomba en mettant pied à terre : « Bon, dit-il, cette terre me désire (2). »

C'est ici peut-être le cas de parler en particulier de cet Édouard, sur le compte duquel les écrivains se sont tant partagés : les uns en ont fait un héros magnanime, les autres un barbare conquérant. Les Anglais doivent naturellement se rappeler avec enthousiasme l'histoire de son règne : cependant ce prince ne peut être mis sur la ligne des Alfred, des Charlemagne, des Othon, des Philippe-Auguste ; chez lui le caractère de supériorité ne se soutenait point ; il jetait des éclairs de grandeur, si l'on peut s'exprimer ainsi : on le vit accessible à toutes les idées erronées de son temps : généreux et magnanime par calcul, quand ses intérêts le commandaient, il l'était dans ces occasions avec faste. On ne peut lui contester des talents très-remarquables pour la guerre ; mais, livré tout entier à l'emportement d'un caractère irritable, il y déploya souvent une férocité réfléchie : en lisant les relations de ses campagnes en France et en Écosse, on croirait qu'il s'agit d'Attila ou de Gengiskan. Ce fut lui qui le premier mit en usage cette politique astucieuse dont Machiavel fit plus tard la théorie ; il signait des trêves dans un pressant danger, et les rompait lorsqu'une circonstance favorable se présentait pour reprendre les hostilités : nullement administrateur, il absorba les immenses

(1) Dans le même lieu où trois siècles plus tard un autre roi d'Angleterre, chassé de ses États, Jacques II, se plaça pour voir la bataille navale livrée pour sa querelle par la flotte que commandait Tourville.

(2) Rapin Thoiras, Hume et tous les historiens anglais.

ressources de son pays, et, tout en ébranlant la monarchie française jusque dans ses fondements, le chef des Plantagenets ruina l'Angleterre. Tant qu'Édouard eut pour adversaires des princes aussi malheureux, aussi confiants que Philippe de Valois et Jean II, qu'une sorte de fatalité jeta hors de toutes les voies de la prudence, tant que ses fourberies purent attacher à sa fortune quantité de barons français, les succès les plus brillants couronnèrent ses efforts; mais dès que ces sortes d'auxiliaires manquèrent, quand, réduit aux seules forces de son pays, Plantagenet eut à lutter contre les Duguesclin et les Clisson, il échoua complétement, et la sagesse de Charles V lui fit perdre en peu de temps le fruit de trente ans d'intrigues, de corruption et de combats.

Le jour même de son débarquement, Édouard marcha sur Valognes; guidé ensuite par d'Harcourt, il se répandit dans la Normandie, tel qu'une lave brûlante : ce prince détruisit tout sur son passage, étalant ses armoiries écartelées des lis français, dévastant un pays qu'il disait lui appartenir, et poursuivant, la flamme et le fer à la main, des hommes qu'il appelait ses sujets : action aussi impolitique que cruelle. Les habitants des campagnes, épouvantés, se réfugièrent dans les villes; Caen voulut résister : le comte d'Eu, connétable de France, et le comte de Tancarville s'y étaient jetés, accompagnés de nombreux féodaux. La place fut prise; le vainqueur n'épargna que les bannerets, dont il espérait retirer une riche rançon; le reste fut massacré; ni l'âge ni le sexe ne trouvèrent grâce devant lui : le

pillage dura trois jours. Cette horrible boucherie s'exécuta en présence de deux cardinaux dépêchés par le pape pour négocier la paix : ces prélats essayèrent vainement d'arrêter la fureur des Anglais. Édouard envoya au delà du détroit plusieurs vaisseaux chargés de meubles, de linge, de vaisselle, enlevés à Caen; trois navires portaient quarante mille aunes de drap et les trois cents bourgeois les plus notables. Bayeux, Saint-Lô, Carentan, Harfleur, éprouvèrent le même sort. Plantagenet fit une tentative inutile sur Rouen, où commandait Jean d'Harcourt, aussi loyal que son frère était perfide. Cependant Philippe accourait avec Jacques de la Marche, qui revenait de la Guienne; ce général ne mettait d'interruption à ses exploits que le temps nécessaire pour passer d'une contrée dans une autre. Le roi, ayant quitté les environs de Rouen, prit une partie de la garnison de cette ville et se rendit auprès de Paris pour réunir l'armée principale; alors Jacques de Bourbon fut chargé d'observer la marche d'Édouard et d'arrêter, autant que possible, ses irruptions. Le prince français coupa tous les ponts sur la Seine; de sorte que l'ennemi, forcé par cette manœuvre d'abandonner le projet d'attaquer Rouen, s'enfonça dans l'intérieur en se dirigeant vers Paris : il espérait qu'un mouvement insurrectionnel éclaterait en sa faveur dans cette capitale, de tout temps disposée à la révolte; mais pour cette fois personne ne bougea. Édouard s'en vengea en brûlant impitoyablement tous les bourgs et villages; il arriva de cette manière à Poissy, dont le pont était rompu : les Anglais se trouvèrent alors enfermés dans les nom-

breux replis de la Seine. Le comte de la Marche, en suivant tous leurs mouvements sur la rive opposée, vint opérer sa jonction à Saint-Denis avec le corps d'armée du roi. Édouard ne se dissimulait plus le danger de sa position; il sentait enfin que son entreprise était aussi téméraire que mal combinée : en effet, un miracle seul pouvait le tirer de ce mauvais pas, et ce miracle s'opéra d'une manière complète; il fut le résultat des imprudences de Philippe, et de cette fatalité qui depuis quelque temps s'attachait à ses moindres actions. On doit convenir que si Édouard commit la faute de s'avancer inconsidérément au milieu de la France, il sut la réparer aussi habilement que possible : ce prince prépara sa retraite en mettant le comble à ses ravages, afin de répandre au loin la terreur; ses troupes brûlèrent Saint-Cloud et tous les villages voisins de la capitale : un vent violent poussait jusque dans Paris les flammèches de l'incendie. La vue de ces ravages causait à Philippe une douleur mortelle; jamais monarque n'aima autant ses sujets : il partit de Saint-Denis, passa la Seine à Paris afin d'aller arrêter ces effroyables dévastations. Une foule nombreuse, craignant pour les jours de Philippe, se jeta au-devant de lui, essayant de l'empêcher de franchir les barrières : ce touchant empressement l'excita davantage à s'en rendre digne; il sortit plein de confiance, ne doutant pas que l'ennemi l'attendrait dans la plaine de Vaugirard; car Édouard lui avait envoyé un défi, en demandant que le sort des armes décidât, dans ce lieu, lequel des deux méritait mieux de porter la couronne de France.

L'Anglais, loin d'attendre Philippe, trompa tous

les calculs par une manœuvre hardie, rétablit à la hâte le pont de Poissy en se coulant, au milieu de la nuit, entre la Seine et le flanc droit de l'armée française, et passa le fleuve au-dessus de l'embouchure de l'Oise; de sorte que de ce point jusqu'au centre de la Picardie, par où il voulait effectuer sa retraite sur la Flandre, aucune rivière considérable ne devait barrer son passage. Édouard rencontra à trois lieues de Poissy un corps de milices d'Amiens fort de sept mille hommes, il les attaqua (10 août, un dimanche), les défit après une vigoureuse résistance, en tua douze cents et dispersa le reste. Il ne tarda pas d'apprendre de tous côtés que quatre-vingt mille hommes, commandés par Philippe de Valois le poursuivaient et allaient l'atteindre. Trompé dans ses espérances, voyant que les habitants de Paris et des provinces, loin de se déclarer en sa faveur, accouraient sous les bannières de son rival, Édouard ne songea plus qu'à se tirer du mauvais pas où sa témérité l'avait engagé. Nous avons dit que ce prince désirait traverser la Picardie, mais on avait deviné son intention : les ordres les plus sévères prescrivirent de rompre les ponts et de garder les gués. L'avant-garde française pressait déjà les Anglais dans leur mouvement rétrograde. Jacques de Bourbon, à la tête d'un corps de cavalerie, harcelait Édouard, lui tuait beaucoup de monde, et se flattait de le battre sans le secours de la grande armée. Ce général entra dans Beauvais, dont les habitants, excités par leur évêque Jean de Marigny, opposaient depuis quelques heures la résistance la plus opiniâtre; ils allaient succomber, lorsque Jacques de Bourbon et sa division parurent.

Édouard, obligé de se retirer, brûla l'abbaye de Saint-Lucien, une des plus célèbres de la chrétienté; puis il prit la route de Milly, détruisit l'abbaye de Beaupré, traversa Marseilles, Grandvilliers, et envoya un de ses lieutenants, *Olifart de Gisterne*, attaquer Argies, défendue par une faible garnison, qui se battit vaillamment et fut massacrée en entier. Le roi d'Angleterre arriva de grand matin à Ayraines, et s'y arrêta, car ses troupes, accablées de fatigue, demandaient du repos; il détacha plusieurs de ses officiers pour tâter les points de passage à Saint-Rémi et à l'Étoile, mais toutes ces tentatives pour franchir la Somme échouèrent complétement. L'approche du comte de la Marche contraignit Édouard à sortir précipitamment d'Ayraines, à quitter même son repas (1). Le roi faillit deux fois, durant ce trajet, tomber au pouvoir du comte de la Marche : ce dernier, en causant un mal incalculable à l'ennemi, essuyait pareillement de grandes pertes, puisqu'il attaquait sans cesse des forces supérieures. Jacques de Bourbon dut ralentir son allure, sans abandonner néanmoins la poursuite des Anglais. Il côtoya comme eux la Somme, et sut les empêcher de forcer le pont de Saint-Rémi. La population, exaspérée, gardait soigneusement tous les passages; Édouard se voyait donc enfermé entre l'Océan, la Somme et l'armée française, dont une seule portion l'incommodait déjà d'une si rude manière. Ne sachant que résoudre, il s'avança brusquement dans le Vimeux, monta sur une hauteur, dans un lieu nommé *Caubert;* de

(1) Froissart, liv. III.

cette éminence il découvrait la plaine et la position d'Abbeville : lui et ses lieutenants formèrent le projet d'assaillir cette cité (1), de traverser la Somme dans l'intérieur de la ville; mais l'entreprise présentait des difficultés insurmontables, en raison de l'importance des fortifications et des dispositions hostiles que montraient les habitants. Abbeville était gouvernée, au nom des comtes de Ponthieu, par des magistrats dits *les mayeurs* (majors), dont l'autorité ne durait qu'une année : celui de cette époque se nommait *Colard de Ver*, seigneur de Caux; il avait pris les mesures les plus énergiques pour déjouer les entreprises qu'Édouard formerait contre la ville; toute la population le seconda dignement. A l'issue de quelques escarmouches insignifiantes, le roi d'Angleterre, jugeant que ses efforts seraient superflus, quitta Caubert, exécuta un mouvement rétrograde dans la direction sud-ouest, s'établit à Oisemont, et fit comparaître devant lui les habitants que ses soldats purent ramasser; il les questionna tous, promettant une récompense à celui qui indiquerait un gué : l'un d'eux, appelé *Gobin Agace*, se proposa pour guide en répondant de le satisfaire suivant ses désirs. Cet homme grossier, calculant ses intérêts sans songer à ceux de son pays, rendit un service éminent à Édouard, et attacha son nom d'une manière bien malheureuse à un des événements les plus fameux de la monarchie. Contre l'ordinaire des habitants des campagnes, Gobin Agace connaissait fort bien les localités; il partit à minuit d'Oisemont, et fit

(1) Hist. des Mayeurs d'Abbeville, par Iguace. 1686.

prendre aux Anglais la seule route qu'ils avaient à tenir pour éviter un dernier revers qui aurait indubitablement entraîné leur perte. Gobin Agace les fit passer au-dessus d'Abbeville, au travers d'un pays de tourbières fort malaisé, et arriva avec eux dans un lieu nommé le *Petit Lavier* (1) : là il atteignit une chaussée, ou plutôt une digue, qui se prolonge pendant trois lieues entre la Somme et la grande route de Saint-Valery; elle court parallèlement à toutes deux. Édouard appuyait sa droite à la grève dans laquelle serpente la Somme, et sa gauche à des marais impraticables, lesquels ne sont desséchés que depuis quatre-vingts ans : la chaussée, aujourd'hui formée en lame de couteau, était alors beaucoup plus aplatie, et servait aux gens du pays pour aller d'une manière directe à Saint-Valery; elle s'élevait de douze pieds au-dessus du niveau des marais, six hommes pouvaient marcher de front sur la crête. Ce passage, difficile vu les nombreuses coupures qui le barraient de loin en loin, offrait d'un autre côté l'avantage d'une parfaite sécurité, car les Anglais ne pouvaient être inquiétés ni par l'un ni par l'autre flanc. L'importance de cette chaussée n'avait point échappé au conseil du roi de France; aussi y avait-on placé, à moitié chemin de Saint-Valery, un poste militaire établi dans un lieu appelé *Touvent* (deux lieues et demie ouest d'Abbeville). La chaussée s'abaissait à cet endroit; il s'y trouvait un petit domaine qui appartenait à la maison de Soycourt : le poste militaire de Touvent ne comportait pas deux cents

(1) Deux lieues ouest d'Abbeville; le *Grand Lavier* est en face, de l'autre côté de la Somme.

hommes; car on présumait bien que quelque détachement ennemi pourrait s'engager dans ce défilé, mais non pas toute une armée. Les soldats français essayèrent cependant d'arrêter la tête de la colonne, ils se firent massacrer; Touvent fut saccagé et brûlé. La tradition du passage des Anglais s'est conservée dans ce lieu, de génération en génération, comme si l'événement ne se fût passé que depuis vingt ans.

L'armée chemina sur la chaussée une demi-lieue plus loin que Touvent; là, elle dut descendre par la droite dans la grève qui offre à cet endroit l'espace suffisant pour déployer des sections de cent hommes de front; elle s'agrandit ensuite progressivement jusqu'à Saint-Valery, de manière à présenter une voie de deux mille pas de large : le terrain est solide, et sert de route lorsque la mer est retirée. Au bout d'une heure de marche sur la grève, Édouard se trouva devant le gué de *Blanquetaque* (Blanche tache), qui tirait son nom d'un mamelon (1) de pierre de craie, formé en cône et placé au delà de la rive droite sur un plateau exhaussé de dix pieds au-dessus de la grève; ce mamelon en avait trente de hauteur : le

(1) Ce mamelon a été rasé il y a vingt-cinq ans, on ne sait pas pourquoi; il n'en reste qu'une calotte de terre assez adhérente, mais que l'on ne voit que de très-près : nous y sommes monté, et nous nous sommes assuré que de ce point on pouvait découvrir une grande partie du cours de la Somme. Cassini a commis une erreur inconcevable en plaçant le Blanquetaque à l'entrée de l'embouchure de la Somme au-dessus du Crotoy, c'est-à-dire à trois lieues plus loin du lieu où il était réellement. Froissart a été mal instruit quand il a dit que le sol blanc et ferme du gué lui avait donné le nom de Blanche-Tache; le fond de la rivière a toujours été, à cet endroit, sablonneux et brun.

cône se dessinait dans l'horizon comme une tache blanche; on ne l'avait élevé en ce lieu que pour indiquer aux habitants des campagnes un gué par où les bestiaux pouvaient passer en toute sûreté, précaution d'autant plus nécessaire que la Somme est remplie de trous fort dangereux, et qu'en s'écartant seulement de dix pieds à droite ou à gauche de la ligne, on pouvait tomber dans des excavations très-profondes.

Gobin Agace venait de guider l'armée anglaise d'une manière admirable; mais le trajet exigea plus de temps que cet homme ne l'avait calculé, et déjà le flux dominait lorsque Édouard atteignit la Somme: le gué, qui ordinairement n'a que trois pieds d'eau (1), était couvert de quinze pieds; la rivière s'étendait alors sur la presque totalité de la grève. Le roi se vit donc arrêté par un obstacle invincible, que le ciel ne semblait opposer à ses efforts que pour lui en faire mieux sentir l'impuissance.

Édouard attendit six heures, pendant lesquelles toute son armée eut le temps de franchir la chaussée et de se former en masse à l'entrée de la grève : voyant ses soldats abattus, le roi les exhorta à prendre courage, sans leur cacher les nouveaux obstacles qu'ils auraient à surmonter. En effet, Philippe de Valois avait placé au gué de Blanquetaque deux divisions composées de féodaux picards et des milices d'Abbeville, de Saint-Riquier, de Rue et du Crotoy : ces douze mille combattants se trouvaient sous le commandement de Godemar du Fay, baron normand, qui

(1) Nous l'avons passé au mois de septembre, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

les avait groupés sous les murs du château de Noyelle, petite ville bâtie à huit cents pas du rivage, sur le plateau, à cinq cents pas du mamelon de Blanquetaque et dans le même alignement.

Le château de Noyelle appartenait à Catherine d'Artois, parente du fameux Robert, comtesse douairière d'Aumale, et dont la fille aînée avait épousé le neveu de Geoffroy d'Harcourt : cette dame, fort peu attachée aux intérêts de Philippe de Valois, n'avait pu empêcher que son château ne fût occupé par les troupes françaises; elle résidait en ce moment à Noyelle. Un nombreux détachement de cavalerie couvrait le rivage devant le gué, et se liait à la division principale. Édouard se voyait dans la nécessité de traverser la ville de Noyelle, attendu que les terres, formant une haute corniche en face de l'embouchure du gué, ne permettaient pas de marcher droit en sortant de la rivière : il fallait suivre le sentier parallèle à la Somme; ce sentier conduisait à Noyelle par un encaissement très-prononcé; les habitants du pays appelaient dans le siècle dernier cette route, le *chemin des Valois*.

Édouard, harcelé par le comte de la Marche, sachant toute l'armée de Philippe sur ses pas, comprit qu'il ne lui restait qu'un seul parti à prendre, passer sur le ventre de la division de Noyelle : l'événement prouva que ce prince s'était ménagé, pour réussir dans son invasion en France, d'autres moyens que la force des armes.

La tête de la colonne anglaise, étant partie à minuit d'Oisemont, se présenta au gué de Blanquetaque

vers cinq heures du matin. Édouard attendit environ six heures pour que l'eau de la mer s'écoulât et que le gué revînt à son état naturel, c'est-à-dire à trois pieds de profondeur, à deux cent cinquante de long et à quinze de large, espace nécessaire pour tenir dix hommes de frónt. Le roi désigna un cavalier pour sonder la rivière, et lui-même le suivit jusqu'au courant; puis il ordonna au maréchal d'Angleterre de s'élancer dans l'eau accompagné de deux divisions, afin de débusquer les avant-postes français; les troupes avancèrent avec transport, mais elles furent obligées de s'arrêter au milieu de la rivière. On conçoit que l'apparition des bataillons anglais à cinq heures du matin sur les bords de la Somme avait donné l'éveil aux gens de Noyelle: les Français s'empressèrent de faire les dispositions nécessaires pour défendre le passage. Godemar partagea sa division en deux détachements, en laissa un devant le château, et vint suivi de l'autre sur le rivage. Lorsque les nobles de France virent les Anglais se jeter dans l'eau, ils s'élancèrent également dans les flots pour aller au-devant d'eux au lieu de les attendre sur l'autre bord; ces féodaux assaillirent vigoureusement le maréchal, qui faillit être pris: forcés cependant de céder au nombre, les Français reculèrent confusément; beaucoup d'entre eux se noyèrent dans les excavations qui bordent le gué. Godemar, loin de les soutenir, battit précipitamment en retraite vers Noyelle; Édouard le fit suivre l'épée dans les reins : le baron normand, au bout d'une demi-heure de course, abandonna ses gens et se perdit dans les bois qui touchaient le vallon. Froissart

assure qu'il se battit assez vaillamment; mais toutes les autres chroniques, soit françaises, soit étrangères, signalent sa lâcheté. On ne doit pas attribuer la conduite de Godemar au manque de courage, car les chevaliers de cette époque étaient rarement dépourvus de cœur; on est fondé à croire qu'il fut gagné par Geoffroy d'Harcourt, son compatriote, son parent, lequel marchait avec le maréchal d'Angleterre en tête de la colonne. Au reste, les soldats de Godemar n'imitèrent point sa déloyauté; ils défendirent Noyelle avec bravoure; refoulés dans le château, ils s'y maintinrent longtemps : enfin Édouard, recevant à chaque instant des renforts par l'arrivée successive des détachements qui passaient la rivière, enleva la ville et la livra aux flammes (1). Le roi ordonnait de faire subir le même sort au château, lorsque la dame, désolée, implora l'assistance de Geoffroy d'Harcourt, son allié : grâce aux bons offices de ce dernier, le château fut respecté. Édouard s'y établit, et c'est là qu'il donna à Gobin Agace la récompense promise. « Il le quitta de sa rançon, dit Froissart (ch. CXXVII), lui fit bailler cent nobles d'or et un bon roussin. »

Édouard, entré dans Noyelle le 24 août à midi, y demeura le reste de la journée; il envoya sur la gauche des détachements qui brûlèrent Rue et même le Crotoy : ces troupes s'emparèrent de beaucoup de bâtiments chargés de vins; cette cargaison de liquides

(1) Noyelle-en-Chaussée, petite ville forte, affectionnée des comtes de Ponthieu, ne se releva jamais depuis le sac que lui fit éprouver Édouard : c'est aujourd'hui un fort petit village; on y voit encore quelques vestiges du château appartenant jadis aux comtes d'Aumale.

généreux ayant été transportée à Noyelle, fut d'un grand secours pour les Anglais. Les débris de la division de Godemar se battirent encore vigoureusement à Bray. D'après le récit de Froissart, et selon toutes les autres chroniques, on croirait qu'Édouard partit le 25 d'Oisemont, passa le gué, tourna la forêt de Crécy, et atteignit la ville de ce nom vers la fin de la même journée : cela est physiquement impossible, car une distance de vingt lieues sépare Oisemont de Crécy, en suivant le chemin tenu par Édouard; et trente mille hommes ne peuvent point parcourir cet intervalle dans un jour, surtout lorsqu'un obstacle seul les arrête pendant six heures, et qu'ils sont obligés de combattre pour le forcer. Froissart et ceux qui l'ont copié sont tombés dans une contradiction manifeste, en disant qu'Édouard attendit les Français près de deux jours dans la position de Crécy, ce qui est vrai : il faut donc croire qu'Édouard partit d'Ayraines le 22 août, d'Oisemont le 23 dans la nuit, de Noyelle dans la soirée du 24, qu'il arriva à Crécy le 25 au matin, et s'y reposa trente heures avant de livrer combat.

Après avoir surmonté la difficulté la plus capitale, le passage de la Somme, le roi d'Angleterre tint conseil de guerre dans le château de Noyelle : il sent à ne pas en douter que sur sa gauche des digues et des marais rendaient le pays impraticable, et que sur sa droite les bois de Crécy étaient difficiles à traverser, même pour les habitants du pays; il ne lui restait donc qu'à longer cette forêt par un long détour. On lui dit également que des masses considérables de milices accouraient de tous les points pour le cerner; dans ce moment cri-

tique ce prince agit avec cette audace que la fortune prend plaisir à favoriser : renonçant au projet de s'ouvrir un passage vers la Flandre, craignant d'ailleurs de perdre son armée en détail dans une course pénible, il résolut de l'employer à tenter le sort d'une bataille rangée : peut-être voulait-il se ménager l'opinion publique, en montrant, par un succès éclatant, sa supériorité sur un rival malhabile. Il s'arrêta donc au projet de ne point quitter ces contrées, d'y chercher une forte position militaire, et d'attendre qu'on vînt l'y attaquer; c'est ce qu'il fit en coupant la chaussée de Montreuil pour aller se placer sur la hauteur de Crécy. La petite ville qui porte ce nom passait pour le point central du Ponthieu, province qui appartenait à Édouard du chef de sa mère : Philippe de Valois l'avait confisquée et donnée à Jacques de la Marche, dont nous écrivons la vie; mais le roi d'Angleterre, ayant protesté contre cette disposition, se regardait toujours comme souverain légitime du Ponthieu; aussi disait-il aux siens : « Allons, nous combattrons sur nos terres, et nous y serons les maîtres. »

Voici quelle avait été la manœuvre des Français : Jacques de Bourbon, obligé de ralentir sa course à cause des pertes qu'il éprouvait en se battant constamment, partit d'Ayraines dès que quelques troupes fraîches l'eurent rejoint, et se mit à la poursuite des Anglais, dont le mouvement sur Oisemont l'avait trompé pendant quelque temps; enfin, sachant qu'ils s'étaient engagés dans la chaussée de Saint-Valery, le comte de la Marche suivit cette route sans cesser de

harceler la queue de l'ennemi : il arriva sur la grève lorsque l'arrière-garde s'apprêtait à passer la rivière; il l'assaillit avec impétuosité, la tailla en pièces et s'empara de tous les bagages. Désespéré de voir le monarque anglais lui échapper, le preux s'élança dans les flots suivis du sire d'Aubigny; il poursuivit les Anglais jusque dans le milieu de la Somme : le flux, qui revient chaque six heures, commençait à se faire sentir et prenait déjà *du poignant*, comme disent les mariniers, ce qui le contraignit invinciblement à s'arrêter.

Il est évident que si Godemar du Fay eût employé ses douze mille hommes à contenir la tête de l'armée, pendant que Jacques de la Marche attaquait si vigousement l'arrière-garde, l'ennemi ne pouvait éviter une ruine complète.

Le roi de France, parti de Paris à la tête de forces considérables, avait passé par Amiens en tenant sa droite à la rive gauche de la Seine : il manifestait l'intention d'acculer son concurrent à l'Océan; il suivait la direction que tenait Jacques de Bourbon; mais celui-ci, menant un corps de troupes légères, et animé d'une ardeur que tout le monde ne partageait pas au même degré, marchait beaucoup plus rapidement que le gros de l'armée, et le précéda de six heures au gué de Blanquetaque. Philippe découvrait déjà le mamelon, lorsque des chevaliers détachés par le comte de la Marche lui apprirent que les Anglais avaient sauté la rivière, et que la crue d'eau commençait à se faire sentir; le roi calcula qu'il perdrait encore six heures à attendre le reflux, et autant pour que l'ar-

mée eût touché l'autre bord; de manière que l'ennemi aurait toujours sur lui trente-six heures d'avance : abandonnant le projet de suivre les Anglais en queue, il résolut de les atteindre en se repliant sur Abbeville, sachant bien que les soldats d'Édouard, trouvant à leur gauche des obstacles invincibles, seraient obligés de se rabattre sur le côté opposé et de passer à la hauteur de cette ville. Ces détails de localités, difficiles à saisir même sur les lieux, ne pouvaient être précisés exactement par Froissart, qui écrivait ces chroniques longtemps après l'événement, et n'ayant souvent pour guide que les récits de gens mal informés.

Philippe, parvenu, le 24 août à dix heures du matin, à la petite ville de Mons, une lieue en deçà de la chaussée de Saint-Valery, s'y arrêta la journée entière afin de donner quelque repos à ses soldats et d'attendre les dernières divisions; il en partit le 25, ayant cinq lieues à faire pour arriver devant Abbeville. Cette marche rétrograde s'exécuta très-péniblement, parce que l'on se vit dans la nécessité de sauter quantité de ruisseaux qui viennent se jeter dans la Somme, et rendent les approches de la ville fort difficiles. Enfin le roi et son armée entrèrent dans Abbeville par les portes d'Hoquet et de Saint-Gilles, franchirent la Somme, qui se divise en plusieurs bras dans l'intérieur; comme il n'existait alors que deux ponts, on fut obligé de se servir de bacs, ce qui demanda un temps précieux, et, pour comble d'embarras, les Français ne purent déboucher que par une seule porte, celle de *Marcadé;* car si l'armée fût sortie par celle

dite *des Rois*, ils eussent été contraints de passer trois autres gros ruisseaux pour gagner la chaussée d'Hesdin, vers laquelle on devait les diriger : cette seule opération exigea plusieurs heures. Le gros des troupes logea en dehors de la ville, à Manchecourt, à Milfort, à la Bouvaque et en d'autres lieux. Le roi ne voulut pas que les Génois, gens féroces et indisciplinés, traversassent la ville pendant la nuit, on les logea en arrière, quoiqu'ils fussent destinés à former l'avant-garde; on les laissa à Rouvray, non loin des débris d'un ancien camp de César : ces différents corps, arrivés dans leur gîte au milieu de l'obscurité, ne purent commencer à prendre du repos que fort tard.

En atteignant Abbeville, Philippe apprit que les Anglais étaient arrêtés à Crécy depuis un jour; ce qu'on ne pouvait ignorer, car on va d'un lieu à l'autre dans trois heures : d'ailleurs, les habitants des campagnes, effrayés à l'approche de ces étrangers, venaient en foule chercher un refuge dans la capitale du Ponthieu. Le roi envoya Charles de Montmorency, pour s'assurer du véritable état des choses : ce baron partit à toute bride, revint au bout d'un certain temps, et lui déclara que les Anglais occupaient réellement Crécy. Alors Philippe prit ses dispositions pour s'ébranler de grand matin, et aller attaquer l'ennemi dans sa position; il coucha à Abbeville, et réunit autour de lui les principaux feudataires, voulant les consulter : le lendemain, un samedi, il entendit la messe à Saint-Étienne, église qui n'existe plus, sortit ensuite avec l'intention de dispo-

ser son armée en colonnes et de marcher au plus vite contre Édouard. Sa seule crainte était que son rival ne lui échappât. Mais Plantagenet ne cherchait point à éviter le choc; une partie de ses généraux fut d'avis, en apprenant l'entrée des Français à Abbeville, de passer la Hauthie et de s'établir sur le plateau de la Broye, à deux lieues nord-est de Crécy : cette position paraissait encore plus redoutable que la première, en raison de la rivière qui l'enveloppe complétement. Édouard préféra attendre les Français, sans changer de camp.

Crécy, petite ville, lieu de plaisance des comtes de Ponthieu (trois lieues nord d'Abbeville), s'élevait au fond d'une vallée entre deux éminences; celle de gauche offrait l'aspect d'une simple colline très-unie, mais celle de droite se partageait en trois terrasses, dessinées comme des escaliers: la première terrasse, en partant du haut, présentait un développement de deux cents pieds de large; la seconde avait une extension double; enfin la troisième, beaucoup plus étendue dans toutes ses proportions, s'unissait à la plaine par son centre. Ces trois terrasses, couvertes de gazon, se fondaient entre elles quand on les voyait de loin; chacun aurait cru pouvoir monter, par une pente insensible, au sommet du plateau dont une tour isolée occupait le milieu : elle servait de belvédère aux comtes de Ponthieu; de ce point on découvrait une vaste étendue de pays, et l'œil plongeait dans tous les replis de la vallée de Froyelle, qui serpentait autour de la position et conduisait par la droite dans la plaine de Wadicourt. Cette vallée, qui

prend le nom *des Clayres* en approchant de Crécy, favorisait admirablement les Anglais, en ce qu'elle rendait un de leurs côtés inabordable de front; mais cette espèce de gorge pouvait leur devenir fatale, en ce qu'elle montrait la route qu'il fallait tenir pour tourner la position. Afin d'obvier à cet inconvénient, les Anglais placèrent au fond de cette vallée, et dans le but d'opposer un obstacle à la cavalerie, tous les chariots qu'ils purent réunir, ainsi que des quartiers de pierre et des arbres brisés. La petite rivière de la Maye, qui coule au bas du coteau, compliquait les moyens de défense; en face de Crécy, un rideau de collines bornait la vue à deux mille toises. L'aspect des lieux n'a point changé (1), les trois terrasses existent encore, et les traditions attestent qu'elles ne sont point de nouvelle création; la tour est debout; tout

(1) En 1635, Crécy fut pris et brûlé par une division espagnole aux ordres du comte de Tressin; les troupes françaises qui défendaient ce poste étaient commandées par le comte de Monteaux. Il ne resta de la ville que deux maisons et une tour de l'église de Saint-Séverin; Crécy demeura inhabité jusqu'en 1641. A cette époque le gouverneur de la Picardie engagea les anciens habitants à revenir dans ce lieu, et les exempta d'impôts; alors la ville se repeupla : aujourd'hui elle compte 1,500 habitants. On remarque sur la place un obélisque d'une singulière structure, dont on a vu plusieurs modèles en Angleterre : cette similitude ferait croire que ce monument fut bâti par Éléonore, comtesse de Ponthieu et reine d'Angleterre, qui éleva plusieurs *ex-voto* pour demander au ciel le retour de ses fils, partis pour la Terre-Sainte. Il existait dans le siècle dernier, à Crécy, une centenaire issue des premiers habitants, qui possédait une chronique latine contenant le récit de la bataille de Crécy. L'auteur avait assisté au combat; il donnait des détails précieux. La centenaire avait toujours refusé de se dessaisir de ce manuscrit; mais ayant passé dans l'Artois pour visiter une de ses sœurs, elle y mourut, et le manuscrit ne s'est plus retrouvé.

y porte le cachet de la vétusté (1) : on l'appelle *la tour d'Édouard*, parce que ce prince y monta pour voir arriver les Français, et qu'il suspendit aux créneaux l'étendard d'Angleterre. Le monarque fit occuper la ville par une forte division, et embarrassa le chemin qui conduit à Crécy par des abattis d'arbres; il mit également beaucoup de monde sur la colline de gauche, et fit travailler toute la nuit ses soldats à palissader cette position, la plus accessible de toutes (2). Édouard rangea le gros de son armée sur les terrasses : elle se trouvait réduite à trente-deux mille combattants par suite des fatigues, des longues marches et des vigoureuses escarmouches qu'elle se vit obligée de soutenir contre Jacques de Bourbon. Il est certain qu'à cette époque l'usage de l'infanterie était devenu plus général que celui de la cavalerie; la noblesse, appauvrie par des expéditions lointaines, se vit dans la nécessité de combattre à pied : les armées avaient donc subi à cet égard depuis la bataille de Bouvines de grands changements; celle d'Édouard

(1) C'est aujourd'hui un moulin à vent; mais la disposition de l'intérieur atteste que cette tour fut bâtie pour un tout autre usage. On y remarque encore une fenêtre de la construction primitive : Édouard dut s'y placer pour découvrir de plus loin la marche de l'armée française; plusieurs généraux célèbres du dernier siècle s'y placèrent également, afin d'étudier, sans doute, ce funeste champ de bataille : on cite dans le pays les maréchaux de Villars, de Saxe, de Broglie, Dumouriez, Moreau, etc.

(2) Lorsque les Espagnols attaquèrent Crécy sous Louis XIII, les soldats français travaillant à élever des retranchements trouvèrent de ces palissades fort bien conservées : on en découvre de loin en loin quelques vestiges.

ne comptait que fort peu de cavalerie; d'ailleurs dans la position de Crécy, purement défensive, cette arme lui devenait inutile. Le roi mit sur les hauts côtés des terrasses les archers, la troupe la plus redoutable de l'Europe; c'était un amalgame de vieux soldats gallois, irlandais et gascons : ces archers formaient la moitié de l'armée; le reste se composait de hauts barons, de chevaliers et de petits nobles; les uns et les autres furent massés sur les trois escaliers, de sorte que ces trente-deux mille hommes se concentrèrent dans un espace très-rétréci. Ces préparatifs se firent de grand matin; car le maréchal d'Angleterre, ayant battu la campagne au lever du soleil, avec un détachement de six cents archers, fouilla les bois de Marcheville, y surprit quatre chevaliers français, les fit prisonniers et les amena à Crécy : ces officiers, partis du camp dans la nuit, avaient été envoyés par Philippe de Valois pour examiner de près l'attitude des Anglais; ils ne purent cacher à Édouard que leur prince était arrivé à Abbeville, et qu'il se proposait d'attaquer le 26 de très-bonne heure. Nanti de ces renseignements, Édouard fit sonner les trompettes et arrêta ses dernières dispositions; il confia le commandement de la première division, celle qui allait se trouver la plus rapprochée de l'ennemi, à son fils aîné, le prince de Galles, âgé de quinze ans; il le fit revêtir d'une armure faite en fer bruni, dont le jeune Édouard garda le surnom depuis cette époque : ces sortes de cuirasses, fort riches quoique noires, se fabriquaient à Bordeaux. Quant au roi, il ne mit ni cuirasse ni casque; il portait un chaperon et un pourpoint en velours vert,

tressé en or (1); il tenait un bâton blanc à la main. Geoffroy d'Harcourt fut désigné pour servir de lieutenant au prince de Galles, avec le comte de Warwick, Jean Chandos et Holland. La seconde division, chargée de soutenir la troisième, eut pour chef le comte d'Arundel (Jean de Beauchamp), un des barons les plus considérables et les plus expérimentés de l'Angleterre; on lui adjoignit Mortimer, Miles Stappleton, Jean Grey, lord Vilhougby. Édouard se réserva le commandement de la dernière. Les deux premières terrasses étaient occupées en entier par les archers, qui tenaient leurs arcs renfermés dans un étui de bois très-léger. Édouard, ayant l'intention bien arrêtée de demeurer dans son camp sans chercher à engager l'action, défendit sous peine de la vie de quitter les rangs; il prescrivit à ses soldats, en cas de combat, de n'accorder de quartier à aucun chevalier : cet ordre barbare violait tous les usages de la guerre. Les Anglais s'assirent à terre, sur la place même qu'ils occupaient dans l'ordre de bataille, firent un copieux repas, et attendirent l'ennemi en toute sécurité. Édouard parcourait les rangs : maître de lui-même, il savait dissimuler l'inquiétude qui l'agitait intérieurement; sa figure rayonnante respirait la confiance; l'enthousiasme éclatait sur son passage : « Point de cris, point de tumulte, disait-il. » Les officiers reçurent l'injonction expresse de ne point laisser sortir leurs hommes des terrasses, quelles que fussent les provocations de l'ennemi. Plantagenet, ayant épuisé

(1) Chronique de Tramecourt, p. 313. — Voyez, à la fin du volume, des éclaircissements touchant cette chronique.

tous les moyens pour enflammer l'ardeur de ses soldats, alla se placer sur le sommet de la montagne; delà il pouvait tout découvrir, présider à l'action par sa présence, et animer d'un même sentiment l'armée rangée à ses pieds.

Philippe, moins heureux, moins habile, et mal servi, n'exerçait point un empire absolu sur ses troupes; le quart des soixante-dix mille hommes qu'il menait à sa suite étaient des Génois armés d'arbalètes, commandés par Ludovic Grimaldi et Jean Doria. Le gros de la *puissance* de Philippe se composait de soldats irréguliers, levés à la hâte, la plupart étrangers au métier des armes : on y remarquait quantité de paysans que la frayeur avait chassés des campagnes, et nombre de gens attirés par l'espoir de partager le riche butin que l'on croyait conquérir sur les Anglais, chargés eux-mêmes des dépouilles de la Normandie; ces artisans de diverses professions pouvaient bien contribuer à piller un ennemi vaincu, mais nullement aider à le vaincre. A la tête de cette multitude on voyait des hauts barons aveuglés par désir de se venger des dévastations commises dans leurs domaines; on y distinguait également des princes étrangers, notamment Jean de Luxembourg, devenu roi de Bohême en épousant Élisabeth, héritière de cette couronne. Ce prince, le plus actif et le plus ambitieux de la chrétienté, offrait un composé bizarre de vices et de vertus : une fluxion lui fit perdre un œil en 1329, dans l'expédition que les chevaliers Teutoniques, ses alliés, entreprirent contre Gédimin, grand-duc de Lithuanie. A l'issue de cette guerre, il vint en France et

s'attacha à Philippe de Valois, dont le fils aîné épousa sa fille; Jean oublia en quelque façon la Bohême, s'unit en secondes noces à Béatrix, fille de Louis Ier, duc de Bourbon, et sœur de Jacques de la Marche. Philippe de Valois le nomma gouverneur du Languedoc, la province la plus importante du royaume; Jean de Luxembourg alla s'y établir, et fixa sa résidence à Montpellier, dont l'air pur lui convenait. Une fluxion, semblable à celle dont les médecins allemands l'avaient si mal opéré onze ans auparavant, lui survint dans cette ville en 1340; il se mit entre les mains d'un empirique juif qui, loin de le guérir, lui fit perdre l'autre œil. Cependant l'âge et la cécité ne le dégoûtèrent pas des combats; il ne voyageait jamais en litière, mais toujours à cheval, et avec une telle vitesse, que sa suite se voyait fort souvent hors détat de le suivre. Il porta la guerre en Pologne, dont le souverain, Casimir III, avait envahi pendant son absence la Silésie, sa plus belle province; il repoussa son ennemi, et l'assiégea dans Cracovie. Jean se faisait conduire le long des lignes durant le siége, par deux chevaliers : « Je compte pour rien la vie, disait-il, pourvu que je puisse toucher de mes mains les murs de Cracovie. » Casimir, serré de près, envoya proposer à Jean de Luxembourg de s'enfermer tous deux dans une chambre, et de décider la querelle le poignard à la main. Le prince de Bohême lui répondit de se faire crever les yeux auparavant, afin de combattre à armes égales. Au reste, cet étrange duel n'eut jamais lieu, car le roi de Pologne, ayant reçu des renforts, le contraignit à lever le siége. Jean

de Luxembourg, apprenant que la guerre venait d'éclater entre Édouard et Philippe de Valois, vola au secours de celui-ci; en vain ses enfants voulurent-ils l'empêcher d'entreprendre ce long voyage : « Laissez-moi, criait-il; vous dites que je suis aveugle, eh bien, je saurai trouver encore tout seul le chemin de la France; je veux malgré vous aller joindre Philippe mon ami, et je combattrai à ses côtés (1). » Charles, son fils aîné, élu roi des Romains, l'accompagna.

Au nombre des princes étrangers on voyait encore don Jaime, roi de Majorque : dépouillé de ses États par don Pèdre, roi d'Aragon, il s'était réfugié auprès de Philippe de Valois, en venant implorer son appui; Louis, comte de Flandre, prince malheureux, que ses sujets révoltés chassèrent plusieurs fois; Raoul de Lorraine, qui avait acquis beaucoup de gloire en Espagne, en combattant contre les Maures; Louis de la Cerda, compétiteur au trône de Castille; Aymon, comte de Savoie, qui menait six mille hommes, dont la France lui payait la solde. L'autorité de Philippe n'allait pas jusqu'à pouvoir faire plier sous sa volonté des princes se disant ses égaux, jaloux les uns des autres, et animés de la présomption chevaleresque. Parmi les hauts barons on distinguait : Charles le Magnanime, comte d'Alençon, frère du roi et fils de Charles de Valois, qui lui avait légué toute la violence de son caractère; Louis de Châtillon, comte de Blois, frère du duc de Bretagne; le comte de Sancerre, père du maréchal de ce nom; le comte d'Auxerre, Pierre

(1) Dubrarius, évêque d'Olmutz, *Historia Bohemiæ*, liv. XXXI. — Recueil de Freher, p. 177.

de Bourbon, Jean de Croï, Jean de Conflans, Charles de Roussy, Guillaume de Malet, Arthus de Pomereuil, Hardouin de Maillé, Gilles de Soycourt, etc. Ainsi, du côté des Français, si l'on comptait assez de bras pour combattre, il y avait trop de têtes pour diriger. Nul ne paraissait plus capable d'imprimer à ces masses une impulsion salutaire, que Jacques de Bourbon; mais tant d'autres avant lui prétendaient à l'honneur de commander!

L'armée étant arrivée très-tard dans ses bivouacs, ne put en partir le lendemain qu'au milieu de la journée. Nous avons dit que les Génois, au nombre de quinze mille, campaient à une lieue en arrière d'Abbeville, ce fut précisément ceux-là que l'on mit à l'avant-garde; il fallut nécessairement qu'ils traversassent les quartiers des autres corps échelonnés à la Chapelle, à Milfort et à la Bouvaque. Tous les récits s'accordent sur ce point, que l'armée se partagea en trois grandes divisions ou *trois batailles*, et qu'elles marchèrent longtemps déployées en ligne, en suivant la direction d'Hesdin. Le premier corps obéissait aux ordres du comte de Savoie, de Doria et de Grimaldi; le second avait à sa tête le comte d'Alençon; le roi commandait en personne le troisième, ayant auprès de lui Jean de Luxembourg, les autres princes étrangers, Pierre, duc de Bourbon, et Jacques de la Marche, son frère.

A deux lieues d'Abbeville, l'armée dut changer son ordre de marche; car le terrain plonge en avant de Canchy, bourg qui existe encore : la plaine est coupée par une vallée fortement encaissée, dont le pas-

sage nécessita des précautions. Enfin, parvenu à Marcheville, autre village, le roi se vit arrêté par un rideau de collines qui lui bornait la vue; il fit halte dans ce lieu, que plusieurs titres de propriété appellent *la pièce du Repos* : il désirait attendre le retour des quatre chevaliers envoyés dès le matin à la découverte, et qui tombèrent entre les mains de l'ennemi. Ne les voyant pas revenir, et voulant s'assurer si les Anglais n'avaient point quitté Crécy depuis le matin, il dépêcha quatre autres chevaliers pour s'en informer; ce furent les sires d'Aubigny, de Beaujeu, des Noyers, Lemoine Desbacle : ce dernier appartenait à l'hôtel du roi de Bohême. L'intention de Philippe était, si l'on ne pouvait pas atteindre les Anglais ce jour-là, de donner quelque repos à ses gens, qui souffraient d'une extrême chaleur. Soit malentendu, ou défaut de prévoyance, Philippe, en s'arrêtant à Marcheville, avait négligé de prévenir les deux premiers corps, qui, cheminant toujours, franchirent les collines; et au lieu de suivre le chemin accoutumé de Crécy, qui tournait brusquement à gauche, ils débouchèrent par leur front dans le vallon de Froyelle : la route qu'ils tinrent porte encore le nom de *chemin de l'Armée*, et mène droit aux terrasses.

Cependant les quatre chevaliers chargés de reconnaître l'ennemi, étant partis à cheval, ne tardèrent pas de dépasser toutes les colonnes : ils arrivèrent devant Crécy, et découvrirent immobile, rangée en bataille dans un ordre admirable, cette armée anglaise que l'on croyait occupée à hâter sa retraite : étonnés à cette vue, ilsrevinrent sur leurs pas, et rejoignirent

le roi. Aucun d'eux n'osait dire ce qu'ils venaient de voir; enfin Lemoine Desbacle fit la description de la position avantageuse des Anglais, conseilla même au roi d'attendre au lendemain pour livrer bataille : le vieux roi de Bohême, Jacques de Bourbon, les autres chefs expérimentés, et Philippe lui-même, adoptèrent cet avis; car l'infanterie, étant déjà très-fatiguée de la veille, réclamait quelque repos avant de l'engager dans une lutte sérieuse : d'ailleurs les seuls préparatifs de l'attaque qu'il fallait diriger contre un ennemi merveilleusement retranché, exigeaient plusieurs heures. Lemoine Desbacle fut donc dépêché vers l'avant-garde; mais il cria inutilement : *Arrêtez, bannières, au nom de Dieu et de saint Denis!* Enfin, le premier corps, qui marchait en étendant ses ailes, fit halte; le duc d'Alençon, commandant le second corps, refusa d'obéir à cette injonction : craignant que d'autres ne se signalassent avant lui, ce prince impétueux n'écouta aucune représentation, et continua à s'avancer en ligne. La première division, en le voyant marcher, crut que l'ordre venait d'être changé, et se remit en route : le duc d'Alençon, furieux, redoubla le pas; bientôt il ne conserva plus la distance qui devait le séparer de l'avant-garde, et les deux corps, animés de la même ardeur, s'enchevêtrèrent, et arrivèrent ainsi devant Crécy, hors d'haleine, les escadrons rompus, et l'infanterie désunie. Pendant cette course désordonnée, un de ces orages si fréquents dans les grandes chaleurs creva sur la tête des Français, et ne tarda pas à faire place à un soleil radieux; mais il avait duré assez de temps pour inon-

der les arbalétriers génois. Jacques de la Marche, envoyé par le roi pour mettre un terme à cette horrible confusion, y réussit en partie; trouvant les Français à cinquante pas des Anglais, il essaya d'exécuter une attaque en règle, puisqu'on ne pouvait éviter d'en venir aux mains. Les Génois, comme gens de trait, devaient engager l'action; mais ces étrangers représentèrent que la corde de leurs arbalètes était mouillée (1), qu'eux-mêmes, exténués de lassitude, se voyaient dans l'impossibilité de combattre. Sur cette réponse, on les engagea à passer en seconde ligne; ils refusèrent, en disant que rien ne les déterminerait à quitter le poste honorable qu'on leur avait assigné : cependant, excités par les officiers, ces Génois se décidèrent enfin à donner; mais ils le firent sans succès, et leur général, Charles de Grimaldi, fut tué le premier en les menant à l'ennemi. Le duc d'Alençon, indigné, croyant voir une trahison dans la mollesse de ces étrangers, s'écria qu'il fallait écraser cette ribaudaille : en disant ces mots le prince lança sur eux son cheval, et les féodaux l'imitèrent. Les Italiens, poussant des cris de rage, brisèrent la corde de leur arbalète, et se jetèrent au milieu de la gendarmerie; ils coupèrent avec leurs *coustilles* (espèce de dagues) les jarrets des chevaux : on ne vit bientôt plus dans ces masses que trouble, confusion et terreur. Bien du monde gisait déjà sur la poussière avant que la lutte eût commencé avec

(1) Les Génois, moins disciplinés que les troupes anglaises, nés dans un pays où il pleut rarement, ne renfermaient point leurs arcs dans des étuis, comme les soldats d'Édouard.

les Anglais. Ces derniers, apercevant l'ennemi, avaient serré leurs rangs, tellement qu'ils formaient une muraille impénétrable; ayant exécuté leur première décharge sur les Génois, ils regardèrent sans bouger la mêlée des Français, attendant le commandement de leur chef suprême, qui, placé sur la sommité de Crécy, dominait toute l'action. Quand Édouard vit que la confusion parvenait à son comble dans les rangs ennemis, il envoya l'ordre à ses archers de lancer leurs traits du haut de la troisième terrasse : les Anglais, confiants dans le génie de leur roi, remplirent ses intentions avec ponctualité, et accablèrent les Français de leurs flèches pendant que ceux-ci se battaient encore avec les arbalétriers italiens.

Enfin Jacques de la Marche parvint à ouvrir un passage à ces étrangers pour qu'ils s'écoulassent, ce qui dégagea le front de la ligne, et permit de disposer ces divisions pour une attaque régulière; on la dirigea sur trois points vers la colline de gauche : l'ennemi opposa partout une vigoureuse résistance; protégé par les obstacles naturels d'un côté, et par les palissades de l'autre, il ne fut point entamé; les Français couvrirent de leurs morts la colline et le chemin de Crécy. Le comte de la Marche, blessé à la tête, revint avec le duc d'Alençon dans la plaine où les dernières compagnies du deuxième corps achevaient de déboucher : c'étaient les nobles de la chevauchée du frère du roi; on voyait flotter au milieu d'elles la bannière féodale du duché d'Alençon, portée par le vaillant Jacques d'Estracelles. Ces escadrons s'arrêtèrent à l'aspect de la position formida-

ble des Anglais, persuadés qu'on ne pourrait rien entreprendre avant l'arrivée de la réserve que conduisait le roi; mais le duc d'Alençon, ne se contenant plus, voulut les faire avancer à l'instant même; il courut sur Jacques d'Estracelles en lui ordonnant de se porter en avant avec sa bannière, pour qu'on le suivît. Ce preux, célèbre par d'anciens exploits, convaincu, ainsi que ses compagnons de chevauchée, qu'on attendrait quelque temps avant d'en venir aux mains, avait ôté son bassinet de fer, car la chaleur le suffoquait : il objecta au prince que c'était courir à une perte assurée que de vouloir forcer les terrasses avec de la cavalerie; le duc insista vivement en disant : *Remettez votre bassinet, et marchez.* — *Vous le voulez*, répondit d'Estracelles, *eh bien! j'obéis à regret, je remets mon bassinet, mais je ne l'ôterai plus* (1). En disant ces mots il se porta en avant; les nobles, voyant la bannière de leur suzerain s'avancer vers l'ennemi, la suivirent et reçurent bravement le jeune Édouard. Ce prince, voulant profiter du désordre qui régnait dans les rangs des Français, était sorti des terrasses pour fondre sur eux afin de les disperser entièrement, sans leur laisser le temps d'être secourus par Philippe de Valois. Jacques de Bourbon, quoique blessé, se mit à la tête des féodaux, et se précipita sur les Anglais; rien ne put résister à l'impétuosité de ces nobles : entouré de toutes parts, le prince Noir fut jeté à terre, et serait infailliblement tombé entre les mains des Fran-

(1) Chronique de Tramecourt, liv. VII.

çais, si un chevalier de sa maison ne l'eût sauvé par sa présence d'esprit et son audace martiale. Ce guerrier se nommait Richard de Beaumont : on lui avait confié la bannière du pays de Galles; il descendit de cheval au milieu de cette foule, étendit sur son jeune maître le vaste drapeau et l'en couvrit tout entier, puis prenant à deux mains son épée, il repoussa vigoureusement ceux qui osèrent approcher (1). Geoffroy d'Harcourt avertit Arundel du péril que courait le prince; alors le commandant du deuxième corps fit un mouvement en avant, et parvint à déloger les Français de la première terrasse. Le duc d'Alençon et le comte de la Marche, désespérés de ne pouvoir se maintenir dans cette position, résolurent de la tourner, et s'enfoncèrent à cet effet dans la vallée des Clayres; mais des obstacles invincibles obstruaient le passage, et les archers, placés sur les rebords des terrasses, accablaient de traits leurs téméraires ennemis : les divisions qui arrivaient successivement s'engageaient dans la même voie, et s'y écrasaient entre elles. En ce moment les Anglais firent déboucher des troupes fraîches par la route de Crécy; les corps postés sur la colline de gauche descendirent également dans la plaine, et consommèrent la ruine des Français en les prenant en queue et par les flancs; ils accablèrent les nobles sous le poids de forces supérieures. Le vaillant d'Estracelles tomba percé de coups, tenant encore sa bannière, et n'ôta plus son bassinet, comme il l'avait annoncé : là périrent aussi

(1) Chronique de Tramecourt, liv. VII.

Louis de Châtillon, comte de Blois, Louis de la Cerda, les comtes d'Auxerre et de Sancerre. Les soldats anglais, exécutant fidèlement l'ordre de leur roi, ne faisaient quartier à personne, et s'acharnaient surtout après les hauts barons, qu'on reconnaissait aisément à leur cotte d'armes. Plusieurs des généraux, effrayés eux-mêmes de ce carnage, montèrent précipitamment vers le haut des terrasses, firent à Édouard de vives observations sur le malheur de ces barons, et le supplièrent de commander qu'on les épargnât; mais le roi répondit froidement : « Que point ne s'en émerveillassent, car la chose était ainsi ordonnée, et ainsi convenait estre. » (Chron. de Tramecourt, p. 312.)

Jacques de la Marche, surmontant la douleur qu'il ressentait de ses blessures, s'ouvrit un passage, et alla gagner la chaussée de Marcheville : il y parvint quand Philippe de Valois débouchait enfin dans le vallon de Crécy, à la tête de la troisième division. Ce prince n'avait pu joindre les deux premières, puisque en envoyant à celles-ci l'ordre de s'arrêter il suspendait lui-même sa marche, tandis que le comte de Savoie et le duc d'Alençon avaient au contraire redoublé de vitesse.

Le roi arriva donc au pas de course, croyant n'avoir qu'à se présenter pour reçueillir le fruit de la victoire; mais il ne vit que des fuyards éperdus, que Jacques de Bourbon essayait de retenir. Philippe aurait pu sauver la moitié de son armée en ralliant sous ses bannières les débris des premiers corps; loin d'adopter ce sage parti, il fit les apprêts d'une nouvelle attaque, quoi-

que les milices montrassent une forte répugnance de combattre après la défaite des nobles. Le monarque s'élança vers les Anglais en criant : « Marchons, mes enfants, au nom de Dieu et de saint Denis. » Les communales, obligées de le suivre, s'écrièrent en s'avançant : *Allons à la mort*. C'est à ce cri sinistre que commença un quatrième engagement : le comte de la Marche y prit part en essayant d'exciter l'ardeur de ces nouveaux combattants; mais la vue du sang qui coulait de ses blessures les effrayait, loin de les rassurer. Philippe, emporté par son ardeur, assaillit l'ennemi, le repoussa jusqu'au pied des terrasses, et monta lui-même sur la première : c'est alors qu'il aperçut distinctement Édouard, qui se tenait immobile sur le plateau. A l'aspect de cet odieux rival, dont la stature élevée et la tête altière se dessinaient sur un ciel d'azur, dégagé de nuages, il voulut franchir tout ce qui le séparait de lui, le joindre et punir sur sa personne les maux qu'il avait causés à la France. On l'aurait cru dans le délire; mais cet accès de fureur ne l'aveuglait cependant pas. Le roi sut tenir en échec toutes les forces anglaises; sa valeur et sa résolution maîtrisèrent quelques instants la fortune : le prince de Galles et Arundel lui-même reculèrent devant ce torrent qui les poussait. Édouard, dont le coup d'œil rapide mesurait le danger, s'ébranla dans ce moment avec fracas, et lança devant lui la division de réserve. En voyant ce nouvel orage qui allait fondre sur eux, les communaux, déjà exténués de fatigue, lâchèrent pied et abandonnèrent leur chef. Philippe essaya vainement d'arrêter ces fuyards; pour-

suivi chaudement par les Gallois, il fut culbuté et blessé à la gorge. Charles de Luxembourg fut blessé également à ses côtés; Godefroi de Chauvigny, Jean de Lévis, Pierre d'Aigreville, Hugues de Coursignon et le sire de Créqui périrent en défendant le roi de France.

Sur ces entrefaites, Jean de Luxembourg arriva dans le vallon, accompagné de l'extrême arrière-garde; les nobles de son ost, voyant l'armée en pleine déroute, ne voulaient pas le laisser avancer, et le suppliaient de rebrousser chemin. « Moi, souverain de la Bohême, montrer le dos à l'ennemi! disait-il; je veux aller au secours de Philippe, au secours de mon fils, et je ne quitterai la place que victorieux, ou j'y périrai en roi. » Mais ses moyens ne répondaient pas à son ardeur : la cécité l'empêchait d'apprécier tout le degré du mal; il ordonna à Lemoine Desbacle de prendre le frein de son cheval et de le conduire vers les Anglais, qui, sortis des terrasses une seconde fois, inondaient la plaine, et fermaient toutes les issues en s'avançant dans la direction de Marcheville : la mêlée continuait sur quelques points. Desbacle y mena son maître, qui frappait de son épée à droite et à gauche, *sur amis et ennemis*. Les soldats d'Édouard, impitoyables dans leur victoire, fondirent sur lui, le jetèrent en bas de son cheval, et tuèrent Desbacle, Henri de Rosemberg et Jean de Leucstemberg, qui essayaient de le garantir aux dépens de leurs jours : le roi de Bohême tomba à sept cents pas en avant du village de Crécy (1).

(1) On éleva sur cette place une grande croix en pierre; les habi-

Les soldats d'Édouard, excités par un succès inespéré, n'exécutaient que trop bien les ordres sanguinaires de leur maître; ils firent un horrible carnage des fuyards, sans en épargner un seul, et tel noble qui était venu dans le dessein de trahir Philippe, dit la Chronique d'Abbeville, trouva comme les autres le trépas, sans que sa perfidie eût pu le préserver de la mort : on compta plus de huit mille hommes égorgés dans les fossés. Édouard, fatigué de cette tuerie, parcourut à cheval la plaine pour y mettre un terme; il eut soin de faire suivre par un corps de six mille hommes, que commandait Arundel, une division de féodaux qui se retirait en bon ordre dans la direction de Wïgnacourt. En effet, ces gens, au nombre de quatre mille, commandés par le sire de Graville, grand-maître des arbalétriers, s'arrêtèrent dans ce lieu pour recueillir les débris de tant de bataillons; mais ils ne purent tenir contre les forces supérieures d'Arundel : la majeure partie se fit tuer, et le reste se sauva à la faveur de la nuit. Le sire de Graville, Geoffroy de Lameth, Antoine de Vienne, succombèrent dans cette dernière action (1). La résistance des soldats de Graville étonna Édouard, et lui suggéra le dessein d'envoyer battre la campagne pour empêcher le rassemblement des fuyards; il

tants du pays, qui se trompent souvent dans les détails, disent que le roi de Bohême fut enterré en ce lieu, ce qui est une erreur. Cette croix, posée sur le *chemin de l'Armée,* dans la direction des terrasses, fut cassée on ne sait comment; on la planta en terre une seconde fois à côté du piédestal qui la supportait : elle existe encore ainsi.

(1) Chronique de Tramecourt.

savait que de nombreuses milices accouraient de plusieurs points. En conséquence, il dépêcha deux de ses meilleurs généraux, le sire de Holland et le comte de Warwick, avec des détachements, dans différentes directions; ces troupes rencontrèrent en effet des corps d'un mille, de deux mille, de trois mille hommes à plusieurs lieues du champ de bataille : ces soldats, provenant de levées récentes, effrayés de la défaite du roi, qu'ils apprirent par les fuyards, couraient sans savoir quelle route tenir. Ils heurtèrent les détachements anglais, que l'obscurité les empêchait de reconnaître. Cette affreuse nuit vit périr un nombre considérable de gens, parmi lesquels on cita le grand prieur de France et l'archevêque de Rouen, qui amenaient des contingents de troupes à l'armée du roi. Froissart raconte que trois mille hommes vinrent le jour suivant se jeter au milieu des lignes ennemies devant Crécy, ce qui est invraisemblable, car cette seconde armée avait dû être informée de la catastrophe de la veille; au reste, cette particularité ne se trouve relevée chez aucun historien de l'époque.

Le lendemain 27 août, Édouard explora la plaine et le vallon accompagné de son fils, et dit à ce jeune prince, en lui montrant ces monceaux de cadavres, ces corps mutilés, ces longues traces de sang : « Que vous semble-t-il, mon fils, d'une bataille? croyez-vous que ce soit un jeu bien agréable (1)? » Il ordonna à ses clercs de compter les morts, et surtout de spécifier le rang des nobles et des barons; les

(1) Chronique de Tramecourt, p. 314.

clercs restèrent une journée entière dans la vallée et sur la colline de gauche, lieux où l'on s'était battu le plus chaudement. Ces clercs annoncèrent qu'ils avaient trouvé gisants sur la poussière un roi, onze princes, quatre-vingts hauts barons et douze cents chevaliers. Édouard commanda de relever les blessés, et de les bien traiter; il fit courir par les campagnes des écuyers de son hôtel, pour prévenir les paysans qu'on accordait une trêve de trois jours afin d'enterrer les morts; il fit rassembler les gens des villages voisins, et les contraignit de s'acquitter de ce soin : on creusa, à cet effet, d'immenses fosses dans lesquelles on jeta les soldats; quant aux nobles revêtus de la cotte d'armes, on les enterra à Canchy, à Montreuil, et surtout à Crécy, dans l'église de Saint-Sevrin; l'infortuné Louis, comte de Flandre, fut de ce nombre.

On porta à Amiens le corps du duc d'Alençon. Édouard fit faire aux barons enterrés à Crécy un magnifique service, auquel il assista en habits de deuil avec son fils et les principaux généraux. Avant que l'on mît en terre tous ces corps, le roi permit à ses soldats de prendre les colliers, les épées, les casques, les oliphants qui leur conviendraient; ce triage étant achevé, diverses pièces d'armures restèrent encore sur le champ de bataille; les Anglais, ne pouvant les emporter, rassemblèrent ces débris; on les couvrit de matières combustibles, au moyen desquelles tout cet amas fut brûlé.

Édouard se conduisit avec humanité à l'égard du roi de Bohême. Nous avons dit que ce prince exigea

qu'on le menât au fort de la mêlée (1) : il fut criblé de coups, abattu, et resta pris sous son cheval; on alla en avertir Édouard, qui ordonna de l'épargner, et de le transporter dans sa tente, ce qui fut exécuté sur-le-champ. Jean de Luxembourg vivait encore; on lui prodigua les soins les plus empressés, mais le vieillard expira dans la nuit (2). Le roi d'Angleterre ne se réserva des somptueuses dépouilles du monarque allemand, que deux plumes d'autruche qui surmontaient son casque; ces plumes étaient nouées par une tresse d'or sur laquelle on avait gravé ces mots tudesques : *isch diene, je sers*. Édouard détacha l'une et l'autre, et les donna à son fils, en récompense de sa belle conduite durant l'action : depuis cette époque les princes de Galles ont toujours conservé dans leurs armes les trois plumes d'autruche.

Édouard III commanda que Jean de Luxembourg fût gardé dans l'abbaye de Valoires, situé sur la Hauthie (3); le corps y resta exposé pendant quinze jours

(1) Si l'on en croit Froissart, il s'était mis au milieu de deux nobles qui avaient attaché les rênes de son cheval au frein de leurs destriers; tous les trois s'élancèrent dans la mêlée, où ils périrent, et on les trouva liés encore ensemble. Pour admettre un pareil fait, il faudrait aussi admettre que les hommes de cette époque étaient dénués de bon sens : les historiens de Bohême, et surtout la Chronique de Tramecourt, aussi digne de croyance que Froissart, ne disent pas un seul mot de ce ridicule arrangement.

(2) Chronique de Tramecourt, p. 314.

(3) On voyait dans le siècle dernier l'inscription suivante dans la chapelle de Valoires :

L'an mille quarante-six trois cents
Comme la chronique le téméigne
Fut apporté et mis en cens
Jean de Luxembourg, roi de Bohême.

avant d'être enterré. On est incertain sur le lieu où ce monarque fut inhumé : les historiens allemands assurent qu'il fut transféré dans le pays de Luxembourg; mais en 1748, en réparant l'église des Dominicaines de Montargis, on découvrit sur un tombeau l'inscription suivante, à moitié détruite par le temps :

.... qui trépassa à la tête de ses gens ensemblement,
.... les recommandant à Dieu le père, le jour de......
la glorieuse Vierge-Marie. Priez Dieu pour l'âme de
ce bon roy. — 1346.

Voici comment les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* expliquent le fait : Jean de Luxembourg avait, dans le couvent des Dominicaines, deux tantes, dont une, octogénaire, gouvernait en qualité de supérieure la communauté; il pourrait se faire, disent-ils, qu'elle eût réclamé les restes de son neveu.

Pendant que les Anglais relevaient de terre le roi de Bohême, des serviteurs fidèles arrachaient Philippe de Valois de ce lieu fatal; le monarque, désespéré de sa défaite, ne voulait pas y survivre. Il rallia quelques centaines de cavaliers; déterminé à périr, il allait encore s'enfoncer dans ce champ de carnage, lorsque Jacques de Bourbon et le sire d'Aubigni saisirent les rênes de son cheval au moment où ce prince s'élançait, et l'entraînèrent malgré lui : l'obscurité de la nuit favorisa sa retraite. Le roi n'avait autour de sa personne que le comte de la Marche, Charles de Montmorency, d'Aubigni, Jean de Beaujeu, le sire de Montfort et soixante nobles; tous se serrèrent autour du monarque, décidés à défendre ce précieux dépôt jusqu'à leur dernier soupir.

Philippe, poursuivi par les clameurs bruyantes des vainqueurs, par les cris plaintifs de ses soldats, que l'ennemi massacrait impitoyablement, se jeta sur la droite, sauta la Hauthie, et, après avoir erré longtemps, il arriva vers minuit au château de la Broye, dont le seigneur, Robert de Grandcamp (1), passait pour un baron très-dévoué : la Broye, premier village de l'Artois, était éloigné de Crécy de deux fortes lieues. Philippe heurta lui-même à la grande porte; le vieux châtelain, inquiet sur le sort de la journée, se tenait aux créneaux. « Hommes d'armes, qui êtes-vous? demanda-t-il; si vous ne servez monseigneur de Valois, vous n'entrerez oncques dans mon chastel. — Ouvrez, ouvrez, châtelain, répondit Philippe tout ému, c'est l'infortuné roi de France (2). » Le châtelain, reconnaissant la voix de son maître, descendit précipitamment et baissa le pont-levis. Le sire de Grandcamp, voyant le roi couvert de sang, ne put contenir son désespoir; le prince fut obligé d'oublier ses propres douleurs pour consoler ce serviteur fidèle. Philippe, ayant pris quelques heures de repos, se remit en marche, et parvint sans difficulté aux portes d'Amiens.

(1) Histoire d'Artois.

(2) En imprimant Froissart on a altéré le texte; toutes les éditions disent : « Ouvrez, c'est la fortune de la France; » mais le manuscrit de Breslau, regardé comme la meilleure copie de l'original, celui de Berne et celui de la bibliothèque de l'Arsenal, t. I, n. 145, disent : « C'est l'infortuné roi de France, » sens plus naturel que l'autre version. Au reste, les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* émettent une opinion semblable à la nôtre; et M. Buchon, dans sa belle et savante édition de Froissart, a conservé cette version. Le château de la Broye n'existe plus.

Mézeray, s'appuyant sur l'autorité de Villani, assure que les Anglais furent redevables de la victoire à quatre pièces de canon, et s'étend beaucoup sur les effets merveilleux de ces machines de guerre qui remplirent de terreur l'âme des chevaliers français; nous croyons le fait inexact : certainement Froissart, avide de recueillir tout ce qui paraît extraordinaire, n'aurait pas manqué de rappeler cette circonstance; les historiens flamands et allemands gardent le même silence; il est vrai que les pièces de canon étaient en usage depuis quelque temps, mais on ne s'en servait que pour la défense des remparts. Les affûts roulants n'existaient point encore; et d'ailleurs comment croire que quatre pièces de canon d'un petit calibre, mal servies et distribuées sur une ligne qui présentait un développement d'une lieue, pussent, par une détonation assez faible, épouvanter des hommes accoutumés à braver la mort?

Édouard voulut, en mémoire de son triomphe, fonder un ordre militaire de chevalerie; il prit pour insigne une jarretière, dont il avait donné le mot gallois, *garter*, comme *phrase* de ralliement (1), afin

(1) Rapin Thoiras, Hume, et tous les historiens d'Angleterre, paraissent fort incertains sur la véritable origine de l'ordre de la jarretière; cependant ils penchent tous pour la version que nous adoptons, et repoussent l'opinion que ce fut la jarretière de la comtesse de Salisbury qui donna lieu à la création de cet ordre; un fait très-singulier, rapporté par les historiens italiens, nous a raffermi dans notre sentiment; ces auteurs assurent que le connétable de Bourbon, brouillé avec François Ier, reprochait à ce prince d'avoir accepté le collier de la jarretière, « ordre institué, disait-il, à l'occasion de la défaite des Français, et qu'un roi de France ne devait point porter. » En effet, le successeur de Louis XII fut le premier roi de France qui l'accepta; plusieurs de ses prédécesseurs l'avaient refusé.

que ses soldats se reconnussent entre eux si l'action se poursuivait dans la nuit : précaution qui lui devint très-utile. Cette fondation eut lieu au commencement de 1349, à Windsor, dans l'église de Saint-Georges, que les rois Plantagenets avaient commencé à bâtir; elle fut terminée à cette époque par Édouard III. Ce prince réunit ce jour-là autour de lui les barons et les généraux qui avaient contribué le plus au gain de la bataille de Crécy ; il leur distribua des faveurs, et comprit quinze d'entre eux dans le nombre des vingt-six chevaliers de la jarretière institués les premiers : ce furent le comte de Warwick, Chandos, Holland, Jean de Beauchamp, comte d'Arundel, Cliffort, lord Villoughby, Mortimer, Miles Stapleton, Jean Gray, etc. Nul n'était plus digne de cette récompense que Geoffroy d'Harcourt; mais ce baron, dont la bravoure fut si funeste en cette occasion aux Valois, abandonna le vainqueur lorsque le triomphe n'était plus douteux; il entendit au milieu du fracas des armes, le cri de sa maison : *Harcourt! Harcourt!* Il distingua même au fort de la mêlée son frère Jean, dont le casque avait pour cimier la queue d'un paon mêlée d'or. Geoffroy, présageant de bonne heure la ruine des Français, d'après leurs mauvaises dispositions, avait cherché inutilement à percer jusqu'au lieu où combattait son frère, afin de le sauver. Parcourant le lendemain d'un œil inquiet le champ de bataille, il découvrit le corps inanimé de Jean, étendu près de celui du comte d'Aumale, son neveu; à cette vue, Geoffroy tomba dans le désespoir; maudissant sa faute, il quitta les Anglais et vint à Amiens, la corde au cou, se jeter aux pieds du roi : « Se présenta au roi de

France, monseigneur Geoffroy d'Harcourt, chevalier normand, la tenaille au col, mise de ses propres mains, disant telles paroles : « J'ai été traître envers « le roi et le royaume, et en requiers miséricorde « et paix. » Laquelle miséricorde et paix le roi lui octroya de sa bénigne grâce. » (Grande Chronique de Saint-Denis.)

Pour ne rien omettre de tout ce que l'on a dit au sujet de la bataille de Crécy, nous parlerons d'une circonstance assez particulière qui occupa longtemps l'esprit des habitants de la Picardie, du Ponthieu et de l'Artois : une ancienne chronique latine, conservée parmi les manuscrits de l'abbaye Saint-Riquier, près d'Abbeville, et qui fut composée en 1200 (146 ans avant la bataille de Crécy), dans un style figuré, disait que l'an de grâce 1346 il apparaîtrait, au-dessus de Bulecamps, cinq soleils; elle ajoutait qu'une éclipse serait immanquablement le résultat de la réunion de ces cinq astres. Les gens du pays interprétèrent ainsi cette prédiction : les cinq soleils étaient les cinq rois réunis dans les champs de Crécy, Édouard III, Philippe de Valois, Jean de Luxembourg, roi de Bohême, Charles de Luxembourg, roi des Romains, et dom Jaime d'Aragon, roi de Majorque; l'éclipse était le désastre éprouvé par les Français. La Chronique de Tramecourt parle de la même prédiction, et dit que les habitants du nord de la France avaient coutume d'appeler Crécy Bulecamps; nous en ignorons le motif.

LIVRE III.

Jacques de la Marche arrête les progrès des Anglais. — Mort de Philippe de Valois.

Jacques de Bourbon avait reçu trois blessures; mais le sort de la monarchie l'occupait davantage que sa propre position : il ne tint pas à lui que la victoire ne remplaçât la défaite : ayant servi le roi de son bras dans la bataille, il le servit de tout son zèle pour l'aider à réparer ce désastre.

Philippe de Valois rejoignit les débris de son armée qui s'étaient rassemblés autour d'Amiens : il voulut les employer à couvrir Paris; mais quelle fut sa confusion en voyant les feudataires réunis dans la capitale de la Picardie refuser de le seconder, en disant que le temps de service exigé par les lois féodales était expiré! Ce prince fut au moment de se trouver seul. Le comte de la Marche, indigné d'un pareil procédé, annonça hautement qu'il n'abandonnerait le roi sous aucun prétexte; les Montmorency l'imitèrent noblement : cet exemple, donné par de puissantes maisons, fit rougir la plupart des barons dissidents, et en rallia un bon nombre autour du monarque.

Au premier bruit des avantages extraordinaires remportés par les Anglais, Jean, fils aîné du roi, abandonna la Guienne, où il se maintenait vainqueur : ce jeune prince rassura Paris et la France en accou-

rant à la tête de quarante mille hommes. Philippe avait puisé de grandes ressources dans sa politique, toujours savante, quoique souvent malheureuse; il sut déterminer le roi d'Écosse à fondre sur l'Angleterre, agression qui mit Édouard dans la nécessité de quitter le continent: on sait que Robert II échoua dans son entreprise, qu'il fut battu et pris par la femme de l'heureux Plantagenet, que la fortune se plaisait à favoriser sur tous les points.

Philippe conduisit dans l'Artois la moitié des forces ramenées du midi par le duc de Normandie : il désirait secourir Calais, assiégé depuis plusieurs mois : on confia au comte de la Marche le commandement d'un corps destiné à contenir les Flamands : ces peuples, éblouis par les rapides succès d'Édouard, se déterminèrent à unir leurs armes aux siennes; ils investirent Aire, dans le but de favoriser les opérations du siége de Calais.

Jacques de Bourbon, secondé par des lieutenants expérimentés, Charles de Montmorency et Jean de Luxembourg, maître cette fois de régler les opérations d'après ses vues particulières, marcha contre les Flamands avec une confiance entière : à son approche, l'ennemi abandonna le blocus d'Aire; mais le général français les atteignit au moment où ils pillaient Menneville. Il les mit en pleine déroute, et répandit la terreur jusqu'au milieu de leur pays : son avant-garde enleva Cassel, et le livra aux flammes. Apprenant qu'une seconde armée de Belges, réunie à une forte division d'Anglais, menaçait Saint-Omer, il se porta rapidement sur cette ville. Les alliés avaient

à leur tête le sire de Renti, guerrier d'un courage féroce; le comte de la Marche l'enveloppa dans ses lignes, le surprit une nuit, le défit complétement, lui tua deux mille hommes et en prit le double. La lutte dura quatre heures : Jacques de Bourbon et les autres chefs se battirent une torche à la main (1). Ce revers fut d'autant plus sensible aux Anglais qu'il laissait à découvert leur flanc droit : le vainqueur se mit en mesure d'opérer sa jonction avec l'armée principale, afin d'accabler Édouard devant Calais. Son espoir fut cruellement trompé. Philippe de Valois, prompt à entreprendre, se rebutait facilement. Fatigué de la guerre, n'espérant pas forcer les Anglais dans une position plus redoutable que celle de Crécy, il battit en retraite sur Paris; les brillants avantages, remportés récemment par le comte de la Marche n'aboutirent à aucun résultat majeur : ce général, voulant occuper son bras, se mit en mesure de secourir le comte de Blois, pressé par les troupes de son concurrent; mais on apprit dans ce moment la défaite de ce prince : l'époux de Jeanne de Penthièvre venait d'être battu et pris à la Roche-Derien (18 juin 1347); le vicomte de Rohan, le sire de Laval de Montmorency (2), les seigneurs de Châteaubriant, de Rais,

(1) Galland, Hist. des guerres de Flandre.

(2) Le sire de Laval-Montmorency, tué à La Roche-Derien, fut enterré dans le chœur de l'église de Sainte-Madeleine de Vitré. Cent cinquante ans après, Anne, duchesse de Bretagne, détestant la mémoire de ce baron, opposé à ses ancêtres, fit enfoncer les yeux de la statue qui le représentait sur son tombeau. C'était l'usage de figurer les yeux ouverts ceux qui mouraient en combattant. (D'Argentré, Hist. de Bretagne.)

de Boistel, de Machecou, de Rieux, de la Jaille, de Lohéac, de Rostremen, périrent dans cette occasion; le comte de Blois fut conduit en Angleterre (1); Montfort, son compétiteur, gémissait également dans les fers. La comtesse de Blois se montra aussi courageuse que la comtesse de Montfort, de sorte que la Bretagne offrait le spectacle d'une querelle extrêmement vive, soutenue par deux femmes plus énergiques et plus habiles que leurs maris; elles étaient l'une et l'autre dépourvues des attraits dont brille ordinairement leur sexe et portaient toutes deux le non de Jeanne; on distingua la première par le surnom de *Boiteuse*.

Pendant que ces héroïnes fixaient les regards de la chrétienté, Jacques de la Marche, bouillant d'ardeur martiale, se vit chargé d'une mission toute pacifique: il s'agissait d'attacher irrévocablement, par un mariage, le souverain du Dauphiné à la fortune de la France.

Humbert *aux blanches mains*, ayant perdu son fils unique, âgé de trois ans (2), ressentit de ce malheur une affliction qui absorba toutes ses facultés: ce prince voulut se démettre de ses états pour les donner au roi

(1) Dans le trajet les Anglais accablèrent ce malheureux prince d'insultes et d'humiliations; tous les jours ils le contraignaient de se couvrir de son armure complète, et le forçaient ainsi à jouer de la vielle. (D'Argentré.)

(2) Une tradition populaire voulait que Humbert eût laissé tomber lui-même cet enfant dans l'Isère, en le balançant d'une fenêtre du château de Beauvoir. Le président de Valbonnais, vers le milieu du dernier siècle, découvrit, à la Chambre des Comptes de Grenoble, des pièces qui prouvaient d'une manière irrécusable que le fils de Humbert mourut de maladie.

de France, son ancien allié; en conséquence, il fit un traité en 1343, le ratifia en 1344; mais il changea d'avis plusieurs années après, lorsqu'il eut perdu sa femme, Marie de Baux, 1347. Sans se laisser arrêter par l'inconvénient de l'âge, Humbert songea à contracter une seconde union : il avait vu à la cour de France Jeanne de Bourbon, fille de Pierre Ier; les grâces touchantes de cette princesse le séduisirent; la splendeur de la maison de Clermont, le nouvel éclat que lui donnait chaque jour le chevaleresque comte de la Marche, le déterminèrent à former d'autres nœuds; il invita Jacques de Bourbon à venir le visiter dans ses États; le prince se rendit à ses sollicitations, et arriva à Romans en 1349. C'est là que fut arrêté le mariage de sa nièce, qui devait hériter du Dauphiné, si Humbert mourait sans enfants.

Philippe de Valois, dont la politique devenait chaque jour plus prévoyante, allait être frustré, par cet arrangement, de l'espoir de réunir le Dauphiné à la couronne; il para ce coup d'une manière fort adroite, et sans mécontenter pourtant la famille de Clermont, qui se recommandait par d'immenses services. Fort confiant dans la générosité de Humbert, le roi rapprocha du trône Jeanne de Bourbon, en l'unissant, de sa propre volonté, à son petit-fils Charles, destiné à porter le sceptre. Humbert, sachant maîtriser sa passion, tira une noble vengeance de cette offense, en donnant ses États à l'heureux possesseur de celle qu'il aimait. Le prince y mit une seule condition : ce fut que désormais le fils aîné du roi de France prendrait le titre de Dauphin; voulant que les enfants de

la femme dont il avait recherché l'alliance pussent tenir quelque chose de lui : Humbert espérait perpétuer ainsi dans les siècles futurs le souvenir de son affection. Le sacrifice étant consommé, il courut se confiner dans un cloître (1). En voulant rallumer le flambeau de l'hymen dans un âge avancé, Humbert n'avait fait qu'imiter l'exemple donné par le roi de France. Philippe conçut de très-bonne heure le projet d'unir son petit-fils à Blanche de Navarre, l'une des belles personnes de ce siècle; mais en voyant cette jeune princesse, il se sentit enflammé de la plus violente passion : le monarque, dont l'âme était flétrie par les revers, crut trouver des consolations à ses mortels ennuis dans les charmes d'une nouvelle union; en conséquence, au lieu de donner la princesse de Navarre à son petit-fils, il l'épousa lui-même le 19 février 1349, cinq semaines après la mort de Jeanne de Bourgogne, sa première femme. Cet exemple fut suivi par son fils Jean, veuf depuis quelques mois, et qui s'unit en secondes noces à Jeanne de Boulogne, peu de temps après le mariage de son père; enfin, ce même Charles, destiné d'abord à Blanche de Navarre, devenue l'épouse de Philippe, se maria à son tour, comme nous l'avons dit plus haut, avec Jeanne de Bourbon. Ce mariage, dicté par la politique, et dont l'effet, grâce à la générosité de Humbert, devait amener la réunion du Dauphiné à la couronne, eut lieu le 8 août de la même année 1349; ainsi, dans l'espace

(1) Humbert, à sa pressante sollicitation, fut nommé évêque de Paris, mais il n'occupa point ce siége, et mourut ensuite dans un couvent de Dominicains.

de six mois, le père, le fils et le petit-fils se marièrent et assistèrent aux noces les uns des autres. Philippe ne jouit pas longtemps des douceurs que lui procurait son hymen : il y rencontra, au bout de quelque temps, la fin d'une vie agitée, dont le début avait été si brillant. Il mourut à l'âge de cinquante-huit ans, 1350.

Jacques de Clermont s'était vu entouré de considération sous le règne de Philippe de Valois, mais il ne jouit d'aucun crédit; sa noble franchise ne pouvait se façonner à la dissimulation de la politique; ardent, impétueux, il ne respirait que les combats, non qu'il fût poussé par le besoin d'assouvir une fureur aveugle, mais l'amour de la gloire le dominait exclusivement : cette passion s'alliait chez lui à toutes les qualités généreuses de l'âme; la sienne demeura constamment pure au milieu de la corruption générale. Le nouveau souverain, appréciant tout son mérite, l'appela à prendre une part plus active à la discussion des affaires publiques.

Jean II, déjà célèbre par des exploits divers, parvenait au trône âgé de quarante ans : on le regardait comme le vengeur de l'État, comme le restaurateur de la monarchie ébranlée; sa valeur étonnait à une époque où le courage était si commun; mais s'il déployait cette bravoure qui, au milieu des hasards de la guerre, fixe souvent la victoire, Jean manquait de cette fermeté si nécessaire aux rois pour résister aux orages; ayant encore plus de bonne foi et de loyauté que son père, il fut aussi malheureux que lui dans la pratique de ces vertus : une espèce de bonhomie, très-honorable chez un particulier, mais

toujours fatale dans l'exercice de la royauté, le fit surnommer le *Bon*, titre que ce prince porta sur le trône, et qu'il perdit bientôt après par des actes d'une justice que sa faiblesse même rendit cruelle.

Le premier de ces actes fut l'arrestation et le supplice de Raoul d'Eu, connétable de France. Ce feudataire s'était laissé prendre dans la ville de Caen, en 1346, par Édouard III, sans opposer la résistance qu'on avait lieu d'attendre d'un grand officier de la couronne : le vainqueur le traita avec tant d'égards, qu'on les crut tous deux d'intelligence; on permit même au connétable de s'absenter de l'Angleterre. Raoul prétextait que le besoin de ramasser l'argent nécessaire pour acquitter sa rançon l'obligeait à ces fréquents voyages : quelques historiens disent qu'il venait ainsi dans le royaume pour entretenir le zèle des partisans de l'Angleterre. Philippe de Valois n'ignorait pas ces machinations secrètes; mais, fatigué de punir, ne voulant pas ensanglanter les félicités que lui offrait son second mariage, il dédaigna de sévir contre Raoul, qui d'ailleurs, en qualité de prisonnier de guerre, était mort civilement. Jean II connaissait toutes les trames ourdies sous le règne de son père : les prétentions d'Édouard, quelque chimériques qu'elles parussent, lui causaient un effroi perpétuel. Le nouveau roi regardait donc comme ses ennemis déclarés, ceux qui semblaient favoriser les vues de Plantagenet; c'est d'après ces motifs qu'il fit arrêter le connétable : le roi ordonna qu'on lui tranchât la tête, au milieu de la nuit sans forme de procès, et seulement en présence de quel-

ques hauts barons, du nombre desquels était Pierre de Bourbon, frère du comte de la Marche.

Nonobstant la culpabilité de Raoul, bien évidente à tous les yeux, cet acte portait le caractère de l'arbitraire, puisqu'on n'y observa aucune forme légale. En suivant l'enchaînement des événements postérieurs, on reste convaincu que la mort de Raoul d'Eu, dont on aurait pu faire un exemple salutaire, devint au contraire la cause immédiate des malheurs de Jean II. Un mécontentement universel éclata parmi la chevalerie : après s'être vu enlever quantité de ses priviléges, elle avait à déplorer la perte de l'un des siens mis à mort sans jugement; cet exemple l'épouvantait. Le roi offrit l'épée de connétable à Jacques de Clermont, qui la méritait par des services éminents : le comte de la Marche la refusa, ne voulant pas hériter des tristes dépouilles de Raoul; mais il ne s'en montra pas moins ardent à défendre les intérêts du roi contre le parti des feudataires, dont plusieurs se mirent en état de rébellion ouverte.

La mort de Raoul de Nesle fut l'origine de tous les soulèvements particuliers qui agitèrent le royaume; Jean II entretenait ces troubles par une série d'actions plus imprudentes les unes que les autres. Les raisons que Jacques de la Marche avait alléguées pour refuser l'épée de connétable ne permettaient plus de l'offrir à Charles de Montmorency, ni au sire de Beaujeu, ni au sire de Clermont, qui passaient, après lui, pour les meilleurs généraux du temps; Jean l'accorda à son favori Charles de la Cerda, que l'on ne doit pas confondre néanmoins avec ces malencon-

treux personnages que le caprice des princes a souvent tirés des rangs les plus obscurs de la société, pour les porter au faîte des grandeurs. La Cerda était issu du sang de saint Louis par les femmes; son père se vit exclu injustement du trône de Castille; son frère avait succombé dans les champs de Crécy, en combattant auprès de Philippe. Charles de la Cerda se recommandait même par des qualités brillantes; cependant son élévation à la dignité de connétable, avant l'âge de vingt-cinq ans, exaspéra les esprits. Plus on se déchaînait contre le favori, plus Jean se plaisait à le combler de faveurs. Dans le mois d'octobre 1351, il le maria à Marguerite de Blois, sa parente, fille de Charles de Blois, héritier de la Bretagne par son mariage avec Jeanne de Penthièvre, et lui donna le comté d'Angoulême : cette donation, à laquelle Jacques de la Marche voulut s'opposer, occasionna une horrible catastrophe.

Lorsque, par un acte de la plus rare loyauté, Philippe de Valois restitua à Jeanne, fille de Louis Hutin, la Navarre, que Charles le Bel et Philippe le Long avaient retenue, malgré les traités conclus antérieurement, il donna également à cette princesse le comté d'Angoulême, afin de la dédommager de la perte de la Champagne et de la Brie. Jeanne, vers la fin de sa vie, fit un échange avec Philippe de Valois de son comté d'Angoulême pour les terres de Pontoise, Asnières et Beaumont-sur-Oise; mais ce traité n'ayant pas reçu son entière exécution avant la mort du monarque, on se crut en droit de ne point l'accomplir; et Jean se mit en possession du comté d'Angou-

lême sans livrer l'équivalent à Charles d'Évreux, fils de Jeanne; ce qui inspira à ce dernier un juste ressentiment : le roi, pour l'apaiser, lui rendit une portion de ces fiefs en y ajoutant la main de sa fille (février 1351).

Ce n'était nullement par esprit de justice que le jeune roi de Navarre réclamait l'héritage de sa mère : le besoin d'exercer sa malignité fut son unique motif : à l'âge de vingt ans il mérita le surnom de *Mauvais*, que lui a conservé l'histoire. Son génie malfaisant se décélait dans les moindres détails : des intrigues sourdes, des complots ourdis dans l'ombre, l'occupaient exclusivement, à une époque de la vie où des passions moins sérieuses que la politique agitent le cœur des princes.

La méchanceté nous effraye tellement, que nous nous représentons toujours les hommes pervers avec une figure aussi hideuse que leur âme; mais on se tromperait bien si on se faisait une telle idée des traits du roi de Navarre : jamais prince ne fut plus séduisant que Charles le Mauvais; il joignait aux grâces du corps les charmes de l'esprit; brillant, prodigue, il exerçait sur ceux qui l'approchaient un ascendant irrésistible; pendant longtemps le peuple en fit son idole, et regarda ses fautes comme des étourderies de jeunesse : le roi lui-même, séduit comme les autres, partagea son affection entre la Cerda et Charles de Navarre; mais celui-ci n'était pas homme à souffrir une pareille concurrence. Tandis que son beau-père le comblait de faveurs, le laissait jouir d'un crédit dangereux, il s'érigeait secrètement en chef

du parti des feudataires mécontents, et se liait aux Plantagenets par des traités secrets dont le but était de précipiter du trône cette maison de Valois qui venait d'y monter.

L'histoire offre à celui qui la médite avec soin une source inépuisable d'observations; une des plus singulières que l'on puisse faire, c'est que les rois de la branche de Valois trouvèrent dans leur propre famille des ennemis acharnés, et que ces ennemis périrent tous d'une manière tragique.

Philippe de Valois eut pour ennemi Robert d'Artois, son cousin germain, mort les armes à la main; Jean II, Charles le Mauvais, son gendre, qui périt brûlé; Charles V, Charles le Mauvais, son beau-frère; Charles VI, sa mère; Charles VII, son fils; Louis XI, son frère, mort empoisonné; Charles VIII, son cousin germain, le duc d'Orléans; François Ier, le connétable de Bourbon, son cousin, mort les armes à la main, etc.

LIVRE IV.

Jacques de Bourbon est nommé connétable. — Bataille de Poitiers.

La scène politique était alors occupée par quatre personnages dont chacun attirait les regards de la nation d'une manière différente, Jean II, Charles de la Cerda, le roi de Navarre et Jacques de Bourbon : le monarque, faible, irrésolu, passant de la détermination la plus énergique à la plus honteuse mollesse,

voyait former autour de lui des orages qu'il ne savait pas conjurer; le favori, dépourvu d'expérience, accablé sous le poids de la plus haute dignité de la couronne; le rebelle roi de Navarre, s'agitant en tout sens, captivant la multitude par des dehors trompeurs, amoncelant contre la France des orages; le héros, Jacques de la Marche, calme au milieu des factions, marchant d'un pas égal dans la route de l'honneur, et se montrant, par son courage et ses vertus, l'espoir de la patrie alarmée.

Deux années se passèrent dans les intrigues les plus basses et les plus criminelles; on se partagea d'opinions entre Charles de la Cerda et le roi de Navarre. Le dernier, fatigué de cette rivalité, résolut d'y mettre un terme. Apprenant que le favori donnait un festin à un très-petit nombre des ses amis, dans le château de l'Aigle, il fit entourer cette demeure par une bande de scélérats, ses stipendiés. Le prince s'arrêta dans une ferme voisine, en compagnie des trois d'Harcourt et de Jean de Malet, seigneur de Graville; les sicaires pénétrèrent dans le château, arrachèrent la vie à l'infortuné la Cerda, avec des circonstances dont le récit fit couler les pleurs de l'homme qui venait de commander le meurtre (6 janvier 1354).

La nouvelle de cet attentat porta le trouble dans toute la France, et provoqua un mécontentement universel contre le roi, dont la coupable faiblesse engendrait tous ces désordres. Jean, accablé de sa propre douleur, ne put modérer son effroi, en voyant croître l'agitation publique d'une manière menaçante;

il se hâta de donner l'épée de connétable à Jacques de Bourbon, ne doutant pas qu'un pareil choix, en ralliant les gens de bien autour de son autorité, ne prévînt l'orage prêt à éclater. Le monarque convoqua le clergé, les membres marquants de la féodalité, les bourgeois influents de la ville de Paris; et, au milieu de cette assemblée solennelle, il remit au comte de la Marche les insignes de la haute dignité à laquelle on l'élevait.

Jacques de Bourbon, revêtu de la charge la plus considérable de l'État, fut le premier à demander qu'on sévît contre l'auteur de la mort de la Cerda. Le roi de Navarre, loin de se disculper de ce crime, avait eu l'audace de s'en faire un mérite. Jean II, tout désireux de punir un pareil forfait, n'osait pas frapper le meurtrier, dont les partisans peuplaient la demeure du monarque : le connétable s'offrit pour exécuter cet acte vigoureux; il courut lui-même s'emparer de la personne de Charles le Mauvais, et le traîna aux pieds du roi. Le comte de la Marche, qui venait de braver le courroux de la féodalité, eut l'affliction de voir détruire son ouvrage. Jean ne put résister aux prières de trois reines, Jeanne d'Évreux, mère de Charles, Blanche, sa sœur, et Jeanne de France, sa femme : ainsi Raoul d'Eu avait eu la tête tranchée, sans forme de procès, pour un crime qui n'était pas avéré; et le Navarrais, s'avouant lui-même l'assassin de la Cerda, obtenait sa grâce, et même celle de ses partisans secrets, dont il remit la liste. Le roi y vit, non sans effroi, le nom de Pierre de Clermont, frère du connétable.

Le Navarrais, ne se croyant point en sûreté, nonobstant un pardon si promptement obtenu, passa en Angleterre, et s'y lia étroitement avec Édouard : c'est dans l'intention de servir les intérêts de ce prince qu'il franchit le détroit et vint s'établir en Normandie (1354). Jean II, ne se faisant plus illusion sur les projets criminels de son gendre, ordonna au gouverneur de Rouen de l'arrêter et de le transférer à Paris, ce qui s'exécuta promptement : le prince fut mis dans une prison d'État. Philippe d'Évreux, frère de Charles, informé de cet événement, prit les armes, et fit soulever une partie de la Normandie; Édouard lui promit une division de troupes : ce prince avait annoncé, depuis long-temps, que son intention n'était pas de prolonger la trêve qui venait d'expirer. Jean II, prévenu, s'empressa de convoquer les états généraux (1354), afin d'obtenir des secours nécessaires pour repousser les attaques que lui préparait l'Angleterre. Les trois ordres réunis offrirent leurs corps et leurs biens avec un abandon touchant. Le savant Pasquier pense que cette assemblée créa l'impôt indirect; elle vota de nouvelles taxes, en abolit d'anciennes, nomma des commissaires pour lever, recevoir et distribuer les sommes votées, et empêcher qu'on n'en levât d'autres illégalement; le monarque ne mit aucune entrave ni à ses opérations, ni à ses décisions; preuve incontestable, disent plusieurs historiens étrangers, de la liberté dont les Français jouissaient alors, et qui ne le cédait à celle d'aucune autre nation de l'Europe. (Histoire universelle anglaise, t. XXX, p. 436.)

Le comte de la Marche avait vu consumer ses loisirs dans les misérables querelles qui partageaient la cour de Jean II : quelle joie n'éprouva-t-il pas lorsqu'on lui donna la mission d'aller en Languedoc arrêter les ravages du prince de Galles! Édouard avait débarqué en Normandie, et son fils, ayant pénétré dans la Guienne, sut gagner les habitants de la Gascogne, qui, placés dans un état incertain par les chances de la guerre, embrassaient tour à tour le parti de la France ou de l'Angleterre.

Jean II, voulant marcher en personne contre Édouard III, envoya dans le midi le connétable, et lui adjoignit, comme lieutenants, les comtes de Foix et d'Armagnac, les plus puissants feudataires d'au delà de la Loire, mais tous deux ennemis irréconciliables. La population du Languedoc s'émut à la voix de Jacques de Bourbon, qu'elle avait vu déjà se signaler dans ces contrées par des exploits divers : le connétable ne put tirer aucun parti de ces bonnes dispositions; car le premier obstacle qu'il eut à surmonter fut la rivalité des deux barons aquitains, ses auxiliaires. Le prince de Galles, mieux obéi, sut profiter de cette désunion, et, laissant les comtes de Salisbury et de Norfolk dans le haut Languedoc, il marcha contre les sires de Foix et d'Armagnac, qui occupaient l'Agénois et le Querci. Jacques de Bourbon, de son côté, atteignit Norfolk entre Carcassonne et Narbonne, attaqua son camp le 20 août 1355 : tout céda à sa furie; les Anglais, poussés jusque sous les remparts de Narbonne, furent taillés en pièces. (Vaissette, t. IV, Hist. du Languedoc.)

Norfolk profita de la nuit pour rassembler ses débris, et battit précipitamment en retraite : le vainqueur le poursuivait sur la rive gauche de l'Aude, lorsque Salisbury accourut au secours de son collègue; mais ce dernier tomba dans une embuscade que le connétable lui avait tendue; il y fut tué ainsi que deux mille hommes des siens. Ces deux victoires délivrèrent le Languedoc. Jacques de Bourbon se mit en marche pour effectuer sa jonction avec les deux comtes de Foix et d'Armagnac, afin d'accabler le prince de Galles. Le connétable avait recommandé à ses lieutenants de ne point engager d'action, de se borner à tenir en haleine l'armée anglaise. Ces barons, trop fiers pour obéir à une volonté étrangère, trop passionnés pour oublier leurs vieilles inimitiés, ne voulurent jamais agir en commun contre le prince Noir. Leur habile adversaire les ruina en détail dans plusieurs rencontres : les troupes, découragées par des échecs consécutifs, se débandèrent. La double défaite de ces auxiliaires étant consommée, le comte de la Marche se vit obligé de contenir un ennemi quatre fois plus fort que lui : il soutint la lutte sans trop de désavantage pendant quatre mois, et livra, sur les bords de la Dordogne, une sanglante action qui devait décider du sort de la campagne; mais, au fort de l'engagement, les troupes italiennes, au nombre de six mille hommes, l'abandonnèrent pour aller se ranger sous les bannières britanniques. Le connétable se regarda trop heureux de sauver son armée d'une entière destruction. Dès ce moment, renonçant à l'espoir de remporter des triomphes, il

ne manœuvra que dans le but d'empêcher la jonction du jeune Édouard avec le duc de Lancastre, commandant l'expédition de Normandie : ces deux généraux cherchaient à se réunir en s'étendant simultanément sur la ligne des grèves de l'ouest. Cette jonction effectuée, le midi, l'ouest et le nord de la France se seraient trouvés enveloppés par une ceinture de troupes, qui eût facilement envahi Paris et tout le royaume. Le connétable, appréciant la gravité des circonstances, déploya une activité, un zèle et des talents qu'on ne saurait trop louer : il harcela sans cesse l'ennemi, lui disputant le terrain pied à pied, lui occasionnant des pertes journalières, qui l'affaiblissaient insensiblement. Son exemple enflammait d'ardeur les habitants; les Anglais rencontraient des obstacles qu'ils ne prévoyaient pas; enfin, Jacques de Bourbon parvint au but tant désiré, empêcher la jonction des deux armées britanniques, et déjouer ainsi les plans formés par Édouard. Sa vigoureuse résistance donna le temps au roi d'accourir lui-même à la tête d'une armée assez considérable pour refouler les Anglais vers les côtes de l'Océan. Le service signalé qu'il venait de rendre à l'État ne consola point le comte de la Marche des revers que ses armes avaient essuyés en Languedoc. Il vint trouver Jean II à Tours, et en présence des grands réunis et sans se plaindre de personne, il lui remit l'épée de connétable, en déclarant ne pas se croire dispensé, nonobstant cette démission, de consacrer son bras à la défense de la patrie. Les ins-

tances réitérées du monarque ne purent changer sa détermination.

Jean II n'avait rien négligé pour mettre sur pied des forces capables de soutenir, avec un avantage décisif, la lutte que la maison Plantagenet se montrait si ardente à engager une seconde fois. La formation de ces nouveaux corps donna lieu à de notables innovations dans l'administration militaire : on augmenta de soixante-douze secrétaires la commission créée par Philippe de Valois, en 1334. Les baillis royaux chargés de la levée des troupes communales, par un décret de Philippe le Bel, devaient les conduire au lieu du rassemblement; mais il advint que ces officiers civils, dominés par un amour-propre ridicule, prétendirent commander devant l'ennemi les soldats qu'eux-mêmes avaient amenés : il en était résulté de graves inconvénients dans les dernières expéditions contre les Belges; voulant y remédier, Jean II créa, le 28 janvier 1355, les commissaires de guerre, au nombre de douze, qui furent chargés de recevoir des mains des baillis les soldats de la nouvelle levée, de les conduire à l'armée, et de pourvoir à leur subsistance; on les appela d'abord *conducteurs de gens de guerre.* Le roi fit publier les capitulaires de Louis le Débonnaire sur le ban et l'arrière-ban; il remit en vigueur les ordonnances de Philippe-Auguste, qui dégradaient tout noble ne répondant pas à l'appel du souverain, et qui punissaient de mort la désertion. Les bandes étrangères, les milices, les troupes seigneuriales, furent classées avec plus de méthode; on

établit des magasins de vivres, on désigna même plusieurs maisons religieuses pour servir d'hôpital (1); on institua un conseil de guerre permanent qui s'occupa de tracer le plan régulier de la campagne qui allait s'ouvrir.

Jean II rassembla son armée à Compiègne, et marcha contre le duc de Lancastre, qui s'étendait dans la Normandie et dans le Perche, essayant d'opérer sa jonction avec le prince de Galles, qui de son côté perçait dans le Poitou; mais la marche de celui-ci ayant été retardée par les manœuvres savantes de Jacques de Bourbon, les deux généraux anglais se trouvèrent engagés au milieu de la France sans pouvoir se réunir.

Le roi attaqua vigoureusement le duc de Lancastre, le rejeta au delà de la forêt de l'Aigle, prit le château de Tillière, place d'armes la plus importante des possessions britanniques. Déconcerté par cet échec, le duc battit en retraite sur Calais; alors le monarque français vint à Paris se concerter avec les grands du royaume pour aviser aux moyens d'accabler le prince de Galles, qui, plus entreprenant que son frère, inspirait des craintes plus réelles.

Le roi et ses généraux prirent la rive droite de la Loire pour base d'opération, et résolurent de diriger sur cette ligne les milices du centre et de l'est, pendant que les débris de l'armée du midi, renforcés des nobles du Languedoc et de la Guienne, s'avanceraient pour gagner la rive gauche; on devait en-

(1) Bouchet, Hist. d'Aquitaine, t. II.

velopper ainsi l'ennemi dans le contour que décrit ce fleuve. Le roi Jean quitta Paris le 24 août 1356, et porta ses quartiers à Chartres; il s'y arrêta plusieurs jours, et y promulgua quantité d'édits touchant les dispositions que réclamaient les circonstances (1). Les féodaux et les communales de la Champagne, de la Normandie, accouraient de divers points; ils campèrent dans les plaines voisines de Chartres; les maréchaux de Clermont et d'Andrehan passaient en revue ces troupes au fur et à mesure de leur arrivée. Durant les opérations préparatoires du monarque français, le prince de Galles, conduisant à sa suite vingt mille hommes, parcourait les provinces du centre; son but principal était de franchir la Loire, qui le séparait du duc de Lancastre, dont il ignorait le mouvement rétrograde. Le jeune Édouard, venant de Bordeaux, remonta la Dordogne, entra en Auvergne, traversa la Marche, le Bourbonnais, et pénétra dans le Berri. Froissart fait une description très-détaillée de la fertilité de ces provinces, dans lesquelles les Anglais remarquèrent une abondance qui les étonna; ces étrangers se gorgeaient de vivres, et détruisaient ceux qu'ils ne pouvaient emporter, s'appliquant surtout à défoncer les tonneaux de vin. Les Anglais investirent Bourges, cité opulente; mais leur coup de main échoua complétement : le sire de Causans, gouverneur de la place, les contraignit de se retirer. L'archevêque et le sire de Vermeil le secondèrent dignement. A la suite de cet échec, qui

(1) Recueil des Ordonnances, t. III.

lui coûta un millier d'hommes, le prince de Galles appuya sur sa gauche, afin de se rapprocher de la Loire, et voulut entrer dans Issoudun, qui lui opposa également une vigoureuse résistance; il s'en vengea sur Vierzon, ville peu forte quoique très-peuplée : les Anglais y ramassèrent un butin immense; quelques centaines de nobles qui essayèrent à s'y défendre furent tués sans quartier. Persistant dans l'intention de joindre le duc de Lancastre en Normandie, le prince Noir tenta de franchir la Loire à Saumur, puis à Tours; sachant ces deux points gardés par les féodaux de la province, il prit la direction plein nord, sauta le Cher et se rapprocha d'Orléans, décidé à y forcer le passage du fleuve. Le général anglais acquit alors la certitude que le roi Jean s'avançait accompagné d'une armée tellement supérieure, que le succès ne pouvait demeurer incertain un seul instant, si la lutte s'engageait; il abandonna donc le plan primitif, et ne songea plus qu'à regagner Bordeaux par le Poitou et l'Angoumois. Les informations que le prince recueillait renfermaient l'exacte vérité. Le roi quitta Chartres vers les premiers jours de septembre 1356, passa la Loire à Blois, puis le Cher, et vint camper sur les bords de l'Indre : le roi s'établit à Loches, dont il fit le centre de ses opérations, et y attendit que les autres corps eussent passé la Loire sur divers points, comme Saumur, Tours, Amboise, Orléans, Gien et Cosne.

Le monarque français se trouvait encore à Loches le 13 septembre (1), désirant connaître les rapports

(1) Voir le recueil des Ordonnances, t. III.

de plusieurs chevaliers envoyés pour suivre la marche des Anglais. Instruit, grâce à leurs soins, du mouvement rétrograde opéré par l'ennemi, Jean II résolut d'agir de manière à lui couper la retraite sur la Guienne et de l'enfermer dans un vaste réseau, afin que pas un soldat d'Édouard ne lui échappât. Cette détermination remplit de joie tous les barons de France, qui paraissaient au comble de leurs vœux en voyant approcher le moment de se mesurer contre ce fameux prince Noir; celui-ci au contraire, n'ayant en vue que d'éviter le choc, repassa la Saudre au-dessus de Romorantin. Une de ses divisions, aux ordres des sires de Burghers, de Basset, de Spencer, de Mucidan et de Curton (ces deux derniers étaient Gascons), s'étant écartée sur sa droite, tomba dans une embuscade des Français, que commandaient les sires de Craon, de Chaumont et de Boucicaut; mais ces derniers, inférieurs en nombre, furent battus et ne regagnèrent Romorantin que très-difficilement. Le prince de Galles, apprenant que ses gens en étaient aux mains avec l'ennemi, courut à leur secours, et alla investir Romorantin; d'après ses ordres Jean Chandos, son premier lieutenant, s'avança jusqu'aux fossés, et somma ceux qui défendaient la place de lui ouvrir les portes. Boucicaut lui répondit par les créneaux que les Français ne se remettaient point ainsi à discrétion sans essuyer au préalable plusieurs assauts. Le jeune Édouard, piqué de ce refus, s'établit devant ces remparts, quoique son intention ne fût pas d'abord de s'arrêter. Deux assauts consécutifs échouèrent complétement;

Édouard allait ordonner la retraite, lorsqu'une pierre lancée par les mangoneaux, étendit roide mort à ses côtés le jeune Bernadet, de la maison d'Albret, son écuyer le plus affectionné; dans la douleur que lui causait cette perte, le prince Noir jura de ne point se retirer sans avoir emporté la place : il eut recours aux moyens les moins usités, et même aux canons, si on en croit Froissart. Les assaillants parvinrent à mettre le feu à une partie du château couvert en chaume; l'incendie gagna le reste de la ville, et les braves défenseurs de Romorantin se virent obligés de capituler pour éviter de périr dans les flammes.

Édouard venait d'employer à cette conquête deux jours bien précieux, durant lesquels le roi de France avait envoyé le tiers de son armée à Châtellerault pour couvrir Poitiers, et lui-même, menant le principal corps, se porta rapidement à la Haie, petite ville sur la frontière de la Touraine et du Poitou; les chevaliers chargés de suivre les traces du prince de Galles vinrent lui annoncer que les Anglais manœuvraient tous sur Poitiers. Le roi Jean, nullement étonné de ce revirement, au lieu de passer la Vienne à l'île de Bouchard, qui se présentait en face de lui, remonta la rive droite jusqu'à Chauvigny, y arriva le jeudi soir 15 septembre 1356, et campa en ce lieu. Le lendemain ce prince franchit la Vienne sur le pont de Chauvigny pour gagner Poitiers, qui s'en trouve éloigné de cinq petites lieues (ouest), et se mit en route dès que les trois premières divisions eurent touché le bord opposé : il laissa la moitié de son armée sous les ordres des comtes d'Auxerre, de

Joigny et de Châtillon, en leur prescrivant de ne passer la Vienne que le lendemain, et de venir le joindre sans délai.

Jean II parut le soir en vue de Poitiers, et campa en avant de la porte Saint-Cyprien sans entrer dans la ville; il croyait les Anglais devant lui, mais son étonnement fut extrême lorsque tous les rapports apprirent que l'on avait perdu la trace de l'ennemi, et qu'on ne voyait aucune troupe dans la direction de Châtellerault. En effet, le prince de Galles avait échappé à la vigilance de ceux qui l'observaient; ayant quitté Romorantin, il franchit le Cher, l'Indre, et pui la Vienne au-dessous du confluent de la Creuse, et passa à la hauteur de Châtellerault; il allait ainsi tomber droit sur Poitiers, où se concentrait la totalité des forces du roi de France. Soigneux d'éviter leur rencontre, il inclina sur sa gauche, traversa le Clain, et se trouva dans l'angle aigu formé par cette rivière et par la Vienne, ayant ainsi ses deux ailes protégées. Après une marche fort pénible le prince fit halte dans un lieu que Froissart ne nomme pas, mais qu'il représente couvert de bois et de bruyères très-épaisses; ce ne peut être que la forêt de Moulière, dont l'origine est de la plus haute antiquité; il s'y établit le vendredi soir, en même temps que le roi Jean prenait ses quartiers devant Poitiers.

Les Anglais ne purent se procurer des vivres dans ce carrefour, dépourvu d'habitations : leur chef forma le lendemain un gros détachement pour courir la campagne; il mit ces hommes d'armes sous les ordres de deux chevaliers flamands, Eustache d'Auberti-

court, et Jean de Guistall, descendant de celui qui fut tué à la bataille de Bouvines. Ces officiers longèrent le bois qui mordait jusque sur la route de Poitiers à Chauvigny; ils ne tardèrent pas d'apercevoir les dernières divisions françaises, qui, ayant passé la Vienne au point du jour, suivaient la chaussée pour aller joindre le roi. Les comtes de Joigny, d'Auxerre, et le sire Raoul de Couci, marchaient sur les flancs de la colonne; apercevant à leur tour les gens d'armes anglais, ils se détachèrent accompagnés de deux cents cavaliers et se mirent à leur poursuite. Guistall et Aubreticourt battirent en retraite, en suivant la lisière du taillis pour se replier sur le prince de Galles. Les Français, avec leur imprévoyance accoutumée, s'engagèrent dans les bruyères, et allèrent se jeter au milieu de l'armée ennemie; accablés par le nombre, ils furent tous pris ou tués. Édouard traita convenablement ses prisonniers, et combla d'égards les comtes d'Auxerre, de Joigny, et Raoul de Couci; il obtint de ces barons des renseignements précieux. Sachant que le roi campait sous les murs de Poitiers en attendant que le mouvement de concentration fût achevé, il dépêcha un fort détachement, et le mit sous les ordres du captal du Buch, des sires d'Aubreticourt et de Burghers, qui devaient se borner à examiner la position de l'armée française. Ces trois officiers atteignirent la queue des divisions qui venaient de Chauvigny; ils l'assaillirent, et y portèrent le désordre, s'avancèrent rapidement pour remplir leur mission, et rejoignirent au bout de quelques heures le généralissime. Jean II, apprenant que

les Anglais attaquaient son arrière-garde pendant qu'il les croyait devant lui, leva le camp précipitamment, et courut après eux.

Édouard ne ralentit pas sa marche; mais, en apercevant les éclaireurs de l'armée, il sentit qu'infailliblement on l'atteindait dans sa retraite : le prince résolut d'agir exactement comme son père l'avait fait à Crécy dans une circonstance semblable, de présenter son front à l'ennemi. Le soin le plus important consistait à se ménager une position aussi redoutable : la fortune la lui offrit, mais il fallait son génie pour la comprendre et en tirer bon parti. Le prince Noir alla se poster dans un lieu nommé *les Bordes*; pour y parvenir il eut à traverser en ligne diagonale le quadrilatère dont les quatre points étaient le confluent du Clain et de la Vienne, les Bordes, Poitiers et Chauvigny. Édouard coupa à angle droit le chemin qui conduit de l'une à l'autre de ces villes. On doit remarquer que le temps passé au siége de Romorantin, dont il avait regretté si fort l'emploi, devint pour lui un incident très-heureux; car sans ce retard les Anglais seraient venus tomber dans l'armée française quand elle cheminait de Chauvigny à Poitiers. Le roi accourut en toute hâte devant les Bordes, mais il renvoya l'attaque au lendemain, vu qu'il faisait déjà nuit. Jean II étendit son armée de manière à envelopper l'ennemi par le front, et veiller à ce qu'il ne pût s'échapper à la faveur des ténèbres. De nombreux partis de cavalerie battaient la campagne, et empêchèrent les Anglais de se procurer des vivres.

Le roi de France venait de déployer une supério-

rité incontestable dans ses dispositions préliminaires, sans cesser de faire régner dans ses mouvements généraux un ensemble qui décélait une étude approfondie de la statistique du pays; enfin, Jean II avait résolu l'une des plus grandes difficultés de la guerre, celle d'arriver devant l'ennemi avec la totalité de ses forces. Quoiqu'il dût être satisfait du zèle que la chevalerie mettait à exécuter ses ordres et à le seconder dignement, Jean II concevait cependant des craintes sérieuses sur la fidélité des hauts barons : préoccupé de ces fâcheuses pensées, il ne savait pas assez dissimuler le mépris que lui inspirait la conduite déloyale de la plupart des feudataires. Un jour, pendant une forte marche, les chevauchées féodales répétaient en chœur la chanson de Roland, fort en vogue parmi les troupes. Le roi, qui marchait sur le flanc des colonnes, dit à la fin d'une reprise : « Il y a longtemps qu'il n'existe plus de Roland parmi les Français. — On y en verrait encore, répondit un vieux capitaine, s'ils avaient à leur tête un Charlemagne. » Ce banneret était Jean Janvre, surnommé *Bagoulin*, ou le franc parleur, sire de la Bouchetière (1), noble du Poitou : son apostrophe, extrêmement déplacée, manquait absolument de justesse; car si Charlemagne avait eu dans ses États des traîtres comme Geoffroi d'Harcourt et autres, il aurait eu certainement à déplorer des revers. Nonobstant ses inquiétudes secrètes, le roi ne doutait pas de venger d'un seul coup tous les maux que les deux Édouard avaient causés à la France;

(1) Il avait épousé, en 1323, Marguerite de Larochefoucauld. Sa famille existe encore dans le Poitou. (Titres de la maison de Janvre.)

regardant la ruine des Anglais comme inévitable, il se montrait décidé à ne leur accorder aucune condition : sa confiance n'eût pas été aussi entière s'il eût parfaitement connu la formidable position qu'avaient choisie ses habiles adversaires.

Les Anglais s'établirent sur un plateau autour duquel serpentait le Miausson, petite rivière qui va se décharger dans le Clain après avoir formé deux rentrants très-profonds et parallèles, de sorte que la langue de terre resserrée dans les contours du Miausson présentait la forme d'un parallélogramme brisé sur un de ses grands côtés. En suivant les premiers mouvements de ce courant, on aurait cru qu'il enveloppait la position de toutes parts, mais, tournant brusquement dans la direction de l'est, le Miausson laissait le flanc droit à découvert; cette rivière coulait dans une grève marécageuse, ce qui compliquait les difficultés. De jeunes vignes couvraient le plateau, auquel on arrivait par un ravin, espèce de boyau bordé de buissons très-épais et de ceps entrelacés; ce chemin raboteux, fort étroit et d'une pente rapide, prenait sa naissance dans la plaine, près de la route de Noaillé. Le général anglais posta des deux côtés ses meilleurs archers, qui, sans être aperçus, pouvaient frapper à coup sûr tout ce qui s'engagerait dans cette espèce d'entonnoir. Deux hameaux, l'un appelé Caderousse, et l'autre les Bordes, formaient l'avancé du prince de Galles, qui jeta du monde dans ces maisons; ainsi les Anglais, entièrement clos, ne devaient pas craindre de se voir abordés par la cavalerie, la principale force de l'armée

française. Ce plateau, qui présentait un développement de quinze cents toises, se trouvait à deux petites lieues sud de Poitiers, à quatre ouest de Chauvigny, et à une lieue de Beauvoir. La position des Bordes offrait les moyens de braver impunément toutes les attaques de vive force, mais elle avait aussi de graves inconvénients. Aucun détachement ne pouvait en sortir pour faire des vivres sans courir risque d'être écrasé, et les Anglais voyaient devant eux la perspective de mourir de faim si on se contentait de les y tenir bloqués; c'est à la difficulté de sortir de ce plateau, autant qu'à la fermeté de caractère du prince de Galles, qu'on doit attribuer l'inaction dans laquelle les Anglais restèrent pendant deux jours, sans chercher à gagner le chemin de Bordeaux à la faveur des ténèbres. Le roi, appréciant les obstacles invincibles que présentait la position où se tenait renfermé son rival, ne manœuvra que dans le but de fermer toutes les issues; il étendit son armée dans une ligne courbe qui embrassait une lieue de contour, sa gauche appuyée à la forêt de Noaillé, et sa droite à d'autres bois vagues; le terrain était plat, mais sillonné par des rigoles et de petites haies, obstacles fort incommodes pour la cavalerie. Le roi passa la nuit dans cette situation, ne cessant de lancer au travers de la campagne de forts détachements, afin de resserrer l'ennemi dans ses quartiers. L'armée française, arrivée tard devant le plateau, campa sans ordre : Jean II s'établit dans une tente faite de soie rouge; le lendemain dimanche, il entendit la messe de très-grand matin, et communia avec ses

quatre fils; puis on tint un conseil de guerre, auquel furent appelés le duc d'Orléans, frère du roi, le connétable Gauthier de Brienne, Jacques de la Marche, les deux maréchaux de Clermont et d'Andrehan, les comtes de Tancarville, de Ventadour; le sire du Châtel, Geoffroi Charni, qui portait la bannière royale; Jean de Landas et Saint-Venant, gouverneurs des fils de France; et Eustache de Ribeaumont. Ce dernier s'était battu corps à corps devant Calais contre Édouard : ce prince le fit prisonnier, mais, charmé de sa valeur, il lui donna la liberté, mettant à ce bienfait la seule condition de ne jamais quitter un riche collier de perles que Plantagenet lui passa au cou. Cette aventure acquit une merveilleuse renommée à Eustache de Ribeaumont, pour qui le roi Jean conçut une prédilection singulière.

Outre les barons dont nous venons de citer les noms, il s'y trouvait plusieurs vassaux ecclésiastiques, parmi lesquels on distinguait Guillaume de Melun, évêque de Sens; et Jean Chauveau, évêque de Châlons. Les lois féodales obligeaient les ecclésiastiques tenant fiefs à servir personnellement à la guerre; mais ils pouvaient facilement se soustraire à cette obligation: ceux qui s'y soumettaient obéissaient aux impulsions de leur caractère particulier. Les canons de l'Église condamnaient la coutume à laquelle les possessions temporelles asservissaient le clergé: cette contradiction subsista jusqu'au règne de François Ier, qui, par un édit de 1541, dispensa les gens d'église du service personnel.

Le conseil de guerre agita la question si on devait

se contenter de bloquer les Anglais, ou s'il fallait livrer bataille. Le dernier parti prévalut : en conséquence, les clairons sonnèrent de toutes parts; et, suivant l'usage, les princes, les comtes, les barons firent déployer devant eux leurs bannières, et les chevaliers leurs pennons, afin que chaque homme d'armes rejoignît sa chevauchée respective. En seconde ligne, les baillis et les commissaires firent déployer les immenses étendards des villes, qui servaient pour les milices de signes de ralliement; plusieurs évêques qui les avaient conduites sur le terrain se retirèrent en voyant qu'on achevait les apprêts du combat, et allèrent se renfermer dans Poitiers. Après que chaque seigneur eut fait la montre de ses chevaliers, écuyers et bacheliers, lorsque les baillis eurent terminé les recensements des communales, troupe plus embarrassante qu'utile, il fallut ranger tout ce monde en bataille, opération malaisée, car on devait assigner une place à chaque chevauchée, et l'on conçoit quelle devait être la difficulté de satisfaire ces hauts barons, fiers de leur rang et jaloux de leurs priviléges. Froissart donne des détails très-précis sur la disposition de cette armée : selon lui, on partagea ces nobles et ces milices en trois corps de seize mille hommes chaque, ce qui présentait un effectif de quarante-huit mille combattants (1).

(1) Froissart dit, dans le chapitre suivant : « Avoit soixante mille hommes sur les champs; » il voulait dire sans doute que ce prince avait sur pied ce nombre de soldats en y comprenant ceux qui étaient détachés à Saumur, à Châtellerault, à Chauvigny et à Poitiers. L'historien anglais Knigthon dit que le roi n'avait que quarante mille hommes.

Le roi Jean se plaça devant la division du centre, celle qui ordinairement prenait le plus de part à l'action; ce prince retint auprès de lui son quatrième fils, âgé de quatorze ans; les deux autres corps se composaient de milices. Suivant les règles posées par Louis le Gros et Philippe-Auguste, on mêlait à ces communales des nobles expérimentés, qui les contenaient et les dirigeaient : en vertu de cette coutume, le roi Jean mit à la tête du corps de droite, son frère le duc d'Orléans, auquel on adjoignit trente-six chevaliers à bannières et soixante-douze chevaliers à pennons. Chacun des premiers comptait sous ses ordres vingt ou trente nobles, et chacun des seconds dix ou douze; de sorte que mille deux cents féodaux de divers degrés conduisaient quatorze mille communaux.

Le corps de gauche eut pour commandants le fils aîné du roi, Charles, duc de Normandie (depuis Charles V); ses deux frères, Louis, duc d'Anjou, et Jean, duc de Berri; les sires de Saint-Venant et de Landas, gouverneurs de ces jeunes princes, se placèrent dans cette division, ainsi qu'un certain nombre de bannerets, de chevaliers et d'écuyers.

Les trois corps formés en masse furent disposés en échiquier, de sorte que celui du centre dépassait les deux autres de toute sa profondeur; on commit la faute de les tenir trop éloignés les uns des autres, et dans cette situation ils ne pouvaient se prêter un mutuel appui. Par une disposition dont le motif n'est point expliqué, on posta en avant du corps de gauche un fort détachement de cavalerie allemande, commandé par le connétable Gauthier de Brienne et

le comte de Sarbruck. Les dernières divisions du corps de gauche s'appuyaient à un petit hameau nommé Maupertuis.

Pendant que les barons rangeaient les chevauchées, le roi appela auprès de lui Guichard d'Angle, Gui de Beaujeu, Jean de Landas, Eustache de Ribeaumont, et les envoya vers le plateau, en les chargeant expressément d'examiner la manière dont les Anglais l'avaient occupé. Les chevaliers s'avancèrent de très-près, et s'acquittèrent mal de leur mission; ils se contentèrent d'examiner la position de front, au lieu de la tourner par les flancs, et ne s'aperçurent donc pas qu'il existait sur la droite un large chemin conduisant au plateau, chemin que de graves accidents de terrain cachaient au premier coup d'œil. En mettant plus d'exactitude dans leur exploration, ces chevaliers se seraient également aperçus que le Miausson, changeant subitement de direction, laissait à découvert le flanc droit d'Édouard. Une exacte connaissance des lieux aurait engagé les chefs à modifier le plan d'attaque; mais ces moyens indirects étaient condamnés par les prejugés chevaleresques. Voyant l'ennemi devant eux, les Français ne songeaient qu'à parvenir jusqu'à lui par la voie la plus courte : c'est dans cet esprit que Ribeaumont fit son rapport au roi Jean. Ce prince, monté sur un coursier « blanc comme neige, » parcourait les rangs des barons et des chevaliers, dont il excitait l'impatience par ses imprudents discours. « Entre vous autres, leur disait-il, quand vous êtes à « Paris, à Chartres, à Orléans, vous menacez les An- « glais et désirez avoir le bacinet en tête devant eux :

« or vous y ètes et vous les montre, sy leur veuillez « remontrer leur mal talent. » Ces paroles, prononcées d'un ton d'aigreur, décelaient chez le prince un vif mécontentement; elles inspirèrent aux nobles une fureur qu'on ne put modérer quand les circonstances l'exigèrent. Ribeaumont dit au roi que les Anglais étaient si bien enfermés, que pas un seul d'entre eux ne pouvait s'échapper : ceci réjouit Jean II et les barons, qui voulaient qu'on attaquât sur-le-champ, sans égard pour la solennité du dimanche. Cette seule particularité atteste que la foi avait perdu de sa vivacité depuis Philippe-Auguste : on sait qu'à Bouvines ce prince se faisait scrupule de combattre un dimanche.

Déjà on s'ébranlait, lorsqu'un incident vint retenir l'ardeur de tous ces preux. Le cardinal Élie Talleyrand-Périgord, évêque d'Auxerre, accourut à toute bride accompagné de Robert de Duras, son neveu, et d'une brillante chevauchée : ce prélat, ainsi que le cardinal d'Urgel, avait reçu du pape Innocent VI la mission de n'épargner aucun soin pour mettre un terme à la guerre acharnée que se faisaient les rois de France et d'Angleterre. L'un et l'autre suivirent Jean II, dans l'espoir de le décider à conclure la paix lorsque les armées seraient en présence; ils restèrent à Poitiers le samedi, parce que le roi Jean n'était arrivé que fort tard dans ses quartiers de Maupertuis. Le cardinal de Périgord, âgé de cinquante-quatre ans, brillait autant par ses talents que par ses vertus; sachant le matin du dimanche que les Français s'occupaient des dispositions préliminaires de la bataille, il partit

de la ville, et vint en toute hâte au camp, bien décidé à user de toute son influence pour ménager un arrangement, comme les cardinaux de Clermont et de Palestrine y étaient parvênus en 1340 dans une circonstance semblable. Le prélat représenta au roi que l'armée du prince de Galles, quoique très-inférieure en nombre, opposerait certainement la résistance la plus opiniâtre, et que sa défaite coûterait bien du sang; que l'élite de cette chevalerie réunie sous les bannières royales y périrait en entier; il termina son exhortation en suppliant le monarque de lui permettre d'aller conférer dans ce but avec le général anglais, ne doutant pas que ce dernier ne fît, vu le danger de sa position, des concessions très-favorables à la France. Jean II, cédant aux instances de ce ministre de paix, consentit à retarder le moment de l'attaque. Élie de Périgord, revêtu des insignes de sa dignité ecclésiastique, traversa les champs et gagna le plateau; il trouva le prince de Galles à pied au milieu des vignes, entouré de ses lieutenants.

Le jeune Édouard reçut avec respect le prélat, qui lui représenta la situation périlleuse des Anglais en présence de phalanges aussi braves et aussi nombreuses que celles du roi Jean. « Songez, lui dit-il, à tout le sang qui va couler des deux côtés, soit pour vaincre, soit pour être vaincu. » L'évêque d'Auxerre finit en lui demandant s'il n'accéderait point à quelque accommodement. Le prince répondit froidement qu'il n'en était pas éloigné, pourvu toutefois que les conditions fussent de nature à ne porter atteinte ni à l'honneur de l'armée ni à la dignité de son chef.

Le médiateur, fort satisfait, revint auprès du roi, et l'invita à signer une trêve de vingt-quatre heures pour qu'on pût débattre les conditions du traité. Tous les nobles de France se récrièrent; Jean II, aussi ardent que les barons, voulait marcher sans retard à l'ennemi. Le prélat, effrayé, redoubla ses sollicitations, alléguant la solennité du jour consacré à la prière : le roi se laissa fléchir, et consentit au *répit.* Élie de Périgord courut l'annoncer au prince de Galles, qui ne témoigna ni du contentement ni du déplaisir, et cependant il présenta de lui-même des conditions dont les avantages extraordinaires montraient à quel point son propre danger l'occupait; il offrit, si on lui laissait la faculté de regagner Bordeaux, de remettre Calais ainsi que les diverses places gardées par les Anglais, et s'engageait à ne porter de sept années les armes contre la France. Le cardinal, ayant rejoint le roi, lui fit part des propositions du prince Noir; le monarque répondit qu'il désirait consulter ses barons. Sur ce, Élie de Périgord alla s'établir en arrière des trois divisions de l'armée française, dans le petit hameau de Maupertuis (1), auquel s'appuyait l'aile gauche. Au bout d'une longue délibération, Jean II rappela le pieux négociateur, et le chargea de porter ses dernières conditions; elles étaient conçues en ces termes : « Le prince de Galles se rendra prisonnier à discrétion avec les cent principaux de ses officiers; le reste de l'armée sera libre de regagner Bordeaux sans être inquiété. »

(1) Ce hameau a perdu son ancien nom, et s'appelle maintenant la Cardinerie, sans doute à cause du séjour qu'y fit le cardinal.

En vain le cardinal se récria-t-il sur la dureté de pareilles clauses, on ne voulut rien en retrancher. On a beaucoup blâmé Jean II de n'avoir pas accepté les propositions du prince de Galles; le roi réfléchissait sans doute qu'Édouard III, accoutumé à violer la foi des traités, ne se ferait aucun scrupule de ne point reconnaître la convention conclue par son fils. Tenant enfermé dans une position difficile celui dont la prise seule valait le gain de dix batailles, il ne craignait point de lui imposer de semblables conditions; car on savait que l'Angleterre ne reculerait devant aucun sacrifice pour briser les fers du jeune héros dont elle se montrait idolâtre.

Le cardinal revint une troisième fois auprès du prince de Galles qui, recevant fort mal son message, lui répondit : « La ville de Londres n'aura jamais à payer ma rançon; je me tiendrai prêt à combattre demain matin. » Élie de Talleyrand fit d'héroïques efforts pour rapprocher les deux partis, et ne put y réussir. La journée du dimanche se passa en pourparlers superflus, et à la faveur de la trêve, que l'on observa religieusement, quelques Anglais descendirent du plateau pour courir dans la campagne. Jean Chandos fut de ce nombre; il trouva sur son passage Jean de Clermont, maréchal de France, qui, accompagné de quelques écuyers, essayait un cheval dans la plaine. Voici comment Froissart fait le récit de cette rencontre (1), qui peut donner une idée exacte des mœurs chevaleresques de cette époque : « Tant chevauchèrent ces deux chevaliers, qu'ils se trouvè-

(1) Livre I, ch. 353, édit. de M. Buchon, 1824.

rent et rencontrèrent d'aventure; et là eut grosses paroles et reproches moult félonnesses (dures) entre eux. Je vous dirai pourquoi : ces deux chevaliers, qui étoient jeunes et amoureux, on le peut et doit-on ainsi entendre, portoient chacun une même devise d'une bleue dame ouvrée de brodure au ray (rayon) d'un soleil sur le senestre bras; et toujours étoit dessus leurs plus hauts vêtements, en quelque état qu'ils fussent. Si ne plut mie adonc à messire Jean de Clermont ce qu'il vît porter sa devise à messire Jean Chandos; et s'arrêta tout coi devant lui et lui dit : « Chandos, aussi vous désirois-je à voir et à encontrer; depuis quand avez-vous empris à porter ma devise? — Et vous la mienne? ce répondit messire Jean Chandos; car autant bien est-elle mienne comme vôtre. — Je vous le nie, dit messire Jean de Clermont; et si la souffrance (trêve) ne fût entre les nôtres et les vôtres, je le vous montrasse tantôt que vous n'avez nulle cause de la porter. — Ha! ce répondit messire Jean Chandos, demain au matin vous me trouverez tout appareillé de défendre et de prouver par fait d'armes que aussi bien est-elle mienne comme vôtre. » A ces paroles ils passèrent outre; et dit encore messire Jean de Clermont, en ramponnant (raillant) plus avant messire Jean Chandos : « Chandos, Chandos, ce sont bien des pompes de vous Anglois qui ne savent aviser rien de nouvel, mais quant (tout ce) qu'ils voient leur est bel. » « Il n'y eut adoncques plus dit ni plus fait : chacun s'en retourna devers ses gens; et demeura la chose en cet état. »

Le lendemain lundi, 19 septembre 1356, le cardinal tenta de renouveler les négociations : il y mit tout le zèle qu'on pouvait attendre d'un ministre de paix et d'un bon Français ; mais les barons de l'armée du roi Jean le repoussèrent durement, l'accusant de vouloir ménager le prince de Galles, en raison de ce que plusieurs bannerets de sa famille servaient dans les rangs ennemis. L'évêque d'Auxerre se retira en déplorant l'aveugle fureur des hommes ; il reprit le chemin de Poitiers, escorté de son neveu Robert de Duras (1), du sire d'Amposte et d'une centaine de chevaliers ou écuyers composant sa suite. A peine eut-il dépassé les barrières pour entrer dans la ville, que Robert de Duras et les autres féodaux, frémissant à l'idée de rester inactifs derrière les murailles de Poitiers pendant qu'on allait se battre à Maupertuis, laissèrent le cardinal s'avancer dans les rues avec ses valets, et le quittant brusquement, ils rejoignirent en toute hâte l'armée, sans que le prélat s'aperçût de leur disparition. Mais tout en voulant empêcher l'effusion du sang, Élie de Périgord (2) avait causé aux Français un mal incalculable ; car, grâce à son intervention passagère, les Anglais gagnèrent un jour et une nuit. Leur habile chef employa ce délai à modifier son ordre de bataille ; il mit à pied sa cavalerie et la rangea sur trois lignes : la gauche et la droite

(1) La sœur du cardinal avait épousé Guillaume de Castillon, sire de Duras ; elle en eut ce Robert dont il est ici question.

(2) Ce prélat fut un des personnages les plus distingués de son siècle ; il fit un voyage en Angleterre pour aller porter des consolations au roi Jean et déterminer Édouard à conclure la paix ; il mourut en 1365 ; il avait été évêque de Limoges et d'Auxerre.

étaient tenues par les Gascons, disposés dans la figure de deux coins renversés attaquant par la base: on en usait ainsi lorsqu'on se préparait à repousser une attaque de front. Les Gascons, soldats braves mais indisciplinés, avaient pour chefs les sires de Lesparre, de Pomenards, de Langoiran, de Montferrand, de Landulas, de Monzac, de Lestrade-Preissac et Pierre de Foix, captal du Buch : celui-ci passait pour un des barons les plus considérables de l'Aquitaine (1).

Le prince Noir occupa durant la nuit entière une partie de ses troupes, soit à briser le terrain, soit à creuser de larges fossés; il ferma, au moyen de palissades faites en bois et en sarments entrelacés (2), l'embouchure du chemin qui menait au plateau. Douze cents cavaliers, commandés par le comte de Warwick, furent placés en embuscade sur le revers de la position; cette cavalerie cachée à tous les yeux, débouchant par ce chemin creux, que les Français avaient négligé de reconnaître, devait tenter un coup de désespoir en prenant par le flanc l'armée du roi Jean au moment où ses premières divisions monteraient à l'assaut du camp retranché.

Édouard ne négligea rien pour ranimer l'ardeur de ses soldats, qu'une longue disette avait déjà abattus : pendant deux jours ils ne mangèrent que des raisins;

(1) Buch était un petit pays au fond des Landes de Bordeaux, portant le titre de captalat ou comté. La ville de ce nom se trouvait située à l'entrée du golfe qui s'avance à deux lieues dans les terres : la rivière de Leyre a son embouchure dans cette espèce de golfe.

(2) Les miniatures qui ornent le Froissart de la Bibliothèque de l'Arsenal représentent ces palissades, faites comme nous venons de le dire.

il leur démontra qu'on n'avait rien à espérer d'un ennemi irrité, et leur déclara que le roi de France avait ordonné de fustiger les Anglais et les Gascons qui seraient pris, et de leur couper les pouces. Les soldats sont faciles à tromper; ceux du prince Noir s'écrièrent qu'ils mourraient tous plutôt que de subir un pareil traitement. (Knigton.)

Édouard atteignait à peine sa vingt-cinquième année; mais à cet âge on le regardait déjà comme un vieux guerrier, car il se battait depuis dix ans. Les talents déployés par lui dans toutes les rencontres l'avaient mis au rang des meilleurs généraux de son siècle; de nouveaux exploits lui acquirent ensuite la réputation du plus grand capitaine que l'Angleterre ait jamais produit. Il s'attacha un certain nombre d'officiers expérimentés, qui ne le quittèrent point dans toutes ses campagnes : tels que le comte de Warwick, le comte de Suffolk, le comte de Salisbury, Jean Chandos, Richard Stamford, Renaud Cobham, Édouard Spencer, Maurice Berkerley, le sire de Basset, d'origine normande, Fitz Warren, le sire de Willoughby, Barthélemi Burghersh, le sire de Felton, Étienne de Codrington (1); plusieurs de ces barons portaient l'ordre de la Jarretière, qu'Édouard III leur avait donné en récompense de leur belle conduite à la bataille de Crécy. En seconde ligne on distinguait Eustache d'Aubreticourt et Jean de Gistelles, bannerets du Hainaut; plusieurs chevaliers de l'Artois,

(1) Un des ancêtres de l'amiral anglais commandant à la bataille de Navarin, en 1828, les flottes combinées de France, d'Angleterre et de Russie.

Daniel Pasèle et Denis de Morbec-Robec. Ce dernier se vit obligé de quitter la France, afin d'échapper à un jugement qui le condamnait à mort. Jouant à la paume deux ans auparavant, il se prit de querelle avec un jeune bachelier fort aimé de Jean II, et lui cassa la tête d'un coup de sa raquette de fer. Le roi, justement irrité, donna l'ordre de l'arrêter; mais Denis de Morbec, s'échappa et courut se jeter dans les bras des Anglais (1), accompagné de plusieurs de ses vassaux et de son cousin germain Enguerand de Beaulaincourt, chevalier artésien : ils étaient fils de deux sœurs. On remarquait encore parmi ces preux Jacques d'Andley, qui jouissait d'une haute réputation de bravoure; il avait fait le vœu périlleux d'ouvrir l'action dans toutes les batailles auxquelles assisterait le roi d'Angleterre ou l'un de ses fils; il se plaça donc, entouré de quatre de ses écuyers, en avant de la ligne, séparé du gros de l'armée et assez près de la palissade pour recevoir ceux qui la franchiraient les premiers.

Le jeune Édouard comptait sous ses ordres six mille nobles, six mille archers, deux mille soudoyés ou brigands, comme les appelle Froissart, et quelques valets, en tout quinze mille hommes, sur lesquels le tiers seulement sortait des îles Britanniques : le reste se composait de nobles de l'Aquitaine et de soldats gascons. Dans le camp anglais, les chefs s'appliquaient à maintenir parmi leurs gens un calme

(1) La seigneurie de Robec passa, vers le commencement du quinzième siècle, dans la maison de Montmorency, dont un des membres prit même le titre de prince de Robec.

parfait et un silence profond. Les quartiers des Français offraient un aspect bien différent; le tumulte et l'agitation y régnaient sur tous points : on n'y entendait que des cris désordonnés.

Jacques de la Marche, vers lequel tous les gens sages tournaient leurs regards, le seul, entre ces feudataires, qui par son expérience militaire fût en état de conduire les opérations, insistait pour qu'on ne livrât pas combat, et que l'on se contentât de faire un mouvement en avant vers les Bordes en étendant les ailes, afin d'envelopper encore mieux la position. Jean II, poussé à sa perte par un esprit de vertige, méprisa ces sages avis, ne voulant prendre conseil que de Ribeaumont, dont la réputation brillante l'avait ébloui. Le paladin lui dit franchement son opinion, et fournit une nouvelle preuve d'une vérité déjà reconnue, qu'un intrépide guerrier est fort souvent un très-mauvais général. Son sentiment fut de combattre au plus tôt, de faire mettre pied à terre à la noblesse, en ne réservant que mille hommes montés qui se chargeraient de frayer le chemin : il demanda que l'on dirigeât tous les efforts vers la seule ouverture qu'offrait la position des Anglais, c'est-à-dire vers le défilé qui partageait le front du plateau.

Le roi adopta sans difficulté les imprudents avis de Ribeaumont, au grand désespoir du comte de la Marche; on forma une division de cavalerie de mille hommes pris dans les trois corps d'armée. Ce gros de cavaliers était évidemment destiné à porter les premiers coups; chacun prétendit donc à l'honneur

d'y prendre rang. Il s'éleva des contestations parmi les chevaliers; les uns et les autres rappelaient leurs services, leurs exploits; enfin cette opération si difficile s'acheva au milieu des plus violents murmures. Jean II, devant rester en ligne, renvoya son destrier, et voulut que tous les nobles l'imitassent. Ceci se pratiquait dans quelques circonstances périlleuses, lorsqu'il s'agissait de suppléer à l'infanterie, ordinairement fort médiocre : mais l'embarras seul de faire tenir les chevaux devenait un inconvénient très-grave. Comme la position des Anglais avait été mal reconnue, personne ne découvrit l'embuscade dans laquelle se tenait caché Warwick : on dédaigna même d'engager des escarmouches sur les flancs du plateau pour protéger l'attaque principale. Les mille hommes de cavalerie commandés par les maréchaux de Clermont et d'Andrehan se précipitèrent tête baissée dans le défilé, suivis d'une division d'infanterie. Dès que le prince de Galles s'aperçut qu'on allait l'attaquer, il fit couvrir le front de sa ligne d'une troupe d'archers, les destinant à recevoir les Français au moment où ils déboucheraient. Les arbalétriers anglais, cachés derrière les épais buissons qui formaient la haie du défilé, firent pleuvoir une quantité prodigieuse de traits sur tout ce qui s'engagea dans ce boyau; en peu d'instants le chemin fut comblé de morts; les chevaux, piqués par les longues flèches dentelées, se renversaient sur leurs cavaliers. Les maréchaux Jean de Clermont et Raoul d'Andrehan, accompagnés d'une faible partie des leurs, rompirent les palissades, parvinrent jusqu'au plateau, et cul-

butèrent les archers qui se présentaient : cette charge, quoique très-vigoureuse, ne produisit aucun effet, car les vignes qui couvraient le terrain entravèrent la marche des cavaliers. Le jeune Édouard, voyant ses premiers archers dispersés, s'avança rapidement avec sa meilleure division et entoura les deux généraux; le sire d'Andley, qui le premier avait accueilli les Français, fit prisonnier le maréchal Andrehan (1); quant au maréchal de Clermont, on le tua, quoiqu'il demandât quartier. Froissart attribue son trépas à l'animosité de Chandos, qui voulut se venger de la hauteur avec laquelle Jean de Clermont l'avait traité la veille.

L'infanterie, auxiliaire des gens d'armes, épouvantée de la perte de ces deux chefs, et surtout de la mort des cavaliers qu'elle voyait tomber sans apercevoir ceux qui les frappaient, recula en désordre, et vint se jeter dans les lignes qui venaient la soutenir; les barons, se rappelant les paroles indiscrètes de Jean II, s'élancèrent en foule dans le défilé, impatients d'arriver jusqu'à l'ennemi; ils s'y firent massacrer. Cet échec se serait borné à la perte de quelques milliers d'hommes, si le prince de Galles n'eût pas suivi les événements avec l'attention soutenue d'un général consommé. En voyant le corps du dauphin s'ébranler pour appuyer la division du centre, Édouard envoya l'ordre au comte de Warwick, caché dans les revers de la montagne, de sortir

(1) Le sire d'Andley reçut en récompense le collier de la Jarretière, et de plus une pension de cinq cents marcs, qu'il abandonna aux quatre écuyers qui s'étaient tenus auprès de lui.

de son embuscade et de lancer ses mille deux cents cavaliers sur l'aile gauche ennemie. Warwick exécuta cet ordre avec autant de courage que d'intelligence, et vint prendre les Français en flanc. Le connétable Gauthier de Brienne protégeait l'extrémité de cette gauche au moyen d'un faible corps de cavalerie allemande, qu'avait amené le comte de Sarbruk; il se porta bravement à la rencontre de Warwick, mais le choc des Anglais fut si rude, que les gens d'armes tudesques ne purent le soutenir et se firent écraser : le connétable reçut la mort au bout de quelques instants d'engagement. Cette prompte défaite laissa entièrement à découvert les Français de la gauche; ils étaient tous à pied, et l'infanterie de cette époque n'était ni assez ferme ni assez aguerrie pour affronter des charges de cavalerie. Warwick rompit facilement les rangs, et menaça le point où se tenait le dauphin ainsi que ses deux frères : Saint-Venant et Landas, leurs fidèles gardiens, craignant de les laisser tomber entre les mains de l'ennemi, les firent retirer de la mêlée, en les conduisant vers Poitiers (1). Les communaux, fort épouvantés déjà par la déroute des gens d'armes allemands, perdirent courage en voyant qu'on emmenait les princes; l'espèce de résistance qu'ils opposaient aux Anglais cessa; tous plièrent en désordre; le dauphin et ses frères, qui attendaient le résultat du

(1) Saint-Venant et Landas, qui avaient commis par excès de zèle une grande imprudence, voyant les princes en sûreté, revinrent sur le champ de bataille, et se firent tuer auprès du roi. (Bouchet, Annales d'Aquitaine.)

combat sur la chaussée de Poitiers, furent renversés par le torrent des fuyards.

Le duc d'Orléans commandait un corps de seize mille hommes, des communaux il est vrai; cependant leur masse compacte pouvait contenir aisément les efforts d'une faible partie de l'armée anglaise. Le jeune prince ne sut pas maîtriser son effroi à l'aspect de l'aile gauche qui reculait devant Warwick : il s'enfuit sans avoir tiré l'épée, et entraîna à sa suite toute la droite; de sorte que la plaine était couverte d'une multitude d'hommes se dispersant devant mille cavaliers. Chandos, appréciant les avantages immenses que l'on pouvait retirer de l'attaque du comte de Warwick, dit au prince Noir : « Allons, seigneur, la journée est à nous, descendons avec la totalité de nos forces, marchons contre le roi de France; il est brave, il ne fuira pas, nous le prendrons ou nous le tuerons. » Aussitôt Édouard fit monter à cheval toute la gendarmerie, descendit par le revers de la montagne, et vint attaquer en queue Jean II, qui, placé devant le chemin, selon lui la seule issue, s'efforçait de passer par-dessus les cadavres dont cette route était obstruée; ce fut dans ce moment que l'on se battit tout de bon, dit Froissart, car jusque-là le combat n'avait été qu'une déroute inconnue dans les annales de notre pays.

La division que commandait le roi se trouvait aussi nombreuse que toute l'armée anglaise; mais un succès aussi inattendu remplissait celle-ci d'enthousiasme, tandis que les Français sentaient diminuer leur résolution, et pour comble de malheur ils étaient

réduits à combattre à pied, car leurs chevaux avaient été entraînés dans la fuite des deux autres corps. Des bannerets, des écuyers coururent après leurs destriers sans pouvoir les atteindre; ils revinrent en toute hâte se ranger autour du roi, privé comme eux de son cheval.

Jean II, voyant venir les Anglais par sa gauche, abandonna le chemin du plateau, et chercha à regaguer sa première ligne de bataille; il y arriva en désordre, et sa division était encore éparse que déjà l'ennemi l'abordait résolument. A la vue du danger imminent qu'il courait, le roi se prépara à opposer une vigoureuse résistance; ses exhortations animèrent les bannerets d'une ardeur indicible : ils ne désespèrent point de sortir victorieux de cette lutte, quelque désavantage qu'on éprouvât de combattre à pied, chargés d'armes pesantes, contre une excellente cavalerie. Cependant ce furent eux qui commencèrent à attaquer les Anglais, que leur fière contenance étonnait. Jamais le sort des combats n'avait mis en présence de si vaillants rivaux. Chandos descendit de cheval, le remit à son écuyer, ne voulant pas s'en servir contre les barons français, qu'il voyait privés de leurs destriers (1). Le choc fut terrible; Jean déployait la plus brillante valeur : entouré de tous côtés, il arrêta quelques instants la fortune, qui semblait se déclarer à regret contre lui. Son casque surmonté de riches panaches, sa cotte d'armes couverte de fleurs de lis, le faisant distinguer au milieu de la mêlée, attiraient sur lui les

(1) James Clifton, Hist. de Chandos.

plus rudes coups. Jacques de la Marche et son frère Pierre se serrèrent autour du monarque; mais cette noblesse qui se jetait devant le prince pour lui faire un rempart, s'éclaircit insensiblement par l'effet des charges fréquentes de la gendarmerie anglaise. Le valeureux Charni, portant la bannière royale, l'agitait afin de rallier les Français; on le pourfendit jusqu'à la ceinture : la paladin en expirant couvrit de son corps le glorieux étendard (1).

Dès que la bannière fut abattue, les pelotons dispersés qui combattaient çà est là, croyant le roi pris, mirent bas les armes. Jean II, n'ayant avec lui que quarante barons, se défendait toujours en essayant de regagner la chaussée de Poitiers, où il espérait trouver quelques gros de ses troupes et les rallier près de sa personne. Philippe, son quatrième fils, âgé de quatorze ans, reçut plusieurs blessures en parant les coups que l'on portait à son père. Enfin le casque du roi tomba (2), brisé en différentes pièces; le prince, resté tête nue, courait un danger évident : plusieurs assaillants le frappèrent au visage du revers de leur épée; Pierre de Clermont, cherchant à le

(1) Dans une chronique du quinzième siècle, traitant des devoirs de la chevalerie, on trouve : « Le malheur advenant d'un désavantage, le taffetas de l'oriflamme doit servir à celui qui la tient, de linceul pour l'enterrer. » Au reste, c'est à tort que l'on a dit que Charni portait l'oriflamme, que les historiens confondent avec la bannière royale : l'oriflamme ne reparaît plus dans les combats depuis Rosebec; elle se perdit on ne sait comment, au milieu des malheurs du règne de Charles VI.

(2) Un écuyer anglais s'empara de ce casque, après une lutte très-vive, et, s'arrachant de la mêlée, il courut le porter au prince de Galles, qui lui donna en échange une très-forte somme d'argent.

garantir de ce choc, fut renversé sans vie aux pieds de son maître. Jacques de la Marche abattait de sa hache terrible tout ce qui osait approcher; mais, blessé à trois reprises, il ne se tenait plus que sur ses genoux; dans cette position son bras affaibli défendait encore le monarque. La lutte durait depuis une heure; les Anglais, étonnés de la résistance du roi, bien résolus à ne pas le tuer, ne cessaient de lui crier : « Rendez-vous, rendez-vous. » Jean alliait à la faiblesse de caractère le mépris de la vie, il n'aurait pas hésité à rehausser sa défaite par un trépas glorieux; mais la vue de son jeune fils, se pressant contre le sein paternel afin d'y trouver un refuge, l'attendrit: tremblant pour un objet si cher, il consentit à subir le joug du vainqueur. Dominé néanmoins dans ce moment redoutable par l'esprit de chevalerie, Valois ne voulait remettre ses armes qu'à un banneret revêtu de l'ordre. « Où est mon cousin, le prince de Galles? criait-il; je ne me rendrai qu'à lui seul. » En même temps il continuait à reculer, sans cesser de repousser avec son glaive, déjà brisé, ceux qui le serraient de trop près. Cependant une résistance si prolongée irritait cette foule d'ennemis qui l'entouraient, et il en serait advenu une affreuse catastrophe, sans l'arrivée de Denis de Morbec : ce baron accourut accompagné d'une portion de sa chevauchée, et de son cousin Enguerand de Beaulaincourt; écartant les assaillants avec son haut destrier, il se nomma comme chevalier banneret. Le prince se rendit à lui en tendant le gantelet ensanglanté et le tronçon de l'épée parsemée de fleurs de lis; mais le

sire de Morbec, blessé grièvement dès le commencement de l'action, portait en écharpe le bras droit : il ne pouvait donc saisir de sa propre main les armes de l'auguste vaincu : s'adressant à Beaulincourt, son parent, il lui dit : « Tiens, toi, prends l'épée de ton roi. » Enguerand, saisi d'un saint respect, se rapprocha du monarque, et reçut le fer en fléchissant le genou (1). Jacques de Bourbon, Eustache de Malet, Tancarville, le sire Bonaple de Rougé, les comtes d'Artois, de Parthenay et de Dampmartin, furent faits prisonniers avec Jean (2). A peine Morbec se mettait-il en route pour conduire son illustre captif au prince de Galles, que Bernard de Truttes, capitaine gascon, et une vingtaine d'Anglais, l'arrachèrent du milieu de l'ost du chevalier artésien. Une furieuse altercation s'éleva entre les Anglais et les Gascons : les uns et les autres, s'attribuant l'honneur de la prise du roi, convoitaient déjà le prix d'une telle rançon; celui-ci le tirait par son collier, celui-là par la jaque. « C'est moi qui l'ai pris, disait l'un, c'est mon bien. — Non, disait un second, j'ai brisé sa hache, je l'ai désarmé, il est à moi. » Jean, tenant fortement son fils par la main, marchait péniblement au travers d'une haie d'épées et de lances qui se croisaient sur sa tête. Enfin cette brutale soldatesque, encore tout animée de l'ardeur du combat, mettait en délibération de tuer le prince pour se

(1) Titres de la maison de Beaulaincourt. Manuscrit du quatorzième siècle, conservé à la bibliothèque de Saint-Waast d'Arras.

(2) Voyez, à la fin du volume, la liste des principaux barons tués ou faits prisonniers.

mettre d'accord. Jean ne cessait de crier : « Mes amis, je suis votre prisonnier à tous, et je puis vous rendre tous riches. » Malgré ses prières, il allait devenir la victime de ces furieux, lorsque le comte de Warwick et Georges Gobeghen, qui couraient la plaine pour savoir ce qu'était devenu le roi, se jetèrent au milieu de ce groupe, arrachèrent Jean II des mains des archers et le remirent à Morbec; car un prisonnier était une propriété sacrée. Ils l'amenèrent au prince de Galles, qui alla passer la nuit au château de Savigni. Édouard, étonné de sa propre fortune, en usa avec une magnanime modération; il combla son captif des marques du plus profond respect, ne voulut jamais s'asseoir à table auprès de lui, et le servit même selon les règles de la chevalerie, qui prescrivaient cette déférence envers un souverain; mais ces démonstrations de respect, ces vains honneurs ne pouvaient qu'importuner Jean II, et accroître d'autant plus son malheur, que quelques heures auparavant lui-même avait repoussé durement les propositions de paix que lui faisait un ennemi si courtois après la victoire.

Le prince Noir, ayant accompli, à l'égard de son royal captif, tous les devoirs que lui imposait la générosité, s'enquit auprès de ses officiers pour connaître les détails circonstanciés qui se rattachaient à la prise de Jean II; il voulut questionner principalement Morbec et Beaulaincourt : le premier ne put comparaître, retenu sans doute dans son gîte par la gravité de ses blessures; le second parut devant Édouard : voici comment la chronique d'Arras ra-

conte cette scène : « Messire Enguerand, dit le prince, la journée a été belle pour vous; car il est advenu par fortune que vous avez reçu l'espée de votre roy. » Puis le prince demanda oyans tous, quelles armes il portoit : sy lui respondit ledit Enguerand : « Tres chier sir, puisqu'il vous plaît savoir, je vous diray : mes armes sont d'azur à deux lyons d'or, assis dos à dos, à teste de léopards, leurs deux queues croisées ensemble. — Quoi! dit Édouard, des léopards, qui sont les armes d'Angleterre; eh bien! pour l'honneur des léopards et en souvenir que vous avez été en la conqueste du roi, je veux que vous augmentiez et enrichissiez lesdites armes d'une couronne d'or prinse des armes d'Angleterre. »

Les deux corps de gauche et de droite, ayant pris la fuite sans combattre, laissèrent aux divisions du centre le soin de soutenir seules les efforts des Anglais; il n'y eut donc que seize mille Français d'engagés, ce qui explique comment la perte totale ne s'éleva pas à six mille hommes sur une armée aussi considérable; mais on comptait parmi les morts les barons les plus illustres, la fleur du féodal lignage et l'espoir de la patrie. L'inutile défense du monarque avait coûté la vie à tous ces généreux chevaliers parmi lesquels on distinguait : Gauthier de Brienne, connétable; Jean de Clermont, maréchal de France; Geoffroi Charni, Eustache de Ribaumont, Renaud Chauveau, évêque de Châlons; Aimard de la Rochefoucaut, Jean de Sancerre, Thibaut de Laval-Montmorency, Chauvigny, Jean Ier de Rochechouart, sire de Mortemart; Guy de Chatellux, Robert de Duras,

neveu du cardinal du Périgord : le prince de Galles envoya son corps au prélat sur un bouclier. Jean Janvre, sire de la Bouchetière, surnommé le *Bagoulin*, celui qui répondit si énergiquement au monarque à propos de la chanson de Roland, se fit hacher en couvrant de son corps le roi Jean, qu'il n'aimait pas. Les barons prisonniers étaient Jacques de la Marche, criblé de blessures; Jean d'Artois et son frère, tous deux fils de Robert d'Artois, si fameux sous le règne précédent; le comte de Tancarville; Guillaume, évêque de Seez; les sires de Dampmartin; Bonaple de Rougé, Pierre de Joinville, petit-fils de l'historien de Louis IX; les sires de Vendôme, de Parthenay, Malet de Graville, de Sancerre, de Buffières, Louis de Melval, Jean de Cintré, de Pompadour, etc. (1). Outre ces barons, les Anglais prirent encore cinq mille hommes, dont mille chevaliers ou écuyers : une partie fut amenée en Angleterre; l'autre, qui embarrassait le vainqueur, fut renvoyée à condition que les chevaliers enverraient leur rançon à Bordeaux à une époque désignée, ou qu'ils viendraient reprendre leurs fers; les documents conservés à la tour de Londres prouvent que cette convention fut religieusement observée. (Hist. universelle anglaise, vol. XXX, p. 437.)

Jacques de la Marche, blessé grièvement, pouvait, d'après les lois de la guerre, demeurer dans ses domaines en fournissant une caution équivalente; mais le prince de Galles, le jugeant capable de rendre à son

(1) Voyez, à la fin du volume, la liste des morts et des prisonniers.

pays de signalés services dans la position critique où la captivité du roi allait jeter l'État, le fit transporter à Bordeaux : là de violentes contestations s'élevèrent entre le jeune Édouard et la féodalité de la Guienne, unie à celle de Gascogne. Ces deux provinces avaient fait longtemps partie du royaume de France; des circonstances extraordinaires les enchaînaient maintenant à la fortune de l'Angleterre; les seigneurs aquitains et gascons revendiquaient à bon droit la plus large part de ce triomphe; les Anglais ne le nièrent point, car Édouard III, pour reconnaître tout le mérite de leur puissante coopération, les combla de bienfaits, et donna à Pierre de Foix, captal du Buch, commandant en chef les archers gascons, le collier de la Jarretière, faveur dont il se montrait avare. Nonobstant leur liaison avec la maison de Plantagenet, les barons aquitains ne purent s'empêcher d'éprouver un mortel regret lorsqu'ils virent le roi Jean au pouvoir de son plus cruel ennemi : tous annoncèrent hautement qu'on ne permettrait point que le monarque français fût transféré en Angleterre, demandant qu'il restât prisonnier à Bordeaux. Le prince de Galles attendit huit mois avant de pouvoir faire embarquer son captif. Cette opposition, aussi vive que soutenue, de la part des feudataires de la Guienne et de la Gascogne contraignit Édouard à signer une trêve de deux ans : on sait qu'elle sauva la France; le roi d'Angleterre craignit en la refusant de soulever contre son autorité la population entière de ces deux provinces. L'armistice étant conclu, le prince Noir résolut d'emmener ses prisonniers auprès de

son père. Un nombre infini de petits bâtiments, accourus des côtes maritimes depuis Dunkerque jusqu'à l'extrémité de la Gascogne, croisaient devant l'embouchure de la Gironde et dans la Manche, décidés à tenter d'enlever le roi au passage. On ne peut voir sans attendrissement ces marques d'affection prodiguées par tout un peuple à un prince malheureux; mais l'espoir de ces bons Français fut trompé : le jeune Édouard fit embarquer Jean II pendant la nuit, au moment où l'on s'y attendait le moins. L'escadre portait deux cents hommes d'armes et deux mille archers; la traversée dura onze jours, pendant lesquels le prince Noir fut obligé de livrer plusieurs combats pour disperser la multitude de navires qui l'entouraient; enfin il débarqua le 5 mai 1357 au port de Southwart.

LIVRE V.

Le comte de la Marche sort de captivité. — Il livre aux Tards-venus le combat de Brignais. — Sa mort.

Jacques de Bourbon arriva à Londres avec le roi le 25 mai 1357; la ville reçut en triomphe le prince de Galles et ses prisonniers; les bourgeois avaient tapissé les rues et suspendu aux portes toute leur argenterie; mais au milieu de la joie publique on eut la délicatesse d'épargner au roi de France tout ce qui pouvait l'humilier.

- Édouard III lui-même ne put voir sans émotion le grand exemple des vicissitudes humaines que lui offrait Jean II dans les fers; il ne lui parla point de ses prétentions au trône de France, et parut y avoir entièrement renoncé; les princes de sa famille s'empressèrent de venir visiter l'illustre captif. Après le monarque, Jacques de Bourbon fut celui qui fit naître le plus d'intérêt, non-seulement à cause de son nom et de sa réputation, mais encore parce qu'il se trouvait l'allié du prince Noir: la mère du héros anglais était nièce de la mère du comte de la Marche.

La capitale de l'Angleterre vit alors quatre rois dans son sein : Henri Picard, riche marchand, d'origine normande, maire de Londres, les reunit chez lui en un banquet : c'étaient Édouard III, Jean II, Robert Bruce d'Écosse, et Heugues IV, roi de Chypre, dont le fils avait épousé une sœur de Jacques de Bourbon; il cherchait auprès des potentats de l'Occident des secours contre les musulmans.

Pendant qu'on environnait d'égards le roi Jean, qu'on lui prodiguait des consolations, la prise de sa personne dans les champs de Maupertuis(1) donnait lieu à de très-vifs démêlés sur lesquels Édouard III lui-même dut prononcer. Le capitaine gascon Bernard de Truttes, excité sans doute par les barons aquitains, vint à Londres réclamer l'honneur et le profit de la capture du roi de France, contestant le mérite

(1) L'action du 19 septembre 1356, que nous appelons dans les temps modernes la bataille de Poitiers, est désignée sous le nom de *Maupertuis* par les chroniqueurs du moyen âge.

de cette action à Denis de Morbec, lequel, dans cet intervalle, avait déjà reçu en gratification deux mille nobles d'or, de la part du roi d'Angleterre. Bernard de Truttes plaida si chaudement sa cause, qu'Édouard *allait appointer en sa faveur,* lorsque l'on vit paraître Enguerand de Beaulincourt, qui arrivait chargé des pleins pouvoirs de son parent Denis de Morbec, « lequel, fort défroissé de horions et coups qu'il avoit soustenu à ceste dite bataille, pourquoi il ne peult aller en Angleterre pour saisir le droit qu'il avoit en la diste prinse. » Enguerrand défendit avec énergie les droits de son cousin, et présenta comme preuve convaincante devant l'assemblée des barons d'Angleterre le gantelet ainsi que l'épée du roi de France, mutilés et souillés de sang : Jean II, consulté également, comme premier témoin dans un procès si malheureux pour lui, prononça en faveur de Denis de Morbec. Édouard eut égard à cette décision, et remit au chevalier de Beaulaincourt, pour son cousin, trois mille autres nobles d'or (1). Bernard de Truttes, quoique débouté de ses prétentions, reçut également une gratification considérable pour avoir contribué

(1) Les meilleurs historiens d'Angleterre assurent qu'Édouard III fut le premier souverain de ce pays qui fit frapper des monnaies d'or. *Le noble* n'existait que depuis quinze ans : il pesait deux gros et deux grains, un peu plus qu'un quart d'once; par conséquent sa valeur égalait notre ancien louis de vingt-quatre livres, sauf le titre, qui était fort bas dans les monnaies anglaises : ainsi Denis de Morbec reçut en deux fois cinq mille louis, ou cent vingt mille francs. Cette somme en représentait une bien plus considérable, si l'on prend pour base d'évaluation la comparaison du prix des denrées : des économistes expérimentés pensent qu'on ne serait pas éloigné de la réalité en portant au décuple les valeurs métalliques du quartorzième siècle.

à cette belle capture. La chronique d'Arras finit son récit par cette réflexion : « Or voist-on aucune fois advenir que l'infortune et adversité des ungs est cause de la fortune et prospérité des aultres(1). »

Les moindres actions du guerrier dont nous écrivons la vie avaient décelé un vif attachement pour son pays, un attachement dégagé de toute espèce d'intérêt particulier, plus facile à concevoir qu'à caractériser. Combien son cœur devait-il être déchiré en songeant aux calamités qui pesaient alors sur son pays! La captivité de saint Louis n'avait occasionné en France que des regrets cuisants et point de désastres intérieurs, grâce à la prudence de Blanche de Castille et des sages ministres qui gouvernaient l'Etat. La captivité de Jean II devint la cause immédiate des plus affreux désordres. L'autorité suprême tombait de plein droit aux mains du dauphin, que l'on ne connaissait que sous des rapports très-défavorables : sa retraite précipitée du champ de bataille de Poitiers le montrait à tous les yeux comme un prince pusillanime.

Le royaume se trouvait partagé en deux zones bien distinctes : l'une en deçà de la Loire, appelée Langue-d'Oyl; l'autre, au delà du fleuve, portait le nom

(1) Denis de Morbec et Enguerand de Beaulaincourt furent tous deux nommés par le prince de Galles officiers de son hôtel : le premier ne tarda de mourir des suites de ses blessures; le second acheva sa carrière en Angleterre; ses fils rentrèrent longtemps après en possession des domaines qu'on avait confisqués sur leur père : ces biens étaient situés du côté de Thérouenne. La famille de Beaulaincourt, qui n'a cessé de suivre la carrière militaire, porte toujours dans ses armes la couronne royale d'Angleterre.

de Langue-Hoc. Celle-ci avait pour gouverneur le comte d'Armagnac. Ce feudataire, jeune, habile, mais d'un caractère indépendant, ne pouvait se résoudre à se conformer aveuglément aux volontés d'un pouvoir faible, en butte à des attaques incessantes; cependant le comte d'Armagnac ne profita point de ces embarras comme on le craignait : la province du Languedoc fit preuve d'un dévouement sublime; la constante loyauté de ses états soutenait la France au bord du précipice, tandis que ceux de Langue-d'Oyl, qui s'érigeaient en états généraux du royaume, ne faisaient qu'aggraver le mal. Le dauphin les avait appelés auprès de lui, croyant trouver assistance dans leur coopération; mais cette assemblée se montra animée d'un esprit très-pernicieux. Il se forma dans son sein un triumvirat composé de Marcel, prévôt des marchands, député du tiers état; de Lecoq, évêque de Laon, député du clergé, et de Péquigny, gouverneur de l'Artois, député de la noblesse : le jeune roi de Navarre, toujours retenu captif dans le château du Louvre, encourageait leur audace du fond de sa prison, et leur prêtait l'appui de son nom.

Ces rebelles états, au lieu de s'occuper des véritables intérêts du pays, au lieu de songer à la délivrance de Jean II, ne firent que signaler d'anciens abus, sans offrir les moyens de les corriger : c'était pour punir des fautes passées, que cette assemblée refusa les subsides dont les circonstances exigeaient l'emploi; toutes ses résolutions portaient le caractère de la félonie. Les mécontents de Paris poursuivaient le projet de changer la forme du gouvernement, et de

mettre l'autorité entre les mains du tiers état, en ne laissant au roi qu'un vain simulacre de puissance; mais quand ces factieux en firent la proposition aux principales cités, ils ne rencontrèrent qu'un refus méprisant, accompagné de malédictions. (Histoire univers. angl., vol. XXX, p. 438, in-4°.)

Pendant que la capitale donnait l'exemple de la plus criminelle opposition, Philippe d'Évreux, frère du roi de Navarre, uni aux Anglais et aux d'Harcourt, dévastait la Normandie. Robert de Clermont, parent de celui qui venait de périr à Poitiers, et gouverneur de cette province, cherchait à s'y soutenir; il s'en acquittait vaillammant. Ce général attaqua le vieux Geoffroi d'Harcourt, jadis si fatál à l'État et redevenu un artisan de troubles : il l'atteignit au fond du Cotentin, le battit et dispersa ses troupes. Geoffroi, resté seul, entouré d'assaillants, se défendit longtemps avec sa hache d'armes; l'âge n'avait point diminué sa force prodigieuse, elle ne servit qu'à retarder sa défaite de quelques instants; renversé par le choc de deux cavaliers qui s'acharnaient après lui, il fut égorgé sans pitié (décembre 1356). Au moment où ce dangereux ennemi des Valois recevait la mort, un adversaire encore plus redoutable reparaissait sur la scène.

Péquigny, gouverneur de l'Artois, avait surpris le château d'Arlaux, dans lequel on avait transféré Charles le Mauvais, et brisa les fers du Navarrais. Ce prince, aigri par une longue détention, mais nullement corrigé, revint à Paris, escorté de tous les malfaiteurs dont, par ses ordres, on rompit les chaînes dans les villes qu'il traversait : les prisons vomirent

ainsi des milliers de bandits, qui devinrent à l'instant ses auxiliaires. Charles, irrésolu, dépourvu d'énergie, n'ayant aucun plan arrêté, ne voulait qu'assouvir sa fureur contre les hommes qui le méprisaient; le nombre en était grand. Marcel, devenu le ministre de ses vengeances, demanda la destitution du chancelier, le renvoi des principaux personnages de la magistrature et des plus fidèles sujets, afin d'isoler le dauphin; manœuvre pratiquée de tout temps par les chefs de faction. Le dauphin, tenu dans une sorte de captivité, se vit en butte aux agressions les plus sérieuses; on massacra en sa présence Robert de Clermont, le vainqueur de Geoffroi d'Harcourt, et Jean de Conflans, maréchal de Bourgogne; le sang de ces dévoués serviteurs rejaillit sur le prince et l'inonda: la rage des meurtriers allait s'étendre jusqu'à lui, lorsque Marcel l'en garantit en posant sur sa tête son chaperon rouge, signe de ralliement adopté par les rebelles.

Plusieurs villes importantes levèrent l'étendard de la révolte, à l'exemple de la capitale. Pour comble de maux, les compagnies soldées, ne recevant plus de paye, ne pouvant obtenir de l'argent d'aucun parti, se mirent à piller les campagnes, dont ils appelaient les habitants *Jaques bonhomme.* Ces villages, jadis protégés par leurs seigneurs, se trouvèrent livrés sans défense à la merci des brigands. Arnoul de Cervolle prit le commandement de ces bandes, auxquelles se joignirent, au bout de quelques mois, les troupes navarraises. Elles ne respectaient pas plus les églises et les couvents que les châteaux et les chaumières; les

soldats, établis dans les abbayes, traitaient les religieuses comme des courtisanes. Le continuateur de Nangis assure qu'on voyait fuir de toutes parts moines et nonnes. Ces religieux cherchaient un refuge au sein des villes, dont auparavant ils fuyaient le séjour profane. Les paysans, expulsés de chez eux, se rassemblèrent dans les bois : la faim, le désespoir, leur donnèrent du courage. Résolus de périr, ils repoussèrent les brigands, les exterminèrent, et devinrent à leur tour dévastateurs. Ces gens, se rappelant les misères attachées à leur condition, se mirent à poursuivre tous ceux qu'ils savaient riches : les châteaux furent livrés aux flammes; c'est ainsi que l'on détruisit celui de Montmorency, l'un des plus beaux du royaume, et dans lequel on voyait encore les aigles impériales conquises à Bouvines par le valeureux Mathieu II.

La fureur des *Jaques* s'augmentait avec leurs succès; les nobles, sans distinction d'âge ou de sexe, devinrent les objets de leur ressentiment; vieillards, femmes, enfants, furent massacrés avec un raffinement de barbarie dont les détails font reculer d'horreur. Ce terrible fléau d'un genre particulier, suscité par le mauvais génie de la France, s'étendit rapidement dans toutes les provinces. Les excès des paysans surpassèrent les calamités ordinaires. Un de leurs conducteurs, Jacques Gouge, des environs de Sens, se faisait appeler *le chef suprême de la désolation*. C'est à tort que plusieurs écrivains ont dit que cet homme donna son nom à l'association des campagnards armés : la *Jaquerie* portait ce nom avant l'ap-

parition de Gouge. Tous les partis politiques firent trêve à leurs dissensions, pour se réunir contre des ennemis qui confondaient, dans leur aveugle rage, les nobles et les plébéiens, les laïques et les ecclésiastiques.

Le roi de Navarre, les généraux anglais eux-mêmes en furent si épouvantés, qu'ils se joignirent aux féodaux pour mettre un terme aux dévastations des paysans. On vit à la tête de cette étrange croisade le captal du Buch, et Gaston de Foix, surnommé *Phœbus* à cause de sa beauté, prince d'un caractère bizarre, qui promenait dans les diverses contrées de l'Europe son humeur inquiète. Le bruit des ravages commis par les *Jaques* lui parvint au fond de la Germanie; il accourut en France, seulement pour garantir de toute insulte les dames, à la défense desquelles son bras s'était voué exclusivement.

Les *Jaques* cherchèrent à résister à de si vaillants *redresseurs*, mais ils ne purent tenir contre des soldats couverts de fer; une stupide lâcheté avait remplacé chez eux une fureur brutale; on les extermina facilement : le sire de Couci en tua sept mille dans un seul jour. Cependant les représailles, non moins cruelles que les méfaits, ne réparèrent pas les maux causés par tant de crimes. Durant ces temps de massacres la terre cessait d'être cultivée, elle n'offrit bientôt plus que des ruines; les décombres des châteaux se confondaient avec ceux des chaumières; le royaume se trouvait dans un état pire que celui où il se vit réduit vers la fin de la seconde race, lorsque les Normands désolaient les campagnes : jamais la

société ne fut plus près de sa dissolution. Jean II, abîmé sous le poids de la douleur au récit des malheurs qui pesaient sur son pays, s'imagina que sa seule présence en arrêterait le cours. La députation des états du Languedoc, qui vint le visiter dans le mois de février 1359, l'avait encore plus excité à obtenir sa liberté à quelque prix que ce fût; ce prince la négocia aussitôt avec Édouard. Jacques de la Marche, partageant les mêmes rigueurs, était aussi le confident de ses plus secrètes pensées; il fut chargé de traiter en son nom. Édouard proposa des conditions qui tendaient à démembrer le royaume en le réduisant de moitié; cependant, quoique fort dures, le roi et le comte de la Marche les acceptèrent, ne doutant pas de reconquérir par les armes ce que la nécessité leur arrachait : la déplorable convention fut signée à Londres en août 1359. Cet accord conclu entre un roi prisonnier et ses vainqueurs avait besoin de l'assentiment de la nation pour devenir valide : on l'envoya à Paris, où devaient l'examiner les différents corps de l'État. Dans les moments de troubles la face des affaires change avec promptitude; un seul jour vaut souvent une année de temps ordinaire. Tandis que Jacques de Bourbon se voyait obligé de traiter à Londres de la liberté de son maître à des conditions si onéreuses, la France prenait un aspect moins sombre, son gouvernement acquérait de la force et de la régularité. Le dauphin continuait de déployer un courage mâle, une merveilleuse habileté; ce prince avait trouvé de puissants auxiliaires dans le jeune duc de Bourbon, neveu du comte de la

Marche, et dans Charles de Montmorency. Ces deux feudataires lui amenèrent trois cents lances (mille cinq cents hommes), qui furent les premiers gardes que le dauphin eut auprès de sa personne. Les états de Champagne refusèrent de communiquer avec les rebelles parisiens, fournirent des subsides assez abondants, et conférèrent le titre de régent au dauphin retiré à Chartres. Le jeune Charles se vit en position de contenir les factieux. Le prévôt des marchands venait de recevoir le prix de ses crimes : quelques bons citoyens tuèrent cet audacieux au moment où il ouvrait lui-même une des portes de Paris, pour donner entrée aux troupes anglaises unies à celles du roi de Navarre. On devait, à la faveur de l'effroi causé par la présence de ces soldats étrangers, proclamer dans la journée Charles le Mauvais, roi de France.

La mort de Marcel rappela le dauphin à Paris, et lui servit autant que le gain de plusieurs batailles; les honnêtes gens, toujours timides lorsque le danger est pressant, accoururent en foule auprès du prince. Ce fut dans ce moment de triomphe et de joie que le sire de Tancarville arriva de l'Angleterre, apportant le traité conclu à Londres entre les deux rois. Le dauphin et les états jugèrent que l'on avait profité de la position pénible de Jean II, pour obtenir de lui de semblables concessions; voyant que les affaires du royaume prenaient chaque jour un tour plus favorable, ils refusèrent hautement de ratifier la convention, et remirent au sire de Tancarville une réponse absolument négative. Édouard,

irrité de ce refus courageux, abjura cette magnanimité simulée dont il s'était paré jusqu'alors, et fit enfermer dans la Tour de Londres Jean ainsi que les autres prisonniers (1). Cet étrange traitement aurait pu affecter Jacques de Bourbon s'il n'avait eu à déplorer que cette rigueur; mais un chagrin plus vif vint l'assaillir, lorsque Édouard prit la résolution d'obtenir par la force ce qu'on persistait à ne pas vouloir lui céder de bon gré : il put voir les immenses préparatifs que le monarque anglais faisait pour porter la guerre en France, et la fortune cruelle l'empêchait de voler à la défense de son pays !

La réputation brillante d'Édouard et du prince de Galles, les succès éclatants de leurs premières expéditions, l'espoir de piller impunément de riches provinces, attirèrent sous leurs bannières, non-seulement tout ce qui, en Angleterre, suivait le métier des armes, mais encore les aventuriers des diverses contrées de l'Europe. Édouard entra dans le port de Calais le 28 octobre 1359, accompagné de ses quatre fils, Édouard, Lionel, Jean et Edmond; il réunit en peu de temps dans l'Artois quatre-vingt mille hommes, six mille chariots de vivres et un bagage immense. Le jour même du débarquement des Plantagenets, le dauphin recevait une déclaration de guerre formelle de la part de Charles le Mauvais, que des échecs récents avaient transporté de fureur. Après la mort de Marcel, cette espèce de prestige qui la veille fascinait les yeux de la multitude s'était

(1) Froissart, liv. I, ch. CCII. — Hist. univ. angl.

évanoui; Charles de Navarre parut tel qu'on le jugeait depuis quelques années, un vil scélérat, dépourvu du courage nécessaire pour soutenir son ambition démesurée : le perfide fut obligé de sortir de la capitale, pour échapper au courroux populaire; mais il rencontra un nouveau soutien dans Édouard. Ces deux princes, unissant leurs efforts, ne doutaient point d'anéantir les Valois et d'asservir le royaume; cette ligue formidable vint échouer contre le génie tutélaire de la France. Le dauphin prit les mesures les plus énergiques pour opposer aux Anglais la résistance qu'on pouvait déployer dans des circonstances aussi délicates : les provinces parurent disposées à le seconder; le Languedoc, moins maltraité que les autres, régi par l'administration sévère du comte d'Armagnac, vota un don considérable.

Le régent, loin de s'opposer de front au torrent qui allait inonder le territoire, abandonna les campagnes à la fureur de l'ennemi, renferma ses troupes dans les places fortes avec toutes les provisions qu'on put ramasser, détruisit les ponts sur les principales rivières, afin d'embarrasser la marche d'Édouard et rompre l'ensemble de ses opérations: ce système de défense, savant pour l'époque, fut inventé par un prince qui ne parut jamais à la tête des armées; c'est ainsi que le dauphin attendit les Anglais, résolu de s'enterrer sous les débris de la monarchie.

Édouard s'avança rapidement en France, et parcourut des contrées qui offraient encore les traces de ses anciens ravages; elles étaient sans culture et abandonnées des habitants; personne ne lui en dis-

puta la triste possession. Il amena ses chiens et ses faucons pour se livrer au plaisir de la chasse, tout en suivant les opérations militaires, voulant sans doute prouver par là le peu de cas qu'il faisait des Français : les historiens anglais (Histoire universelle, vol. XXX, pag. 441) avouent qu'il faillit être pris dans une de ces parties de chasse, auprès de Sens. Plantagenet dévasta la Champagne, et se rapprocha de Reims, où il prétendait se faire sacrer en qualité de roi de France. Les habitants, animés tous du même esprit, résolurent de périr sur les remparts plutôt que de tomber au pouvoir d'un prince inhumain. Jean de Craon, archevêque de Reims, aussi bon Français que vertueux prélat, excitait leur zèle, autant par son exemple que par ses exhortations; les sires de Carenci, de Delort, de Porcien, les guidaient dans les sorties qu'ils faisaient toujours avec avantage. Pendant deux mois le monarque anglais livra d'inutiles assauts; la brèche, défendue par les hommes de toutes les conditions, ne présentait jamais aucun accès; les cadavres des généreux citoyens qui s'y faisaient tuer servaient de retranchements à leurs compatriotes. Édouard, contraint de lever le siége, porta sa rage jusque sous les murs de Paris : il y rencontra la même résistance qu'au pied des murailles de Reims; ses premières attaques échouèrent de la manière la moins équivoque. L'élite de ses troupes fut très-maltraitée : il perdit dans un seul engagement mille cinq cents archers gallois; la nuit sépara les combattants. Au sortir de ce revers, Édouard fit une promotion de chevaliers, comme si un succès

complet eût couronné ses efforts, et à la lueur des flambeaux il donna l'accolade aux écuyers qui avaient déployé le plus d'ardeur à l'assaut des palissades. Le roi désirait comprendre dans ce nombre son écuyer d'honneur, Colart d'Amberticourt; mais celui-ci refusa cette distinction, disant qu'il ne pouvait, au milieu de l'obscurité, retrouver son casque qu'un soldat français avait abattu durant l'action : or le casque, la pièce essentielle de l'armure, était jugé indispensable pour recevoir l'ordre (1).

Pendant qu'Édouard poursuivait impitoyablement le cours des hostilités, le dauphin ne cessait de lui offrir la paix, mais à des conditions moins dures que celles du traité de Londres : la France ainsi que le régent regrettait son roi, et faisait sans cesse des vœux pour sa délivrance. Édouard se montrait inflexible, et recevait de fréquents échecs qui l'aigrissaient davantage. Il ne fit trêve à ses dévastations qu'à l'occasion des fêtes de Pâques, écoutant la voix de la religion pendant trois jours, pour méconnaître celle de l'humanité durant le reste de l'année. A l'issue des fêtes, Édouard, voulant affamer la capitale, se porta dans la Beauce, dont les grains l'alimentaient : il assiégea Chartres; les habitants le repoussèrent vigoureusement. Les envoyés du régent vinrent le visiter une troisième fois dans son camp; le prince, inexorable, les renvoya avec dureté. Le surlendemain de cette entrevue, un orage terrible éclata sur son armée; la foudre, les éclairs, un vent impé-

(1) Froissart, liv. I, col. 242.

tueux suivi de torrents de pluie, semblaient annoncer l'anéantissement de la nature entière : les hommes, les chevaux, terrassés par les bourrasques, roulaient pêle-même; les tentes, déchirées, étaient jetées par l'aquilon à des distances considérables; en quelques heures les divisions anglaises furent rompues et abîmées. Que l'on se reporte à l'époque où cet événement se passait, que l'on songe aux idées religieuses qui dominaient la société, et l'on ne taxera pas de ridicule l'assertion des écrivains de ce siècle. Ils disent qu'Édouard, épouvanté, voyant dans cet orage une punition du ciel, fit vœu d'accepter les propositions de paix présentées par le dauphin. Ajoutons aussi que peut-être il fut charmé de trouver un prétexte, plausible à tous les yeux, pour interrompre une expédition qui pouvait, en définitive, tourner à sa honte et compromettre sa gloire. Édouard nomma des commissaires qui s'abouchèrent dans le village de Bretigny, à deux lieues de Chartres, avec Charles de Montmorency et le sire de Boucicaut, pour traiter de la paix, que le roi d'Angleterre appelait *son vœu*.

Après de longs pourparlers pendant lesquels Édouard se rapprocha de Calais, en continuant les hostilités, on conclut, le 8 mai 1360, le traité de Bretigny. Quelque désavantageuse que fût cette convention, elle devenait raisonnable en la comparant au traité de Londres. Édouard renonçait irrévocablement à ses prétentions sur la couronne et sur les provinces de Normandie, du Maine, de la Touraine, de l'Anjou, possédées par ses ancêtres : on lui cédait à

titre de propriété Calais, le Poitou, la Saintonge, le Ponthieu, le Limousin, le Querci, le Périgord, le Rouergue, l'Agénois; on lui comptait de plus trois millions d'écus d'or (trente-huit millions) pour la rançon de Jean (1). Édouard y gagnait le tiers du royaume et une somme énorme; mais la France recouvrait son roi, dont l'absence seule engendrait des maux incalculables.

Jacques de Bourbon devait être un personnage bien important, car sa mise en liberté fut l'objet d'une clause particulière, d'après laquelle Édouard ne laissait rentrer en France le comte de la Marche que dans la ferme conviction que le traité serait rigoureusement exécuté : « Et parce que nous savons bien de vérité que notre cousin messire Jacques de Bourbon a toujours rendu peine que accord fût fait entre nous et notre frère de France nous le délivrons, mais que le traité soit tenu ainsi que nous espérons qu'il le sera. » (*Hist. du traité de Bretigny.*)

Le comte de la Marche, captif depuis quatre ans, vit enfin briser ses fers; il arriva à Paris en même temps que le roi, ayant eu à traverser des contrées incultes et ravagées. (Froissart, liv. II.) Jean II fut reçu avec enthousiasme dans sa capitale; mais, honteux de coûter si cher à ses sujets, il ne partageait pas la joie publique. Les Français, si grands dans leurs élans, oubliaient ses fautes pour ne songer qu'à ses

(1) Un prisonnier devenait une propriété sacrée; on la vendait et la revendait : Édouard avait acheté le roi Jean à Denis de Morbec, pour un million deux cent mille francs; il le revendait à la France trente-huit millions.

infortunes; ils le comblèrent des plus touchants témoignages d'amour : c'était un père qui rentrait au milieu de ses enfants après un long exil. La prospérité isole les hommes, les rend indifférents; mais les malheurs communs les réunissent. Les Français ne formaient plus alors qu'une seule et même famille; ils ne s'en tinrent pas à des acclamations bruyantes pour prouver au roi leur dévouement : la ville de Paris fit présent à Jean II d'une quantité considérable d'argenterie, qui fut transformée sur-le-champ en monnaie. Le Languedoc, qui avait déjà payé au dauphin de riches subsides, envoya quatre millions; la Bourgogne et la Champagne en fournirent chacune deux; les provinces mêmes cédées à l'Angleterre par le traité de Bretigny envoyèrent leur quote-part : est-il quelque chose de plus aimable? A tous ces dons généraux vinrent s'unir des offrandes particulières. Les guerres d'Édouard avaient appauvri Jacques de Bourbon, qui ne cessa d'entretenir sur pied et à ses frais de nombreuses compagnies soldées; une des clauses du dernier traité l'astreignait à remettre ses fiefs du Ponthieu et à compter une forte somme pour sa propre rançon; il sacrifia les domaines qui lui restaient encore, et donna au roi deux millions (1). Charles de Montmorency, désigné pour aller à Londres servir d'otage avec d'autres feudataires (2), vendit

(1) Jacques de Bourbon ne laissa point de biens; il consacra au service de l'État tout ce que ses ancêtres lui laissèrent; mais son fils Jean II épousa l'héritière de la riche maison de Vendôme : cette alliance releva sa famille.

(2) Ces otages étaient : Philippe d'Orléans, frère du roi; les ducs de Berri, de Bourbon, et d'Alençon; les princes du sang Jean d'E-

son hôtel, ainsi que la majeure partie de son patrimoine, et fournit pour le rachat de Jean II deux millions cinq cent mille francs(1). Ces transports de joie, auxquels chacun s'abandonnait en se résignant à de si nobles sacrifices, devaient être empoisonnés par l'exécution même de ce malheureux traité de Bretigny, et cette exécution offrait de graves difficultés.

Le peuple et la féodalité des provinces cédées à l'Angleterre regardaient ce changement de domination comme le malheur le plus notable. « Sire, vous ne régnez plus sur nos biens, écrivaient les habitants de la Rochelle, mais vous régnez toujours sur nos cœurs. » A Abbeville, un riche bourgeois nommé Ringois, fort considéré de ses compatriotes, refusa de faire servir son influence à consolider la domination anglaise; on le conduisit prisonnier à Douvres. Au bout de quelque temps ses geôliers le placèrent debout sur le parapet d'une tour qui dominait la mer. « Reconnaissez-vous pour maître Édouard III? » lui cria-t-on. Ringois, suspendu entre le ciel et l'océan, répondit : « Non, je ne reconnais pour maître que Jean de Valois. » Il fut à l'instant précipité dans les flots. (Hist. des Mayeurs d'Abbeville. Rapin-Thoyras.)

La répugnance que les Français montraient pour

tampes, Gui de Blois; les sires de Saint-Paul, d'Harcourt, de Porcien, de Brienne, le dauphin Viennois, Charles de Montmorency, Enguerand de Couci, Bonaple de Rougé, de Roye, de Préaux, d'Estouteville, de Latour-d'Auvergne. Outre ces barons, Jean donnait les deux plus notables bourgeois des villes de Paris, de Rouen, Lyon, Tours, Sens, Orléans, Troyes, Amiens, Beauvais, Arras, Toulouse, Orléans, Tournay, Caen, Saint-Omer, Lille et Douay.

(1) L'Art de vérifier les dates. — Duchesne.

la domination étrangère se manifestait de la manière la plus énergique. On conseilla au roi d'en profiter pour se soustraire à l'entière exécution d'un traité arraché par la force des circonstances; Jean II refusa de suivre cet avis. « Si la bonne foi était bannie du reste de la terre, répondit-il, elle devrait toujours habiter le cœur des rois. » Il fallait donc, pour rendre possible l'exécution du traité de Bretigny, l'intervention d'un homme environné de l'estime publique, qui joignît à une fermeté inébranlable une réputation sans tache. Le roi choisit Jacques de Bourbon, qui le premier avait donné l'exemple de la soumission en faisant l'abandon du Ponthieu, qu'il tenait en dotation de Philippe de Valois pour prix de ses services. Le comte de la Marche se prépara à remplir son triste ministère; il lui fallut toute la force de caractère dont le ciel l'avait doué, pour surmonter les innombrables difficultés qu'offrait une pareille mission. Son extrême bonté, la douleur qu'il éprouvait lui-même, douleur qui paraissait empreinte sur ses traits, augmentaient encore les regrets des peuples. Des milliers d'Anglais durent la vie à la magnanimité du comte de la Marche, qui les protégea contre l'animosité des habitants, que l'idée de changer de maître transportait de fureur.

Il était de la destinée de la France de ne point trouver d'interruption à ses maux, et il était de la destinée de Jacques de Bourbon de travailler sans cesse à y remédier. Dès que la paix fut conclue avec l'Angleterre, une nouvelle calamité vint assaillir le royaume : calamité d'autant plus singulière qu'elle devait

sa naissance à la cessation d'un autre fléau, la guerre.

Les Valois, jaloux d'étayer leur autorité mal affermie, prirent à leur service de nombreuses bandes étrangères; et ce nouveau système, établi sur des bases fixes, fut une des principales causes des désastres que la France essuya dans les quatorzième et quinzième siècles. Ces soldats mercenaires ne se faisaient point scrupule de trahir, au fort d'une action, le prince qui les payait fort cher; il fallait saisir une occasion toute prête pour les employer lorsque les hostilités cessaient sur un point. Souvent la convention passée entre eux et le roi ne se combinait pas très-bien avec la durée de la guerre; il en résultait de violentes contestations. Quelquefois même l'État se voyait dans l'impossibilité de remplir à leur égard ses engagements; ces étrangers cherchaient alors un dédommagement dans le pillage des campagnes : c'est ce que l'on avait vu sous le règne de Philippe-Auguste, et c'est ce que l'on vit encore après le traité de Bretigny. Les bandes s'agglomérèrent avec les soldats français salariés, et se grossirent de plusieurs compagnies anglaises; car Édouard paraissait également embarrassé des siennes. Cette réunion forma au milieu du royaume une puissance d'autant plus redoutable, que la noblesse, la seule barrière qu'on aurait pu lui opposer, n'existait plus en quelque sorte : le fer l'avait moissonnée sur les champs de bataille. La France, déjà si maltraitée, fut livrée à la fureur de ces barbares, qui se renforcèrent des débris de la Jaquerie.

Charles le Mauvais, que la paix récemment conclue désespérait, se fit l'allié intime de ces dévastateurs, et

s'unit étroitement au chef principal des bandes, le fameux Arnaud Cervolle, sire de Châteauvillain, un des personnages les plus singuliers du quatorzième siècle. Il sortait de la Gascogne (Mézeray le fait mal à propos Bourguignon); on le surnommait l'*Archiprêtre,* parce qu'il possédait plusieurs bénéfices ecclésiastiques, quoique marié et chevalier. Cervolle fut pendant vingt ans l'effroi des papes, qu'il rançonnait fréquemment dans la ville d'Avignon, sous prétexte de les visiter et de leur offrir ses respects en *qualité d'archiprêtre, de fils très-soumis.* Cervolle fut quelque temps l'arbitre des princes de la chrétienté, auxquels il vendait les services de ses compagnies. En 1356, ce chef de bandes se mit à la solde du roi de France, et combattit vaillamment à côté de Jean II dans les champs de Poitiers. Dix ans plus tard il prêta des sommes considérables au duc de Bourgogne, qui dans ses actes lui donnait le titre de *son conseiller* et de *son compère.*

L'agression de Charles le Mauvais et la rébellion des bandes mirent Jean II dans une position si critique, que ce prince fut réduit à implorer l'assistance d'Édouard III. Ce dernier refusa sèchement de lui tendre une main secourable; Plantagenet se contenta de prendre des mesures pour garantir de toute insulte les provinces qu'on venait de lui céder. Dans ce pressant danger, le roi ne vit que Jacques de Bourbon capable de sauver l'État; il lui manda ses intentions à Montpellier, où le comte de la Marche résidait alors, exécutant avec Chandos, l'un des commissaires anglais, quelques articles de la dernière paix. Jean II

mettait entre ses mains les destinées du pays; mais il ne lui envoyait ni troupes ni argent, laissant à son crédit particulier le soin de créer des ressources. Le roi se rappelait la promptitude magique que Jacques de Bourbon mit à lever une armée en 1345, dans les provinces méridionales que le prince Noir menaçait d'une irruption.

Le comte de la Marche ne négligea rien pour justifier la confiance du monarque : il fit un appel aux féodaux. Quoique la France fût épuisée par trente années de guerres consécutives, la voix de l'ancien connétable sut encore réchauffer les cœurs; elle arracha de leurs manoirs quantité de chevaliers et d'écuyers qui, dégoûtés par les revers, seraient restés sourds à l'appel de tout autre général. Froissart dit à cette occasion (liv. I; ch. 214) : « Messire Jacques « de Bourbon étoit moult bien aimé du royaume de « France, et chacun obéissoit à lui très-volontiers. » L'Agénois fut désigné comme rendez-vous des troupes; le comte y vint accompagné de quatre cents chevaliers levés en Languedoc. Il passa dans le Forez; cette province appartenait à une de ses sœurs; ses exhortations entraînèrent plusieurs centaines de nobles, qui grossirent encore le nombre des bannerets : enfin, au bout de deux mois d'efforts et de peines, il réunit plus de dix mille hommes, résultat prodigieux dans des circonstances si difficiles. Cette petite armée se croyait invincible, en se voyant guidée par un tel chef. L'approche des combats réveilla chez Jacques de la Marche une ardeur martiale que l'on aurait pu croire amortie pour tou-

jours, par suite de sa longue détention dans la Tour de Londres. Le comte partit d'Agen aux acclamations des habitants, qui le regardaient déjà comme leur libérateur.

Les tard-venus, les grandes compagnies (ainsi se faisaient appeler les bandes d'aventuriers), sachant que l'on prenait les mesures les plus énergiques pour les disperser, concentrèrent toutes leurs forces afin de lutter avec avantage contre l'armée royale; ils s'assemblèrent à Tournus, après avoir pillé la Bourgogne. Le mouvement de concentration étant achevé, *leur puissance*, selon l'expression de l'époque, présenta un effectif de dix-huit mille hommes, tous vieux soldats, aussi braves qu'aguerris : on citait parmi les principaux capitaines, Batafol, routier gascon, qui se faisait appeler *l'ami de Dieu et l'ennemi de tout le monde*; Gui Dupui, André Méchin, Hennequin, l'Esparre, Baugerand, Breteuil, Lescot, et Robert de la Salle. Ils arrêtèrent, dans leur plan de campagne, de manœuvrer de manière à éviter le choc des phalanges conduites par le comte de la Marche, puis de descendre le Rhône, de pénétrer dans le Comtat venaissin, pour aller dans Avignon présenter leurs devoirs au pape et aux cardinaux, comme ils le disaient eux-mêmes, et obtenir l'absolution de leurs péchés; ce qu'ils finirent par exécuter et par obtenir.

Le général français détermina un mouvement rétrograde, pour détruire une bande qui désolait le bas Languedoc sous le commandement de Cervolle; il l'atteignit au Pont-Saint-Esprit, et l'attaqua avec

son impétuosité ordinaire. Au bout de quatre heures de combat, il la mit en pleine déroute : Jacques rencontra dans la mêlée l'archiprêtre, le combattit corps à corps, et l'abattit d'un coup de lance; mais trop généreux pour donner la mort à un ennemi désarmé, il lui laissa la vie. Pénétré de reconnaissance, Cervolle se voua au service de son magnanime vainqueur, et s'offrit à l'aider de tous ses moyens dans l'expédition entreprise contre ses anciens compagnons. Le comte de la Marche, sentant le prix de cette conquête, agréa ses propositions : il lui confia même un commandement important dans son armée. Après le combat du Pont-Saint-Esprit, Jacques de Bourbon remonta le Rhône, et arriva à Lyon au moment où les grandes compagnies se préparaient à pénétrer dans cette ville : elles se retirèrent en apprenant sa venue, et allèrent se saisir du château de Brignais, situé à trois lieues plus loin sur le côté de la route de Saint-Étienne : jugeant cette position très-redoutable, ils résolurent de s'y concentrer. Le général français ne regardait pas les tard-venus comme des adversaires faciles à vaincre; en conséquence, il résolut de réunir contre eux toutes ses ressources. Le comte de la Marche attendit à Lyon des renforts qu'on lui annonçait, puis il partit de cette ville à la tête de dix mille hommes, ayant pour lieutenants son fils aîné Pierre, les comtes de Forez et de Beaujeu, ses neveux, l'archevêque de Sens, les comtes de Melun, d'Uzès, de Crussol, les sires de Vienne, d'Albon, de Tournon, de Grolée.

La terreur qu'inspiraient les grandes compagnies empêchait les peuples d'apprécier leur véritable si-

tuation : les paysans, épouvantés, exagéraient d'une manière ridicule les forces des aventuriers; l'archevêque de Sens assura qu'ils dépassaient dix-huit mille; il disait vrai, mais Jacques de Bourbon s'imagina que le prélat, effrayé comme les autres, se méprenait lui-même; il partit bien convaincu que les tard-venus ne comptaient pas dans leurs rangs la moitié de ce nombre. Ceux-ci occupèrent le petit rideau de montagnes qui s'élevait en face du bourg de Brignais; ils eurent soin de placer un détachement considérable sur la ligne d'éminences qui courait parallèlement à ce léger rideau. Entre ces deux chaînes de collines, se développait une plaine triangulaire de médiocre étendue; la chaussée de Lyon en longeait un des côtés. Les tard-venus groupèrent leurs formidables bataillons sur la crête de la plus haute montagne, et autour du château bâti dans son flanc; ce château était séparé du bourg de Brignais par toute la largeur de la plaine, six cents toises environ : ils en palissadèrent les approches, de telle sorte que la position devint inexpugnable. Leurs commandants, hommes consommés dans l'art de la guerre, sentirent la nécessité de ne rien négliger, d'employer même la ruse pour résister à l'armée qu'on envoyait contre eux, armée redoutable par sa composition, et marchant sous les ordres d'un général célèbre; ils firent les dispositions les plus savantes, et ramassèrent sur le haut de la côte et sur les points culminants de la ligne, des tas de cailloux, de l'espèce dite *la grosse famille*, qui avaient leur gisement dans la montagne. Afin de mieux tromper les Français sur le véritable

état de leurs forces, Batafol et ses collègues ne rangèrent ostensiblement en bataille que six mille des leurs, cachant le reste dans les vastes bâtiments du château, dans les ravins ou dans les excavations que l'on rencontrait sur les deux côtés de la colline.

Jacques de Bourbon se mit en marche, suivi de ses quatre divisions de deux mille cinq cents hommes chacune; il envoya plusieurs chevaliers reconnaître l'ennemi : ces officiers s'acquittèrent mal de leur mission. Ils se contentèrent d'explorer la position par le centre, sans fouiller les lieux circonvoisins; ils vinrent dire au général que le nombre des tard-venus ne s'élevait pas au-dessus de six mille hommes. Après une course de trois heures, le prince français arriva dans la petite plaine, et jugea le rapport des chevaliers exact. Le comte de la Marche prit incontinent les mesures nécessaires pour forcer ses adversaires dans leur poste : l'ardeur martiale poussait les guerriers de cette époque à attaquer de front leur ennemi, sans égard à aucune considération : le chef qui aurait voulu s'écarter de la route commune et braver les préjugés chevaleresques, aurait perdu la confiance de ses soldats.

C'est dans cet esprit de présomption que Jacques de Bourbon se prépara à livrer un assaut à la montagne; les difficultés locales ne paraissaient pas un obstacle suffisant pour arrêter la fougue des barons. Voyant que le terrain offrait quelque accès par le centre, il poussa son attaque principale de ce côté, en détachant une division pour tourner le flanc droit, dans la direction du village de Vourles : ses troupes

présentaient alors le dos au bourg de Brignais. Les tard-venus jouissaient de l'avantage de voir les dispositions que l'on faisait pour emporter leurs retranchements : rien ne les empêchait de suivre les moindres mouvements de l'armée royale. Les archers commencèrent à gravir par le centre, tandis que les nobles s'étendaient sur l'aile droite, soit pour protéger l'avant-garde, soit pour battre à revers le château de Brignais. Les archers montèrent subitement, accompagnés d'une foule de chevaliers qui, malgré leur pesante armure, suivaient l'avant-garde dans l'espoir de partager l'honneur d'engager l'action; les palissades avancées furent enlevées, tout ce qui les défendait tomba sous le fer des vainqueurs; on menaçait déjà la sommité, lorsque les tard-venus firent rouler, des points culminants, une prodigieuse quantité de cailloux. Aucun genre de culture n'embarrassait ni la surface de la montagne, ni ses versants; le terrain, tapissé de gazon, offrait une pente très-rapide : ces énormes galets, entraînés par leur propre poids, descendaient avec une vélocité sans pareille. En peu d'instants, la colline fut balayée. Les assaillants, entraînés par la chute de ces pierres, vinrent s'abîmer au milieu des dernières compagnies, demeurées en observation au bas de la côte : ces chevauchées avaient elles-mêmes souffert de cette pluie de cailloux; car les casques, les cuirasses, les gambessons, ne garantissaient point les hommes de pareilles atteintes. Le comte de la Marche ne s'attendait nullement à ce genre de combat : sa valeur et sa prudence ne pouvaient parer de semblables coups.

Il changea de formation avec une promptitude incroyable, mit ses gens en colonne serrée, et dirigea sa marche vers le flanc droit du plateau, en rasant autant que possible le pied de la colline pour que les pierres, qui ne cessaient de rouler, passassent par-dessus la tête de ses soldats. L'armée, animée de l'esprit de son chef, ne vit dans l'échec qu'elle venait d'éprouver, qu'un motif de plus pour redoubler d'ardeur afin de venger d'une manière éclatante ce premier affront. Elle s'engagea dans un chemin pierreux, entremêlé de bouquets d'arbres, qui semblait aboutir au château. Les Français avaient marché une demi-heure à travers des obstacles qui devenaient de plus en plus difficiles, lorsqu'ils se virent entourés par les tard-venus, cachés dans les ravins : les aventuriers se levèrent tous ensemble, en poussant des cris affreux. Jacques de Bourbon ne songea plus qu'à se retirer de ce piége : rappelant tout son sang-froid, contenant la fureur qui l'animait, il parvint à inspirer aux siens la résolution indispensable pour sortir de ce mauvais pas. Ce général exécuta un mouvement oblique sur sa droite, en rebroussant chemin, décidé à gagner la plaine de Brignais, dans laquelle ses escadrons pourraient se former et se déployer au besoin. Il y parvint après des efforts inouïs, non sans avoir essuyé une perte considérable. Les routiers qui le harcelaient en queue et par son flanc droit arrivèrent dans le vallon en même temps que lui : ils étaient tous à pied, mais leur supériorité numérique y suppléait. Le comte de la Marche put enfin ranger en ligne sa cavalerie, maintes fois rompue. Le

choc devint alors plus terrible : l'acharnement, égal dans les deux partis, rendait la lutte effroyable. Jacques de Bourbon contenait lui seul des flots de fantassins; mais son cheval fut tué dans ce moment: ses armes étaient brisées; il se défendait péniblement contre une foule de soldats qui se disputaient sa personne. Le prince se dégagea de leurs mains, remonta sur un autre destrier, que lui fournit un de ses écuyers, et rétablit le combat. Cependant, la portion des tard-venus engagée dans la plaine, effrayée de la perte immense qu'on lui avait fait éprouver, commençait à fléchir; elle se disposait à rentrer dans les premiers quartiers, lorsque la division demeurée immobile sur la crête de la montagne, et le détachement posté sur les coteaux parallèles, se précipitèrent comme des torrents dans le vallon. Les chevaliers se trouvèrent en présence de nouveaux assaillants, qui relevèrent le courage de leurs compagnons : l'action devint plus opiniâtre et la retraite impraticable. Le comte de la Marche semblait se multiplier, son courage étonnait même ses adversaires, les plus audacieux des hommes; son exemple soutint longtemps ses soldats exténués de fatigue; tous se serrèrent autour de ce vaillant chef : son fils et ses deux neveux, âgés de vingt ans, prenaient de lui les premières leçons de valeur : ils mordirent tous trois la poussière, percés de mille coups. Jacques de Bourbon lui-même, privé de son épée et de sa hache, qui s'était brisée sur les casques des tard-venus, ne se défendait plus qu'avec son gantelet de fer; il fut atteint de toute

part, reçut de larges blessures, et tomba au milieu des chevaux; les routiers se précipitèrent sur son corps expirant, le regardant comme le trophée le plus glorieux de leur victoire. Les bannerets le disputèrent avec fureur, se rallièrent autour de leur général inanimé, et contraignirent les tard-venus à renoncer à cette précieuse conquête; ceux-ci, fatigués d'une lutte dans laquelle la moitié des leurs avait succombé, se décidèrent à laisser les Français continuer la retraite, et regagnèrent le château de Brignais (1), satisfaits de s'être débarrassés du seul homme qui pouvait les anéantir.

A l'issue de ce rude combat, dans lequel les Français avaient été accablés et non vaincus, les bannerets firent halte au-delà du bourg de Saint-Genis; puis ils ramenèrent les débris de l'armée dans un tel ordre, qu'on n'osa pas inquiéter leur marche. Des écuyers portaient sur des boucliers Jacques de Bourbon et son fils, tous deux horriblement mutilés, mais respirant encore; ce funèbre cortége parvint aux barrières de Lyon; les habitants de cette grande ville poussèrent des cris de désespoir en voyant le corps défiguré du

(1) Le château de Brignais appartenait alors au chapitre de Saint-Just, qui l'échangea le siècle suivant contre des biens plus rapprochés de Lyon : les tours ont été rasées; mais il reste encore parmi la masse des bâtiments des constructions intérieures de style gigantesque en usage dans le quatorzième : ce vaste domaine, qui embrasse le revers occidental de la montagne, se nomme actuellement *La Roche*, et appartient à M. de la Chapelle, un des agronomes les plus éclairés des contrées qu'arrosent la Saône et le Rhône.

comte de la Marche : ils lui prodiguèrent des soins inutiles; son fils expira quelques heures après son arrivée. Le lendemain, 2 avril 1362 (1), Jacques de Bourbon termina, à quarante-huit ans, une vie glorieuse, dont tous les instants furent employés à la défense des intérêts les plus sacrés; le héros avait arrosé de son sang les champs de Crécy et de Poitiers; il reçut le coup mortel dans ceux de Brignais, en combattant vaillamment les ennemis de l'État : sa terrible épée ne fut jamais tirée que pour cette noble cause.

La ville de Lyon lui fit de magnifiques funérailles; des pleurs et des gémissements composèrent son oraison funèbre; un même tombeau réunit le père et le fils dans l'église des Jacobins (2).

Il semblait que le malheur poursuivît alors tout ce qui portait le nom de Bourbon: pendant que le comte de la Marche périssait avec son fils, en voulant arrêter les ravages des grandes compagnies, son neveu Louis II, fils de Pierre Ier, gémissait en Angleterre dans la plus injuste captivité; sa sœur, reine de Chypre, périssait dans les flammes au siége de Famagouste, et sa

(1) Les auteurs de l'Art de vérifier les dates disent 1361 : c'est une erreur évidente, car il existe des actes, des donations consenties et signées de Jacques de Bourbon, aux mois de juillet et de septembre 1361 : cette erreur provient de ce que, Pâques tombant au 28 mars, l'année 1362 n'était commencée que depuis six jours; au reste, Froissart et d'autres annalistes adoptent la dernière version.

(2) Cette église, d'un style gothique très-pur, fut à moitié détruite en 1793; on acheva de la démolir en 1820 : son emplacement est occupé maintenant par l'hôtel de la Préfecture.

nièce Blanche de Bourbon, reine de Castille, recevait à Xérès le poison préparé par les mains de son indigne époux, Pierre le Cruel.

Jean, second fils du comte de la Marche, épousa l'héritière de la maison de Vendôme, et fonda cette branche qui donna à la France Henri IV, dont Jacques de Bourbon fut le huitième aïeul.

ENGUERAND VII,

SIRE DE COUCI,

MARÉCHAL DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

Notice sur la maison de Couci. — Enguerand fait ses premières armes contre les paysans de la Jaquerie. — Il se rend à Londres comme otage du roi Jean. — Il y épouse la fille aînée d'Édouard III, et reçoit le collier de la Jarretière. — Il rentre en France à la trêve de 1374. — Il se met à la tête de quarante mille hommes pour aller disputer l'héritage de sa mère à Léopold, duc d'Autriche. — Campagnes de 1375 en Alsace et en Suisse.

On voit encore à trois lieues de Laon, sur une montagne qui domine toute la Picardie, une haute tour que le temps semble avoir respectée afin de laisser debout un monument de l'ancienne puissance féodale; c'est de cette tour que les sires de Couci découvraient cent cinquante villes, bourgs, ou châteaux, dépendant de leur baronnie; c'est de ce roc inexpugnable qu'ils bravaient le courroux de leurs voisins et quelquefois même la juste colère des rois de France. Ils ne voyaient dans le royaume aucune famille qui pût se croire plus illustre que la leur; quelques-unes l'égalaient en splendeur, mais aucune ne la surpassait. Cette maison ne commence à être historique que

vers le dixième siècle. Les sires de Couci, jadis gouverneurs d'une partie de la Picardie, devinrent en peu de temps très-redoutables. Le plus célèbre fut *Léon*, ou plutôt *Lion*. Les anciennes chroniques le représentent d'une taille si élevée, qu'au milieu des combats les panaches de son casque servaient d'enseigne à ses soldats; sa force était telle, que d'une main il arrachait les créneaux et de l'autre brisait les chaînes des ponts-levis qu'on refusait de baisser devant lui : il fut tué d'un coup de francisque, par Réginaire, évêque de Liége, dans la bataille livrée en 1037, non loin de Bar, entre l'empereur Conrad II et Eudes II, son compétiteur. Après la mort de Lion, la sirerie de Couci revint à l'archevêque de Reims; les prélats de cette ville, qui tenaient ces domaines de la munificence de Charlemagne, en avaient été dépouillés à l'établissement du système féodal. Boniface, archevêque de Reims en 1057, les donna à son neveu Albéric (1), mais celui-ci ne les conserva pas longtemps; Enguerand Ier, comte de Dreux, le déposséda en 1070, s'empara de ses terres, et prit le titre de sire de Couci, au mépris des foudres canoniques qu'on lançait contre lui. Enguerand Ier, fondateur d'une maison puissante, descendit au tombeau en 1115, chargé d'ans et de gloire. Suger, son contemporain, le qualifie d'homme vénérable et rempli d'honneur, *vir venerabilis et honorificus egregie*. Enguerand laissa pour successeur Thomas de Marle, son fils, homme extraordinaire et d'un mérite éclatant. Enguerand III, fils aîné de Tho-

(1) Duplessis, Histoire de la maison de Couci, p. 127.

mas, fut un des héros de la bataille de Bouvines; placé au centre avec les milices du Vermandois, du Soissonnais, et deux mille hommes levés sur ses domaines, il enfonça l'aile gauche de l'ennemi : les diverses relations s'accordent à dire que Mathieu de Montmorenci et lui eurent la plus grande part au gain de la journée. Il accompagna ensuite le fils de Philippe, qui allait prendre possession de la couronne d'Angleterre. Ce fut cet Enguerand III qui éleva, en 1240, sur les anciennes fortifications de son château, les bastions et la haute tour dont les voyageurs vont encore visiter les débris.

Après la mort de Louis VIII les principaux feudataires formèrent une ligue contre Blanche de Castille, déclarée régente pendant la minorité de Louis IX, son fils, et reconnurent pour chef, dans une assemblée générale, Enguerand, le plus riche et le plus puissant possesseur de fiefs. Pepin et Hugues Capet avaient commencé au même titre de nouvelles dynasties.

Enguerand, aveuglé par la vanité, mit sur ses bannières une devise dont le sens était : *Je monterai sur le trône.* Il se revêtit même des ornements royaux pour les essayer dans ses appartements ; on le vit parcourant ses domaines la couronne en tête. La fermeté de Blanche, la loyale conduite de Mathieu de Montmorenci, firent échouer ces projets ambitieux; Enguerand, rendu à ses devoirs, abdiqua un trône qu'il n'avait point occupé, devint le défenseur le plus fidèle du prince légitime, et fit oublier ses torts par des services non contestés : ce fut alors que le vassal prit cette devise devenue célèbre : *Je ne suis roi, ni*

prince, ni comte aussi, je suis sire de Couci (1); devise qui respire à la fois la fierté et les regrets. Un accident déplorable termina la vie d'Enguerand III (1243) : il passait à gué une petite rivière auprès de Vervins, son cheval, effrayé, le jeta à terre ; la violence de la secousse fit sortir son épée du fourreau, Enguerand tomba sur la pointe, et expira au bout de quelques instants. Il ne laissa qu'un fils, qui mourut sans enfants : en lui s'éteignit la branche aînée. Enguerand V, issu de la cadette, hérita de tous les biens de cette illustre maison; son fils aîné, Enguerand VI, père du héros dont nous écrivons la vie, avait combattu dans toutes les guerres entreprises par Philippe de Valois, soit en Guienne, soit en Bretagne ou en Picardie ; il devint l'heureux époux de Catherine, fille de Léopold, duc d'Autriche, et mourut à la fleur de l'âge, ne laissant de son union avec cette princesse qu'un fils âgé de deux ans : sa veuve fut reconnue tutrice de cet enfant, sur la tête duquel, dans l'espace de quelques mois, vinrent se réunir des domaines considérables, notamment ceux de Marle, de Boissy et de la Fère. Catherine ne craignit pas d'abandonner le beau nom de Couci pour épouser un baron allemand d'une naissance médiocre : elle mourut peu de temps après de cette peste qui étendit dans le quatorzième siècle ses ravages sur tout le globe, et enleva en Europe le tiers de la population.

Le jeune Enguerand VII, resté orphelin, passa sous l'autorité de son oncle Raoul de Couci, sire d'Havrain-

(1) Cette devise annule tous les raisonnements de Dubelloy.

court. D'après les droits de la couronne, le roi de France était protecteur-né de ses vassaux et tuteur de leurs enfants. Philippe de Valois adjoignit à Raoul de Couci, pour administrer les immenses biens de son pupille, le sire de Nesle et Mathieu de Roye. Le sire d'Havraincourt fut chargé spécialement de l'éducation de son neveu : ce banneret avait plus de connaissances que la plupart des nobles de son temps; il observait les lois de la chevalerie avec une ferveur toute particulière. Les fabliaux l'appellent l'*oncle du grand Enguerand de Couci*, et lui attribuent un fait assez singulier : ayant aperçu dans une assemblée un jeune homme issu de haut lignage, mais que l'on aurait pris pour un jongleur à son ridicule accoutrement, il le contraignit de se retirer pour aller se vêtir d'une manière plus convenable à son rang et à l'état de chevalier auquel ce bachelier aspirait depuis longtemps.

Le sire d'Havraincourt cultiva avec soin les germes des vertus qui se développaient chez son neveu. A seize ans, Enguerand faisait déjà l'admiration générale par sa beauté mâle et par un mérite qui n'était pas ordinaire dans un vassal de son âge. Charles V, régent pendant la captivité de son père, voulut lui conférer l'ordre de la chevalerie : cette cérémonie eut lieu à l'hôtel Saint-Paul, au mois de mars 1360. Enguerand, de retour dans ses domaines, essaya son jeune courage contre les paysans du Beauvoisis, révoltés, et qui venaient de former la ligue redoutable connue sous le nom de la *Jaquerie* : il les tailla en pièces (1358), et en délivra la contrée. (Froissart, livre Ier, chap. 183.)

La paix de Bretigny (1) ayant été conclue, Édouard exigea pour garants de l'exécution de ce traité la remise entre ses mains des chefs des lignées les plus illustres du royaume; il désigna en particulier l'héritier de la maison de Couci. Enguerand ne fit aucune difficulté de se sacrifier au bien public; accompagné d'une suite nombreuse et d'un train fastueux, il arriva en Angleterre, où l'on s'empressa de le recevoir comme un naturel du pays, plutôt qu'en étranger; car il y possédait des biens immenses, dont sa famille avait hérité de Chrétienne de Bailleul, princesse d'Écosse, femme d'Enguerand V, chef de la seconde branche des Couci. Édouard lui fit un accueil distingué. Nourrissant toujours l'espoir chimérique de devenir un jour roi de France, ce monarque ne songeait qu'à s'y faire des partisans : il avait caressé Clisson, il caressa de même Couci, et mit en usage auprès de lui tous les genres de séduction : les fêtes se succédaient au palais de Windsor; Enguerand y était admis comme allié de la famille royale. Enfin Édouard III voulut en faire son gendre : Isabelle, sa fille aînée, passait pour une princesse accomplie (2); sa mère Philippe de Hainaut lui avait inspiré de bonne heure le goût des lettres; elle les cultivait avec une ardeur peu ordinaire chez une personne de son sexe. L'historien Froissart,

(1) Ce village est à deux petites lieues de Chartres; on y voit encore la ferme où la paix fut signée. Elle appartient à la famille de Cambis.

(2) Duchesne, le moine de Saint-Denis, et tous les historiens français, disent qu'Isabelle était la fille cadette d'Édouard; Wasingham, Hume, Rapin Thoiras disent qu'elle était l'aînée : l'autorité de ces derniers nous paraît bien plus respectable.

clerc de la chambre de la reine d'Angleterre, reçut l'aimable mission de diriger ses études. Un sentiment réciproque unit bientôt Enguerand et la fille d'Édouard : le monarque donna en dot la baronnie de Bedford, une partie du comté de Lancastre, et 4,000 liv. de rente. On ne trouve nulle part la date précise de ce mariage. Il était assez étrange de voir un baron français, prisonnier pour son roi, épouser la fille de celui qui le retenait dans les fers : disons-le, des motifs politiques avaient seuls dirigé le vieux Édouard, en formant cette union. Couci possédait une partie de la Picardie ; ses domaines bordaient les frontières de l'Ile-de-France ; Édouard, de son côté, possédait le Ponthieu et le comté de Guines, enclavés dans les terres de Couci. Il lui importait d'augmenter ce territoire si voisin de Paris, et de le mettre dans une main qui lui fût dévouée ; un motif semblable l'avait décidé à rendre la liberté à Gui de Blois, moyennant la cession du comté de Soissons. Édouard, devenu possesseur de ce fief, le donna aussitôt à Couci (1367), en échange de 4,000 liv. annuelles qu'il lui payait au terme du contrat de mariage. Dès ce moment Enguerand ne fut connu en Angleterre que sous le nom de comte de Soissons : c'est ainsi que Rapin Thoiras le qualifie (tom. III, pag. 256, liv. x).

Cependant Couci ne justifia point les fatales espérances que l'on avait fondées sur lui. Flatté des prévenances d'un grand roi, uni à une femme jeune et belle, ce baron avait pu oublier un moment qu'il était né Français ; mais les malheurs qui vinrent assaillir son pays l'émurent profondément, et les sen-

timents patriotiques se réveillèrent en lui dans toute leur vivacité.

La guerre allait éclater après la mort du roi Jean : Enguerand, pour échapper aux pressantes sollicitations d'Édouard III, qui voulait le charger de la conduite d'un corps de troupes, demanda la permission de visiter ses domaines, qui réclamaient son retour après six ans d'absence : il signala sa venue par des bienfaits, en affranchissant du droit de main morte les habitants des fiefs de Couci, de Landricourt, de Verneuil, de Rienville, de Créci, de Monceaux. (Duchesne, Preuves, p. 415.)

Il reçut avec beaucoup de pompe, dans son hôtel à Paris, son beau-frère le duc de Clarence, durant la trêve de 1368. Le duc de Clarence était ce beau Lionel, second fils d'Édouard, l'objet de la prédilection du monarque, le seul de la nombreuse famille royale qui se montrât digne par ses brillantes qualités d'être le frère du prince Noir. Lionel, veuf alors d'Élisabeth de Burg, allait en Italie épouser Violente, fille de Galéas, seigneur de Milan, qui lui apportait en dot deux cent mille florins, la ville d'Alba et plusieurs domaines considérables. Le prince anglais ne revit plus sa patrie ; il mourut six mois après son nouvel hyménée, que le poëte Pétrarque avait célébré dans ses chants. Enguerand assista, l'année suivante, à un mariage bien plus remarquable, et qui mit l'héritage de Flandre dans la maison de Valois : nous voulons parler de l'union de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, avec Marguerite, fille de Louis de Mâle. Cette affaire importante fut conclue grâce à l'habileté de

Philippe d'Orgemont, chancelier du Dauphiné. Philippe, fastueux comme la plupart des princes français, acheta dans tous les pays des joyaux en quantité; Enguerand lui vendit pour 12,000 écus de perles, qui furent remises entre les mains de Jean Hue, garde-joyaux du duc : l'acte de vente fut dressé par maître Jacques Duval, secrétaire, et cacheté par Jean Juppin, chauffe-cire du prince. (Labarre, 1re partie.)

Peu de temps après, les seigneurs de la Quintanie, les comtes de Comminges, d'Armagnac, de Périgord, de Rochechouart, ayant brisé les liens dont le prince Noir les avait enlacés, donnèrent matière par leur résistance à une nouvelle guerre; elle éclata spontanément. Enguerand se trouvait dans la nécessité d'opter entre les deux partis; sa position devint fort délicate, étant gendre du roi d'Angleterre, et feudataire de celui de France. Devait-il s'armer contre le prince dont il venait d'épouser la fille, ou concourir à l'abaissement de sa première patrie en combattant les Valois, que son père avait servis glorieusement? Dans cet embarras, le sire de Couci prit un terme moyen qui mit à couvert sa conscience et son honneur : il courut chercher la gloire et les dangers sur un théâtre plus éloigné. Charles V, sentant l'impossibilité de compter Enguerand parmi ses défenseurs, se trouva fort heureux de ne pas le voir au nombre de ses ennemis.

Les Visconti régnaient à Milan, dont ils avaient dépouillé la famille de Napoléon della Tore; l'histoire de leur règne n'est qu'une série d'actions odieuses. Bernabo Visconti devint le prince le plus puissant de

la péninsule italique, et poussa ses empiétements jusqu'aux portes de Rome, menaçant d'envahir la métropole du monde chrétien. Urbain V, épouvanté, quitta le comtat Venaissin, passa les monts, et se vit obligé de traverser le camp des soldats milanais pour entrer dans Rome, où il arriva le 16 octobre 1367. Urbain V, le même pontife que les Malandrins rançonnèrent dans Avignon, s'était imaginé que sa présence en Italie suffirait pour arrêter les entreprises de Bernabo : vaine espérance! Urbain fut trop heureux de pouvoir regagner Avignon, où il mourut vers la fin de 1370; il eut pour successeur Grégoire XI. Ce pontife commença par excommunier Bernabo, et ne cessa de déployer constamment une vigueur qui étonna les Milanais. Il forma contre eux une ligue, et en nomma chef suprême le comte de Savoie. Depuis un siècle les comtes de Savoie étaient des hommes véritablement supérieurs : ils augmentèrent leurs États de telle manière, que chaque jour le poids en devenait sensible dans la balance de l'Europe. Celui dont Grégoire XI arma le bras contre les Visconti portait le nom d'Amédée VI; on le surnommait le *Comte-Vert*, à cause de la couleur de ses armes : il venait de remplir l'Orient du bruit de ses exploits. Vainqueur d'Amurat Ier, il lui avait enlevé l'importante forteresse de Gallipoli. A peine rentré dans son comté avec un butin prodigieux, le paladin fut jugé digne d'être le défenseur de l'Église. Enguerand, ne pouvant se mêler de la querelle de la France et de l'Angleterre, voulut se dédommager de cette contrainte en allant prendre les premières leçons de la guerre du héros de la

Savoie, dont il ....t proche parent par les femmes. Les préparatifs contre les Visconti furent immenses. Le roi de Hongrie voulut servir sous Amédée, comme volontaire; l'empereur Charles IV, la reine de Naples, envoyèrent des troupes : la France se trouva représentée dans cette ligue sainte par le jeune Couci, qui conduisait cinq cents lances. Charles V, quoique fort occupé avec les Anglais, lui avait donné trois cents chevaliers.

Les succès toujours croissants de Bernabo et de Galéas son frère augmentèrent rapidement le nombre de leurs partisans. Les deux Visconti se ménagèrent des intelligences au sein des divers États de l'Italie, et jusque dans ceux du redoutable comte de Savoie. Le marquis de Saluces, au mépris des devoirs de vassal, se déclara contre Amédée VI; celui-ci n'attendit pas que le rebelle prît l'offensive, l'attaqua rudement et lui enleva Coni (1). Ce fut sous les murs de cette place (1372) qu'Enguerand fit ses premières armes. Le comte de Savoie, charmé de la valeur du banneret français, lui donna en présence de toute l'armée son gantelet, comme un gage de son estime et de son amitié; peu de temps après, il l'investit du commandement de trois divisions. La dispersion totale des troupes du marquis de Saluces permit au comte Amédée de marcher sur Asti, resserré par Bernabo, dont l'armée venait d'être renforcée des bandes que conduisait Ancut, aventurier gallois, la terreur de l'Italie. Enguerand espéra qu'en qualité de gendre du roi

(1) Guichenon, Histoire de Savoie, p. 421.

d'Angleterre il pourrait obtenir quelque chose de ce sauvage guerrier ; il courut le trouver dans son camp, et l'exhorta, au nom d'Édouard III, à abandonner les intérêts des Visconti. La négociation fut conduite si heureusement, que le partisan Ancut passa subitement ainsi que ses bandes sous les ordres de Couci, et opéra une diversion puissante en perçant par le Parmesan jusque dans les États de Bernabo; il franchit tous les obstacles qui s'opposaient à sa marche, et arriva aux portes de Milan. Les Visconti, épouvantés, rappelèrent Bernabo, qui se vit contraint de lever le siége d'Asti (1).

Après la retraite du général italien, Amédée s'avança dans le Milanais par la vallée de Saint-Martin, et balaya le pays l'espace de vingt lieues. Couci marchait en même temps sur Ferrare avec Ancut, et menaçait ainsi les plus riches domaines des Visconti. Le fils aîné de Galéas accourut à la tête de douze mille hommes (Corio, p. 246). Enguerand, ayant passé la Chiesa à gué, se retrancha derrière une position très redoutable. L'Italien, se fiant à sa supériorité numérique, vint l'attaquer ; mais il fut repoussé, battu complètement, et fait prisonnier ainsi que deux mille des siens. Cette victoire, remportée le 15 mai 1373, jeta un tel éclat, que le pape écrivit des lettres de félicitation au comte de Savoie et au sire de Couci, dont le sang-froid et les sages dispositions avaient assuré ce beau triomphe.

Le lendemain les vainqueurs s'emparèrent de la

(1) Corio, Historia di Milano, p. 246. — Guichenon, p. 421.

ville de Bologne, qui devint le point central des opérations. Le comte de Savoie passa l'Adda, ayant sous ses ordres le principal corps, traversa le pays de Bergame, de Brescia, et vint opérer sa jonction avec Enguerand dans les plaines de Bologne. Les alliés, se trouvant réunis, résolurent de commencer le siége de Plaisance (octobre 1373). Les préparatifs furent poussés rapidement; on s'empara, dans une attaque de nuit, des fortifications avancées. De leur côté, les Visconti opposaient la résistance la plus opiniâtre; mais leurs partisans commençaient à les abandonner. Les avantages nouvellement remportés en faisaient présager d'autres; déjà les habitants de Plaisance murmuraient hautement, lorsque tout-à-coup le comte de Savoie tomba malade. Il se fit transporter à Modène, laissant la conduite du siége au sire de Couci. Ce dernier poussa les opérations d'une manière si vive, que les Visconti, effrayés, envoyèrent parlementer : on conclut une trêve sous la médiation de la république de Venise. Sur ces entrefaites, le sire de Couci reçut un message du roi de France. Charles V venait d'éprouver de quel prix peut être un grand général. Duguesclin avait fait succéder des triomphes à des revers : l'intérêt de l'État exigeait de rassembler autour du héros breton des émules capables d'enchaîner comme lui la victoire, et de le remplacer enfin si jamais la mort le frappait au milieu des combats. La renommée ne cessait de publier les exploits d'Enguerand; le roi le regarda comme une précieuse conquête, et, pour le déterminer à revenir en France, il dépêcha vers lui un chevalier à bannière, porteur

du bâton de maréchal. Depuis cinquante ans cette dignité avait été illustrée par plusieurs guerriers célèbres, et suivait immédiatement celle de connétable, mais Enguerand de Couci la refusa : il se croyait toujours lié par ses serments à la fortune de l'Angleterre, et avec d'autant plus de raison que, pendant le cours de la dernière guerre, Robert Kenolles et les autres lieutenants du duc de Lancastre avaient mis un soin extrême à ménager les domaines de la maison de Couci. « La terre du seigneur de Couci, dit Froissart (livre II), demeura toute en paix; oncques les Anglois forfirent ni à homme ni à femme de la valeur d'un denier, qui dist je suis à monseigneur de Couci. » Une trêve que l'on signa en 1374 permit à Enguerand de rentrer dans le royaume sans violer la foi jurée; mais il ne put y goûter un long repos.

Nous avons dit ailleurs qu'un vice radical désolait, au moyen âge, la société tout entière : à peine le fléau de la guerre interrompait-il ses ravages, qu'un autre apparaissait plus terrible encore que le premier; c'était l'oisiveté des soldats, dont on venait de licencier les deux tiers. Accoutumés à vivre sans contrainte, à conquérir sur l'ennemi un butin journalier, ils ne pouvaient se résoudre à subsister du produit de leur travail. Dès que la trêve de 1374 fut conclue, douze mille de ces soldats se trouvèrent subitement réunis. Ils avaient à leur tête vingt-cinq capitaines subordonnés à un seul, dont l'histoire ne dit pas le nom. Le fameux partisan Arnaud Cervolle était mort depuis 1366 (1).

(1) Duplessis et même les auteurs de l'Art de vérifier les dates

Le sire de Couci ne crut pas manquer au serment qui le liait à Édouard III en offrant à Charles V de délivrer le royaume de cette calamité, en employant l'expédient dont s'était servi Duguesclin quelques années auparavant, c'est-à-dire en conduisant dans une terre étrangère ces bandes désordonnées; d'ailleurs la fortune lui présentait, en ce moment, une occasion toute naturelle de les mener sur les bords du Rhin.

L'empereur Albert Ier avait laissé vingt-un enfants. L'un d'eux, Léopold, dit *le Glorieux*, reçut en apanage l'Autriche, l'Alsace et le Brisgaw; une de ses filles épousa Enguerand VI, sire de Couci, père d'Enguerand VII. Léopold étant mort sans héritier mâle, Couci devint son héritier du chef de sa mère Cathe-terine, fille unique du duc d'Autriche; mais les autres fils de l'empereur Albert, oncles de Catherine, s'opposèrent à ce qu'un si bel héritage passât dans les mains d'un étranger, et surtout d'un Français; ils se partagèrent la succession de leur frère et la retinrent tout entière, malgré les vives réclamations du sire d'Havraincourt, tuteur d'Enguerand VII. Celui-ci, en âge de gouverner par lui-même ses domaines, redemanda, mais vainement, l'héritage de sa mère; il porta ses plaintes à l'empereur Charles IV. Le monarque allemand s'excusa sur ce qu'on lui contestait l'Empire, et que, dans cette position critique, il se voyait

ont commis une erreur manifeste en mettant Arnaud Cervolle dans l'expédition de 1375. Ce chef de bandes n'existait plus depuis 1366. Cette vérité est démontrée d'une manière incontestable dans l'ouvrage de M. Zur Lauben; par Duchesne, Histoire des seigneurs de Châteauvillain; et surtout par la savante dissertation consignée dans les Mémoires de l'Académie des Inscriptions, t. XXV, p. 168.

hors d'état de faire rendre justice aux autres. Cependant, délivré de son compétiteur, non-seulement Charles IV n'écouta pas les réclamations de Couci, mais encore il contracta une alliance intime avec la maison d'Autriche, maria une de ses nièces au second fils d'Albert, et lui assura la possession d'une portion des biens de Catherine. Les guerriers de cette époque ne voyaient rien au-dessus de leurs résolutions : Enguerand conçut le projet d'aller disputer, les armes à la main, l'héritage de sa mère au duc d'Autriche et à l'empereur lui-même; le roi l'y encouragea.

La succession réclamée par le sire de Couci se trouvait entre les mains de Léopold *le Courtois*, auquel étaient échus en partage l'Alsace, le Brisgaw et les terres enclavées dans les cantons suisses. Enguerand n'avait aucun droit sur l'Autriche, possédée par Albert III *le Tracassier*. La plupart des historiens se sont mépris à cet égard. D'après les lois féodales qui régissaient alors l'Europe entière, le sire de Couci, héritant par sa mère, ne pouvait revendiquer l'Autriche, fief masculin, mais seulement l'Alsace et le pays enclavé dans la Suisse, biens allodiaux apportés par son aïeule dans la maison d'Albert Ier.

Voulant épuiser toutes les formes de la justice, Enguerand écrivit une seconde fois au duc de Brabant, vicaire de l'Empire, pour le prier de soumettre sa réclamation au monarque germanique, et l'informer qu'il aurait recours à la force des armes si on lui refusait satisfaction. Le duc de Brabant répondit que l'empereur ne pouvait pas se mêler de ce grand différend, et qu'il resterait neutre dans la querelle. Sur

cette réponse, Enguerand demanda à Charles V la permission de réunir les bandes éparses dans les provinces voisines de Paris. Le roi lui délégua à cet effet une partie de son autorité, et fournit même 60,000 livres afin de contribuer aux frais de l'expédition. Des hérauts d'armes se mirent à parcourir la Picardie, la Champagne, l'Ile-de-France, la Normandie, et annoncèrent aux soldats licenciés qu'ils eussent à se réunir, attendu qu'un ordre suprême les faisait passer à la solde du sire de Couci, lieutenant du roi. Ces hommes, qui naguère méprisaient la voix des magistrats et les exhortations du clergé, obéirent à ce commandement avec une docilité qu'on n'attendait pas d'eux. Les vingt-cinq capitaines se concentrèrent sur un seul point, pour y attendre des ordres ultérieurs. Enguerand, de son côté, fit des levées dans ses terres de France et d'Angleterre; deux mille Bretons vinrent se ranger sous ses bannières, ainsi que mille cinq cents nobles de différentes provinces. Le vieux Raoul d'Havraincourt, oncle d'Enguerand, amena deux cents chevaliers. Édouard III, jaloux de servir les intérêts de son gendre, auquel, d'ailleurs, il portait une véritable amitié, lui envoya mille chevaliers commandés par le comte de Kent. Ces troupes réunies formaient, disent les historiens allemands, soixante mille combattants, dont seize mille à cheval; des données plus certaines diminuent ce nombre d'un bon tiers. Il doit nous paraître aujourd'hui fort étonnant de voir un simple banneret aller réclamer l'héritage de sa mère, à la tête de quarante mille hommes. Avant d'entrer en campagne, le sire de Couci, voulant se rendre fa-

vorables les villes de Strasbourg et de Colmar, leur adressa un manifeste daté de Mazevaux, le 24 septembre 1375 (1). Cette démarche ne produisit rien. Enguerand n'en fut point découragé, et n'en jura pas moins de faire baigner son cheval dans les eaux du Danube (2).

Les aventuriers, formant deux divisions d'avant-garde sous le commandement de vingt-cinq capitaines, partirent aux premiers jours d'octobre 1375. Comme ils allaient faire la guerre dans un pays froid et à l'approche de l'hiver (ce qui n'était pas ordinaire), ils endossèrent par-dessus leurs cuirasses de longs manteaux, dont l'usage se conserva depuis parmi les soldats de différents pays. Suivant leur coupable habitude, les Malandrins se livrèrent aux excès les plus épouvantables, répandant l'effroi en tous lieux; ils désolèrent la Lorraine, déjà ravagée par eux dix ans auparavant, lorsque Arnaud Cervolle les commandait. Les habitants ne trouvaient point de retraite assez obscure pour échapper à leurs fureurs. Ces bandes entrèrent de vive force dans Metz, et allaient livrer cette ville aux flammes, lorsque le sire de Couci arriva conduisant l'arrière-garde et le corps de bataille, formant ensemble vingt-cinq mille soldats très-bien disciplinés. Indigné de la conduite des aventuriers, dont on payait la solde régulièrement, il ne craignit pas de déployer contre eux une courageuse sévérité. Il fit décapiter au milieu de son camp, et devant l'armée réunie, deux anciens lieutenants d'Arnaud Cervolle,

(1) Preuves de l'Histoire d'Alsace, par Laguille.

(2) Chronique de Soleure, t. II, p. 135.

instigateurs de ces désordres. Un exemple aussi terrible ne parut pas suffisant pour arrêter ces débordements : le sire de Couci résolut d'occuper sans délai leur humeur dévastatrice, en l'employant contre son compétiteur. Il s'avança en Alsace dont les habitants, de tout temps très-belliqueux, essayèrent d'arrêter l'avant-garde, formée des compagnies de tard-venus. Réunis à Psaffenhoven, ils remportèrent quelques avantages; mais ce fut un malheur pour l'Alsace : les aventuriers en prirent le prétexte de se livrer aux cruautés les plus inouïes; ils atteignirent les paysans, les taillèrent en pièces, et ne laissèrent dans cette contrée que des ruines, sans que le sire de Couci et les autres chefs pussent s'opposer à leurs dévastations. Enfin l'armée arriva aux portes de Strasbourg; le général demanda le passage par la ville pour franchir le Rhin : on le lui refusa d'abord; mais à la vue des préparatifs que l'on faisait afin de l'obtenir par la force, les habitants, effrayés, livrèrent passage, en payant 30,000 florins pour se racheter du pillage.

Enguerand franchit le fleuve, suivi des bandes noires seulement, et les étendit sur la rive droite; il repassa de sa personne le Rhin au bout de quelques jours, établit ses opérations en Alsace, et les poussa jusqu'au milieu des cantons suisses, menaçant ainsi d'un côté avec ses bandes les États d'Albert III, et de l'autre ceux de Léopold au moyen des troupes régulières. Il franchit le Rhin une troisième fois, le 20 octobre, pour aller se mettre à la tête des grandes compagnies : il s'enfonça dans le pays, montrant une audace digne des affreux soldats qui marchaient sous

ses ordres. Les historiens Jean de Grus et Gérard de Roo disent que l'Allemagne fut saisie d'épouvante à l'arrivée de Couci, qu'ils appellent *Cussin.* Rien ne pouvait tenir devant sa furie; les troupes d'Albert furent culbutées et battues sur tous les points : les talents, l'intrépidité qu'Enguerand déployait, lui gagnèrent le respect des hommes farouches qu'il traînait à sa suite. Albert, effrayé à la vue des succès toujours croissants de l'ennemi, dont le Danube même ne pouvait arrêter la marche, adopta dans son désespoir un genre de guerre nouveau. Il brûla luimême trente lieues de pays le long du Danube, ne laissant ni bestiaux ni subsistance d'aucune espèce. L'hiver devint pour ce prince un puissant auxiliaire : les soldats de Couci, que nulle force humaine n'avait pu faire reculer, trouvèrent dans les horreurs de la faim et dans les rigueurs de la saison le châtiment de leurs excès; les deux tiers périrent de misère. Enguerand battit en retraite avec le comte de Kent et quatre mille hommes, reste de cette division de quinze mille combattants, qui, à elle seule, avait porté l'effroi au sein de la Germanie. Il repassa le Rhin sans regret, ne regardant pas cette tentative comme infructueuse; car elle avait servi d'une part à donner aux deux compétiteurs, Albert et Léopold, une idée de sa puissance, et de l'autre elle avait usé dans une entreprise aussi glorieuse que gigantesque des hommes tels qu'on n'en pouvait déplorer la perte. Le sire de Couci se consola de cette espèce de revers, en retrouvant dans l'état le plus prospère l'armée laissée en deçà du fleuve : le vieux Raoul, son oncle, y avait

maintenu une discipline admirable. Enguerand ayant repris le commandement en chef, recommença ses opérations contre Léopold, qui défendait en personne ses domaines d'Alsace. Les deux armées se rencontrèrent auprès de Brisach. Léopold avait pour lui les habitants, depuis longtemps accoutumés à la domination des princes tudesques. Le général français fit de si savantes dispositions, que l'ennemi se vit obligé d'accepter le combat après l'avoir refusé longtemps. Léopold, vaincu, se sauva, grâce à la vitesse de son cheval, et courut se renfermer dans Brisach. Couci, l'ayant cherché au fort de la mêlée durant plusieurs heures, le poursuivit chaudement; mais il arriva lorsque les ponts-levis se levaient. Revenu sur le champ de bataille, le paladin tua de sa main le margrave de Hesse, qui cherchait à rétablir l'action (1).

Le sire de Couci se trouvait hors d'état, par le manque de machines de guerre, d'entreprendre le siége d'une ville aussi bien fortifiée que Brisach; ayant laissé devant la place un corps de troupes pour la bloquer, il s'occupa à enlever successivement les châteaux forts dont l'Alsace paraissait hérissée; puis il résolut de pénétrer en Suisse, dont quelques cantons avaient contracté alliance avec Léopold. Les habitants de ces agrestes contrées, jaloux de leur indépendance, détestaient les étrangers, quels qu'ils fussent. En se décidant à les forcer dans leurs montagnes, Enguerand faisait ce que personne n'avait osé tenter; il pénétra dans l'Argaw à travers des chemins impraticables, et ar-

(1) Laguille, Histoire d'Alsace, p. 310.

riva devant Wallembourg, où les Suisses l'attendaient. Les trois mille aventuriers, reste des deux divisions, formaient de nouveau l'avant-garde; ils s'élancèrent sur les remparts, rien ne put arrêter leur impétuosité; la garnison se fit hacher au milieu des fortifications; la ville, prise d'assaut, fut livrée aux flammes et détruite de fond en comble au bout de quelques heures. Encouragé par ce brillant début, Couci forma le projet de se porter sur Bâle, qui ne faisait pas encore partie de la confédération. Cette ville n'avait pas eu le temps de rétablir ses murailles, détruites en 1356 par un tremblement de terre; mais à la nouvelle de l'entrée de l'ennemi sur son territoire, elle demanda des secours aux cantons, qui s'empressèrent de lui envoyer quatre mille hommes. Couci, apprenant que Bâle se mettait en défense, abandonna son dessein, et résolut de pénétrer sans délai dans le cœur de la Suisse. Il engagea son armée dans les montagnes d'Hawestein, où elle eut à surmonter des difficultés sans nombre, des torrents impétueux à franchir, des éboulements de terre à éviter. Le général français soutenait le courage de ses soldats par son sang-froid, sa patience et une ardeur infatigable; enfin on parvint au delà de ce passage inexpugnable, en dépit des efforts des paysans levés en masse, qui faisaient rouler du haut des monts des quartiers de pierre et des troncs d'arbres. Pour la première fois, ces lieux sauvages retentirent du glorieux cri de *France*. Enguerand voulait pousser jusqu'à Soleure, et même jusqu'à Berne, pour contraindre les cantons à rompre leur alliance avec Léopold; mais, après avoir traversé les mon-

tagnes d'Hawestein, il lui restait encore à forcer le pas de la Clus. Une division de troupes allemandes, commandées par le comte de Nidau, et soutenues par les Bernois, voulut le lui disputer ; il la culbuta, et déboucha fièrement dans la plaine avec quinze mille hommes. Sa périlleuse entreprise lui en avait déjà coûté dix mille. En apprenant que le passage de la Clus était forcé, la Suisse conçut de vives alarmes ; Berne et Soleure se trouvaient à la fois menacées. Les hommes de tout âge, les femmes, les enfants, coururent aux armes. Les Bernois mirent en délibération si, pour ôter à l'ennemi le moyen de subsister, ils brûleraient le plat pays et les granges, comme Léolpold avait agi en Alsace. Un bourgeois nommé Reider s'y opposa : « Quant à moi, dit-il, je ne veux rien changer à ma grange ; j'attendrai l'ennemi de pied ferme, et je la défendrai s'il plaît à Dieu. » Son exemple encouragea tous les autres (1).

Le sire de Couci, que rien n'étonnait, poursuivit sa marche. Il détacha le comte de Kent et quatre mille hommes, lui intimant l'ordre de pousser sur Berne le plus près possible, de choisir une bonne position, de s'y fortifier, et d'y attendre que le reste de l'armée vînt opérer sa jonction avec lui : le général en chef espérait occuper par cette manœuvre les Bernois, et les empêcher d'aller au secours de Soleure. Enguerand, dirigeant le corps principal, côtoya la rivière d'Aar, attaqua la ville de Wanghen, et la prit au bout de quatre heures d'une vive résis-

(1) Steller, Chroniques de la Suisse, liv. III, p. 85.

tance. Le comte de Nidau, à la tête d'un nouveau corps de six mille hommes, cherchait à retarder sa marche; mais il essuya une défaite complète aux portes de Hawoghen, et se regarda trop heureux de pouvoir gagner la forteresse de Buren : le vainqueur l'y suivit, décidé à former le siége de la place, quoique les catapultes, les balistes et les engins lui manquassent. De fortes murailles taillées dans le roc défendaient la ville : le général allemand, fier de cet avantage, bravait d'un air de jactance les efforts des Français; mais le quatrième jour du siége, un coup de flèche l'atteignit mortellement pendant qu'il regardait à travers la fente d'un créneau. Couci, ignorant cette mort, poussait les apprêts d'un assaut décisif; ses soldats, jaloux d'acquérir de la gloire sous un pareil chef, le secondaient à l'envi. On employa une semaine à combler les fossés, à élever des quartiers de roc les uns sur les autres afin d'atteindre les remparts. Le signal fut donné le huitième jour; les Français montèrent à l'escalade sous une nuée de traits et de pierres : Enguerand guidait les assaillants; porté en quelque façon par eux, il planta sa bannière sur la muraille. La vue de cet étendard électrisa l'armée, les efforts redoublèrent; le soleil brillait encore, lorsque des cris de victoire poussés sur tous les points annoncèrent la prise d'un des boulevards de la Suisse. Dans le même moment où Enguerand s'illustrait par une si belle conquête, le comte de Kent échouait complétement auprès de Berne, n'ayant pas su se garantir des piéges que les habitants lui avaient tendus : six cents braves du pays taillèrent en pièces, dans les

gorges de Buttisholz, douze cents Anglais, dont la moitié périrent au milieu des flammes, dans une église où ils avaient voulu se défendre. On rapporte qu'après la victoire, un paysan qui avait combattu vaillamment endossa la cuirasse d'un banneret anglais tué dans le combat, et couvrit sa tête d'un casque magnifique; il passa ainsi atourné sous les murs du château de Torbung. Le baron de ce lieu le railla de ce qu'il voulait faire le noble; le paysan lui répondit sans hésiter: « Monseigneur, aujourd'hui le sang des nobles et celui des chevaux sont tellement mêlés ensemble, qu'on ne peut plus les distinguer l'un de l'autre (1). »

Pour réparer l'échec de Buttisholz, le comte de Kent voulut aller surprendre Berne en passant par des chemins regardés jusqu'alors comme impraticables. Il arriva en vue de la capitale de la Suisse, tandis qu'on le croyait à quinze lieues. Les Bernois, quoique étonnés, ne s'en laissèrent point imposer par ce voisinage; ils se retranchèrent derrière leurs murailles, attendant l'ennemi de pied forme. Le comte de Kent, n'ayant pas assez de troupes pour tenter une irruption de vive force, voulant d'ailleurs attendre le gros de l'armée, comme le portaient ses instructions, s'établit au monastère de Fawenbruun, situé au-dessus de Burgdoff. Cette maison religieuse, une des plus riches de la Suisse, regorgeait de provisions en tout genre et principalement en vin; les aventuriers s'y livrèrent à la débauche, et tombèrent en peu d'ins-

(1) Dictionnaire historique de la Suisse, t. V, p. 559.

tants dans un état d'ivresse complet. Les Bernois, instruits de cette circonstance par quelques paysans, sortirent de leur ville au milieu de la nuit (fin de décembre 1375), assaillirent les Anglais dans le monastère, en tuèrent deux mille; de leur côté, ils ne perdirent que quatre hommes, du nombre desquels fut l'intrépide Reider, celui qui n'avait pas voulu brûler sa grange (1). Le comte de Kent, grièvement blessé, parvint à rassembler huit cents des siens, et battit en retraite vers la rivière de l'Aar, espérant y rencontrer les premières divisions du principal corps. Les Suisses le poursuivirent avec une telle fureur, qu'au bout de trois jours sa troupe se trouva réduite à cinquante hommes, que l'avant-garde recueillit auprès de Buren. La défaite du comte de Kent mettait Couci dans l'impossibilité de conserver ses conquêtes, et, pour éviter une ruine totale, il se décida à rentrer en Alsace. Les Suisses, quoique vainqueurs des aventuriers, n'osèrent pas inquiéter Enguerand dans sa retraite; le nom de Couci leur inspirait une juste crainte. Le général français rallia en Alsace sept mille hommes, laissés dans ce pays sous les ordres de son oncle Raoul. Enguerand reprit aussitôt l'offensive, fondit sur le duc de Wirtemberg, commandant les troupes de Léopold, le défit, le 1er janvier 1375 (2), auprès de la ville de Walteviller, et, après le combat, enleva cette place d'assaut. Léopold, effrayé de l'o-

(1) Les Bernois firent sur cette victoire une chanson dont on a conservé quelques couplets en allemand. Ils élevèrent auprès de l'abbaye une pyramide dont l'inscription, en latin et en allemand, contenait la description du combat.

(2) L'année commençait alors à Pâques.

piniâtreté que mettait Couci à poursuivre son projet, craignant de perdre enfin ses possessions d'Alsace, proposa de terminer le démêlé par un arrangement. Depuis un mois Charles V s'offrait comme médiateur. Le prince allemand conclut, le 13 janvier 1375, avec Enguerand, un traité d'après lequel il donnait une somme assez forte pour payer la solde des troupes françaises, cédait à son compétiteur la seigneurie de Buren ainsi que celle de Nidau, et lui accordait enfin le droit de planter sa bannière durant un jour entier sur les remparts de Strasbourg et de Colmar, en signe de souveraineté. De son côté, Léopold voulut conserver jusqu'à sa mort le titre de protecteur des seigneuries de Buren et de Nidau : c'étaient des concessions mutuelles faites à l'amour-propre.

Froissart, portant une attention exclusive sur les événements dont la France et l'Angleterre étaient le théâtre, a raconté souvent avec inexactitude ceux qui se passaient loin de lui : il dit que le sire de Couci échoua complétement dans cette expédition. Le traité que nous venons de citer prouverait seul qu'elle eut au moins quelques résultats heureux pour ce guerrier (1), si les détails que nous avons rapportés n'attestaient d'ailleurs que ces deux campagnes, signalées par de beaux faits d'armes, acquirent au banneret français une gloire incontestable.

(1) Voyez, sur cette guerre de Suisse et d'Alsace : Plantin, Histoire de la Suisse, liv. IV, p. 173; Genève, 1666. — Steller, Chroniques de la Suisse, en allemand, t. I. — Laguille, Histoire d'Alsace, liv. XXII, p. 309 et 310. — L'Art de vérifier les dates, t. II, p. 721 et 722. — Mémoires de l'Académie des Inscriptions, t. XXV, p. 168; et surtout l'ouvrage spécial de M. le baron de Zur Lauben.

LIVRE II.

Le sire de Couci entre au service de France, refuse l'épée de connétable et la fait donner à Olivier de Clisson. — Campagne de 1380 contre l'Angleterre. — Enguerand va en Italie au secours de Louis d'Anjou.

Après avoir conclu sa paix avec Léopold, Enguerand licencia une partie des troupes qui lui restaient, et revint en France accompagné de quinze cents chevaliers ou écuyers; mais comme la guerre continuait toujours entre Charles V et Édouard III, il persista à garder une neutralité absolue, s'abstenant même de venir à Paris, et se retira dans ses domaines, où tous ses instants se passaient à répandre des bienfaits sur ses vassaux. Son expédition en Suisse, sans avoir eu tout le succès dont il se flattait d'abord, lui avait cependant acquis en Europe une grande réputation de courage et d'habileté. Charles V partageait à cet égard l'opinion générale; aussi tenait-il beaucoup à se le ménager. Le monarque renouvela ses instances par le canal du sire d'Havraincourt. Si Enguerand n'eût consulté que ses affections particulières, sa détermination eût été bientôt prise; mais esclave de la foi jurée, il pensait que rien ne devait la lui faire violer. Au moment même où il alléguait pour excuse les liens qui l'unissaient à Édouard, on apprit la mort de ce prince; le sire de Couci, libre de manifester ses sentiments, déclara sans hésiter qu'il redevenait Français; il renvoya au nouveau roi Richard II, son beau-

frère, l'ordre de la Jarretière qu'on lui avait donné en épousant Isabelle. Sa femme ayant témoigné le désir de revoir sa patrie, il lui permit d'aller habiter l'Angleterre avec Philippote, sa plus jeune fille, qui épousa quatre ans après le duc d'Irlande; il garda auprès de lui Marie, l'aînée, désirant l'unir à l'héritier d'une grande maison de France.

Charles V savait fort bien que le comte de Soissons avait sur les autres guerriers de cette époque l'avantage d'unir beaucoup de dextérité dans les affaires à une éloquence rare : il avait fréquenté, en Italie, Pétrarque et Boccace. Froissart assure que ce baron était fort bien *en langue;* c'est ce qui le fit choisir par Charles V pour partager avec le duc de Bourbon les soins de l'éducation du dauphin : il eut aussi la garde de la personne du royal enfant, comme on le voit dans la relation de la fête donnée à l'empereur Charles IV. Le monarque germanique vint à Paris, en janvier 1378, accompagné de son fils Wenceslas, élu roi des Romains. Charles V, parcimonieux dans son intérieur, mais grand lorsqu'il fallait soutenir l'honneur de la couronne, leur donna des fêtes magnifiques. Le jour de la sainte Épiphanie fut célébré avec pompe; un festin splendide eut lieu au palais, où siégeait le parlement; on le servit sur la fameuse table de marbre à laquelle on appelait les feudataires lorsqu'ils devaient comparaître devant la cour des pairs. Le sire de Couci se plaça derrière le dauphin, « En piez, dit Christine de Pisan (chap. LXI), pour lui tenir compagnie et le garder de la presse. » Pendant l'intervalle des services on représenta des *entremets :*

on avait choisi pour sujet la prise de Jérusalem, idée délicate; car l'empereur descendait en ligne directe de Godefroi de Bouillon. La principale tour de la ville sainte était figurée en bois très-bien peint, ornée des décorations analogues; on donna le spectacle de l'assaut, qui fut livré par cent chrétiens et soutenu par autant de Turcs. (Christine de Pisan.)

L'empereur instruisit de vive voix son royal hôte des menées que l'Angleterre entretenait pour détacher les Flamands de l'alliance de la France. Charles V, se confiant au zèle et aux talents de Couci, l'envoya en 1378 à Bruges, vers les états de Flandre, afin de les exhorter à resserrer les liens qui les unissaient à la maison des Valois, et de déjouer ainsi les projets formés par le conseil du jeune Richard. Couci remplit sa mission de la manière la plus satisfaisante; il quitta Bruges, et se rendit en compagnie du chancelier Dormans à Calais, à l'effet d'ouvrir des négociations pour une paix définitive; mais les conférences s'étant rompues sans amener aucun résultat favorable, Enguerand de négociateur redevint guerrier. Charles V lui donna le commandement de l'armée destinée à s'emparer des places que le roi de Navarre possédait au cœur de la Normandie.

Charles le Mauvais, toujours méprisé, toujours l'instrument docile de la politique anglaise, fomentait de nouveaux troubles dans le royaume. La mort de sa femme ayant rompu les liens qui l'attachaient à la France, il annonça l'intention d'en former de plus intimes avec l'Angleterre en mariant ses deux filles aux frères de Richard II, et en leur donnant pour

dot les terres et les villes de son comté d'Évreux. Nécessairement Charles V devait s'opposer à une pareille alliance, qui plaçait les Anglais aux portes de Paris. Le roi jugea le sire de Couci capable de contenir les Anglais en Normandie, comme Duguesclin les contenait en Guienne.

Enguerand, muni de pleins pouvoirs, accompagné de six mille hommes, cerna Bayeux; mais avant de lancer un seul trait dans la ville, il demanda une entrevue aux magistrats. Ceux-ci acquiescèrent à ses désirs; les portes lui furent ouvertes, il entra dans l'intérieur de la cité, suivi du sire de Larivière. Le sire de Couci peignit sous les plus vives couleurs les périls auxquels Bayeux allait s'exposer en bravant la puissance de Charles V; il réchauffa le zèle des anciens partisans de la France, et ranima la vieille haine que l'on portait à l'Angleterre. Ces exhortations touchèrent l'assemblée des notables : Bayeux se rendit, et reçut garnison. Après cette conquête, qui n'avait coûté ni larmes ni sang, le comte de Soissons alla se présenter devant Carentan, ville très-bien fortifiée, et la somma de lui livrer passage. Le commandant d'armes répondit qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. On forma un siége en règle. Les coups redoublés d'engins et de bombardes abattirent les portes et les ponts-levis; la ville, attaquée sur tous les points, fut prise après un combat meurtrier de cinq heures. Toujours magnanime, Enguerand arracha les habitants à la fureur de ses soldats. Conches et d'autres petites places, n'osant pas imiter la résistance de Carentan, se rendirent à l'approche des vainqueurs. Au bout d'un mois, la

portion de la Normandie relevant de Charles le Mauvais fut soumise, à l'exception d'Évreux, que le Navarrais n'avait rien épargné pour rendre un boulevard inexpugnable; il y avait mis, en qualité de commandant, un de ses plus zélés serviteurs, Fernand d'Iviça, capitaine espagnol, réputé par sa bravoure. Couci concentra ses forces sous les murs d'Évreux, et prit les dispositions nécessaires pour s'en rendre maître.

D'énormes machines de guerre furent dressées contre les murailles; il fallut quatre jours pour combler les fossés. Couci protégeait les travailleurs au moyen de deux lignes de troupes ; le sixième jour il dirigea lui-même les engins. Les remparts, battus à coups redoublés, offrirent bientôt de larges brèches; les Français s'y élancèrent, et pénétrèrent dans l'intérieur. Fernand livra un combat sanglant au milieu des rues : voyant enfin l'ennemi maître sur tous les points, il battit en retraite, et en bon ordre, vers le château et s'y renferma : Enguerand l'investit sans plus tarder, jurant de passer au fil de l'épée les assiégés, si dans le délai de deux heures le fort ne se rendait pas. Fernand ne crut pas devoir s'exposer à l'exécution de cette menace, il capitula. Couci prit possession de cette brillante conquête, et fit arborer l'étendard de France sur la grosse tour du château. Charles V, qui s'était rendu à Rouen, appela auprès de lui le sire de Couci, et se servit des termes les plus flatteurs pour le remercier des services qu'il venait de rendre à l'État dans cette mémorable campagne : Enguerand, par ses talents et sa vaillance, s'y était placé au rang

des plus habiles généraux (1). Le conseil de Richard, apprenant que Charles le Mauvais ne possédait plus rien en Normandie, rompit les mariages projetés.

Au moment où Charles V, grâce à la coopération d'Enguerand, se réjouissait d'avoir dompté le perfide Navarrais, la mort le privait de Duguesclin. La France perdait un grand homme, le monarque un serviteur fidèle, Couci un ami tendre. Cette mort laissait vacante la charge de connétable : il était difficile de trouver un successeur digne de Bertrand. Charles V n'hésita cependant point. Entraîné par son estime particulière pour le caractère et les talents d'Enguerand, et par le souvenir des services éminents que ce guerrier avait rendus à la monarchie, il lui donna l'épée de connétable. Le héros eut la noble modestie de la refuser, et la grandeur d'âme de la demander pour un autre que la politique du moment semblait indiquer. En effet, il fallait mettre à exécution la confiscation de la Bretagne que le roi venait de prononcer; pour y réussir, il importait de gagner l'affection des Bretons en élevant à la plus haute dignité de l'État un de leurs compatriotes. Couci fit valoir ces motifs en faveur d'Olivier de Clisson.

Afin de récompenser ce noble désintéressement, Charles V le nomma gouverneur général de la Picardie; poste d'honneur, car les Anglais menaçaient sans cesse cette province, et pouvaient facilement l'attaquer par Calais, dont ils étaient en possession. Il devenait nécessaire de la placer sous la garde d'un homme vigilant, surtout au moment où l'ennemi annonçait

(1) Froissart, liv. II, ch. 68.

par ses armements l'intention de hasarder une nouvelle excursion dans le royaume.

La fortune de l'Angleterre était venue échouer contre le flegme imperturbable de Charles V; les dernières années du règne d'Édouard III n'avaient été marquées que par des revers. Le conseil du jeune Richard, composé d'hommes de résolution, jaloux de la gloire de leur pays, conçut le projet de relever l'esprit public au moyen de quelques succès éclatants. En conséquence, il poussa ses préparatifs avec une ardeur soutenue; des ordres réitérés rappelèrent les troupes qui occupaient l'Écosse et le pays de Galles; on réunit à Cantorbéry (juin 1380) trois mille archers, huit mille soudoyés et quatre mille nobles ou volontaires. Le comte de Buckingham, troisième fils d'Édouard III, en prit le commandement. Ce général employa près d'un mois à transporter le gros de l'armée en deçà du détroit. D'après ses instructions, il traversa la Picardie, descendit par le Ponthieu et le Beauvoisis, afin de menacer Paris, d'incendier ses faubourgs, de jeter l'effroi dans cette vaste cité, de réchauffer partout le zèle des partisans de l'Angleterre, d'attirer les Français à une action générale, et de profiter de leur ardeur inconsidérée, comme l'avaient fait Édouard à Créci et le prince Noir à Poitiers. L'occasion paraissait d'autant plus favorable que Charles V touchait aux portes du tombeau; ses forces physiques s'anéantissaient à vue d'œil, néanmoins le caractère de ce prince ne perdait rien de son énergie; son corps mourait, mais ses esprits veillaient encore à la sûreté de l'État. Il disposa avec beaucoup de tranquillité ses

moyens de défense contre cette nouvelle invasion. Son premier soin fut de remettre en vigueur l'ordonnance promulguée à Sens le 19 juillet 1367, lors des ravages des compagnies blanches. Selon les principales dispositions de cette ordonnance, les baillis de chaque province, accompagnés de deux chevaliers *experts dans les convenants*, devaient parcourir le pays, faire fortifier les villes et les bourgs susceptibles de quelque défense : ces commissaires extraordinaires devaient encore rassembler les habitants des campagnes et les renfermer, ainsi que leurs provisions, dans les villes de guerre. Une autre disposition prescrivait aux autorités locales de défendre les jeux de hasard et de proposer des prix d'arc ou d'arbalète, afin d'engager les jeunes gens à s'exercer au maniement des armes. Le roi mit sous les ordres du duc de Bourgogne l'armée active, espérant que le titre de prince du sang donnerait à son frère le pouvoir de se faire obéir par les troupes féodales, si difficiles à manier, vu leur indocilité.

Le duc de Bourgogne commandait quinze mille hommes, avec lesquels il eut ordre de couvrir Paris, en pivotant autour de cette ville, sans jamais engager d'action, et de suivre l'ennemi dans le cas où ses phalanges perceraient au travers des provinces centrales : on le laissa maître de prendre les mesures qu'il jugerait nécessaires; et si, par suite des opérations de la campagne, la réunion des deux corps d'armée s'effectuait, Enguerand devenait lieutenant du duc de Bourgogne, et celui-ci ne pourrait tenter rien d'important sans prendre ses avis.

Enguerand avait justifié d'avance la confiance que le souverain mettait dans sa sagesse. En apprenant le passage des premières divisions anglaises par Calais, le sire de Couci mit les places fortes de la Picardie sur un pied respectable. Posté à Saint-Quentin, il présidait aux moindres dispositions. Le sire de Saimpi et le sire de Bonvillain reçurent la mission de défendre, l'un Boulogne, et l'autre Péronne. Cinquante chevaliers à bannière se mirent à parcourir l'Artois ainsi que la Picardie, chargés de dresser l'état des barons, des nobles, des châtelaines, des veuves ou tutrices, et de fixer le contingent que chaque manoir devait fournir. Au bout de quinze jours, ces différents ordres furent exécutés, les châteaux réparés et les principaux défilés soigneusement gardés. Couci se trouva lui-même à la tête de six mille hommes, ayant pour lieutenants le duc de Bar, le comte d'Eu, l'amiral Jean de Vienne, les sires de Vergi et de Rougemont. Il prit position entre Péronne et Arras, prêt à se porter sur les points qui seraient attaqués par les Anglais.

Nous avons dit que le comte de Buckingham employa près d'un mois à faire passer son armée de Douvres à Calais; la flotte du roi de Castille, fidèle allié de la France, y gardait le détroit, mais un coup de vent la contraignit de gagner la pleine mer. Buckingham profita de cette circonstance pour franchir lui-même le canal, accompagné des dernières divisions et de l'élite de la noblesse anglaise, parmi laquelle on distinguait le comte d'Estanfort, les lords Spencer, Fitz-Valtier, les sires de la Bassée, d'Orsi, Guillaume Windsor, Hue de Cawerlhai, fils du fameux partisan

de ce nom, Charles de Clinton, Jean Harbeston, Nicolas d'Ambreticourt, David Hollograve, etc.

Le comte de Buckingham joignit aux quinze mille hommes venus d'Angleterre six mille soldats de la garnison de Calais, et il sortit de cette ville le 20 juillet 1380, à la tête de vingt-un mille combattants; il se dirigea vers un lieu que Froissart appelle *Marquignes*. Il s'arrêta dans ce bourg, fort embarrassé sur la route que son armée devait tenir; aucun des siens ne connaissait le pays, et les habitants ayant abandonné leurs demeures, il devenait impossible de se procurer un seul guide. Le général anglais se mit en marche sur plusieurs colonnes, et s'arrêta au bout de quelques heures devant une maison de plaisance, le Folant, occupée par soixante archers, excellents tireurs, que commandait un écuyer nommé Robert. Le comte la fit attaquer par deux cents arbalétriers, qui échouèrent dans cette première tentative, et perdirent même quelques hommes; on envoya successivement d'autres pelotons, qui ne furent pas plus heureux. Buckingham se vit obligé d'employer son armée entière à cerner cette maison, qui bravait sa puissance. Son cousin, le comte de Devhonsire, s'approcha plus que tous les autres des larges fossés qui défendaient le château, et y planta son pennon: « Quoi! dit-il à ses gens, vous souffririez qu'un colombier arrête toute l'armée anglaise! » Il monte à l'escalade, aidé par ses écuyers; on le suit, et enfin, après une défense héroïque, la place céda à tant d'efforts réunis : on trouva Robert et quelques archers qui lui restaient encore, criblés de blessures; le comte de Devhonsire les prit sous sa protection.

Le comte de Buckingham campa auprès de Saint-Omer, dont la garnison venait d'être renforcée par le sire de Couci; il considéra longtemps, du haut d'une montagne, cette ville, alors l'une des plus belles de l'Europe. Ses instructions portant d'éviter d'entreprendre des siéges, il passa outre pour s'enfoncer dans la France, espérant livrer une bataille semblable à celle de Poitiers. L'armée anglaise s'avança jusqu'à Béthune. Enguerand, suivant toujours l'ennemi, le dépassa, fit entrer deux cents lances dans la ville, et réunit la totalité de ses forces devant Arras, afin de protéger cette place défendue par une simple muraille. Les Anglais, se détournant brusquement, se jetèrent sur Doulens, regagnèrent ensuite la route de Paris, et arrivèrent à la Somme, qu'ils remontèrent. Buckingham s'engageait au travers d'un pays qu'il ne connaissait pas, laissant derrière lui un ennemi opiniâtre, qui s'attachait à ses pas. Couci, abandonnant le rôle d'observateur, prit tout-à-coup l'offensive; suivi d'un corps de cavalerie légère, il harcela Buckingham, et défit son extrême arrière-garde à la vue de Saint-Quentin, et dès ce moment il ne cessa de livrer des combats journaliers qui affaiblissaient l'ennemi en le tenant perpétuellement en haleine. Le sire de Couci, conduisant une reconnaissance de nuit, fondit sur le comte de Buckingham établi dans la riche abbaye d'Origni, près Laon, lui fit éprouver une perte sensible, et se retira en emmenant un butin considérable. Les Anglais, trouvant les villages abandonnés, manquaient de vivres au sein de la province la plus productive; ils quittèrent cette contrée, et employèrent plusieurs jours à passer la Marne. Les attaques de Couci deve-

naient de plus en plus vives; à chaque instant il leur faisait éprouver quelque perte, voltigeant sur leurs flancs, disputant le passage d'un pont, arrêtant la tête de la colonne expéditionnaire au moment où Buckingham le croyait à cinq lieues en arrière. Celui-ci, désespéré de ce genre de guerre, lui envoya un de ses clercs afin de lui rappeler les liens qui l'unissaient encore à la famille d'Édouard III. Enguerand répondit que la France avait reçu ses serments, et qu'il ne les trahirait point.

Buckingham, voyant l'impossibilité de revenir sur ses pas, abandonnait enfin l'espérance de remporter des avantages notables; il prit ses mesures pour mettre à exécution la dernière partie de son plan de campagne : c'était de gagner la Bretagne; en conséquence, il se dirigea brusquement vers Troyes : suivant lui son armée devait rencontrer moins d'obstacles si elle s'éloignait de Paris. Le sire de Couci détacha à sa poursuite deux mille hommes de troupes féodales commandées par le sire d'Hangest. Ce baron engagea une forte escarmouche avec l'ennemi. Dans cette rencontre un écuyer français nommé Guyon, attaqué par quatre Anglais, s'adossa à un arbre et combattit longtemps ses adversaires, qui lui criaient en gallois : *Rendez-vous, nous vous faisons quartier!* Guyon, n'entendant pas cette langue, courait un danger imminent, car après la troisième sommation il n'avait plus de grâce à espérer. Dans ce moment critique arriva le sire de Versois, Poitevin au service de l'Angleterre; admirant la valeur de Guyon, et voyant le péril, il s'approche, et lui dit en français : « Preux, rends-toi,

il y va de ta vie. — Es-tu de bon lignage? demande Guyon. — Oui, de par l'honneur. — En ce cas, voilà mon gantelet et mon épée. » Mais les Anglais ne voulaient pas se laisser ravir leur prisonnier : une vive contestation s'éleva. Le sire de Versois remit aussitôt à Guyon son gantelet et son épée, tous deux fondirent sur les quatre Anglais, et les dispersèrent; à l'issue de ce combat, le banneret rendit à l'écuyer la liberté sans rançon (1).

Cependant Buckingham, rempli de vanité, tenait beaucoup à signaler son passage en France par quelque exploit remarquable. Il résolut d'assiéger Troyes, une des principales villes du royaume, et, après la prise de la capitale de la Champagne, de se replier sur Paris par la rive gauche de la Seine. Le général anglais franchit donc l'Aube, puis la Seine au-dessus de Troyes, et s'approcha de cette ville pour l'investir; mais il trouva sous les murs le duc de Bourgogne, commandant une armée impatiente de combattre. Buckingham, privé de renseignements, ignorait le mouvement que les Français venaient d'opérer. Cette rencontre imprévue ne lui fit pas abandonner son dessein. Le sire de Couci, qui n'avait cessé de le suivre, franchit à son tour la Seine un peu au-dessus de Bar, et vint opérer sa jonction avec le duc de Bourgogne; il prit sous ce prince le commandement des deux corps réunis, s'empressa de rapprocher le camp des fortifications de la place, et de fermer les issues, soit par de très-larges fossés, soit par de hautes palissades. Buc-

(1) Froissart, liv. II.

kingham s'avança en bataille à six cents pas des retranchements, dans l'intention de présenter le combat. Le prince français, se conformant aux ordres du roi, déclina le défi; mais il dépêcha le sire de la Trémouille pour demander la permission d'engager l'action. Les deux armées demeurèrent ainsi plusieurs jours à s'observer: celle de Richard II occupait une position très-désavantageuse, car de larges ravins séparaient l'aile gauche du centre et de l'aile droite. Dans l'intervalle de ces quatre jours d'inaction, un écuyer anglais nommé Horton, montant un cheval vigoureux, traversa le camp français au milieu d'une grêle de flèches et vint frapper de sa lance la tente où le duc de Bourgogne tenait conseil avec ses principaux lieutenants; après ce trait d'audace, cet homme voulut regagner sa division, mais il tomba criblé de coups. Le comte de Buckingham résolut de venger la mort de son écuyer en dirigeant une attaque contre les retranchements français; au même instant où il prenait cette détermination, la Trémouille arrivait de Paris, apportant au duc de Bourgogne la réponse de Charles V: « Laissez aux Anglais faire leur chemin, avait dit le prince; ils se dégateront par eux-mêmes. » Le commandement exprès de ne pas livrer combat accompagnait cette réponse. L'humeur impétueuse de la chevalerie française rendait impossible l'exécution d'un pareil ordre: tout faisait craindre que la désobéissance, en rompant l'ensemble des opérations, n'amenât une catastrophe semblable à celle de Courtrai. On adopta un terme moyen: le duc de Bourgogne resta dans le camp avec les arbalétriers et la milice; Enguerand sortit,

accompagné de l'élite de la noblesse, et attaqua vigoureusement cette aile gauche ennemie. Les Anglais le reçurent de pied ferme : après demi-heure d'une lutte acharnée, le sire de Couci parvint à rompre leurs rangs, et les mit dans un désordre tel que l'aile gauche disparut entièrement.

Le comte de Buckingham, obligé de parcourir un assez long circuit, n'arriva que pour recueillir des débris. A son approche, le général français battit en retraite, mais lentement, et livra une nouvelle action sur les bords des fossés. La nuit sépara les deux partis. La perte essuyée par les Anglais fut si considérable, que leur chef, craignant de se consumer devant des retranchements, leva le camp dès le matin, et, abandonnant le siége de Troyes, prit la route de Sens, espérant venger sur cette ville opulente l'échec que ses armes venaient d'essuyer. L'infatigable Couci, devinant son dessein, se mit à la tête de huit mille hommes, déroba son mouvement à l'ennemi, marcha toute la nuit, ce qui alors était fort peu usité parmi les gens de guerre, et parvint à gagner Sens trois heures avant les Anglais. Les habitants, électrisés à sa voix, barricadèrent les portes, et formèrent une ligne de fortifications au moyen d'arbres, de pierres et de poutres : les hommes de tout âge et de toute condition accoururent pour défendre ces faibles remparts. Le comte de Buckingham s'avança sans défiance, ne doutant pas d'emporter d'assaut ces retranchements ; mais le cri d'armes de Couci, prononcé par dix mille bouches, lui apprit que ce valeureux guerrier l'avait prévenu. Il renonça à l'attaque ; et dès ce

moment, aussi soigneux d'éviter le combat qu'on l'avait vu ardent à le provoquer, il se hâta de repasser l'Yonne, traversa le Gâtinais et la Beauce, se dirigeant vers la Bretagne. Il fut assailli auprès d'Ablies par cent cavaliers, que commandait Olivier de Mauny; ces Français espérèrent un moment de l'enlever au milieu de la colonne. Les bannerets anglais, indignés, jurèrent de les poursuivre à outrance, et de ne pas en laisser échapper un seul. Les cavaliers se retirèrent en bon ordre dans le château de Toury, où se trouvaient déjà Saimpi et Guy de Bayeux, autres preux que nul danger n'étonnait. Comme Toury commandait un passage difficile, on y avait jeté une nombreuse garnison. La place fut investie; mais sans aucun résultat, si ce n'est beaucoup de monde tué de part et d'autre. Les assiégés et les assiégeants signèrent une trêve de vingt-quatre heures, pour enterrer les morts. Dès que la convention eut été dénoncée, un écuyer français, nommé Gauvin Micaille, sortit du château, et se présenta, à cheval, devant la barrière des Anglais : « Y a-t-il parmi vous, s'écria-t-il, un chevalier assez décidé pour fournir, en l'honneur de sa dame, trois coups de lance, trois coups d'épée ou trois coups de dague? » Cette proposition mit en rumeur toute l'armée ennemie. Le premier qui sortit pour accepter le défi fut Joachim Cather, réputé le plus habile joûteur. Les principaux chevaliers l'avaient, suivant l'usage, revêtu eux-mêmes de son armure. Le comte de Buckingham voulut être témoin de ce combat. Les deux poursuivants se précipitèrent l'un sur l'autre si impétueusement, que leurs lances volèrent en éclats, et leurs chevaux roulèrent sur la

poussière : ils se relèvent, se chargent à coups d'épée; cette arme se brise sur leur cuirasse : ils allaient se mesurer avec la dague, mais le comte fit cesser le combat, parce que la nuit s'approchait, ou plutôt parce que ses coureurs venaient de lui apprendre que plusieurs corps de troupes envoyés par Couci menaçaient de couper tous les ponts, afin de rendre sa retraite impossible. Il leva le camp sans plus tarder. Cependant l'honneur de sa nation demandait la fin du combat à outrance des deux écuyers : il fit donc annoncer à Gauvin Micaille qu'il le retenait auprès de lui, pour vider le différend le lendemain vers midi, en l'assurant qu'on le traiterait comme un chevalier à bannière. Gauvin, obligé de se soumettre, suivit l'armée anglaise, traversa avec elle la forêt de Marchaunoy; mais on n'avait pas songé que le lendemain, dimanche, 10 septembre, les combats à outrance ne pouvaient avoir lieu, en raison de la solennité du jour : on continua donc à marcher. Enfin, la querelle se décida devant le château de Verbé. Les deux champions montèrent sur des destriers que leur fournit le comte de Buckingham. L'écuyer anglais, soit intention, soit contre son gré, ayant trop baissé sa lance, blessa son adversaire à la cuisse, violation manifeste des lois de la chevalerie, qui défendaient de frapper autre part qu'à la face ou au tronc. Le comte de Buckingham se montra très-irrité de cette infraction : il fit panser, par ses médecins, Gauvin Micaille, lui donna cent francs et un beau cheval, le laissant libre d'aller rejoindre l'armée française. (Froissart, livre II, chapitre LV.)

Sur ces entrefaites, on apprit que l'état du roi Char-

les V empirait. Le duc de Bourgogne s'empressa de partir pour Paris, laissant au sire de Couci le commandement suprême de l'armée. Libre dans ses dispositions, Enguerand poursuivit les Anglais avec beaucoup plus de chaleur qu'on ne l'avait fait jusqu'alors; il les atteignit dans le Vendômois, écrasa leur arrière-garde, les poussa vers la rivière de la Sarthe, et les contraignit à la passer en toute hâte. Profitant de ce désordre, il les attaqua jusqu'au milieu des flots, leur tua mille hommes, fit quinze cents prisonniers et enleva tous les bagages : cette brillante action se livrait le 16 septembre, le jour même où Charles V expirait. Le règne de ce prince avait commencé par une victoire, et finissait par un autre triomphe. Le lendemain du combat, Enguerand franchit lui-même la rivière sur trois ponts, et suivit les Anglais jusqu'à Sablé. Le comte de Buckingham, instruit de la mort de Charles V, prit la ferme résolution de ne point sortir du royaume, ayant la confiance de venger ses revers à la faveur des divisions qui allaient survenir dans le conseil du nouveau roi de France; mais Enguerand sut réduire au néant ces belles espérances. Ménageant habilement ses ressources, retranché une seconde fois sur la défensive, il mit le général anglais hors d'état de subsister plus longtemps dans le Maine, et le contraignit à se réfugier en Bretagne. Les combats partiels livrés par le sire de Couci avaient coûté au comte de Buckingham, depuis son débarquement, neuf mille hommes; les maladies, le manque de vivres lui en avaient enlevé cinq mille, de sorte qu'il ne ramenait que des débris : c'était la

troisième armée anglaise qui, depuis huit ans, traversait le royaume sans avoir pu s'emparer d'une seule ville importante. Le sire de Couci venait de traiter la dernière de ces armées comme Duguesclin avait mené celle de Kenolles. Dès que le comte de Buckingham eut vidé les terres de France, Enguerand licencia une partie des troupes mises sur pied pour défendre le territoire, et se hâta de gagner Paris : une des clauses du testament de Charles V le nommait membre du conseil de régence pendant la minorité du jeune roi.

Charles VI, possédé d'admiration pour les guerriers illustres, fit au vainqueur de Buckingham une réception magnifique, et voulut qu'il remplît à son sacre une des hautes fonctions de la couronne : en effet on vit, le jour même de la cérémonie, Enguerand, avec Clisson, Sancerre et la Trémouille, servir à cheval le roi dans la grande salle du festin. Le comte de Soissons s'arracha promptement aux fêtes données à cette occasion, pour aller, comme négociateur, acquérir de nouveaux droits à la reconnaissance de son pays.

Le comte de Buckingham, ne ramenant que sept à huit mille hommes harassés, découragés, fut très-mal reçu en Bretagne. La mort de Charles V avait changé la politique de Jean IV : « La haine et la rancune que j'avais pour le royaume de France, dit Montfort en apprenant le trépas du roi, est bien affaiblie de moitié; tel qui hait le père, aimera le fils; et tel a guerroyé l'un, qui aidera l'autre. » Le conseil de Charles VI, informé de ces dispositions, résolut d'envoyer sur-le-champ en Bretagne un homme assez habile

pour les faire tourner entièrement au profit de la France. Le choix ne fut pas douteux : Enguerand partit en décembre 1380, muni de pleins pouvoirs, afin de terminer les contestations qui s'étaient élevées sous le règne précédent. Charles V n'avait jamais traité avec la Bretagne que par l'intermédiaire du terrible Clisson, dont la morgue blessait les deux Montfort au plus haut degré; Enguerand mettait, au contraire, dans ses manières une grâce et en même temps une dignité qui lui gagnaient les cœurs les plus fiers. Ce qu'Olivier ne put obtenir par ses menaces durant quinze années, Couci l'obtint par ses discours au bout de quelques entretiens. Jean IV signa, le 15 janvier 1381, une convention d'après laquelle il se séparait sans retour de l'alliance de l'Angleterre, et rendait hommage de vassal au nouveau roi de France. Tandis que le comte de Soissons portait un si rude coup à la puissance des Plantagenets, il apprit que la discorde régnait au sein de Paris, et reçut bientôt après un message très-pressé de la part des principaux membres du conseil de régence, qui le suppliaient de venir les aider à conjurer ce nouvel orage.

Louis d'Anjou, frère du dernier roi, avait été déclaré régent pendant la minorité de son neveu : ce prince n'usa de son pouvoir temporaire que pour lever des impôts; non qu'il fût guidé par la soif de l'or, car un sentiment aussi vil n'entrait point dans l'âme des grands feudataires de cette époque. Louis d'Anjou, magnifique et même dissipateur dès sa jeunesse, changea d'humeur du moment où Jeanne *la Boiteuse* l'eut déclaré héritier du royaume de Naples. Le ré-

gent n'entassait des richesses qu'en vue de les faire servir à se ménager des partisans en Italie : tous les moyens pour obtenir de nouvelles sommes lui parurent légitimes; il établit sur le commerce de Paris un impôt fort onéreux, dont le produit, selon lui, devait servir à acquitter la solde arriérée de l'armée. Les Parisiens, assez clairvoyants, refusèrent de payer; les habitants de Rouen, atteints par la même taxe, allèrent plus loin, ils se révoltèrent avec fracas. Charles VI et son conseil se virent obligés de se rendre en Normandie, afin d'arrêter la sédition : à peine le jeune souverain arrivait-il aux portes de Rouen, qu'un message vint lui apprendre que Paris, profitant de son absence, s'était mis en pleine rébellion; les troupes destinées à réprimer les agitateurs s'étaient unies à eux, ou avaient été repoussées. C'est au milieu de ces embarras que le sire de Couci rejoignit le roi, auquel il apportait le traité nouvellement conclu avec le duc de Bretagne. Le comte de Clermont et les membres les plus influents du conseil de régence le supplièrent d'aller essayer son éloquence auprès des Parisiens, comme il venait d'en user auprès de Montfort. Voici en quels termes Froissart raconte cet épisode, liv. II, chap. LXXXIV :

« A donc s'en vint le sire de Couci, non pas à main armée, mais tout simplement avec les gens de son hôtel : il manda ceux qui de cette besogne se mesloient et qui avoient le plus avant, et leur remontra doucement et sagement qu'ils avoient mal erré de ce qu'ils avoient occis les officiers et les ministres du roi, rompu et brisé les prisons et délivré les pri-

sonniers, et que se le roi vouloit ils seroient gravement amendés. Ils répondirent qu'ils ne vouloient ne guerre ne maltalent au roi leur sire; mais ils vouloient que ces impositions et subsides fussent nulles à Paris; et exemptés de telles choses, ils aideroient le roi d'une autre manière; la mena si avant la chose par beau langage le sire de Couci, qu'ils se taillèrent à leur volonté à dix mille francs la semaine pour aider à payer avec les autres villes du royaume les soudoyers et gens d'armes de France. Sur cetui estat se départit d'eux le sire de Couci, et retourna à Meaux : il montra ce traité. Le roi fut conseillé pour le mieux qu'il prendroit l'offre des Parisiens. Se retourna à Paris le sire de Couci et apporta, de par le roi, la paix aux Parisiens.»

L'esprit de rébellion s'était propagé jusque dans la fidèle Picardie. Enguerand de Couci, le principal feudataire de cette province, y vint en toute hâte, entra de force dans Péronne, dont on voulait lui fermer les portes, fit saisir les plus mutins, et ordonna qu'on instruisît leur procès. Tout se borna à la simple formalité des interrogatoires : on ne prononça la peine de mort que contre le seul Hennequin Doutart, regardé comme l'instigateur de ces troubles. Cet homme, conduit au supplice, allait perdre la vie, lorsqu'une jeune fille, qui s'était mêlée parmi les spectateurs, *cria grâce*, s'offrit d'épouser Hennequin, et, aux termes des coutumes de Picardie, l'arracha par ce moyen au trépas (1).

(1) Voici la teneur des lettres de grâce données en faveur de cet Hennequin :

« Hennequin Doutart a été condamné par nos hommes-liges, jugeant

Deux mois après la rentrée de Charles VI dans sa capitale, le sire de Couci, veuf depuis deux ans de la fille d'Édouard III, contracta une seconde alliance en épousant la nièce de Jean Ier, duc de Lorraine. Enguerand n'eut pas le loisir de goûter longtemps les charmes de sa nouvelle union; la guerre vint l'arracher au repos, dont il ne jouissait que depuis trois mois. La révolte des Flamands provoqua une prise d'armes : la campagne de 1382 eut lieu. Toutes les chroniques assurent que le sire de Couci contribua d'une manière glorieuse au succès de cette expédition, en secondant merveilleusement le connétable.

Nous avons dit que, la veille de la bataille de Rosebec, Charles VI réunit en un festin le commandant en chef de l'armée ainsi que les quatre ou cinq principaux de ses lieutenants, et que la coupe royale circula trois fois, suivant l'usage, en l'honneur de la très-sainte Trinité. Au moment de se séparer de ses généraux, le jeune monarque annonça à Olivier de Clisson que le lendemain, jour de l'action, il demeurerait auprès de sa personne comme un gardien fidèle, et que le sire de Couci dirigerait les mouvements. On sait que le banneret breton réclama d'une manière très-énergique contre cette décision, et qu'il

en notre cour à Péronne, à être trayné et pendu, pour lequel jugement antérieur il a été trayné en une charrette par le pendeur jusqu'au gibet; lui fit le hart au col, et alors vint icelle Jeannette Mourchon, josne fille née de la ville de Haimaincourt, en suppliant et requérant audit prévôt que ledit Doutart elle peust avoir en mariage en cas qu'il nous plairoit; pourquoi il fut ramené esdites prisons..... Par la teneur de ces lettres remettons, pardonnons et quittons le fait en cas dessus dict. »

sut la faire rapporter. Comment doit-on interpréter cette résolution du conseil à l'égard de Clisson et de Couci? Le roi désirait-il donner à Olivier un insigne témoignage de son estime, en lui confiant la garde de sa personne? ou bien, craignant sa fougue impétueuse, voulait-il l'enchaîner par des soins d'une nature toute particulière, et mettre le commandement suprême dans les mains de Couci, dont le courage froid et réfléchi paraissait plus propre à conduire l'ensemble des opérations? Aucun historien n'explique les motifs qui engagèrent le roi à vouloir déférer temporairement au comte de Soissons la charge de connétable. Enfin, Clisson l'exerça sans restriction, et personne ne mit en doute que les succès obtenus dans cette journée mémorable ne fussent dus autant à ses sages dispositions qu'à son audacieuse valeur. De son côté Couci, en le secondant dignement, justifia la bonne opinion que chacun avait conçue de son courage et de son habileté. Placé à l'aile droite, il exécuta la charge ordonnée par le connétable; mouvement qui, en accomplissant cette partie du plan de Clisson, plaça en un instant les Flamands dans la situation la plus critique. Il fit replier ses divisions sur le centre, afin d'opérer sa jonction avec l'extrémité de l'autre aile, en passant entre la gauche de l'ennemi et la montagne du Mont-d'Or : au moyen de cette manœuvre, on enveloppa les deux flancs et les derrières des Flamands, et l'on mit Artevelle dans l'impossibilité de regagner l'excellente position qu'il avait si imprudemment abandonnée.

Les Flamands, pressés de tous côtés, perdirent d'a-

bord les distances qui séparaient leurs divisions, ensuite ils s'amalgamèrent confusément ensemble et se changèrent en une masse incapable de rien entreprendre de sage pour leur salut. Couci les serrait pas à pas, sans chercher à pénétrer au milieu de cette forêt de piques : cependant on devait redouter que, par une résolution désespérée, les Flamands ne rompissent eux-mêmes la muraille de fer qui les entourait. Le comte de Soissons, s'apercevant que cette multitude menaçait d'abîmer par son seul poids le front de bataille des Français, exécuta avec précision l'ordre que Clisson venait de lui donner d'ouvrir une issue aux Flamands. Ceux-ci s'y précipitèrent en foule; Enguerand les laissa gagner la plaine, et les y voyant engagés, il partit à la tête de la cavalerie, fondit sur eux et les tailla en pièces. Des chefs intrépides rallièrent quelques milliers de Belges, et voulurent défendre l'entrée d'un village où se trouvait Piètre Dubois, qui venait d'amener quatre mille hommes de troupes fraîches : ils croyaient s'y ménager un refuge. Enguerand, uni au duc de Bourbon, les culbuta et finit par les disperser : il ne rejoignit que le lendemain le quartier-général.

La mutinerie des Parisiens, qui s'insurgèrent au moment où l'on commençait la campagne, empêcha le roi de poursuivre en personne ses premiers succès; il laissa une partie de son armée dans Ypres, Menin et Courtrai, et revint en toute hâte à Paris. Couci l'y suivit. On a vu précédemment que Charles VI déploya une extrême sévérité envers les rebelles : grâce à l'énergie employée en cette circonstance, l'ordre fut

bientôt rétabli : il fallut ensuite songer à continuer l'expédition de Flandre.

La nouvelle de la victoire de Rosebec avait alarmé la cour d'Angleterre. Le conseil de Richard mit en mer sur-le-champ une flotte, qui débarqua au port d'Anvers une armée de quinze mille hommes, commandée par le comte de Beaumont et par Cawerlay. L'arrivée de ces troupes releva le courage des Flamands; ils reprirent l'offensive, et Louis de Mâle se vit aussi embarrassé qu'avant la défaite d'Artevelle. L'honneur de la France se trouvait intéressé à terminer cette entreprise d'une manière décisive. Charles VI quitta une seconde fois sa capitale: accompagné de l'élite des hommes d'armes, il rentra en Flandre (mars 1383) sans rencontrer une résistance sérieuse, et enleva, après un siége meurtrier, la ville de Bergues; il investit ensuite Bourbourg, un des boulevards des rebelles. Son armée se grossit d'un grand nombre de nobles de divers pays de l'Europe : le bruit des avantages remportés en Flandre avait enflammé leur ardeur; ils accoururent pour partager les dangers et la gloire que promettaient de nouveaux succès. On distinguait parmi eux les deux fils du duc de Lorraine, le duc de Bar, le comte de Savoie, le duc de Bavière, Sanche de Castille, etc., tous dans l'appareil le plus fastueux; mais Couci les effaçait en magnificence. « Là fut le sire de Couci (dit Froissart, liv. II, chap. CXLII) et ses états, voulouties vu et recommandé, car il avoit coursiers parés et armés, et goussures des anciennes armes de Couci et aussi de celles qu'il portoit alors, et là étoit le sire de Couci

monté sur un coursier bien à main, qui chevauchoit de l'un à l'autre, et moult bien lui avenoit de faire ce qu'il faisoit, et tous ceux qui le voyoient le prisoient et l'honoroient pour la faconde de lui. » C'est à l'occasion du siége de Bourbourg que les historiens de cet âge parlent pour la première fois très-clairement des canons inventés depuis peu. Une vigoureuse décharge mit le feu à la ville, et fut suivie d'un assaut que la nuit vint interrompre. Le lendemain, qui était dimanche, jour où l'on ne se battait pas, se passa en joûtes. Le lundi les Anglais rendirent Bourbourg, et l'on convint de les laisser sortir de la Flandre sans les inquiéter. Le roi entra dans la ville accompagné du comte de Soissons et du tiers de l'armée : il s'y commit quelques désordres inséparables de la brusque occupation d'une place. A ce sujet la chronique de ce pays raconte, entre autres merveilles, que des soldats se glissèrent la nuit dans l'église cathédrale pour piller : l'un d'eux monta sur l'autel, et voulut enlever une pierre précieuse de la ceinture de la Vierge; mais, au même instant, la statue fit un geste si violent que le soldat tomba sur les dalles et se rompit le cou : un autre essaya de commettre le même sacrilége, mais à peine sa main touchait-elle l'image sainte, que toutes les cloches de l'église sonnèrent à la fois, sans que personne les fît mouvoir. Ce miracle, continue la chronique, arrêta le pillage. Le roi quitta l'armée pour regagner Paris. Le sire de Couci ne le suivit pas, car on venait de le charger de prendre possession des principales villes de la Flandre au nom du souverain. Une paix définitive fut signée entre les

deux couronnes, au bout de quelques mois. Mais telle était la réputation de Couci, tel était le prix que l'on attachait à ses services, que la cessation des hostilités ne lui procura pas un seul instant de repos; car Charles VI ne le rappela de la Belgique que pour l'envoyer au secours de son oncle le duc d'Anjou, déclaré roi de Naples, et qui se voyait disputer sa couronne par un puissant adversaire.

Louis d'Anjou, deuxième fils de Jean II, fut un des otages de son père après le traité de Bretigny; mais il quitta Londres malgré la foi jurée, et revint furtivement à Paris, contre le gré du prince dont il tenait la place dans les fers d'Édouard III. Pendant tout le règne de son frère Charles V, Louis d'Anjou se montra courageux, libéral, magnifique, rendit d'éminents services à l'État, soit en gouvernant le Languedoc, soit en défendant la Guienne contre les Anglais. Par malheur pour lui et pour la France, ces qualités brillantes éblouirent Jeanne Ire, reine de Naples et comtesse de Provence, si célèbre par ses malheurs autant que par ses fautes. Veuve de quatre époux et sans enfants, elle adopta d'abord pour fils Charles de Durazzo; indignée de voir ce favori ourdir des trames contre sa vie, afin de jouir un peu plus tôt de la toute-puissance, elle changea ses dispositions, et, d'après les conseils de Clément d'Avignon, elle institua (23 juin 1380) Louis d'Anjou son héritier universel. Celui-ci n'accepta pas d'abord l'adoption de Jeanne de Naples, malgré les pressantes sollicitations de Clément d'Avignon, qui, en plaçant sur le trône un prince français, espérait obtenir par

ce moyen assez d'influence en Italie pour se faire reconnaître pape à Rome, et exclure de la chaire de saint Pierre Urbain VI, son compétiteur. Cette affaire demeura en suspens plus de deux années. Louis d'Anjou, qui s'était fait à l'idée de porter une couronne, se prononça enfin pour l'acceptation, contre l'avis de tous les princes de la maison de France, qui ne se dissimulaient point les difficultés que leur parent aurait à surmonter pour entrer en possession d'un pareil héritage. Louis d'Anjou déploya une ardeur extraordinaire à l'effet de se procurer les moyens d'accabler ses rivaux : c'est ce qui explique comment il se montra si avide d'argent pendant sa régence : injustices, exactions, rien ne lui coûta; ce prince, que l'on avait surnommé *la Joie de la France*, ruina le royaume, et commença le premier à creuser le gouffre où l'État faillit s'abîmer quelques années plus tard (1).

(1) Avant que l'ambition se fût emparée de Louis d'Anjou, avant cette funeste donation de la reine Jeanne, ce prince s'était montré sous les apparences les plus favorables; ceci est incontestable, c'est donc à tort que Froissart se sert d'expressions odieuses lorsqu'il parle de ce régent. Le Journal de l'évêque de Chartres, chancelier du duc d'Anjou, nous explique la cause singulière du ressentiment de Froissart :

« Le dit jour 12 décembre 1381 furent scellées deux lettres doubles d'une teneur et forme faisant mention que monseigneur le duc d'Anjou avoit fait prendre et retenir pardevers lui pour faire sa volonté en ce qu'il lui plaira cinquante-six quayers (cahiers) que messire Jean Froissart, prêtre recteur de l'église de Leseines près Mons en Hainaut, avait fait écrire, faisant mention de plusieurs et diverses batailles, besognes et faits d'armes au royaume de France au temps passé: lesquels cinquante-six quayers de romans et chroniques le dit messire Jean avoit envoyés pour enluminer à Guill. Bailly, enlumineur, et

Huit mois après l'acceptation définitive du duc d'Anjou, on apprit que Jeanne Ire courait le plus grand danger. Charles de Durazzo, regardant son adoption comme la seule légitime, voulut contraindre la reine à rétracter la déclaration faite en faveur de l'oncle de Charles VI. Sur le refus de Jeanne, il vint mettre le siége devant Naples, qui renfermait un nombre considérable de ses partisans. Instruit de ce qui se passait, Louis d'Anjou ne balança pas à voler au secours de sa bienfaitrice. Il prit le titre de prince de Calabre, affecté à l'héritier présomptif du trône de Naples, et partit de Paris le 15 juin 1382, la même année que fut gagnée la bataille de Rosebec; il emportait avec lui des sommes immenses, et menait à sa suite près de trois mille soldats. Arrivé dans Avignon le 22 février, il y trouva le comte de Caserte et Juan de Costanza, envoyés de la reine, qui le pressèrent de partir au plus vite. Le duc ne voulut pas néanmoins entrer en Italie sans connaître les véritables sentiments des Provençaux, dont il devenait le souverain par l'adoption de Jeanne. D'après ses désirs, les états de la Provence se réunirent à Aix au mois d'avril : une partie de la noblesse se montra peu disposée en sa faveur; mais il rencontra des amis dévoués parmi les barons les plus considérables du pays, les Forbin, les Sabran, les

lesquels messire Jean se proupousoit d'envoyer au roi d'Angleterre, adversaire du royaume de France. » L'historien ne pouvait pardonner cette saisie de ses œuvres, et dans ses nouvelles compositions il s'en vengea en déversant le blâme sur le duc d'Anjou.

Au reste, cette saisie paraîtra beaucoup moins arbitraire de la part du régent, si l'on considère que Froissart l'avait provoquée en ne cessant de dénigrer dans ses écrits tout ce qui se faisait en France.

d'Agoult. Celui qui le servit le mieux fut Reforciat de Castelanne : ce banneret se montrait le plus chaud partisan de la reine Jeanne, non par esprit de soumission, car lui et ses ancêtres se firent constamment remarquer par une humeur des plus indépendantes. Les Castelanne avaient conquis le tiers de la Provence sur les Sarrasins; à ce titre, ils refusaient de rendre hommage de vassal aux souverains de ce pays : Jeanne de Naples, loin de vouloir les y contraindre, accorda de nouveaux priviléges à Reforciat Ier (1), qui, par reconnaissance, embrassa avec enthousiasme le parti de la reine. D'ailleurs, il entrait dans les devoirs d'un preux chevalier de défendre une femme opprimée. Grâce aux soins de Reforciat de Castelanne, l'opposition qu'on avait montrée d'abord contre Louis d'Anjou cessa d'être dangereuse (2) : quinze cents chevaliers demandèrent à marcher sous ses bannières, afin d'aller briser les fers d'une souveraine qu'ils chérissaient; mais au moment où l'armée se mettait en marche, on apprit que Jeanne avait cessé de vivre. Charles de Durazzo s'était rendu maître de Naples, et, d'après ses ordres, la reine fut étouffée entre deux oreillers dans le château de l'Œuf. On accusait cette princesse d'avoir fait périr de la même manière André de Hongrie, un de ses époux.

Au premier bruit de cet attentat, Louis d'Anjou envoya un cartel à Durazzo pour venger, en champ clos, la mort de sa bienfaitrice; il s'empressa de revenir à Avignon, désirant y être sacré. Clément le

(1) Histoire de la Noblesse de Provence, t. I, p. 234.

(2) Histoire de Provence, par Bouche, liv. VII.

proclama roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem, le 30 mai 1383 : deux mois s'étaient à peine écoulés depuis qu'Urbain VI, pape de Rome, avait couronné Charles de Durazzo comme légitime successeur de Jeanne Ire (1).

Louis d'Anjou, ayant franchi le Var à la tête d'une armée de trente mille hommes, entra dans le Piémont, Il écrivit aux Florentins pour se les rendre favorables, La république répondit qu'elle désirait garder la neutralité dans cette querelle (2); mais, effrayés à l'approche de l'armée expéditionnaire, ses magistrats envoyèrent des ambassadeurs pour protester de leur attachement à la nation française. Louis d'Anjou, satisfait de cette démarche, n'entra même pas dans Florence; il traversa la Romagne, la Marche d'Ancône, les Abruzzes, et menaça les frontières du royaume de Naples. La nouvelle de son arrivée y jeta l'épouvante. Dans cette situation critique, Charles de Durazzo eut l'adresse de se ménager l'appui de la république de Florence, qui naguère s'était liée d'intérêt avec son rival; il sut aussi gagner à sa cause les princes de Piombino et ceux de la maison d'Est. Louis, ne pouvant

(1) Urbain VI eut à se repentir dans la suite de cet acte de complaisance : Durazzo le paya d'ingratitude. Le pontife, courroucé, vint à Naples, et essaya de tenter l'opinion du peuple en faveur de son neveu Butillo, qu'il voulait mettre sur le trône à la place de Durazzo; celui-ci, fort irrité, ne garda plus de mesure; la rupture devint éclatante. Le pape excommunia Charles de Durazzo, et se retira à Nocera; son ennemi vint l'y bloquer. Pendant le siége, Urbain VI se mettait trois ou quatre fois le jour à l'une des fenêtres du château, et excommuniait les assiégeants.

(2) Aretino, liv. IX, p. 183.

faire face lui seul à tant d'ennemis, envoya supplier Charles VI, son neveu, de diriger sur l'Italie un corps de troupes assez imposant pour occuper dans le nord les coalisés, tandis que lui-même irait attaquer Naples. L'honneur de la maison royale, autant que celui du pays, commandait de secourir un prince français : c'est alors que le sire de Couci reçut la mission de conduire en Italie de nouvelles forces, afin de seconder les opérations de Louis. L'amour de la gloire, le désir de courir de brillantes aventures, réunit promptement sous ses bannières une foule de nobles. Il rassembla dans le midi du royaume douze mille chevaux et quatre mille archers, et entra en Italie en suivant la route que Louis d'Anjou avait tenue (1). Arrivé dans le voisinage de Milan, il trouva les ambassadeurs du vieux Bernabo, qui, ayant déjà éprouvé sa valeur et craignant de s'attirer sa colère, lui envoyait des présents ainsi que des vivres.

Enguerand laissa reposer quelque temps ses troupes dans le Milanais ; sortant ensuite de la Lombardie, il se dirigea vers Plaisance, et envahit le territoire des Florentins, s'empara de quelques places fortes, et établit ses quartiers à Sienne, en laissant derrière lui trois mille hommes pour conserver les communications. Le sire de Couci menaça la république de com-

(1) L'anno seguente (1384) un' altra compagnia di Franzesi, passando l'Alpi per medesimo cammino che l'altra, venne in Italia in supplemento e favor del duca d'Angio. Era capitano di questa gente uno Enghierano (Enguerand) Franzese, signor potente a casa sua e famoso nell' arte militare, e passava questo esercito il numero di dodici mila cavalli. (Aretino, Historia di Venetia, 1561, in-4°, lib. IX, p. 184 bis.)

mencer une guerre en règle, si elle n'abandonnait pas incontinent la cause de Charles de Durazzo, et si elle ne payait pas deux cent mille florins en punition d'avoir violé les promesses faites naguère au duc d'Anjou. Les Florentins ayant repoussé ces conditions, Enguerand se mit en devoir d'exécuter ses menaces. Il investit la ville d'Arezzo, la plus importante de la république après Florence, et parvint à se ménager des intelligences dans la place : le quatrième jour de siége le général français feignit de vouloir lever ses quartiers, et prit le chemin de Pérouse; mais dès que la nuit fut venue, il fit faire contre-marche à ses divisions, revint reprendre ses anciennes positions sous Arezzo, et attaqua les murailles sur trois points. Le sire de Couci, qui dirigeait une des colonnes, força la porte principale, pénétra dans la ville à la lueur des flambeaux, et combattit longtemps au milieu des rues; enfin, avant le lever du soleil il se vit maître de la place, à l'exception néanmoins de la citadelle, où la majeure partie des habitants s'était réfugiée. La nouvelle de la prise d'Arezzo porta la consternation dans Florence : les magistrats avisaient aux moyens de calmer le ressentiment des Français, lorsque ce jour-là même on apprit la mort de Louis d'Anjou. Ce prince avait débuté par remporter des avantages signalés : la ville d'Aquila lui avait été livrée par Romandicio Caldero; il avait pris d'assaut Nola et Maddalone; d'autres places se soumirent à la première sommation. Il trouva des amis dévoués parmi les anciennes familles françaises venues à Naples avec Charles d'Anjou, et restées en Italie depuis

cette époque. Les chefs de ces maisons étaient alors Mainfroi, Chiaramonte (Clermont-Tonnerre), Colla Brancazzio (Brancas), Jean Alneto (d'Aulnai), Jacques de Caldorna (Candolle); François Caetano (Caetan), comte de Fondi; Paul de Canselmo (Cantelme), Baltazar Cossa (de Cossé), Jean Galgoto (Galiot), Jean Janvero (Jean Janvre, sire de la Bouchetière); Jean de Lautrico (Lautrec), comte de Mirabella; Pierre Lhospitaleto (l'Hospital), comte de Galluci (1). Toutefois les deux familles françaises de Pagan et Saint-Sevrain se déclarèrent en faveur de Durazzo. Les anciens clients de la reine accouraient dans le camp de Louis d'Anjou. On distinguait parmi eux Gilbert Filiarini, André Carraffa, Serge Carracioli, seigneur de Capoue, François Ratta, etc. Les uns et les autres disaient au prétendant que s'il pouvait jeter dans Naples quelque argent parmi le bas peuple, cette grande ville serait obligée de se rendre. Louis d'Anjou, à qui l'arrivée de sommes considérables était annoncée, fit de magnifiques promesses : on lui prêta sur sa parole dix mille florins, mais pour peu de jours seulement. Cependant le temps se passait, l'armée expéditionnaire se fondait insensiblement, et plus le combat devenait nécessaire, plus Charles de Durazzo apportait de soin à l'éviter. Le duc d'Anjou, désespéré, envoya un nouveau cartel à son compétiteur; c'était le huitième qu'il lui adressait : l'Italien accepta cette fois. On convint du jour, du lieu, et on prépara la lice; les juges du camp furent désignés. Enfin, le moment si

(1) L'hermite de Soliers, Hist. des grandes familles de Provence.

ardemment désiré arriva : Louis se rendit, accompagné de cent chevaliers, auprès de Bari, où la rencontre devait avoir lieu; mais les hérauts du camp appelèrent en vain Charles de Durazzo (1). Alors Louis d'Anjou le fit déclarer solennellement *déloyal et discourtois;* son rival riait de cette sentence : il n'avait accepté le défi que pour exaspérer le prince français et gagner du temps. Au même instant où l'oncle de Charles VI apprenait qu'on s'était joué de sa bonne foi, un messager arrivant de Venise l'instruisit que son chambellan, Pierre de Craon (2), avait dissipé en folles dépenses, dans cette ville, les sommes qu'il apportait à son maître. Louis se voyait enlever sa dernière espérance; l'argent sur lequel il comptait pour satisfaire aux emprunts contractés lui manquait absolument. Les soudoyés espagnols, génois, italiens, voyant l'embarras dans lequel l'infidélité de Craon jetait le prétendant, passèrent subitement dans le camp ennemi. Le découragement s'empara du duc d'Anjou; il donna, afin d'apaiser d'avides créanciers, ses pierreries, le

(1) Il semblait qu'il fût de la destinée du royaume de Naples d'être le prix d'un combat singulier. Cent ans auparavant (1283), Charles, chef de la première maison d'Anjou, et frère de saint Louis, proposa au roi d'Aragon, son compétiteur, de décider la querelle par un combat à outrance. Les circonstances furent semblables à celles de 1384. Bordeaux avait été indiqué pour le lieu de la rencontre; Charles d'Anjou y arriva avec cent chevaliers provençaux, parmi lesquels on distinguait Raimond d'Agoult, Jean de Barras, le sire de Vintimille, Fouquet de Pontèves, Rostain de Pontèves, Guillaume de Villeneuve, Jean de Glandevez, Pierre de Blacas, Puget de Fos, Boniface de Castelanne, etc. : Charles d'Anjou et ses chevaliers attendirent vainement; le roi d'Aragon ne parut point.

(2) Le même qui depuis assassina le connétable de Clisson.

diadème apporté de Paris pour son couronnement, et même sa cuirasse. On vit ce prince, jadis si magnifique, couvert d'une cotte d'armes de toile sur laquelle on avait grossièrement peint les insignes de la royauté; il ne lui restait pour toute richesse qu'une tasse d'argent, présent d'Édouard III, et pour nourriture du pain d'orge. Son âme ne put supporter un revers aussi poignant; la vue de ses compagnons d'armes mourants de misère le réduisit au désespoir; il appelait la mort à son aide, elle exauça ses vœux : Louis d'Anjou expira à Bisceglia, non loin de Bari, le 21 septembre 1384 (1), ayant porté treize mois le vain titre de roi de Naples, léguant à la maison de Valois ses prétentions à un trône qu'il n'avait point occupé; héritage fatal, qui fut la cause des guerres désastreuses entreprises par Charles VIII et Louis XII (2).

Charles de Durazzo, généreux par calcul, prit le

(1) Mézerai fait mourir ce prince le 10 octobre 1383, Froissart en décembre 1384, les Annales d'Anjou le 19 septembre 1385, l'Art de vérifier les dates le 21 septembre 1384. Nous avons adopté cette dernière époque, parce qu'elle s'accorde avec celle des historiens italiens Summunte, Aretino, Muratori.

(2) Il est à remarquer que toutes les querelles élevées en Europe dans le quatorzième siècle eurent pour origine les droits légués par des femmes. Édouard III réclamait la couronne de France par sa mère, Charles le Mauvais la réclama quelque temps au même titre; le duc de Bourgogne revendiquait l'héritage de Louis de Mâle par sa femme; le duc d'Anjou la couronne de Naples par sa mère adoptive; Enguerand de Couci porta la guerre en Autriche pour recouvrer l'héritage de sa mère; le duc de Lancastre s'intitulait roi de Castille, comme héritier de Pierre le Cruel par sa femme, fille de ce prince. Lancastre avait vu la catastrophe de Louis d'Anjou; il ne s'en engagea pas moins dans une entreprise semblable : les malheurs d'autrui ne désabusent pas plus les rois que les autres hommes.

deuil de son rival, et voulut que les gens de son hôtel et son armée le prissent également; il lui fit faire des obsèques magnifiques, et envoya son corps à la duchesse d'Anjou dans un coffre de plomb.

Le sire de Couci regarda d'abord la nouvelle de la mort de Louis comme une ruse employée pour l'engager à lever le siége de la citadelle d'Arezzo; il n'en poussa pas moins les opérations avec une ardeur incroyable, *con incredibile ardir si combatava* (Aretino). Il acquit bientôt la triste certitude du trépas du prince : un pareil événement compliquait les embarras de sa position, quelque brillants que fussent les avantages remportés par ses troupes. Les Florentins lui représentaient que la mort de Louis d'Anjou terminant pour le moment la querelle, sa présence n'était plus nécessaire en Italie; ils demandaient de rentrer en possession d'Arezzo, offrant de payer une partie des frais de la guerre, de signer un traité d'alliance, d'après lequel ils s'engageaient à défendre de tous leurs moyens, et lorsqu'ils en seraient requis, les intérêts des enfants de Louis d'Anjou. Le sire de Couci accepta ces propositions, exigeant néanmoins qu'au préalable la citadelle se soumît, jurant sur l'honneur de la rendre lorsqu'il y aurait planté ses étendards. Le château lui fut remis, et, suivant sa promesse, il l'abandonna après avoir laissé flotter un jour entier la bannière de France sur les remparts de la forteresse. Les Florentins, pénétrés de reconnaissance pour sa loyauté, exécutèrent rigoureusement les clauses du traité; ils payèrent les frais de l'entreprise, et fournirent aux Français les vivres nécessaires à leur subsis-

tance. Au bout de quinze jours de repos, le sire de Couci forma de nouveau ses divisions, et se dirigea vers Bari, ayant à cœur de recueillir les tristes débris de l'armée de Louis d'Anjou; mais il trouva le passage gardé par Ancut, cet ancien partisan anglais avec lequel il avait fait la guerre douze ans auparavant dans les mêmes lieux, sous les bannières d'Amédée de Savoie. Ce chef de bandes s'était mis au service de Durazzo, qui lui donna en payement de la solde de ses troupes la rançon des chevaliers français et provençaux venus en Italie avec son rival, et qui cherchaient péniblement à regagner leur patrie. Redoutant la valeur désespérée de ces preux, Ancut n'osa pas les attaquer de front; il se contenta de les suivre dans leur retraite en les harcelant. Le sire de Couci l'aborda impétueusement, le battit et arracha de ses mains plusieurs milliers de prisonniers. Dès ce moment il redoubla d'efforts pour rassembler les chevaliers et écuyers échappés au désastre de Bari; mais son cœur ne put goûter la satisfaction de les rallier tous, quelques détachements assez nombreux employés dans les Abruzzes n'ayant pu le rejoindre. On vit longtemps par les chemins de l'Italie des écuyers français presque nus, qui tâchaient en mendiant d'atteindre les frontières de leur pays. Cette fatale expédition de Louis d'Anjou coûta trente mille hommes et des sommes considérables.

Enguerand traversa en dominateur la moitié de l'Italie, et arriva à Milan au moment où le vieux Bernabo voulait frustrer son neveu de l'héritage de son père Galéas Visconti. Couci embrassa la défense de

l'opprimé, et devint l'arbitre de cette puissante famille. Enguerand fit promettre à Mathieu II Visconti, que, pour prix du service qu'on venait de lui rendre, il se montrerait dans toutes les circonstances l'allié fidèle de la France. Un an après le départ de Couci (1385), Bernabo, ayant voulu empoisonner Visconti dans un repas, s'empoisonna lui-même ainsi que ses deux fils; il laissa huit cent mille écus d'or et la charge de sept chariots de vaisselle, fruit de ses rapines. Visconti, paisible possesseur d'États florissants, songea à s'acquitter de la dette contractée par lui envers la France : il donna au duc d'Orléans, frère de Charles VI, sa fille Valentine, réputée la femme la plus accomplie de l'Italie. Trois cent mille ducats, la ville d'Asti et toutes ses dépendances composaient la dot de Valentine.

Le comte de Soissons ramena son armée en Provence (1), jaloux d'y soutenir les droits du fils de Louis d'Anjou. Sa prudence et son énergie, secondées puissamment par les maisons de Castellanne et de Forbin, dissipèrent la ligue formée dans l'intention de faire passer la Provence sous la domination étrangère. Ainsi, grâce à ses soins et à sa persévérance, la possession de ces belles contrées ne tomba point en des mains ennemies. Après quelque séjour à Aix, il prit le chemin de Paris, ramenant les che-

(1) Froissart, Mézerai et les historiens modernes qui les ont copiés assurent que le sire de Couci s'arrêta dans Avignon, et qu'il n'entra pas en Italie. Les détails que nous venons de donner sur son expédition contre la république de Florence sont la traduction littérale du IX[e] livre de l'Aretino, écrivain fort exact et très-au courant des affaires de son pays. Summonte et Muratori confirment, de leur côté, dans l'Histoire de Naples, ce que nous avons emprunté à l'Aretino.

valiers bourguignons, normands et picards. Charles VI, désirant témoigner au sire de Couci sa reconnaissance d'avoir si bien défendu au delà des monts l'honneur du royaume, et dans la Provence les intérêts de sa famille, lui conféra la charge de grand boutillier, vacante par la mort du comte de Saarbruk : c'était une des cinq principales charges de la couronne. Le grand boutillier pouvait disputer le pas au connétable, et présidait de droit la chambre des comptes. Les rois ne la conféraient ordinairement qu'à ceux dont les talents administratifs, les connaissances dans les lois et dans les coutumes, étaient généralement reconnus. Les archives de la cour des comptes font voir que le sire de Couci exerça mainte fois les droits extraordinaires de sa charge, principalement durant les années 1387 et 1388.

LIVRE III.

Enguerand de Couci accompagne l'amiral Jean de Vienne en Écosse. — Il pénètre dans le nord de l'Angleterre, et y porte la terreur. — Campagne de Gueldre. — Enguerand de Couci refuse l'épée de connétable après la disgrâce de Clisson.

Nous avons vu dans la vie d'Olivier de Clisson comment la descente en Angleterre échoua par les retards calculés du duc de Berri ; il ne dépendit pas du sire de Couci qu'elle ne fût couronnée de succès. Le conseil de régence avait décidé que l'on ferait passer en

Écosse un des grands officiers de la couronne avec six mille hommes, pour aller tenter une attaque par le Northumberland, et attirer sur ce point les forces de Richard, pendant que le connétable, dirigeant l'armée principale, aborderait sur les côtes méridionales. Le sire de Couci, n'ayant en vue que le bien de l'État, fit abnégation de tout amour-propre pour ne consulter que l'intérêt général; il consentit à faire cette campagne comme lieutenant de l'amiral Jean de Vienne, quoiqu'il eût récemment commandé en chef une armée de vingt mille combattants.

Jean de Vienne passait pour un guerrier avantageux, entreprenant et avide de renommée : sa charge d'amiral lui donnait le droit de réclamer la conduite de toutes les expéditions d'outre-mer. On ne le lui contesta point dans la circonstance présente; mais le conseil, redoutant son caractère léger, voulut qu'il eût pour collègue le sage de Couci, fort capable de modérer sa fougue et d'arrêter ses écarts. Dès le mois d'avril 1385, la flotte se trouva réunie sur les côtes de Boulogne. L'amiral se rendit au port de l'Écluse, amenant une division composée de quinze cents chevaliers, trois mille arbalétriers et quinze cents gros varlets. Parmi les bannerets on distinguait, après Enguerand de Couci, Geoffroi Charni, qui avait déjà fait le voyage d'Écosse, les sires de Grandpré, de Verdenay, de Sainte-Croix, de Montberay, d'Espagny, Gerard de Bourbonne, Gui d'Hetz, Florimond de Quissy, de Martel, Veleran de Renneval, de Beausang, d'Yvri, de Ferrières, de Perceval, Bracquemont, de Croy, de Grancourt.

« Aucuns chevaliers ni autres n'amenèrent de chevaux, dit Froissart » : était-ce à cause de la difficulté de les embarquer, ou bien espéraient-ils en trouver en Écosse de meilleurs et de mieux acclimatés? L'amiral se munit d'une grosse somme d'argent, destinée à faire subsister son armée sans être à charge au pays; il emporta aussi des armures complètes pour six mille hommes, et des harnachements pour deux mille chevaux. Ces derniers objets venaient de Flandre: on les y confectionnait mieux que partout ailleurs; quant aux armes, on les avait prises en France : nos manufactures, surtout celles de Toulouse et de Bordeaux, passaient pour les meilleures de l'Europe. Les Parisiens avaient été forcés de rendre leurs équipements militaires après la rébellion de 1382; six mille de leurs armures, gardées en dépôt au château de Beauté, furent données à l'amiral.

Un pareil rassemblement d'hommes et de vaisseaux devait nécessairement alarmer le conseil d'Angleterre. Richard fit garder le détroit par des forces navales. Sa flotte traînait après elle des navires construits en bois très-sec, et chargés de mixtions de charbon et de poix-résine. On les destinait à incendier les vaisseaux français (1) : c'étaient les brûlots de cette époque. Enfin l'armée résolut de mettre à la voile le 20 mai, époque où la trêve expirait. Au moment de lever l'ancre les vents les plus impétueux se firent sentir, des tempêtes vinrent assaillir les embarcations jusque dans le port de l'Écluse. L'intrépide Jean de Vienne, pressé d'arriver en Écosse, voulait braver la fureur

(1) Froissart, liv. II. — L'anonyme de Saint-Denis.

des flots; mais la mer en courroux était un spectacle si effrayant pour ses soldats et même pour la plupart des chevaliers, qu'ils refusèrent d'abandonner le rivage, disant que le ciel se prononçait contre cette entreprise. Rien ne put dissiper ces terreurs. Enfin l'Océan parut se calmer, et Jean de Vienne profita de ce moment favorable : il fit célébrer la messe et bénir les vaisseaux en présence de l'armée rangée en bataille; se portant au front de la ligne, il adressa aux bannerets et chevaliers une harangue courte et énergique; puis s'élançant dans la grève, parvint au vaisseau amiral, monta rapidement sur le pont, et du haut du tillac appela ses compagnons d'armes, en invoquant le Dieu des armées et le génie tutélaire de la France. Ce mouvement dramatique produisit son effet: chefs et soldats se précipitèrent à l'envi vers la flotte; l'embarquement s'opéra sans encombre, on leva l'ancre, et l'escadre vogua majestueusement au large. Après dix jours de navigation, elle parut en vue des côtes d'Écosse. La satisfaction de l'armée était inexprimable. On craignait que le maître pilote ne se fût trompé en signalant la terre de l'antique Calédonie : un chevalier d'Anjou, nommé Aubert, qui, l'année précédente, était venu dans ce pays, s'offrit à vérifier si le pilote ne se faisait pas illusion, et, pour mieux juger de la configuration du continent que l'on apercevait, il monta tout armé jusqu'à l'extrémité du grand mât. *Écosse! Écosse!* s'écria-t-il; mais, en battant des mains pour témoigner sa joie, Aubert abandonna le mât, perdit l'équilibre et tomba dans la mer : aucun secours ne put le sauver.

Les Français abordèrent à Dundée, et sans perdre un seul instant l'amiral renvoya la flotte, afin d'ôter à ses soldats l'espoir et la possibilité de revenir en France, avant d'avoir rempli la mission dont ils s'étaient chargés : César avait agi de même. L'amiral et le sire de Couci quittèrent le jour même Dundée : ils arrivèrent le surlendemain, sur deux colonnes, à Édimbourg, où ils furent reçus par les comtes de Douglas et de Murray. Le roi, Robert II, habitait alors Wick, un des points les plus septentrionaux du royaume.

L'Écosse était alors le pays le plus pauvre et le plus sauvage de l'Europe. Les habitants vivaient la plupart, ainsi que leurs troupeaux, au milieu des forêts ou sur les montagnes; les plus simples commodités de la vie leur étaient inconnues, et ce fut avec beaucoup de peine que les Français purent se procurer des gîtes. Ils reçurent des Écossais un accueil très-froid, ce qui les surprit infiniment. Robert II, en appelant des étrangers à son secours, avait consulté sa politique plutôt que ses sujets; l'arrivée des Français mécontenta toutes les classes : ces six mille hommes se trouvèrent fort en danger au milieu d'une population farouche; ils eurent besoin de se garder contre les embûches de ces insulaires; en peu de jours l'armée perdit une centaine de soldats massacrés dans les marais. Jean de Vienne voulait user de la force pour venger de tels outrages, mais Enguerand modéra son ressentiment. « Vous recueillerez plus tard, disait Couci, les fruits de votre patience, et, à l'aide de ces sauvages alliés, nous porterons l'effroi jusqu'au sein de l'Angleterre. »

iral se rendit à ces sages avis. Le roi d'Écosse : attendre trois semaines; enfin Robert II arriva imbourg, accompagné de ses fils : l'équipage que de ce roi pasteur contrastait avec la somp-ité militaire des nobles de France. L'amiral et le le Couci déclarèrent à ce prince que si l'on vou-etirer quelque profit de l'armement du roi Char-I, le fidèle allié de l'Écosse, il fallait que les troupes leux couronnes se missent en mesure d'attaquer e-champ Richard II, sans lui laisser le temps de connaître. Robert II goûta fort cet avis; mais t d'ordonner un seul mouvement à ses guerriers, alut qu'on remît entre ses mains un subside assez idérable. Jean de Vienne ne prévoyait pas une ille exigence; il paya néanmoins une partie de mme incontinent, avec promesse d'acquitter stant dans un court délai. Robert II ordonna la :. Les chefs de clan allèrent rassembler leurs patriotes au son du cornet, et en moins d'une ine vingt mille hommes sortirent des forêts, des tagnes, des marais, et arrivèrent dans les environs imbourg, où se trouvaient déjà réunis dix mille c soldats aguerris; ces derniers composaient les s militaires permanentes du royaume : le comte ouglas les commandait. Ce feudataire possédait ngleterre et en Flandre des terres dont les re-s surpassaient de beaucoup ceux de Robert II. iral livra les six mille armures complètes, ap-ées de Paris; ceux des Écossais que l'on couvrit de fer furent destinés à marcher les premiers les Français pour pénétrer en Angleterre. Trois

fils du roi, les comtes de Douglas et Murray se mirent à leur tête; le reste de l'armée devait demeurer sur les frontières du royaume, et n'avancer dans le pays ennemi que lorsque le corps d'avant-garde se serait frayé un passage en obtenant des avantages non contestés. L'amiral Jean de Vienne s'ébranla le premier, suivi de six mille combattants : le sire de Couci devait l'appuyer avec une division de la même force. Un espace de vingt lieues, rempli de landes et de terres incultes, séparait les deux royaumes d'Écosse et d'Angleterre. Les Français traversèrent cette solitude en quatre jours, sans s'arrêter devant Berwick, place très-importante : on s'attacha seulement à se rendre maître de la forteresse de Alwick; elle passait pour inexpugnable. On commença un siége en règle; le sire de Couci, extrêmement habile dans cette partie de l'art de la guerre, en prit la direction : l'armée avait à sa disposition des engins et des catapultes de différents calibres. Avant de livrer le premier assaut, Enguerand fit sommer le gouverneur, nommé Lusserborn; le message était accompagné d'un présent de vin, liqueur fort rare dans le pays. Lusserborn répondit, sans bravades, que son devoir lui faisait une loi de mourir plutôt que de rendre le poste confié à sa garde. « J'estime les Français, dit-il, et en raison de l'intérêt qu'ils m'inspirent, je les adjure de regagner au plus vite leur patrie, trop heureux si les perfides Écossais vous en laissent la faculté. » Le sire de Couci et Jean de Vienne menèrent les soldats à l'assaut. L'idée qu'ils combattaient sur le sol anglais les animait encore plus; tous montèrent à l'escalade avec

une audace q ét Écossais. Arrivés aux créneaux, ces hommes valeureux se virent obligés d'en venir aux coups de dague, et, malgré une défense héroïque, ils enlevèrent la place, à la vue de leurs alliés, « qui restèrent comme des statues de pierre, esbaïs de la grande vaillan François (1). » Couci eut le bonheur de sauver la fureur de ses soldats Lusserborn et sa famille.

Aussitôt après cette conquête les vainqueurs poussèrent jusqu'à l'extrémité du Cumberland, et commirent des ravages tels que plusieurs générations en gardèrent le souvenir (2), tri es représailles de ceux que Kenolles, Lancastre et ckingham avaient exercés sur les terres de Fran e.

Le but de l'expédition étant de porter la terreur le plus loin possible, afin d'occuper les forces de l'Angleterre, les Français s'enfoncèrent dans le cœur du royaume, plus dépourvu de troupes et bien plus riche; mais ils ne furent pas longtemps sans apprendre que le duc de Lancastre arrivait, suivi de vingt mille hommes, par le Westmoreland, et Richard II en personne par York, en côtoyant la mer. Le monarque, ayant pour lieutenants son oncle, le comte de Cambridge, Salisbury, Pembrok, Spencer, Arundel, conduisait quarante mille communaux. Depuis longtemps Richard s'attendait à être attaqué; mais il ignorait sur quel point irait fondre l'orage. Les Anglais déployèrent un zèle admirable; l'approche du danger

(1) Juvénal des Ursins.
(2) Rapin Thoiras.

les électrisait, loin de les abattre. On voulut transporter au château de Douvres, retraite inaccessible, la châsse de saint Thomas de Cantorbéry, regardée par le peuple comme le palladium de l'Angleterre; mais les habitants de Cantorbéry s'y opposèrent, en disant qu'ils sauraient fort bien défendre eux-mêmes et leurs foyers et leurs saintes reliques. En quinze jours il se trouva deux cent mille individus sous les armes. Richard laissa autour de Londres et sur les côtes méridionales la majeure partie de ses forces; lui-même, dirigeant les troupes les mieux aguerries, courut au-devant de l'ennemi (1). A la nouvelle de son approche, Jean de Vienne et le sire de Couci battirent en retraite trente lieues pour aller prendre position sur un plateau signalé pour être d'un accès fort difficile. Quelques jours après ils reçurent un envoyé de Richard, qui, en termes menaçants, leur offrait le combat dans une vaste plaine voisine. Le sire de Couci alla communiquer aux chefs écossais le contenu du message, en leur annonçant l'intention de livrer bataille aux Anglais. Ces étranges alliés déclarèrent en termes non équivoques, qu'ils ne voulaient pas courir les chances d'une action générale, menaçant même de livrer passage aux divisions britanni-

(1) On voit dans les manuscrits de la bibliothèque de la Tour de Londres, sous le n° 1309, la teneur des dispositions que Richard II prescrivit à cette époque pour mettre le royaume en défense : les précautions recommandées dans cette circonstance prouvent que l'on regardait l'Angleterre comme menacée du danger le plus imminent. Le tome III des Actes publics (Rymer) renferme beaucoup de commandements donnés en cette occasion.

ques, pour peu qu'on les pressât. Les Français se trouvaient dans une situation capable d'intimider tout autre que le sire de Couci et l'amiral de Vienne. Ces deux chefs signifièrent aux Écossais que dès ce moment toute alliance cessait entre eux, et qu'ils allaient agir pour sortir de ce mauvais pas sans le secours d'autrui. Le soir même ils firent allumer une quantité de feux le long de leur camp, et, profitant des ombres de la nuit, ils abandonnèrent en silence la position sans en prévenir les Écossais. Le sire de Couci, son collègue, et leurs gens marchèrent pendant huit heures avec une telle diligence, qu'ils se portèrent sur les frontières du Northumberland, décidés à pénétrer en Angleterre une seconde fois.

Malgré la rapidité de leur marche, les Français auraient été atteints par leurs adversaires, qui connaissaient mieux les localités, si un incident fortuit n'eût jeté la confusion dans l'armée de Richard. Le comte de Holland, frère utérin du roi, se prit de querelle avec le jeune Staffort au sujet d'un écuyer blessé par les gens de celui-ci, et l'étendit mort à ses pieds. Le père de la victime, feudataire puissant, commandait quatre mille hommes levés sur ses terres. En apprenant le meurtre de son unique héritier, il fit retentir les airs de ses cris, et, suivi d'une foule de bannerets, il vint demander justice au roi. Richard la lui promit pleine et entière, renvoyant toutefois le jour du châtiment après l'entière expulsion des Français du territoire britannique. En vertu de ses ordres, on arracha le comte de Holland du monastère de Beverley, où le coupable s'était réfugié : on le

fit marcher chargé de chaînes à la suite de l'armée (1). Staffort le père et sa chevauchée ne cessèrent d'accompagner le roi. Des amis imprudents de ce feudataire, loin de calmer sa douleur, la rendirent encore plus vive en accusant les favoris de Richard II d'avoir été les instigateurs de ce meurtre. Ces plaintes amères provoquèrent la division parmi le camp anglais, et entravèrent les opérations. L'amiral Jean de Vienne et le sire de Couci profitèrent d'une aussi favorable circonstance pour ramener les Français en Écosse. Richard et le duc de Lancastre pénétrèrent à leur tour dans ce royaume. Le péril commun réunit franchement les Écossais à leurs alliés; ils abandonnèrent le plat pays, les villes, les bourgs, et se retirèrent avec leurs nombreuses familles et leurs troupeaux au fond des forêts ou sur la cime des montagnes. Quatre mille d'entre eux, sous le commandement de Douglas, demandèrent à l'amiral la permission de s'unir à ses gens, promettant de le suivre où bon lui semblerait, sans faire entendre un seul murmure. Les deux généraux de Charles VI résolurent de signaler leur passage sur le sol de l'Angleterre par un coup d'éclat dont le souvenir pût rester longtemps gravé dans la mémoire de ses habitants. Tandis que Richard

(1) Aussitôt après l'expédition, le meurtrier du jeune Staffort fut livré à toute la rigueur des lois, et condamné à mort. La veuve du fameux prince Noir, mère commune de Richard II et du comte Holland (ce dernier était le fruit d'un second hymen), vint se jeter aux genoux du roi pour obtenir la grâce de son fils; mais le monarque demeura inflexible : en entendant un refus aussi formel, elle expira de douleur dans le palais même. Frappé de ce malheur, Richard fit grâce de la vie à son frère. (Thoiras, t. III, p. 304.)

ıdiait Édimbourg, Perth et d'autres lieux, les
çais se jetèrent dans la partie méridionale de
sse, et rentrèrent en Angleterre par la chaîne de
agnes qui sépare le Northumberland du Cum-
ınd, passèrent l'Éden et investirent Carlisle. L'a-
l Jean de Vienne resta devant cette ville, espé-
de s'en rendre maître, soit par surprise, soit
amine; tandis qu'Enguerand, conduisant la ca-
ie, s'enfonçait dans le pays, y portant le fer
feu, menaçant la principauté de Galles, dé-
ie de troupes comme toutes les provinces de
dont les milices s'étaient portées sur les côtes
dionales. Richard apprit avec une extrême sur-
l'envahissement du Cumberland; il parcourait
obstacle l'Écosse, devenue une solitude par
de la retraite des hommes de toutes condi-
. Le prince se hâta de regagner ses États; ar-
sur les frontières du comté d'York, il concentra
ivisions au milieu d'une vaste plaine, réunit au-
de lui les chefs influents, et fit devant eux le
ent téméraire de ne laisser échapper aucun Fran-
Le présompteux ignorait que la réalisation d'un
rojet était au-dessus de ses forces; il lui fallut
le jours pour s'en convaincre : en effet, dégoûté
guerre et de ses fatigues, cédant d'ailleurs aux
nces du comte d'Oxfort, son favori, le roi aban-
a l'armée, laissant à Buckingham le soin de se
des Français, comme il l'avait juré. Puis il courut
ermer dans son palais, jaloux de se dédomma-
ıu sein de la mollesse, des moments donnés mal-
ni aux alarmes de la guerre. Cette lâche retraite

indigna la nation, et devint par le fait la première origine des infortunes de Richard. (Rapin Thoiras.)

Le comte de Buckingham, chargé de couper la retraite à l'ennemi, se vit arrêté par la difficulté des chemins et le débordement des rivières. Ainsi l'armement de ces deux cent mille hommes n'eut point le résultat qu'on en attendait : Richard couvrit, il est vrai, l'Écosse de ruines, et ne put empêcher cependant que quatre de ses provinces ne fussent ravagées.

Le sire de Couci, après avoir désolé, durant plus d'un mois, la moitié du pays de Galles et du Cumberland, vint rejoindre l'amiral sous les murs de Carlisle. Ils se retirèrent ensemble chargés de butin, et repassèrent les frontières par Brampton : leur but se trouvait atteint, puisqu'ils avaient opéré une diversion puissante en portant la terreur au sein de la fière Albion.

Rentrés en Écosse, les Français espéraient jouir dans le repos des fruits de leur audacieuse entreprise. Ils voulaient passer auprès d'Édimbourg leurs quartiers d'hiver, reprendre les hostilités au printemps, pénétrer une seconde fois au milieu de la Grande-Bretagne, et favoriser ainsi la descente de Clisson sur les côtes méridionales; mais on ne leur laissa point la faculté d'exécuter un si noble dessein. Ils eurent, en rentrant en Écosse, à braver des dangers d'un nouveau genre. La rigueur de la saison se faisait vivement sentir : on leur refusa des gîtes convenables; les chevaux mouraient de froid; les hommes n'obtenaient des vivres qu'à des prix excessifs. Les soldats demandaient instamment de quitter cette terre inhos-

pitalière. Le sire de Couci se rendit auprès du roi pour lui exposer que ses compagnons d'armes n'étaient venus en Écosse que sur ses pressantes sollicitations; il finit par l'inviter à leur fournir les moyens de transport pour retourner en France. Robert répondit qu'on y aviserait. Au bout de quelques jours, le comte de Douglas, dont la conduite franche contrastait avec la perfidie de ses compatriotes, l'informa de l'intention qu'avaient les gens du pays de se lever en masse contre les Français, afin de les contraindre de donner une forte somme en échange des denrées consommées par eux : exigence d'autant plus déloyale, que ces denrées avaient été déjà amplement payées. L'amiral, indigné, voulait se soustraire à une pareille tyrannie, en faisant sentir aux Écossais la pesanteur de son bras. Le sire de Couci sut modérer une ardeur aussi intempestive. D'après ses avis, l'amiral fit publier qu'on accueillerait les diverses réclamations, et qu'on en acquitterait le montant au moyen d'engagements dont le comte de Douglas consentait à devenir caution. Cette affaire étant réglée, les embarcations furent amenées dans la baie de Glasgow au commencement du printemps. Jean de Vienne, le sire de Couci et cinq mille Français environ arrivèrent au port de l'Écluse, où les obligations contractées par eux furent religieusement acquittées. (Froissart.) (1).

(1) Si l'on en croit la plupart des historiens, la conduite légère des Français fut la seule cause de leur peu de succès auprès des Écossais; leur goût pour la galanterie déplut dans un pays où les mœurs étaient demeurées fort austères. Une conduite semblable avait causé, en Sicile, la ruine des compagnons de Charles d'Anjou.

L'expédition d'Écosse avait donné aux habitants de la Grande-Bretagne une idée de ce que les Français pouvaient entreprendre; elle eut, entre autres résultats essentiels, l'avantage de procurer des notions exactes sur le compte de l'Angleterre : le sire de Couci avait fait à cet égard des observations en homme supérieur; à son retour, il les communiqua à Charles VI. Selon lui, l'Angleterre était plus facile à vaincre chez elle qu'on ne se l'imaginait; cet esprit de patriotisme, si ardent à Londres et dans quelques autres grandes villes, disparaissait en quelque façon dans les provinces éloignées de la capitale. Les discours de Couci, de l'amiral et des chevaliers arrivant d'Écosse, ranimèrent la résolution du roi, que le mauvais succès de l'armée principale avait dégoûté. Les préparatifs d'une seconde expédition se poussèrent avec vigueur : l'opinion publique se montrait favorable à cette nouvelle tentative; le souvenir des maux causés par les Anglais, loin de s'éteindre, se gravait au contraire dans tous les cœurs, et la nation applaudissait aux efforts que l'on faisait pour les venger. Clisson alla en Bretagne, Jean de Vienne en Normandie, Charni dans la Champagne, la Trémouille dans la Beauce, Reynneval dans la Bourgogne, Enguerand dans la Picardie et dans l'Artois, pour rassembler les troupes féodales et les milices des communes. Le sire de Couci, après deux mois de soins, réunit près de dix mille combattants. Il se mettait en marche pour les conduire sur les frontières de la Bretagne et opérer sa jonction avec le connétable et les autres généraux, lorsqu'il apprit l'arrestation de Clisson par Jean de

Montfort, et la seconde dispersion de l'armée. Enguerand licencia ses hommes d'armes, et se rendit aux ordres du roi, qui le rappelait à Paris.

Charles VI, quoique fort impétueux, ne s'en montrait pas moins craintif : chaque événement inattendu le déconcertait, les moindres contrariétés l'inquiétaient; alors la magnanimité du souverain l'abandonnait totalement; on ne trouvait plus en lui qu'un homme timide, sans expérience, demandant qu'on le défendît des ennemis dont il se croyait entouré : ceci explique l'empressement que ce prince mit à recourir dans cette circonstance à l'intervention du sire de Couci, dont les vertus et les talents lui inspiraient une confiance illimitée. La position du roi devenait de plus en plus délicate : devait-on laisser impuni l'outrage fait à la majesté royale dans la personne du premier dignitaire de l'État, ou bien fallait-il tirer une vengeance éclatante de cette injure en marchant contre Montfort, qui certainement ne manquerait pas d'implorer l'assistance des Anglais? Enguerand parut le seul homme capable de traiter une affaire aussi capitale. Le sire de Couci et Jean de Montfort se regardaient comme beaux-frères, ayant tous deux épousé les filles d'Édouard III; le duc de Bretagne témoignait à son parent l'amitié qu'inspire ordinairement un caractère irréprochable. Le sire de Couci fut assez heureux et assez habile pour amener le prince breton à faire au roi de France une réparation publique de l'injure dont le connétable venait d'être la victime. Le parlement anglais fit mouvoir, de son côté, les ressorts les plus puissants pour rompre les négociations

entamées par Enguerand. Richard et son conseil fondaient de grandes espérances sur la vieille haine que Jean IV portait à la maison de Valois : ils ne purent donc voir sans un vif chagrin la réconciliation du vassal avec son suzerain. Afin de se consoler d'un échec aussi sensible, Richard II résolut de susciter à la France de nouveaux embarras en gagnant quelque autre prince plus disposé à servir ses intérêts et son ressentiment. L'Allemagne regorgeait alors d'une population dont la surabondance menaçait de troubler la tranquillité de cette vaste contrée. Les Plantagenets songèrent à la possibilité d'arracher des plaines de la Germanie une masse d'hommes formidable, et de la lancer sur la France, comme l'empereur Othon avait agi du temps de Philippe-Auguste. Il fallait s'adresser à un prince d'un caractère entreprenant, qui ne reculât point devant un si vaste projet. On jeta les yeux sur Guillaume, fils du duc de Juliers et possesseur du petit État de Gueldre, que son oncle maternel, Édouard II (1), lui avait laissé en mourant. Guillaume comptait à peine vingt-huit ans; quelques exploits

(1) Cet Édouard II avait usurpé le duché de Gueldre sur son frère Renaud III, dit le Gras, qui, selon lui, était incapable de gouverner; l'ayant fait prisonnier dans un combat livré le 25 mai 1360 auprès de Thiel, il le conduisit au château de Niembech. L'évêque de Cologne, oncle de ces deux princes, reprocha au vainqueur de retenir son propre frère dans les fers. « Il n'est point captif, s'écria Édouard; il ne tient qu'à lui d'aller où bon lui semblera; venez le voir. » L'évêque trouva Renaud, dont la corpulence était monstrueuse, renfermé au fond d'une salle dont les portes et les fenêtres restaient constamment ouvertes et sans gardes, mais tellement rétrécies qu'un homme mince pouvait tout au plus y passer : Renaud, prisonnier de lui-même, resta ainsi confiné pendant plus de dix ans.

militaires le faisaient déjà regarder comme le guerrier le plus audacieux de l'Allemagne; il s'indignait que la fortune ne l'eût point rendu possesseur d'un empire dont les forces lui auraient permis de soutenir de nombreuses guerres, et par cela même d'acquérir une éclatante renommée. Il consentit donc, pour 4,000 francs de pension par mois, à se vouer sans partage aux intérêts de l'Angleterre (1). Il débuta par attaquer la duchesse de Brabant, tante du duc de Bourgogne, puis il déclara la guerre à Charles VI : ses possessions réunies n'équivalaient pas à une des provinces moyennes du royaume. Le héraut porteur du défi du duc de Gueldre arriva à Paris le 12 juillet 1388; il descendit à l'hôtel d'Artois, et là, devant le conseil assemblé, cet homme signifia au roi la déclaration de guerre de son maître. Charles VI le fit traiter magnifiquement, comme on en aurait usé avec l'envoyé d'un des premiers potentats de la chrétienté.

La provocation du duc de Gueldre parut un acte de folie aux yeux du vulgaire; mais Charles VI et son conseil n'en jugèrent pas de même. Il était visible que Guillaume n'agissait que d'après l'impulsion de l'Angleterre; ce prince pouvait, en cas de succès, entraîner avec lui l'Allemagne entière : la prudence commandait de bannir toute irrésolution, de déployer des forces respectables, et d'abîmer d'un seul coup le duc de Gueldre. Il importait également de relever le courage de la chevalerie, après deux expéditions malheureuses qui avaient discrédité la France dans

(1) Rymer, vol. VII.

l'opinion de l'Europe. Ainsi, on fit des préparatifs, comme s'il se fût agi de résister à une ligue redoutable. Les nobles, dont l'humeur belliqueuse avait besoin d'un aliment, accoururent en foule dès qu'ils apprirent qu'on n'aurait pas à affronter cette fois le courroux des vagues, contre lesquelles l'audace et la bravoure des humains sont impuissantes.

D'après le résultat de la *montre* partielle de chaque contingent de troupes féodales et de la *montre* des milices communales, l'armée présenta un effectif de cent mille combattants.

Enguerand de Couci fut investi du commandement suprême sous le roi. C'est à tort que Juvénal des Ursins met à la tête de l'armée le connétable de Clisson : Olivier parcourait en ce moment la Bretagne; il ne quitta le duché qu'après la campagne de Gueldre.

Montereau-sur-Yonne fut désigné comme rendez-vous général. Trois mille chariots accompagnaient l'armée; ils appartenaient à Colin Boulard, ce même riche bourgeois de Paris qui avait été fournisseur lors de la guerre de Flandre en 1383 : il passa également un marché pour assurer les subsistances de la nouvelle expédition.

On se mit en marche vers la fin de juillet 1388. Il fallut rassembler quatre mille ouvriers pour aplanir et frayer des chemins au milieu des Ardennes, où jamais aucune troupe n'avait passé. Couci conduisait l'avant-garde, et dirigeait les efforts des travailleurs chargés d'ouvrir les voies à travers des forêts et des marécages. L'armée ayant parcouru le Luxembourg, atteignit le pays de Juliers. Le souverain de ce petit État

était père de Guillaume de Gueldre; il n'avait cessé de s'opposer aux projets de son fils. Voulant épargner à ses sujets les maux de la guerre, il vint se jeter aux pieds du roi de France : « Sire, dit-il, mon fils est « un fou; ne me rendez pas responsable de son extra« vagance (1). » Charles VI, touché de sa position, le traita en allié. Nonobstant les intentions bienveillantes du monarque, le pays de Juliers n'en fut pas moins ruiné par le passage des cent mille Français. Au moment où l'on allait entrer sur les terres de Gueldre, on vit arriver une châtelaine du Brabant, qui, enflammée d'une ardeur martiale, amenait à Charles VI deux cents hommes levés dans ses domaines. Elle avait le casque en tête, et prenait le titre de dame du château d'Amour (2).

L'armée s'arrêta sur les frontières de la principauté. Le sire de Couci fut chargé de conduire deux divisions jusqu'aux portes d'Arnheim et de Nimègue, afin d'engager une action générale avec Guillaume. Celui-ci, sourd aux exhortations de sa famille, bravant les menaces du roi de France, disputait le terrain pied à pied. Il harcelait les flancs des colonnes, et faisait chaque jour des prisonniers : le jeune Boucicaut tomba en son pouvoir; le sire de Couci eut à déplorer la perte d'un chevalier d'Auvergne, extrêmement brave, qui lui avait sauvé la vie au milieu des combats. Ce guerrier, nommé Godinos, si l'on en croit Froissart, cherchait avec son écuyer un habitant du pays qui pût servir de guide à l'armée pour

(1) Froissart, livre II.

(2) Froissart, livre II.

sortir d'une vaste forêt. Il rencontre un paysan qui coupait du bois, et le force de le suivre, comme cela se pratique en campagne; le paysan, cédant à la violence, chemine à regret : bientôt se présente un chemin très-étroit et très-encaissé; le chevalier passe le premier, le paysan le suit, fait quelques pas, lève sa hache avec vivacité, et fend par derrière la tête de Godinos; il se retourne, renverse l'écuyer qui le serrait de près, lui passe sur le ventre, et s'échappe dans l'épaisseur du bois (1).

Cependant Enguerand de Couci menaçait Arnheim; il se trouvait au centre des possessions de Guillaume : les princes riverains du Rhin, effrayés du nombre prodigieux des Français qui inondaient leurs États, craignaient un envahissement général; loin de s'allier à l'imprudent provocateur, comme l'Angleterre en avait conçu l'espérance, ils se déclarèrent contre lui pour le punir d'avoir attiré tant de calamités sur leur pays. Enfin, les évêques de Liége et de Cologne se portèrent médiateurs; ils fléchirent l'humeur rebelle du duc de Gueldre, et l'amenèrent à implorer la clémence d'un ennemi justement irrité. Charles VI, qui tenait beaucoup à donner aux princes de ces contrées une haute idée de sa puissance, voulut déployer autant de pompe que de solennité dans la réception qu'on allait faire au suppliant. Au jour fixé pour cette cérémonie, le roi se plaça sur un trône au milieu de son camp, entouré des dignitaires de la couronne, de ses officiers et de l'armée rangée en forme de crois-

(1) Froissart, liv. II.

sant. Le jeune duc de Gueldre parut, conduit par les deux évêques de Cologne et de Liége; ayant mis un genou en terre, il présenta au roi l'acte authentique de sa soumission, rédigé d'une manière bien étrange : Guillaume niait qu'il eût provoqué les hostilités par aucun acte; les ministres de Richard II avaient dérobé, suivant lui, le sceau de ses armes et l'avaient apposé à la déclaration de guerre faite à la France. Cette subtilité pitoyable pouvait fournir un prétexte de pardon, mais elle lui enlevait le mérite d'avoir eu le courage de provoquer un puissant monarque. Quoi qu'il en soit, on voulut bien se contenter d'une aussi faible excuse; Charles VI fit au duc de Gueldre des présents dont la valeur surpassait de beaucoup les subsides versés entre les mains de ce prince par les agents de l'Angleterre. Depuis cette époque, Guillaume se montra constamment un allié fidèle.

Tandis que le sire de Couci défendait dans le pays de Gueldre les intérêts de l'État, il perdait en Suisse les seigneuries de Nidau et de Buren, que Léopold s'était vu contraint de lui céder. Les Bernois, sous prétexte que la garnison de ces deux villes les incommodait, et sachant fort bien que la guerre le retiendrait pour longtemps sur les bords du Rhin, attaquèrent inopinément ces places, et prirent la première en août 1388. Les Fribourgeois, ennemis éternels du canton de Berne, embrassèrent la défense de Couci, qui leur envoya le sire de Luxembourg et Jean de Roye, son connétable, avec mille deux cents hommes. L'arrivée de ce détachement n'empêcha pas les Bernois de s'emparer de Buren le 1er septembre, et

de le livrer aux flammes. Couci, occupé pour le moment à défendre la patrie, se voyait enlever les débris de l'héritage de sa mère, sans qu'il lui fût possible d'aller les disputer les armes à la main. Charles VI l'avait supplié de renoncer au projet de courir en Suisse, et, désirant le dédommager de ses pertes, il lui donna la seigneurie de Beuvrain. Peu de temps après, une ordonnance royale nomma le comte de Soissons capitaine général en Guienne, Saintonge, Poitou, Limousin, Périgord, Auvergne, Berri, Bourbonnais, et autres pays en deçà de la Dordogne. Couci ne put aller exercer ces hautes fonctions; la situation des affaires du royaume réclamait sa présence à Paris. Les ducs de Bourgogne et de Berri venaient d'abandonner, contre leur gré néanmoins, la direction des affaires. Il était urgent de réparer les maux causés autant par la cupidité de ces deux princes que par leur impéritie. Le trésor royal, les fonds mis en réserve par Charles V, les ressources les plus secrètes, tout avait été épuisé. Le sire de Couci, comme grand boutillier, présidait la chambre des comptes : on le chargea d'aviser au moyen de remédier à cette pénurie. Il forma un conseil supérieur, et établit un mode régulier pour prélever les impôts; des *officiers de finances* reçurent la mission de parcourir les diverses provinces, d'évaluer les ressources de chacune d'elles, afin de fixer la quotité des tailles qu'on pourrait exiger de leurs habitants.

Les biens du clergé furent soumis à une taxe qui produisit des sommes considérables : on transporta ces espèces à l'hôtel Saint-Paul; la vue de tout cet ar-

gent réjouit les déprédateurs, qui le regardaient déjà comme une proie assurée; mais Enguerand sut le soustraire à leur avidité. Il demanda au roi la permission de mettre en réserve les fonds provenant des subsides fournis par l'église de France. D'après ses ordres, on fondit tout le numéraire d'or, et avec cette matière précieuse on coula dans un moule grossier la figure d'un cerf orné de son bois. Enguerand voulait, par cet expédient, ôter au roi la facilité de distribuer en détail cet argent, et le forcer de réserver cette ressource pour un cas pressant : cet exemple n'était pas nouveau; Suger avait agi de même dans plusieurs circonstances. (André Duschesne.)

Grâce aux soins de Couci, du duc de Bourbon et des hommes éclairés qui siégeaient au conseil, l'administration suivait la marche régulière que Charles V lui avait imprimée; le jeune monarque se montrait jaloux d'assurer le bonheur de ses sujets. Charles VI prit la détermination de visiter les provinces et de juger par lui-même de la nature des abus existants, afin d'y porter un prompt remède. Il séjourna quelque temps dans le Languedoc, et fut si effrayé des désordres engendrés par l'incurie et par la rapacité de son oncle le duc de Berri, qu'il s'empressa d'ôter à ce prince le gouvernement de cette province; et le confia au sire de Chevreuse : le roi revint à Paris chargé des bénédictions des Français. La situation du pays se présentait sans un aspect riant : les peuples commençaient à espérer quelque félicité, lorsque tout-à-coup le génie du mal reprit son ascendant sur une terre qui semblait s'y être soustraite pour longtemps. Pierre de Craon as-

sassina le connétable de Clisson; chacun en frémit d'horreur. Le sire de Couci se joignit au comte de Clermont et à l'amiral Jean de Vienne pour obtenir une punition éclatante de ce forfait. Le meurtrier se retira, comme on le sait, dans les États du duc de Bretagne. Charles VI se mit en route pour venger lui-même son connétable. Le sire de Couci marchait à quelques pas de lui, lorsque le funeste accident de la forêt du Mans eut lieu. Il sentit que la maladie du roi allait livrer l'État une seconde fois à la merci des oncles du jeune monarque. Tandis que chacun s'empressait de consulter des astrologues, que l'on avait recours aux nécromanciens pour hâter la guérison du roi, le sire de Couci se transportait à Laon, où vivait retiré un médecin nommé Harsely, homme d'un savoir peu ordinaire dans ce siècle. Il avait voyagé longtemps en Asie et en Égypte, par le seul désir d'approfondir l'étude de son art. Enguerand le conduisit à Creil, où résidait l'auguste malade. Le médecin s'informa des moindres circonstances du fatal accident; les ayant toutes recueillies et méditées, il laissa échapper l'exclamation suivante, que Froissart rapporte en propres termes : « Cette maladie est venue au roi de coulpe; « il tient trop de la moiteur de sa mère. » Harsely fournit lui-même les remèdes nécessaires, répondit de la guérison, en défendant expressément de fatiguer la tête de Charles VI par aucune application sérieuse; il prescrivit de n'offrir à son imagination que des images riantes. C'est dans ce but que des clercs de l'hôtel traduisirent le Décameron de Bocace, ouvrage qui, depuis trente ans, faisait les délices de l'Italie;

ils l'ornèrent d'enluminures facétieuses, afin d'exciter l'hilarité du roi (1). Au bout de quelques mois, des améliorations très-sensibles vinrent couronner les efforts d'Harsely, et il en eût résulté, sans aucun doute, une guérison complète si un nouvel accident ne fût venu détruire de si flatteuses espérances (2).

D'après les prescriptions réitérées d'Harsely, on empêcha Charles VI de s'occuper des affaires publiques. Les ducs de Berri et de Bourgogne prirent en main le gouvernail de l'État : ils commencèrent par sévir contre les personnes qui les avaient supplantés dans la confiance du monarque. Clisson surtout devint l'objet principal de leurs poursuites; ils le firent juger par le parlement, et lui ôtèrent ses emplois. Autant les régents avaient à cœur d'éloigner Olivier et ses créatures, autant ils désiraient s'attacher le sire de Couci, ne doutant pas que la considération dont jouissait son noble caractère ne dût rejaillir sur eux. En conséquence, ils lui donnèrent la charge de connétable, récemment enlevée à Clisson de la manière la plus inique. Mais Enguerand rejeta une pareille succession (3); douze ans auparavant lui-même avait refusé cette haute dignité, en engageant Charles V d'y élever Clisson, afin d'attacher irrévocablement à la fortune de la France le puissant vassal du duc de Bretagne. Sur le refus du comte de Soissons, les régents offri-

(1) Une traduction de Bocace, faite à cette époque et avec les dessins, se trouve encore à la bibliothèque royale de l'Arsenal.

(2) L'histoire ne parle plus de ce médecin; il mourut sans doute bientôt après, car son âge était fort avancé.

(3) Froissart, liv. IV, chap. LII.

rent l'épée de connétable à Charles d'Artois, prince du sang, qui ne fit aucune difficulté de l'accepter.

Enguerand de Couci, ne voulant participer en rien au mal qu'il prévoyait ne pouvoir empêcher, se retira dans ses domaines. Ses vassaux réclamaient depuis longtemps sa présence; ils espéraient trouver dans son extrême bonté un soulagement aux malheurs qui les accablaient. Les brigands armés dont les provinces se voyaient infestées leur avaient enlevé denrées, meubles, et jusqu'aux instruments aratoires; le débordement des rivières vint encore augmenter les calamités causées par ces dévastations. Les lois féodales rendaient les barons les maîtres de leurs vassaux, mais elles voulaient aussi qu'ils en fussent les protecteurs : Enguerand répandit des largesses sur les siens, supprima plusieurs droits onéreux, et en restreignit beaucoup d'autres. Il passa ainsi une année entière (1394), occupé exclusivement à soulager les infortunes : c'est le seul moment de repos qu'il goûta dans le cours de sa vie. L'absence d'un homme si amoureux du bien public devait produire une sensation pénible : les oncles du roi, victimes de leurs propres fautes, prêts à succomber sous le faix, implorèrent son appui, ne doutant pas de se sauver du naufrage en s'adjoignant l'intègre Couci.

L'administration des ducs de Bourgogne et de Berri pouvait être regardée comme le comble de la démence : le premier surtout employait à des acquisitions folles non-seulement ses immenses revenus, mais encore ceux de la couronne; la prodigalité était devenue chez lui une manie : sa maison passait à juste

titre pour être plus nombreuse et mieux montée que celle du roi de France, du roi d'Angleterre, ou de l'empereur d'Allemagne : on y comptait vingt-cinq chapelains, dix-huit valets de chapelle, un grand-aumônier et six sous-aumôniers, un chancelier, six conseillers de chancellerie, dix-huit lieutenants de chancellerie, deux sergents, un chauffe-cire, cent soixante-trois conseillers, six maîtres de requête, trente secrétaires, dix intendants de finances, quinze receveurs généraux, un trésorier des guerres, un contrôleur de finances, un maréchal de Bourgogne, un amiral de Flandre, un prévôt du palais, quatre premiers chambellans, cent trente chambellans, un capitaine des gardes, douze cavaliers gardes, quinze écuyers de la chambre, un premier maître d'hôtel, dix-huit maîtres d'hôtel ordinaires, six clercs d'office, douze sommeliers, quatre fourriers de la chambre, quatre fourriers du cabinet, un roi des ribauds, douze sergents d'armes, six pages, six barbiers, six chirurgiens, six médecins, dont un était Thomas Froissart, parent de l'historien; quinze joueurs de harpe, quinze violons, autant de hauts-bois et de trompettes. Le service de la table occupait cinq cents personnes; celui de l'écurie, de la louveterie et de la fauconnerie, deux mille. Tous ces officiers et domestiques avaient des gages exorbitants (1). Les chambellans jouissaient de traitements fort élevés : Gui de la Rochefoucault et le sire de Tourzel touchaient chacun 3,000 livres, somme considérable

(1) Voyez la liste détaillée des gens de la maison du duc de Bourgogne, Mémoire de Labarre.

pour cette époque. Le duc entretenait des pensionnaires, auxquels il donnait, à titre de don gratuit, des subsides très-coûteux. Valerand de Luxembourg recevait annuellement 8,000 livres; Butille de Brancas, maréchal du pape, 4,000 livres. Le duc de Bourgogne acheta 500 livres, de Dine Raponde, conseiller au parlement, un Tite-Live enluminé en lettres d'or, et 600 écus une Bible historiée et couverte de velours cramoisi, garnie d'un fermail en vermeil. Enfin, il rassembla, dans l'espace de dix ans, pour 100,000 écus de choses rares. On en préleva le montant sur les revenus d'Ypres, de Termonde et de Tournai (1). De pareilles dépenses ne pouvaient manquer d'absorber les ressources les plus abondantes; aussi le prince manquait-il souvent d'argent. Un jour, ayant joué plusieurs parties de paume avec le sire de la Trémouille, le duc de Bourbon et Guillaume du Lion, il perdit 2,000 écus d'or, et, comme les dettes du jeu passaient pour sacrées, Philippe le Hardi donna en gage, faute de numéraire, sa ceinture ornée de pierres précieuses (2).

Les ducs de Bourgogne et de Berri, jugeant qu'ils ne pourraient point se soutenir sans l'assistance du sire de Couci, sommèrent ce feudataire de venir reprendre sa place au conseil; ils lui annoncèrent que le bien du royaume l'exigeait. Jamais Enguerand n'avait résisté à une pareille considération : nul autre ne paraissait plus propre à conduire l'importante né-

(1) Compte de Jean Lépoulette, conservé à la cour des comptes de Dijon.

(2) Ibid.

gociation entamée par la France vers le commencement de 1395. Il s'agissait de concilier les différends élevés en Savoie entre deux princesses de la maison de Bourbon, de ramener au devoir la ville d'Asti appartenant au duc d'Orléans, de prêter main-forte à Jean Galéas Visconti, attaqué par le duc de Mantoue et les Florentins; il fallait enfin pacifier Gênes, et contraindre cette république à reconnaître pour protecteur un prince de la maison de Valois.

Le sire de Couci partit vers la fin de mai, accompagné de mille hommes seulement. Arrivé le 1er juillet en Savoie, il trouva ce pays livré à l'anarchie : des factieux voulaient profiter de la faiblesse de leur souverain, enfant en bas âge. Enguerand fit changer la face des affaires par son énergie : il s'empressa de placer la régence entre les mains de Bonne de Bourbon, aïeule du jeune prince, une des femmes les plus distinguées de ce siècle. L'habile conciliateur, ayant ramené l'ordre dans la Savoie, se rendit en Italie, où l'appelaient des soins encore plus urgents.

Jean Galéas Visconti, en unissant sa fille au frère de Charles VI, lui avait donné en dot 300,000 florins d'or, et la ville d'Asti. Le duc d'Orléans envoya un officier de sa maison pour régir, en son nom, cette cité. D'abord les habitants parurent charmés d'appartenir à un prince puissant; cédant bientôt après à leur légèreté naturelle, ils se révoltèrent. Jean Galéas Visconti lui-même, trop occupé de ses querelles avec la république de Florence, ne put réprimer les rebelles d'Asti. Le sire de Couci arriva à Milan, conduisant à sa suite douze cents cavaliers, tous français,

il prit à sa solde six mille Lombards, et se composa au bout de deux mois une division de troupes très-redoutable, à la tête de laquelle il entra de vive force dans Asti, le 10 avril 1395. Ce général s'y établit en qualité de mandataire du duc d'Orléans; le surlendemain des envoyés de Gênes vinrent le supplier d'aller visiter leur ville, dont la population entière n'attendait que son arrivée pour se déclarer tributaire de la maison de Valois. Les Génois conservaient une vive reconnaissance pour l'ardeur que Charles VI avait mise à défendre leur commerce contre les Barbaresques.

Enguerand applaudit aux bonnes dispositions que les envoyés de Gênes montraient à l'égard de la France; ayant quitté Asti, il se rendit à Pavie, où Visconti accourut pour le visiter dans l'intention de le tromper par de vaines protestations d'amitié : on savait, à ne pas en douter, que ce prince agissait en secret pour expulser les Français de l'Italie, et pour s'emparer de Gênes. La fière attitude du lieutenant de Charles VI le ramena à de meilleurs sentiments. Enguerand s'avança ensuite sur les terres de la république, en faisant régner parmi ses troupes une discipline rigoureuse : Couci prit possession de Savone et d'Albenga au nom du roi de France : il reçut dans son quartier général les députés de Gênes, ainsi que les envoyés du doge Adorne, et dressa en commun les articles du traité par lequel la république serait placée l'année suivante sous la protection du roi son maître. Les succès qui couronnèrent une mission aussi importante mirent le sceau à la réputation du comte de Soissons.

LIVRE IV.

Le sire de Couci accompagne le comte de Nevers dans son voyage de Hongrie. — Il taille en pièces un corps de vingt mille Turcs. — Bataille de Nicopolis. — Nouveaux détails sur cette fameuse journée (1). — Le sire de Couci est blessé et fait prisonnier. — Il meurt dans les fers.

Enguerand séjournait à peine depuis quinze jours à Savone en qualité de gouverneur général, lorsqu'il se vit obligé de rentrer en France, où le roi le rappelait. On méditait une expédition contre les Ottomans, et le conseil de Charles VI, appréciant son rare mérite autant que son expérience, désirait qu'il en di-

(1) Nous avons trouvé à Lille, chez M. Barrois, député du Nord, dans sa bibliothèque, l'une des plus précieuses du royaume, un manuscrit d'une haute importance, et que l'on a désigné par le titre de : *François en Turquie déconfits par Bajazet en* 1396. (La plupart des manuscrits du moyen âge manquent de titre.) L'auteur, qui garde l'anonyme, dit qu'il était attaché à Gui de Blois, mort vers la fin de 1398 : ce prince, fils de Gui de Blois tué à Créci, et neveu de Charles de Blois, compétiteur de Montfort, avait épousé Marie de Namur, qui ne lui donna point d'enfants; il fut très-prodigue, et vendit de son vivant la majeure partie de ses domaines : nous ajouterons, à sa louange, qu'il savait protéger ce qui était utile et honorable. Ce fut lui, si l'on en croit cet anonyme, qui encouragea Froissart à publier ses chroniques, et qui lui fournit généreusement l'argent nécessaire pour les faire copier; c'était alors un objet fort cher. Voici comment l'anonyme s'exprime dans sa dernière page :

« Ce comte Guy de Blois mist grand entente en son temps à ce que messire Jehan Frossart voulsisse diter et ordonner ceste histoire, et moult lui couta de ses deniers; car on ne puet faire si grand fait que

rigeât les préparatifs. L'Europe se voyait menacée d'une irruption semblable à celle que les barbares lui firent subir au commencement du cinquième siècle: depuis cent ans Gengis-Khan avait commencé la lignée d'hommes supérieurs aux yeux desquels l'Asie paraissait trop étroite. Amurath, Tamerlan, Bajazet, remplissaient l'univers du bruit de leurs exploits. Les Turcs, marchant de conquête en conquête, avaient franchi le détroit du Pont-Euxin, réduit l'empire grec à la seule ville de Constantinople, envahi les provinces arrosées par le Danube, et poussé leurs courses jusqu'au sein de la Hongrie. Les princes chrétiens, trop occupés de leurs propres dissensions, ne songeaient ni à la sûreté générale, ni à cet ennemi qui les menaçait de les envelopper dans une ruine commune. Édouard, par l'ardeur qu'il mit dans ses attaques contre la France, avait singulièrement favorisé les envahissements des Turcs; ce fut durant la longue guerre de l'Angleterre et de la France, dans le quatorzième et le quinzième siècle, que ces barbares s'é-

ce ne soit à peine et à grands frais. Dieu ait l'âme de luy; ce fut mon seigneur et mon maître, et un seigneur hounorable, etc. »

L'auteur, qui devait écrire dans les premières années du quinzième siècle, raconte l'expédition du comte de Nevers d'après le récit que lui en avaient fait des gens échappés à ce désastre, ou revenus de captivité; il donne des détails très-curieux sur la topographie de la Turquie d'Europe, sur les mœurs et les usages de ses habitants. Il appelle Bajazet *l'Almourach Bahy*.

Ce manuscrit, du format in-4°, est sur papier; l'écriture en est menue et difficile à lire; il y a maintes ratures. Les majuscules sont pointées de rouge. On y compte trente-sept feuillets entièrement pleins; ce qui ferait, imprimé, un volume in-8° de 300 pages environ.

tablirent sur notre continent et enlevèrent d'assaut l'antique Byzance : l'empire grec ne se serait peut-être pas écroulé sans la fatale rivalité des deux premières puissances de la chrétienté.

En 1395, Bajazet, ayant passé le Danube, avait exercé les plus horribles ravages sur les frontières de la Hongrie. Ce terrible vainqueur renvoya plusieurs de ses prisonniers, en leur faisant promettre d'aller dire de sa part à Sigismond qu'il reviendrait au printemps de l'année suivante, pour le chasser entièrement de ses États, et qu'ensuite il envahirait l'Allemagne et l'Italie : ajoutant que son intention irrévocable était d'aller à Rome faire manger son cheval sur l'autel de Saint-Pierre. Les bravades de Bajazet, bien moins ridicules qu'elles ne le paraissent d'abord, effrayèrent les princes chrétiens, et en particulier le roi de Hongrie, le plus menacé de tous. Heureusement que, pour ces potentats, le sultan choisit mal le moment; car un concours de circonstances fort extraordinaires avait amené, en 1395, un instant de paix générale. Une trêve de vingt-huit ans, signée entre la France et l'Angleterre, allait être consolidée par un mariage; l'Espagne, se reposant des maux que lui avait causés la longue querelle de don Pèdre et de Henri de Transtamare, goûtait enfin quelque tranquillité. L'Allemagne et l'Italie jouissaient d'un calme parfait. Boniface IX saisit l'instant propice : il envoya dans toutes les cours des clercs qui instruisirent les souverains de l'attitude effrayante que prenaient les Ottomans, et des progrès rapides qu'ils faisaient sur les terres de l'empire grec. Dans des circonstances

aussi graves, la mission du pape devenait sublime: le pontife, animé de l'amour du bien public, faisait fléchir devant son intervention les caractères les plus altiers; à sa voix, la paix succédait à la discorde; il parlait au nom de la religion menacée, et tous les cœurs s'enflammaient d'ardeur.

Sigismond, roi de Hongrie, vint lui-même à Rome implorer l'assistance de Boniface IX, et le supplier d'intercéder en sa faveur auprès des princes chrétiens. Le pape, jaloux de témoigner le zèle qui l'animait, écrivit à tous les rois, et voulut que Sigismond s'adressât directement à Charles VI. C'était toujours vers notre France que l'on tournait les yeux lorsqu'il s'agissait d'entreprendre quelque chose de grand, de noble, de généreux.

Nicolas Canisa, conseiller de Sigismond, arriva à Paris accompagné de quatre palatins hongrois (fin de janvier 1395) (1); on les admit au conseil, présidé par le roi, qui jouissait alors de quelque lucidité. Ils exposèrent l'objet de leur mission, et finirent par demander, au nom de leur souverain, la permission de mettre la Hongrie sous la protection spéciale de la France. Charles VI, rempli d'enthousiasme, accueillit la requête de Sigismond. L'assemblée partagea ses sentiments, et, avec toute la chaleur qui caractérise la nation française, il fut décidé, séance tenante, qu'on enverrait aux palatins hongrois un puissant secours, composé uniquement de troupes féodales, sans y adjoindre ni compagnies soldées, ni

(1) L'année commençant à Pâques, janvier se trouvait ordinairement le neuvième mois de l'année.

milices communales. Le duc de Bourgogne proposa son fils aîné pour commander cette croisade.

Le comte de Nevers comptait à peine vingt-deux ans : il devint plus tard le fléau de la patrie, et fit asseoir l'étranger sur le trône de nos rois ; mais sa vie était encore exempte de blâme au moment dont il s'agit. Le jeune prince prit la croix avec l'ardeur naturelle à son âge, en suppliant qu'on lui conférât l'*ordre*. Son père s'y opposa, voulant qu'on ne l'armât chevalier qu'après le premier combat livré aux musulmans.

La nouvelle se répandit, en peu d'instants, que le fils du duc de Bourgogne allait en Hongrie combattre les ennemis de la foi : quantité de nobles accoururent demander, comme une grâce, la permission de l'accompagner ; de vieux bannerets, qui avaient vu Poitiers et Rosebec, vinrent offrir le reste de leur sang : le malheur voulut qu'on repoussât les guerriers mûris par l'âge, pour donner la préférence à une jeunesse bouillante et inconsidérée. L'empressement fut tel, à l'occasion de cette croisade, que l'on vit des dames châtelaines veuves demander aux chevaliers d'accepter, en qualité de *servants d'armes,* leurs fils âgés de quinze ans au plus. Les barons les plus considérables qui prirent part à cette expédition furent Enguerand de Couci, le connétable Philippe d'Artois, l'amiral Jean de Vienne, le maréchal de Boucicaut, Henri et Philippe de Bar, le comte de la Marche, prince du sang de la maison de Bourbon, Louis de Brézé, le sire de Saimpi, Thomas de Baqueville, Renaud de Roye, Geoffroi de la Trémouille : ce dernier amena

son fils, enfant de onze ans. Parmi les chevaliers bourguignons chargés spécialement d'accompagner le comte de Nevers, on distinguait Gui de la Trémouille, Étienne de Germini, Robert de la Cressonnière, Jean Ternant, Joceran de Damas, Pierre de l'Aubepin, Jean de Beauvoir, Coppin Prillard, Guillaume de Préaux, Oudart de Chasseron, Simon Bretau, Jean Moreau, Regnier Pot, Jean de Neuville, Jean de Hangest, Jacques de Vienne, frère de l'amiral, Jean Vaulchier, Philippe de Chartres, Jean d'Auxonne, Bertauld de Chartres. Philippe de Mussy portait la bannière du prince, constamment assisté des sires de Courtiables, de Blaisey, de Busseuil, chargés de la tenir l'un après l'autre, si Philippe de Mussy succombait au milieu des combats. Jean de Gruthuse tenait le pennon. Le valet de corps, inséparable compagnon de son noble maître, était le vieux Jacquot Eschelotte, dont la femme avait allaité le comte de Nevers.

Presque tous les historiens modernes, dominés par d'étranges préjugés, traitent de folle entreprise cette expédition : nous sommes loin de partager leur opinion. La prise d'armes de 1395 ne ressemble à aucune des croisades qui la précédèrent; on ne peut la comparer ni à celle de Philippe-Auguste, ni à celle de Louis IX : ces deux princes passèrent les mers, affrontèrent les dangers d'une traversée périlleuse, pour aller attaquer dans des pays lointains, et sous un ciel dévorant, des peuples dont ils connaissaient à peine le nom; l'amour de la religion peut seul les justifier. Mais en 1395 il s'agissait de combattre, sans sortir de notre continent, des bar-

bares fort redoutables, de leur fermer l'entrée d'un royaume dont les frontières n'étaient qu'à cent cinquante lieues de la France. Le même motif dirigea, deux siècles plus tard, Henri IV, dont la politique ne peut être taxée de folie. Ce grand homme voulait, à l'exemple des preux de Charles VI, réunir les princes chrétiens et se mettre à leur tête, afin de rejeter au delà de l'Hellespont les farouches sectateurs de Mahomet.

Le comte de Nevers, ne pouvant modérer son impatience, demandait à partir sur-le-champ; mais le duc de Bourgogne désirait placer son fils sous la conduite d'un capitaine dont il pût recevoir des leçons de sagesse aussi bien que de vaillance. Philippe le Hardi avait choisi le sire de Couci pour remplir ce noble emploi; il dépêcha en Italie un officier de son hôtel, afin de presser la marche d'Enguerand. « Sire de Couci, lui dirent le duc et la duchesse de Bourgogne en l'apercevant, nous nous confions grandement en vous et en votre sens. Nous faisons Jean notre fils et héritier entreprendre un voyage en l'honneur de Dieu et de toute la chrétienté. Nous savons bien que, sur tous les chevaliers de France, vous êtes le plus usité en toutes choses : si vous prions qu'en ce voyage vous veuilliez être compagnon et conseilleur de notre fils. » « Adonc, répondit le sire de Couci, Monseigneur, votre parole me doit être ordre : en ce voyage j'irai; vous me voulez charger que j'entende Jean Monseigneur votre fils, je m'en acquitterai en toutes choses; mais, cher sire, de ce faiz me pourriez bien excuser et en charger spéciallement son cou-

sin Philippe d'Artois, connétable de France. » (Froissart.)

Le connétable Philippe d'Artois ne sut aucun gré au sire de Couci de sa modestie; il se montra au contraire très-envieux de la marque de confiance que le duc de Bourgogne avait donnée à ce guerrier. Au reste, Enguerand ne put accompagner le comte de Nevers au moment du départ, le roi l'ayant envoyé remplir une mission à Milan, où sa présence devenait indispensable. Galéas Visconti alarmait le conseil de Charles VI, par sa conduite extraordinaire: ses sourdes manœuvres ne tendaient qu'à s'emparer de Gènes. Couci le menaça du courroux du roi de France, s'il ne renonçait à ses projets : l'Italien, fourbe et timide, se confondit en protestations et fut obligé de donner les garanties que l'on exigeait de lui. Libre de tout soin, le général français quitta la Lombardie le 1er avril, prit le chemin de l'Allemagne, traversa la Bavière et l'Autriche avec le comte de Bar, son gendre. L'ordre sévère qu'il faisait régner parmi ses troupes toucha les habitants, et lui procura en tous lieux un accueil amical que n'avait pu obtenir le premier corps, mené par le comte de Nevers. Ce prince était parti de Paris les derniers jours de mars, par conséquent à la fin de l'année 1395. Nous venons de dire que de jeunes écuyers et bacheliers de bon lignage composaient en majeure partie son armée : joyeux de se voir affranchis de toute espèce de tutelle, ils se livraient sans contrainte à la licence la plus effrénée, aux écarts les plus condamnables. Leurs excès n'étaient point du genre de ceux

qui avaient jadis signalé le passage de bandes dévastatrices, nous voulons dire le meurtre et le pillage : ces éventés ne commettaient point des assassinats, mais ils affichaient le libertinage le plus criminel, le mépris des droits les plus saints; ils enlevaient violemment les femmes, les filles, des demeures où les habitants leur avaient donné l'hospitalité, maltraitant les hommes qui se plaignaient de ces outrages : on les voyait traîner à leur suite des courtisanes éhontées, et donner publiquement le spectacle de la dissolution la plus vile. Juvénal des Ursins dit : « Les François avoient des manières très-lubriques, d'excès en mangeries, buveries, jeux de dez et ribauderies. » Les jeunes nobles, sortis pour la plupart de la Bourgogne, de la Normandie, de la Flandre, de la Picardie, de l'Ile-de-France, arrivèrent à Ofen les premiers. Ils mirent une sorte d'empressement à faire peindre les armoiries de chacun d'eux sur les murs de l'église de Saint-Nicolas, afin de perpétuer le souvenir de leur venue dans ces lieux (1).

La vaste cité d'Ofen ou Bude vit réunir autour de ses remparts toute l'armée chrétienne. On y distinguait des Italiens, des Anglais, des Espagnols, des Flamands : les nobles de ces quatre nations se réunirent intimement aux Français, dont les mœurs, le langage et les coutumes se trouvaient plus en harmonie avec les leurs. C'est ce qui explique comment plusieurs historiens ont pu dire que les Français composaient une forte division de quinze mille com-

(1) Chronica Hungariorum, Thwrocz, chap. VI. — Engel, Hist. de Hongrie.

battants; la vérité est que leur nombre ne dépassait pas huit mille (1). Les chrétiens slaves et les germaniques suivaient les bannières des Hongrois; les Autrichiens avaient pour chef Frédéric, comte de Hohenzollern, grand-prieur d'Allemagne; les Bavarois marchaient sous les ordres de l'électeur du Palatinat et du margrave du Nuremberg; les Styriens, sous Hermann comte de Cilley, beau-père de Sigismond; les Valaques, sous leur prince Jean Myrtsché, naguère tributaire de la Porte, et maintenant rallié à la sainte cause des chrétiens. Sigismond, issu de la maison de Luxembourg, se trouvait être le petit-fils de ce roi de Bohême, aveugle, qui se fit tuer à la bataille de Créci : son frère Wenceslas occupait le trône impérial d'Allemagne; quant à lui, il portait la couronne de Hongrie pour avoir épousé Marie, héritière de ce royaume. Devenu veuf en 1390, Sigismond s'unit à Barbe, fille d'Hermann, comte de Cilley; au moment de cette croisade, il entrait dans sa quarantième année; on le taxait de légèreté : en effet, par une imprévoyance peu commune, il confia le principal commandement dans les troupes hongroises à Stephan Latzkovicz, son ennemi personnel, qui ne cessait de comploter afin de lui ravir le trône (2).

Le roi de Hongrie passa une revue générale le 30 avril 1396 (commencement de l'année). L'effectif de l'armée s'éleva à cent mille combattants; l'élite des chevaliers de la chrétienté en composait la majeure par-

(1) Tous les historiens allemands. Par opposition, Gibbon réduit infiniment le nombre des Français.

(2) Engel, t. II, p. 198, et tous les historiens hongrois.

tie. Les Français se faisaient remarquer par la richesse des armures, par un air martial, et plus encore par leur présomption accoutumée. A la vue de tant de guerriers réunis sous ses ordres et animés d'une ardeur impétueuse, Sigismond ne put contenir les élans de son enthousiasme ; il ne doutait pas qu'à son aspect les Ottomans ne cherchassent leur salut dans la fuite, sans oser seulement défier ses regards. « Avons-nous à craindre quelque chose des hommes? s'écria-t-il en latin (langue usitée parmi les Hongrois); si le ciel nous menaçait de sa chute, nous en soutiendrions le poids sur le fer de nos lances. » *Non metuendus est nobis homo; vastum si cœlorum super nos rueret, ipsi illud nostris quos gerimus hastis ne lœderemur sustentare possemus?* (1).

Huit jours après cette revue on vit arriver Philibert de Naillac, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui venait joindre l'armée des croisés, accompagné des principaux dignitaires de l'ordre et de six cents chevaliers ou frères servants. Philibert de Naillac, gentilhomme du Berri, avait quitté de bonne heure la France, parce que son père s'était jeté dans le parti des Anglais; il leur livra même son château fort de Belabre. Philibert de Naillac avait succédé deux mois auparavant à Ferdinand Éredia, trente-deuxième grand-maître : il avait alors quarante-un ans (2). Les dignitaires qui l'accompagnaient étaient Pierre de

(1) Chronica Hungariorum, Thwrocz, chap. VIII.

(2) Il mourut à Rhodes en 1421, emportant au tombeau la réputation d'un des plus illustres grands maîtres de l'ordre. (Bosio, Hist. de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.)

Beaufremont, grand-hospitalier; Vincens de Causans, prieur d'Aquitaine; Élie du Fossé, prieur de Sainte-Maxence; Raymond de l'Estours, prieur de Toulouse; Fluvian de la Rivière, prieur de Catalogne; Bertrand de Flotte, grand-commandeur; Louis d'Allemagne, commandeur de Naples; Jean de Biandra, prieur de Lombardie. Nous ignorons les noms des autres chevaliers, nous n'avons pu retrouver que ceux des plus importants de la langue de France : Jean de Cormis, Isoard de Freville, Robinet d'Estouteville, Guillaume Crepelaine, Colin de Briqueville, Jean de Trie, Colinet de Puysieux, Colart de Franqueville, Louis de Rouville, Robert le Ferrou, Henri Roussel, Matthieu de Ravenel, Gui de Proveroi, Jean Lebrun, Gilles de Cognies, Gauthier de Lameth, Joannes de Giresme, Gui de Beauvilliers, Jean de Neuchesse, Jean de Kermenec, Charles de Sommerie (1).

On devait s'attendre à voir régner de la désunion parmi cette foule de princes venus de tant de pays divers : nul n'égalait en présomption Charles d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, arrière-petit-fils de ce Robert d'Artois dont l'ardeur inconsidérée avait fait perdre la bataille de Courtray. A défaut de talent, le comte d'Eu montrait une excessive ambition; on l'avait vu accepter sans difficulté l'épée de connétable, après l'injuste disgrâce de Clisson et le magnanime refus du sire de Couci : cette dernière circonstance désunit irrévocablement ces deux feudataires. Le comte d'Eu, invoquant sans cesse les droits

(1) Vertot, Hist. de l'ordre de Malte, t. I, preuves.

attachés à la première charge militaire, annonça qu'il entendait diriger en maître les opérations de la campagne. Il comptait de nombreux partisans parmi la noblesse. Enguerand avait également les siens; mais celui-ci, sacrifiant bien volontiers son amour-propre à l'intérêt général, déclara ne vouloir servir qu'en qualité de simple volontaire. Nonobstant cette déclaration, la majorité des chefs de la croisade persista à désigner le comte de Soissons pour être le premier lieutenant de Sigismond. Au grand regret du sire de Couci, et malgré ses prières, on se partagea d'affection, et la mésintelligence éclata parmi les Français avant même que les hostilités eussent commencé.

Telles n'étaient pas les dispositions de l'armée de Bajazet, composée cependant, comme celle des croisés, de différentes nations. La nature avait doué le fils d'Amurath de cette fermeté de caractère qui sait exercer sur les hommes un ascendant irrésistible. De même que Chandos, Clisson, Sancerre et Tamerlan, ses contemporains, il était privé d'un œil, et de plus il était bègue : ces deux infirmités ne lui ôtaient rien de son activité; sa tête vigoureuse embrassait les détails les plus minimes de l'administration de ses vastes États. Les historiens turcs, et même ceux de l'empire grec, manquent d'expressions pour peindre la promptitude avec laquelle il assemblait ses forces, exécutait ses desseins, écrasait ses ennemis. Les peuples, étonnés, l'avaient surnommé l'Éclair, *Ildirim.* Bajazet paraissait en Europe au moment où chacun le croyait le plus occupé au fond de l'Asie; et, au moindre avis de

quelques désordres, le sultan passait des bords du Danube aux rives de l'Euphrate; il faisait mouvoir des armées immenses avec une célérité qui tenait de la magie : sa discrétion pouvait seule être comparée à sa promptitude; sa famille, ses officiers jouissant de sa confiance, ne connaissaient jamais ses desseins; l'embarras qu'il éprouvait à s'exprimer le rendait encore plus réservé. Du fond de l'Égypte ou de la Perse, cet homme prodigieux savait parfaitement ce qui se passait en France, en Allemagne, en Angleterre; les juifs, en possession du commerce entier, le servaient admirablement. Non content du concours de ces dangereux auxiliaires, Bajazet entretenait dans les diverses cours des agents secrets qui l'instruisaient de la politique de chaque conseil. Il gagnait par des présents considérables l'amitié des petits princes, qui devenaient les instruments dociles de ses projets : c'est ainsi que Galéas Visconti ne cessa d'être pour lui un allié précieux. Au reste, le sultan méprisait profondément les chrétiens, dont les misérables dissensions avaient permis à des peuples venus du Caucase de s'établir au milieu de leurs possessions; il regardait en pitié cette Europe disputée par une multitude de princes, spectacle bien différent de celui qu'offrait l'Asie, trois fois plus étendue, et partagée seulement entre quatre ou cinq potentats. Aux yeux du vulgaire étonné, les moyens employés par Bajazet pour faire mouvoir si rapidement ses armées, tenaient du merveilleux; mais, en réalité, ils n'étaient enfantés que par son génie. Le sultan avait fondé des institutions militaires, tandis que les princes

de l'Occident en manquaient absolument : il établit parmi ses troupes une discipline qui se ressentait de sa dureté naturelle et de son humeur farouche. Bajazet mit tous ses soins à donner beaucoup d'extension au système des *Timars*, ou dotations en terres : il gratifiait un officier, un simple soldat même, d'un bénéfice militaire, à charge de fournir plusieurs hommes armés; c'était une imitation du régime féodal. Le sultan se réservait la faculté de priver de sa dotation le titulaire, dans certains cas. Cette restriction devait enflammer constamment le zèle des Timariots.

Amurath n'avait eu que des radeaux pour passer le détroit : Bajazet, son fils, séduisit par ses largesses les plus habiles constructeurs de l'Italie. Ces étrangers lui créèrent, au bout de dix ans, une flotte composée en totalité de bâtiments de transport. De vastes chantiers furent établis en face de Constantinople, entre la baie de la Propontide et les montagnes de Nicée, appelées en turc Izmid-d'Aglary : ces chantiers ne tardèrent pas de devenir une ville, que l'on appela Bogazgichud; elle n'existe plus.

Bajazet tira un parti admirable des chameaux et des dromadaires. Ces animaux, que les Arabes classent sous le mot générique de *Djamal*, et les Turcs au moyen de celui de *Jesdovesi*, sont appelés par les Orientaux *les navires de terre*. Les dromadaires, dont le pas est trop fatigant, portaient les bagages et les grosses armes, les chameaux les soldats. Les derniers se chargent facilement du poids de huit hommes; ils font jusqu'à quarante lieues d'une journée à l'autre, en se reposant deux fois : ainsi, trente

mille hommes pouvaient être transportés aisément par quatre mille chameaux, et arriver ainsi du fond de l'Arménie aux bords de l'Hellespont, c'est-à-dire parcourir deux cent cinquante lieues en sept jours. Bajazet faisait passer ses soldats à trente lieues au-dessus de Constantinople, sans permettre néanmoins qu'on embarquât les chameaux, craignant vraisemblablement que l'air plus vif de l'autre continent ne leur nuisît trop. Dès qu'une expédition se trouvait achevée en Europe, et qu'un puissant intérêt le rappelait en Asie, le sultan distribuait ses soldats sur les bâtiments légers composant sa flotte; puis, au moyen des mêmes chameaux laissés le long du Pont-Euxin, il tombait comme la foudre au milieu de la Perse, pendant qu'on le croyait occupé sur le Danube. Des officiers experts avaient établi pour lui des haras au pied du mont Taurus; la cavalerie qu'il en tirait lui servait pour ses guerres d'Orient. D'autres haras furent formés de très-bonne heure, soit en Bulgarie, soit dans la campagne d'Andrinople, pays fertiles en pâturages, et qu'une infinité de petites rivières sillonnent en tous sens. Ainsi Bajazet avait sa cavalerie d'Asie et sa cavalerie d'Europe (1) : la dernière fut augmentée considérablement, car cet auxiliaire lui devenait indispensable pour être à même de résister aux princes de la chrétienté, dont la principale force

(1) Institutions de Tamerlan. Clavijo, *Vida del gran Tamerlan*, page 551, in-4°. Cet historien espagnol, envoyé d'Henri, roi de Castille, accompagna le prince tartare dans son expédition contre Bajazet. Il donne des détails intéressants sur l'état militaire des deux rivaux qui se disputaient la possession de l'Asie.

consistait alors en gens d'armes montés sur des chevaux bardés de fer; c'est dans cette pensée que le fils d'Amurath institua les *Spahis*, milice devenue par la suite si redoutable. Les historiens occidentaux, s'abandonnant à leur exagération accoutumée, assurent que Bajazet opérait sur les bords du Danube à la tête d'armées innombrables. Les Grecs, qui copient les chroniqueurs turcs, disent au contraire qu'il n'agit qu'avec des corps assez restreints; ce qui est d'autant plus croyable, que des obstacles de divers genres l'empêchaient constamment de transporter de fortes masses au-delà du détroit.

Bajazet goûtait quelque repos à Pruse, l'ancienne capitale de la Bithynie, et y méditait sans doute quelque rude attaque contre la Hongrie, lorsqu'il apprit par l'entremise du duc de Milan qu'une ligue de princes chrétiens se formait dans le but de lui enlever les conquêtes faites par les armes ottomanes sur les empereurs de Constantinople. Galéas Visconti ne dissimulait pas à son allié secret la grandeur du danger, et lui fournissait de précieux renseignements au sujet des préparatifs de ses adversaires. Galéas Visconti n'était pas le seul prince catholique que Bajazet eût séduit par ses captieuses menées : Wladislas Jagello, hospodar de la Moldavie, et Stéphan Lazarich, despote de Servie, secondaient ses vues d'une manière détournée. Le premier espérait épouser une fille de Bajazet, et devenir, au moyen de cette alliance, le souverain exclusif des contrées que baigne le grand fleuve germanique.

Le sultan eut l'adresse d'intéresser à sa querelle les Osmanlis de tous les pays, en leur montrant la honte qui rejaillirait sur l'islamisme si les chrétiens parvenaient à rejeter les phalanges musulmanes au delà du Bosphore. La ferveur des sectateurs de Mahomet ne s'est point affaiblie depuis douze siècles; ils sont toujours prêts à sacrifier pour leur culte et les biens et la vie. A la voix de Bajazet, les vieilles contestations cessèrent subitement. La Perse, l'Égypte, la Tartarie lui envoyèrent des soldats : déjà un million de croyants se mettaient en mouvement pour venir défendre la foi du Prophète. Le politique sultan, jugeant sans doute comme trop dangereux d'attacher à ses pas cette multitude d'hommes, se contenta de choisir sur ce nombre deux cent mille combattants, qu'il concentra autour de Pruse. Afin de mieux cacher aux yeux de la chrétienté ses opérations préliminaires, Bajazet dissémina sur le littoral de la mer Noire, et le long du détroit de Gallipoli, des troupes qui arrêtaient les voyageurs et les empêchaient d'aller en Europe; des ordres formels prescrivirent aux gouverneurs turcs de l'Albanie et de la Moldavie de garder très-sévèrement la ligne du Danube, et de renvoyer au delà du fleuve tous ceux qui voudraient le franchir : cette mesure produisit l'effet qu'on en attendait. Sigismond avait envoyé des messagers sur différents points, et même au fond de l'Asie, afin d'être instruit d'une manière positive de la marche des Ottomans; mais aucun de ces émissaires ne revint. Le roi de Hongrie, dépourvu de renseignements, se trouvait dans d'étranges per-

plexités. Le conseil étant assemblé, plusieurs chefs mirent en délibération s'il fallait attendre Bajazet, qui avait annoncé son arrivée au printemps, ou s'il valait mieux aller à sa rencontre. Le sire de Couci ouvrit l'avis de passer le Danube, de porter la guerre jusqu'au milieu des possessions turques, d'étonner par une brusque attaque des ennemis trop disposés à mépriser les chrétiens, et de leur ôter, par cette vigoureuse démonstration, une partie de leur confiance (1). Cet avis favorisait trop les vues de la chevalerie, avide de renommée, pour qu'il trouvât de l'opposition. On poussa les préparatifs avec célérité, et un ordre suprême fixa le départ à l'octave de la Saint-Jean de Damas (2), c'est-à-dire au 13 mai. Sigismond, qui suspectait la bonne foi de Wladislas Jagello, n'osa point s'engager au travers de la Transylvanie, quoique ce fût le chemin direct pour pénétrer en Bulgarie; d'ailleurs personne n'ignorait que les habitants de cette province détestaient les Hongrois : cette considération engagea le roi à faire prendre cette route au corps d'armée français, fort de vingt mille hommes en comptant les Italiens, les Anglais, les Belges et les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Sigismond, conduisant le reste des croisés, traversa le Bannat, franchit le défilé de la Porte-de-Fer, au-dessous de Temeswar, et atteignit la rive gauche du Danube, à la hauteur d'Orsova; il attendit quelques jours les Français, qui s'étaient arrêtés devant la ville de Croja, dont ils se rendirent maî-

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 4, chap. vi. — (2) Ibid.

tres (1). Dès que la jonction se fut opérée, on commença le siége d'Orsova. La place se défendit cinq jours, et aurait tenu plus longtemps si les habitants, la plupart chrétiens, ne se fussent révoltés (2). Aussitôt après la soumission d'Orsova, toute l'armée des croisés fit ses dispositions pour franchir le Danube : l'opération dura huit jours entiers (3); car, les ponts d'Orsova ayant été rompus, il fallut ramasser des embarcations et construire des radeaux : aucune division ne s'enfonça dans le pays avant que le passage n'eût été effectué en entier (4); ainsi l'opération fut terminée les derniers jours de mai (5). Les croisés avaient donc mis près de douze jours pour venir d'Ofen à Orsova : ces deux villes sont à quatre-vingts lieues l'une de l'autre. On laissa les gros bagages et un faible détachement sur la rive gauche du Danube.

Le passage du fleuve étant exécuté, les chefs des croisés voulurent s'assurer de la situation exacte de l'armée; ils la trouvèrent réduite à soixante-dix mille combattants (6), dont les deux tiers à cheval; elle avait perdu du monde dans le trajet, soit par les maladies, soit par la désertion. On la divisa en quatre corps : le comte de Nevers marcha sur Widdin, et contraignit cette place à capituler. Pendant que les Français suivaient la rive droite du Danube, Sigismond se ré-

(1) Voyez la Vie de Boucicaut.

(2) Engel, Histoire de Hongrie, t. II, p. 198. — M. Hammer, Histoire de l'empire turc, p. 240.

(3) Manuscrit de M. Barrois, p. 6, chap. IX.

(4) Tous les historiens allemands.

(5) Manuscrit de M. Barrois, p. 6, chap. IX.

(6) Childberger, témoin oculaire.

pandit dans la Servie et la dévasta impitoyablement, afin de punir les habitants ainsi que le vayvode, qui venaient d'embrasser la cause des musulmans. Il gravit ensuite les montagnes de Nissa, et vint opérer sa jonction une seconde fois avec les Français dans la Bulgarie. Cette province, récemment conquise par Amurath, se trouvait dans l'état le plus florissant : les Turcs y cultivaient la vigne d'une manière supérieure, et faisaient d'excellent vin qu'ils vendaient fort cher. On sait que la loi de Mahomet leur interdit cette boisson, sans leur défendre néanmoins de manger les raisins, et ils s'en montraient singulièrement friands. Les Turcs de la Bulgarie composaient aussi des liqueurs et des cordiaux, qu'ils répandaient dans tout l'Occident (1) : ce commerce procurait à beaucoup d'entre eux des sommes assez considérables. La chronique d'où nous avons extrait ces détails dit à cette occasion : « En cette contrée, toutes gens y sont de sobre vie, et se passent legierement de viandes, et usent en grande foison d'épices, par special de sucre, car ils en ont en abondance (2). » L'armée se remit en marche, appuyant sa gauche au Danube; les Français se tenaient constamment à l'avant-garde (3). Ils investirent Razo, qui opposa une vigoureuse résistance : on se concentra sous les murs de cette ville. Les Français montèrent plusieurs fois à l'assaut, et eurent seuls l'honneur de cette conquête. La pe-

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 6.

(2) Idem, p. 30. La chronique ne dit pas d'où les Turcs tiraient ce sucre.

(3) Engel, et tous les historiens allemands.

tite garnison turque fut remise à Sigismond, qui la fit passer au fil de l'épée. Ce prince voulut s'excuser de cette horrible violation des lois de la guerre, en disant que les Turcs n'avaient cessé d'agir ainsi à l'égard des soldats hongrois que le sort des armes faisait tomber entre leurs mains. Les croisés quittèrent Razo le 15 septembre. La chaleur était excessive, et ils auraient tous péri sans les fruits que l'on se procura le long de la route (1).

L'armée continua à s'avancer de front, en se dirigeant sur Constantinople et en chassant les musulmans des pays conquis par eux sur l'empire grec. On suivit donc la rive droite du Danube pour entrer en Bulgarie, la plus riche province de la Turquie d'Europe. Les croisés, ayant à cœur de ne laisser derrière eux aucune place importante, résolurent de former le siége de Nicopolis, la clef de la Bulgarie : maîtres de ce point, rien ne pouvait s'opposer à leurs progrès.

Nicopolis (en grec, ville de la victoire) fut fondée par Trajan, en mémoire d'un triomphe remporté sur les Daces dans ce même lieu. Elle était située au confluent du Danube et de l'Otzma, à cent quarante lieues de Bude, cinquante est de Silistrie, soixante sud d'Andrinople, et quatre-vingts de Constantinople. Nicopolis avait pour commandant Dogan-Beg, un des meilleurs officiers du sultan, et même un des plus actifs, quoique très-vieux. La régularité des fortifications toutes récentes de ce boulevard at-

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 7.

testait d'une manière irrécusable que les Asiatiques, dans le moyen âge, possédaient pour la défense des places une expérience qui manquait aux nations les plus belliqueuses de l'Europe. Les Français ouvrirent devant la ville des tranchées, dans lesquelles trois hommes pouvaient marcher de front; ils y posèrent des machines de guerre dont le jeu ne produisit aucun effet contre les fortes murailles de Nicopolis, et principalement contre les ouvrages avancés, établis d'après un système bien entendu. Les Hongrois assirent leur camp sur un plateau séparé; les Français s'adossèrent à une légère chaîne de montagnes : ce rideau, d'abord peu saillant, ne commençait à s'élever qu'en face de la ville, et s'abaissait une lieue plus loin pour s'unir à une plaine par un chemin rocailleux (1). Malgré le mauvais début de l'entreprise, on s'obstina à vouloir se rendre maître de la place par famine, puisqu'on ne pouvait l'enlever de vive force. Le siége fut donc converti en blocus. Dès ce moment les jeunes Français, voulant charmer leurs loisirs, reprirent le cours de la vie licencieuse dont ils avaient donné naguère le spectacle à toute l'Allemagne ; les navires qui suivaient l'armée en descendant le fleuve, leur apportaient les vins les plus exquis, les mets les plus recherchés. La tente de Jean de Nevers, formée de plusieurs élégants pavillons de soie verte, la couleur de la maison de Bour-

(1) Voyez le cours du Danube exécuté par le comte de Marsigli, carte en 18 feuilles; sections 17 et 18. Dépôt des cartes au ministère de la guerre.

gogne, devint le centre des plaisirs les plus extravagants; on y retrouvait tout le luxe dont brillait le palais de son père Philippe le Hardi, le prince le plus fastueux de son temps Des bateleurs, des musiciens, venus des rives de la Seine sur les bords du Danube, n'étaient occupés qu'à distraire ces guerriers plongés dans la mollesse : le camp retentissait de chants confus. Les bannerets, dégoûtés de leurs pesantes armures, les déposaient pour se revêtir d'habits de fêtes, comme s'il se fût agi d'assister à quelques *ébats*, à quelque *entremets*, soit à l'hôtel Saint-Paul, soit à l'hôtel d'Artois. Tous ces imprudents vivaient dans la plus parfaite sécurité, au milieu d'un pays conquis, en face d'une ville assiégée, pourvue abondamment d'ennemis aussi cruels que valeureux. Chaque baron, chaque chevalier, et même le plus simple écuyer, affectait d'étaler aux yeux des croisés étrangers les ajustements les plus à la mode parmi les élégants de Paris. Ils n'avaient pas même oublié ces souliers nommés *poulaines*, recourbés d'une manière si étrange que souvent la pointe montait à la hauteur du genou; les nobles s'en étaient réservé l'usage exclusif. Les Turcs faits prisonniers depuis l'ouverture des hostilités vivaient dans le camp, mêlés à ces chevaliers français; ils les considéraient avec surprise, ne pouvant croire que des hommes aussi efféminés les eussent vaincus en rase campagne.

Le sire de Couci ne partageait pas des travers aussi condamnables; tout entier aux soins d'une expédition entreprise pour un si noble motif, il ne cessait de se concerter avec Sigismond afin d'en assurer le

succès. On savait qu'une division de vingt mille Ottomans, commandés par le visir Ali-Bassa, gardait un défilé à six lieues de Nicopolis, près la naissance du Balkan. Le général ennemi annonçait l'intention de jeter des secours dans la place assiégée, ou de surprendre le camp des chrétiens à la faveur des ombres de la nuit. Enguerand se chargea d'aller débusquer le visir de sa redoutable position, et de le mettre hors d'état d'exécuter ses projets. Il partit accompagné du sire de Beauvoir Chatellux, de Renaud de Roye, de Saimpi, de Leborgne de Coëtquen, de deux mille cinq cents hommes de troupes de noblesse, deux mille arbalétriers, et quinze cents Hongrois (1). Ces derniers devaient éclairer sa marche, et fouiller les lieux qu'ils connaissaient fort bien. Le sire de Couci se dirigea vers le détroit nommé *le Pas de la Porte* (en turc, Kapuli Derbend), qui ouvre le passage du Balkan inférieur. Sigismond ne doutait pas que Bajazet ne fût posté au delà : il était essentiel d'en avoir la certitude. Après six heures de marche, les coureurs hongrois poussés en avant vinrent dire à Couci que des obstacles insurmontables se présentaient en face d'eux, et que vingt mille Turcs occupaient la gorge dans son étendue. Sur ce rapport, le comte de Soissons fit exécuter un mouvement de flanc, et se jeta dans un bois dont l'épaisseur pouvait dérober ses soldats à tous les yeux : puis il détacha six cents chevaliers, sous le commandement de Saimpi, en intimant l'ordre à ce banneret de faire quelques démonstrations pour

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 12, chap. xx.

forcer le passage, et de reculer sur le corps principal au bout de quelques instants d'engagement. Saimpi s'acquitta de sa mission comme on devait l'attendre d'un guerrier aussi brave et aussi expérimenté que lui : assailli par des forces supérieures, il défendit le terrain un certain temps, et ne détermina son mouvement de retraite que fort à propos. Dès que les Turcs virent que les chrétiens suivaient une direction rétrograde, ils abandonnèrent leur position pour courir après eux, se répandant à travers la plaine sans ordre, suivant la coutume adoptée par les Tatars. A peine les deux divisions ottomanes eurent-elles dépassé le bois, que Couci s'élança de l'embuscade, prit l'ennemi en queue et en fit un horrible carnage. Saimpi revint alors sur ses pas, fit volte-face, et fondit sur la tête de la colonne ennemie avec une vigueur contre laquelle rien ne put tenir : les deux divisions d'Ali-Bassa furent anéanties en peu de temps. Les derniers escadrons, qui occupaient encore le défilé, accoururent au secours du corps principal; ils n'arrivèrent que pour partager sa défaite. La majeure partie de ces soldats tomba sous le fer des vainqueurs, les autres furent rejetés au delà de la chaîne des montagnes qui bornaient l'horizon. Enguerand, disposant de sept mille combattants au plus, venait de tailler en pièces ou de disperser vingt mille infidèles. Satisfait d'un avantage aussi brillant, il ne voulut pas franchir le détroit sans s'être concerté avec Sigismond et les principaux chefs de la croisade. Le sire de Couci regagna donc le camp, où la nouvelle de sa victoire l'avait précédé : il y fut reçu

en triomphe (1). Les jeunes chevaliers français, enflés de ce succès obtenu sans la participation des autres croisés, en conçurent une fierté déplacée, et surtout une confiance malheureuse : ils rêvaient déjà la conquête de la Turquie entière, et même de l'Asie. « Nous envahirons l'Égypte, la Perse, la Syrie, disaient-ils; nous irons déposer nos épées victorieuses sur le tombeau du Christ (2). » C'était toujours le même enthousiame, la même ignorance des choses et des difficultés, toujours le même goût pour les grandes entreprises, toujours ce courage aveugle qui ne s'informe de rien parce qu'il ne doute de rien.

Le camp célébrait encore par des chants bruyants la victoire d'Enguerand, lorsque des avis certains apprirent à Sigismond l'approche de Bajazet. Le sultan, comme nous l'avons déjà dit, avait été instruit par le duc de Milan des préparatifs des chrétiens; le perfide Visconti lui dépêcha un émissaire délié, porteur de la liste des chevaliers français qui allaient prendre part à l'expédition; la note contenait même des remarques précieuses touchant leur caractère, leur fortune et la rançon à laquelle ils devaient être taxés si on les faisait prisonniers : d'après le calcul de Visconti, le sultan pouvait retirer un million de florins des cent principaux feudataires.

Bajazet quitta Pruse, où le soudan d'Égypte était venu le visiter, et se dirigea vers l'Europe; sa marche ressemblait à celle de l'aquilon : ses soldats, en-

(1) Tous les historiens allemands et italiens s'accordent à dire que le sire de Couci remporta sur les Turcs une victoire complète.

(2) Les historiens allemands.

flammés de fanatisme, et guidés par l'espoir de conquérir de grandes richesses, ne comptaient pour rien la fatigue et la faim; aucun obstacle ne ralentissait leur course; à peine consacraient-ils quelques instants au sommeil; le sultan les électrisait encore davantage en donnant le premier l'exemple de la patience. Comme ses troupes traversaient un pays fertile en pâturages, dans lesquels on élevait des chevaux en quantité, il trouvait à chaque pas les moyens de remonter les cavaliers que trop de célérité empêchait de suivre le gros de l'armée; une division de chameaux portait la moitié de l'infanterie : enfin Bajazet parvint avec une diligence surprenante au détroit de Gallipoli, et le franchit rapidement, grâce à un nombre considérable de bâtiments de transport, rassemblés, à l'insu des chrétiens, sur la côte d'Asie aussi bien que sur la côte d'Europe. Bajazet arriva le Ier septembre 1396 sous les murs d'Andrinople, où il avait donné rendez-vous à ses troupes de la Thrace, de la Macédoine, de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Servie; il y concentra ses forces : les relations les plus dignes de croyance les portent à cent trente mille combattants (1), dont les deux tiers venaient de l'Asie Mineure.

Dans le même instant où Bajazet organisait son armée et la partageait en sections, on lui amena un

(1) Froissart et les autres historiens français doublent ce nombre; leur autorité offre peu de garantie, vu l'éloignement où ils étaient du théâtre de la guerre : nous avons cru plus sage de suivre l'opinion des écrivains allemands pour tout ce qui regarde la bataille de Nicopolis.

écuyer déguisé que Sigismond envoyait à Constantinople vers Emmanuel II. Ce messager n'avait pu échapper à la vigilance des éclaireurs turcs, qui saisirent sur lui plusieurs lettres par lesquelles le roi de Hongrie instruisait l'empereur de la situation de l'armée rassemblée sur la frontière de la Bulgarie. Selon Sigismond, Nicopolis privée de vivres ne pouvait tenir que quelques jours de plus, et la conquête de cette place devait clore la campagne; il terminait sa missive en disant que, grâce à l'arrivée de renforts considérables annoncés de toutes les parties de l'Europe, les chrétiens se verraient en état l'année suivante d'écraser les Osmanlis sur les différents points, de les rejeter au delà du Bosphore, et de délivrer ainsi de leur joug les belles provinces de l'empire grec (1). Combien le sultan ne dut-il pas apprécier un document aussi positif! Doué d'une volonté forte, le fils d'Amurath savait commander aux circonstances, et marcher à son but sans dévier. Il s'arrêta au projet d'assaillir les chrétiens dans le plus court délai, ne doutant pas que si l'on parvenait à détruire complétement l'armée commandée par Sigismond, le reste des croisés qui se proposaient de la rejoindre renonceraient au dessein de venir en Hongrie, de peur d'essuyer le même sort. Le sultan se mit donc en route le 20 septembre 1396, à la tête de son armée, qui couvrait sept lieues de terrain (2): ce qui n'est point surprenant, car la nombreuse cavalerie turque tenait à elle seule beaucoup d'espace; d'im-

(1) Rewa, Hist. de la couronne de Hongrie.

(2) Le prince Cantémir, Hist. de l'empire ottoman.

mmenses bagages suivaient péniblement le gros des troupes. Bajazet, ayant parcouru une partie de l'ancienne Thrace, passa par Phillopoli en remontant la rivière de la Maritza (l'ancien Hébrus), atteignit le vaste rideau du Balkan, et fit halte au pied de ces monts, afin de donner à ses colonnes le temps de se resserrer; enfin, il franchit la chaîne des montagnes sur trois points, et déboucha dans le bassin de Nicopolis en suivant les lits de l'Ester, de l'Otzma, du Lujd et de la Zitrits, quatre petites rivières qui viennent mêler leurs eaux à celles du Danube. Bajazet s'arrêta à deux journées de Nicopolis. Les historiens allemands, surtout Engel, assurent que les paysans de la Servie et de la Bulgarie, mécontents de la conduite des croisés, quoique eux-mêmes chrétiens, ne mirent aucun zèle à les instruire de l'approche des Ottomans : d'ailleurs, selon sa coutume, le sultan redoubla d'efforts pour cacher sa marche en jetant devant lui des nuées d'éclaireurs qui s'emparèrent des habitants de tout âge et de tout sexe, et les amenèrent en arrière; mais les coureurs hongrois, aussi agiles que les tartares, échappèrent à leur poursuite et vinrent annoncer à Sigismond l'arrivée de l'ennemi.

L'armée des alliés prit aussitôt ses mesures pour résister aux efforts des infidèles; on laissa une division sous les murs de Nicopolis afin de continuer le blocus, et l'on porta le camp à une lieue en avant, vers l'entrée d'une plaine qui se développait sur quatre lieues de long et sur deux de large (1).

(1) Engel, Hist. de Hongrie, t. II, p. 198. Ceci s'accorde parfaitement avec tous les plans topographiques.

L'armée des croisés, ayant commis la double faute de quitter sa position et de s'affaiblir en faisant un gros détachement la veille d'une bataille, ce qui est contre toutes les règles, se trouvait réduite à soixante mille hommes, la moitié environ des forces contre lesquelles les chrétiens allaient avoir à lutter. Ceux-ci avaient donc derrière eux la ville de Nicopolis, à leur droite la rivière d'Otzma, à leur gauche le Danube, large à cet endroit de huit cents toises. Une flottille d'embarcations légères y stationnait, et servait de communication avec la flotte combinée de Gênes et de Venise aux ordres du doge Mocénigo, qui, depuis le commencement du siége, croisait dans la mer Noire devant l'embouchure du Danube, depuis Varna jusqu'à Martaza. Les pays voisins des rives du Danube étaient parsemés de fondrières et traversés par une multitude de petits courants; le seul terrain solide qui se présentât propre aux manœuvres de la cavalerie était cette plaine dont l'extrémité touchait les remparts de Nicopolis; de légers rideaux de collines la coupaient de manière à intercepter la vue.

Les précautions prises par Bajazet n'empêchèrent pas que sa venue ne jetât la terreur dans les contrées que parcouraient ses terribles phalanges : les paysans, épouvantés, fuyant de toutes parts, refluèrent vers le camp de Sigismond, en annonçant l'approche des infidèles; mais comme plusieurs jours s'écoulèrent sans que d'autres circonstances confirmassent le rapport des paysans de la Servie, les confédérés finirent par ne plus vouloir croire ce qu'on leur disait à cet égard, et l'on reçut même fort mal ceux qui vin-

rent les derniers, quoique chacun d'eux assurât avoir vu l'armée turque. Le maréchal Boucicaut, aveuglé ainsi que la plupart des chefs, les traitait d'alarmistes, et voulait qu'on leur coupât les oreilles; mais bientôt l'arrivée d'officiers hongrois envoyés à cet effet par Sigismond dessilla tous les yeux. Alors un conseil de guerre se rassembla dans la tente du comte de Nevers. L'éclat que jetait la nation française lui donnait en tous lieux une supériorité marquée; aussi ne doit-on pas être étonné de la déférence que Sigismond montrait à l'égard des compagnons d'armes du sire de Couci, dont le nombre ne formait néanmoins que le huitième de l'armée combinée. Le roi avait même confié à l'amiral Jean de Vienne la garde de l'étendard de Hongrie.

Le conseil se tint le 24 septembre au matin. Sigismond y proposa de ranger l'armée en bataille sans plus attendre, comme si l'ennemi fût au moment de paraître, et de placer en première ligne les Valaques, habitués plus que tous les autres à se mesurer avec les troupes légères des Turcs, et de les faire appuyer par de l'infanterie hongroise, accoutumée à combattre au milieu des chevaux : selon lui, les Français opéreraient d'une manière très-profitable en se mettant au centre du corps de bataille, le point le plus périlleux. Les légions moldaves et les germaniques devaient occuper les ailes. Sigismond, ayant déployé son plan avec autant de sagesse que de lucidité, se mit à recueillir les avis : il commença par demander l'opinion du sire de Couci, dont la renommée venait d'être augmentée par la victoire remportée naguère sur le

visir. Enguerand répondit que la prudence commandait d'adopter sans restriction le plan de Sigismond; l'amiral Jean de Vienne exprima le même vœu; mais Philippe d'Artois, piqué de ce qu'on eût demandé l'avis de Couci avant le sien, au mépris des priviléges de sa charge de connétable, prit vivement la parole : « Pour moi, je pense que les Français doivent passer les premiers partout où ils se trouvent, et ne doivent jamais permettre qu'on les devance. Nous ne sommes pas venus de si loin pour être les tranquilles spectateurs des exploits des Hongrois. » Un pareil discours flattait trop bien les goûts des jeunes exaltés qui l'entendaient, pour qu'on ne l'approuvât pas sans examen. Un murmure flatteur couvrit la voix du connétable. Enguerand voulut lui répondre en développant ses motifs : il fut brusquement interrompu par Gui de la Trémouille, chaud partisan de Philippe d'Artois : « C'est plutôt la crainte, lui dit-il, que la prudence qui vous inspire de pareils sentiments. — La crainte! répondit avec calme le comte de Soissons, j'ai prouvé de tout temps que mon âme y était inaccessible; et aujourd'hui, sire de la Trémouille, j'irai mettre la croupe de mon cheval là où la tête du vôtre n'ira peut-être pas (1). »

Une conférence commencée sous de tels auspices devait se terminer d'une manière tragique : en effet, de violentes altercations s'élevèrent entre les nobles de France et ceux de Hongrie, à la suite desquelles les malheureux prisonniers turcs gardés dans le camp

(1) Juvénal des Ursins.

du comte de Nevers furent impitoyablement massacrés. Les historiens allemands rapportent le fait sans l'accompagner de détails : il paraîtrait que la possession de ces captifs fut disputée avec fureur, et que cette querelle amena cet horrible événement.

La journée du 24 septembre et les trois suivantes s'étant passées sans que l'on vît paraître les musulmans, les Français ne doutèrent plus que le bruit de l'arrivée de l'ennemi ne fût le résultat ou de fausses informations, ou de la panique des habitants du pays. Néanmoins, ne voulant pas être prévenus par d'autres croisés, ni céder à aucun d'eux l'honneur de porter les premiers coups en cas d'engagement, ils firent un brusque mouvement et allèrent se placer en échiquier bien en avant du reste de l'armée (1). L'ennui et l'impatience les gagnèrent en peu de temps; ils reprirent, malgré les plus sages exhortations, leur vie dissipée ; déposèrent une seconde fois les armures pour s'habiller en citadins, sans oublier surtout les chaussures recourbées, aussi embarrassantes que ridicules. Le camp des Français retentit de nouveaux chants. A l'exemple de leurs chefs, les soldats, pourvus abondamment de vin, charmaient l'ennui par de copieuses libations : ni le connétable, ni aucun de ses lieutenants, ne songeaient à pousser quelque reconnaissance, ni même à se garder militairement. Tout à coup, sur les dix heures du matin, un lundi 28 septembre 1396, la veille de la Saint-Michel (2), des

(1) Engel.

(2) Pour les Turcs l'an 798 de l'hégire, le 24 du mois de dzouledge.

éclaireurs hongrois arrivèrent à toute bride, et annoncèrent que les Turcs allaient envahir la plaine. Bajazet ayant franchi, en un jour et une nuit, l'espace qui le séparait de la chaîne de montagnes, s'était établi à leur pied. Dès que l'obscurité fut venue, il envoya son fils Timurthas reconnaître la position des croisés; peu satisfait de son rapport, il traversa lui-même le défilé, accompagné d'un seul spahis, et s'approcha à deux cents pas du camp sans rencontrer le moindre obstacle (1). Ses observations étant terminées, le sultan employa le reste de la nuit à tout disposer pour joindre les chrétiens dans la matinée du lendemain, et les étonner par son apparition.

Lorsque les éclaireurs hongrois parurent en annonçant que les Osmanlis allaient en quelques instants atteindre le plateau, ils trouvèrent les nobles de France assis à des banquets somptueux : l'approche du péril rappela leur raison égarée; ils coururent aux armes, stimulés moins par le sentiment du danger que par le désir extrême de vaincre seuls sans la participation des autres croisés. Leur empressement fut tel que la plupart d'entre eux négligèrent de prendre les cuissards, les chaussures de fer; un grand nombre coupèrent à coups de sabre les bouts des souliers à long bec qui les embarrassaient trop pour monter à cheval (2).

(1) Schef-eddin. — Le prince Cantémir.

(2) Juvénal des Ursins. Cet incident fit abandonner la mode des souliers à long bec, que l'on portait en France depuis cinquante ans; le pape n'avait pu y parvenir, quoiqu'il les eût proscrits dans les églises.

En moins de quelques instans, on vit tous ces bannerets et écuyers rangés en ordre de bataille et disposés à affronter mille morts. A peine venait-on de terminer les apprêts les plus indispensables, que deux divisions de cavalerie asiatique envahirent le plateau, en étendant progressivement leur front afin d'envelopper le camp des confédérés : tout à coup elles s'arrêtèrent comme par enchantement, et demeurèrent immobiles à quinze cents pas devant les Français. Ceux-ci prenaient déjà leurs mesures pour fondre sur les infidèles, lorsque le maréchal de Hongrie, Henri de Ostein, arriva précipitamment. Sigismond, qui rangeait en bataille la seconde ligne, effrayé des démonstrations que les Français faisaient pour se porter en avant, venait de dépêcher cet officier vers le comte de Nevers pour le supplier une seconde fois de laisser commencer l'action par les Hongrois, dont les chevaux lestes et souples pouvaient rivaliser avec ceux des Turcs. Le sire de Couci essaya de faire prévaloir cet avis, et déjà il avait ramené la majeure partie des nobles, lorsque le connétable, plus irrité que jamais, dit aux chevaliers de son hôtel : « Hissez ma bannière, et qui veut faire des mains la suive! » Le comte de Nevers, aussi impétueux que son parent, s'écria à son tour : « La chose est décidée, il faut commencer l'action; et, de par saint Denis! je prouverai aujourd'hui que je suis preux chevalier (1). » Le comte de Soissons, prévoyant les conséquences de cette fatale détermination, allait

(1) Froissart, liv. IV.

supplier le prince bourguignon d'écouter la voix de la sagesse, lorsqu'il en fut détourné par l'amiral Jean de Vienne : « Chier sire, lui dit ce guerrier, là où la vérité et la raison ne peuvent être ouïes, il faut qu'outrecuidance règne; et puisque le comte de Nevers se veut combattre, il faut que nous le suivions (1). »

La funeste résolution s'accomplit donc suivant les désirs insensés de Philippe d'Artois. Les Français s'ébranlèrent, partagés en trois corps : le connétable commandait la droite, le comte de la Marche la gauche, le comte de Nevers le centre, ayant auprès de lui le sire de Couci et l'amiral de Vienne; ce dernier portait la bannière de Hongrie. On se précipita sur les infidèles aussi courageusement que pouvaient s'en acquitter des guerriers dont la bravoure égalait l'imprudence. L'avant-garde turque n'avait été jetée dans la plaine que pour causer quelque désordre et masquer les dispositions du sultan; elle devait se retirer ensuite sur le gros de son armée. On ne lui laissa point la faculté d'exécuter la dernière partie de ce commandement; abordée avec une extrême vigueur, cette troupe opposa une résistance aussi énergique que l'attaque, mais sa belle défense ne servit qu'à la faire écraser : à peine quelques centaines de cavaliers asiatiques purent-ils échapper à ce premier choc. En cette circonstance, le comte de Nevers fut à même de prendre des leçons de vaillance de ce même Couci dont il venait de mépriser les avis. Cet engagement

(1) Froissart, liv. IV.

partiel dura une heure entière; Bajazet en profita pour donner à son plan tout le développement dont il pouvait être susceptible. D'après les ordres du sultan, ses formidables colonnes débouchèrent dans la plaine. La cavalerie se mit au galop et l'infanterie au pas de course, de sorte que le terrain naguère vide se couvrit de combattants; ce mouvement précipité était accompagné du roulement d'un nombre infini de tambours, instrument de guerre inventé par les Orientaux, et depuis longtemps mis en usage parmi les Turcs (1).

Le croissant, ordre de bataille habituel chez les mahométans, se forma graduellement : les deux ailes embrassaient un espace de deux lieues; elles descendaient avec rapidité et parallèlement aux deux flancs des Français : la tête de ces colonnes enfonçait déjà les deux ailes de la ligne hongroise, que la division du comte de Nevers s'entre-choquait encore avec les infidèles au milieu du plateau.

De son côté Bajazet s'avançait lentement conduisant le centre formé de l'élite de ses troupes : deux lignes de quinze mille hommes chacune partageaient cette réserve. La dernière, commandée par

(1) A cette époque les Turcs ne se servaient pas du tambour de la même manière que les troupes françaises ou étrangères s'en servent de nos jours : les baguettes ne frappaient pas toutes deux sur le même côté; l'un des bouts était beaucoup plus fort que l'autre; on portait le tambour comme notre grosse caisse : du temps même de M. Marsigli, qui a si bien écrit sur les usages militaires des Turcs (1670), ils n'avaient point abandonné cette coutume. Depuis les réformes opérées par le baron de Tott, les Ottomans se servent du tambour comme les autres nations de l'Europe.

Persilas-Ali, son beau-frère, se composait de cavaliers vêtus de noir, dont de larges bandes de fer couvraient la poitrine. Cette couleur lugubre distinguait spécialement ces soldats, et les avait rendus la terreur de l'Asie (1). Ils se servaient de la grosse arbalète, aussi bien que les peuples de l'Occident (2). L'étendard de Mahomet flottait au-dessus de la tête du sultan. Cette formation de bataille, disent les historiens hongrois, s'exécuta comme un coup de théâtre, avec cette promptitude unique qui accompagnait alors tous les mouvements des Turcs; de sorte que les Français se trouvèrent entourés des divers côtés, comme les Flamands à Rosebec. Ils auraient pu, en voyant déployer devant eux des forces si supérieures, déterminer un mouvement rétrograde, venir se rallier aux Hongrois, et engager en commun une action générale; mais ils n'écoutèrent que leur audacieuse présomption. Fiers de l'avantage remporté par eux au début de la journée, les Français s'élancèrent contre le centre des infidèles en se dirigeant vers le point où ils voyaient voltiger le drapeau du croissant. Le tiers de la cavalerie mit pied à terre selon la vicieuse pratique du temps, et se forma en colonne derrière

(1) Ces détails sont tirés de Schef-eddin, historien arabe, et de Clavijo, commentateur espagnol réputé fort exact; il mourut en 1403. (Vida del gran Tamerlan, p. 553.)

(2) On ne pouvait bander cette arbalète sans le secours des deux pieds. En parlant de cette arme, en usage chez les Turcs avant que les Grecs la connussent, Anne Comnène dit : « Lorsqu'on lâche la corde, le trait part avec une impétuosité à laquelle rien ne résiste : il perce à la fois le bouclier, la cuirasse et l'homme; on dit même qu'il rompt des statues de bronze, et lorsque les murailles des villes sont épaisses, le trait entre si avant qu'on ne l'y voit plus. »

les hommes restés à cheval. Les croisés attaquèrent sans hésiter la première ligne, composée de fantassins choisis qui s'avançaient à pas comptés en plantant devant eux des piquets ferrés, en guise de chevaux de frise (1). Cet obstacle n'arrêta point les Français : arrachant les piquets avec intrépidité (2), ils se plongèrent en quelque sorte dans les masses des Ottomans, y portant le ravage et la mort : le cimeterre des Sarrasins venait se briser sur les cuirasses et sur les casques des chrétiens, tandis que l'épée droite et mince de ceux-ci perçait facilement leurs adversaires, revêtus d'une simple tunique de mailles de fer.

Le sire de Couci, d'une taille très-élevée, et d'une force prodigieuse (grand et corsu, dit la chronique de Boucicaut), dominait les combattants, et abattait du revers de son sabre les bras des Turcs, armés de massues; rien ne lui résistait : le héros parcourait cette scène de carnage sans rencontrer d'autre obstacle que les corps des ennemis qu'il étendait autour de lui. Bajazet, en personne, se vit assailli au milieu de sa garde de janissaires récemment instituée. Renversé de son cheval, foulé aux pieds des combattants, il demeura quelques instants au pouvoir des Français (3). L'histoire n'a point conservé le nom des preux qui portèrent de si terribles coups au maître de l'Asie. Les soldats de Bajazet s'élancèrent de toutes parts pour le délivrer; des milliers périrent avant

(1) Engel, Hist. de Hongrie, t. II, p. 203. Les Anglais employèrent cette manœuvre, vingt ans plus tard, à la bataille d'Azincourt.

(2) Engel, Hist. de Hongrie.

(3) Schef-eddin. — Le prince Cantémir, t. I.

d'y parvenir; le sultan serait resté entre les mains des Picards ou des Bourguignons, sans l'arrivée des spahis qui appuyaient les janissaires : cette cavalerie redoutable, formant un corps d'élite de six mille hommes, n'avait jamais manqué de produire un effet décisif. Qui le croirait? les nobles de France, quoique exténués de fatigue, l'abordèrent franchement en étendant leur ligne afin de ne pas être débordés. Les spahis ne purent résister à la vivacité de cette attaque, ils furent culbutés et obligés de se rejeter sur les ailes (1). La victoire semblait être assurée au comte de Nevers, lorsque les spahis, en démasquant les dernières lignes, laissèrent voir les janissaires, qui, ayant été contraints de céder à la furie des nobles, avaient pu néanmoins se rallier : ces nouveaux adversaires marchaient en phalanges serrées, ayant à leur tête Bajazet en personne. Cette apparition intimida les Français, faciles à émouvoir même au milieu du succès. Dans ce moment des cris perçants leur apprirent que les Hongrois en étaient venus aux mains avec un ennemi bien supérieur en nombre : en effet, Sigismond avait été attaqué sur deux points avant qu'il eût achevé de ranger son armée en bataille. Le comte de Nevers, le connétable et tous leurs compagnons d'armes, songeant malheureusement trop tard à la faute qu'ils avaient commise, eurent la pensée de voler au secours de leurs alliés, et se disposèrent à battre en retraite pour regagner le camp. Ils exécutèrent ce mouvement rétrograde dans un ordre admirable, et en soutenant un combat opiniâtre : ces chevaliers

(1) Engel, t. II, p. 205. — Hammer.

rachetèrent par des traits d'héroïsme leur inconcevable imprudence. L'amiral Jean de Vienne, après s'être signalé par des prodiges de valeur, tomba percé de coups, sans abandonner l'étendard de Hongrie confié à sa garde : six fois il avait relevé cette bannière renversée par la multitude. Ainsi périt dans un âge avancé ce guerrier, qui, depuis quarante ans, n'avait cessé de prendre part à toutes les grandes entreprises militaires. Guillaume de la Trémouille fut tué avec son fils, au moment où tous les deux étendaient le bras pour percer Bajazet. Guillaume d'Eu et Leborgne de Coëtquen (le premier, chevalier picard, et l'autre breton) traversèrent à plusieurs reprises l'épaisse ligne des Turcs, et succombèrent en immolant un nombre considérable de Sarrasins (1). Un banneret de l'Artois, Robert de Montcavrel, avait auprès de lui son fils, âgé de treize ans, qui combattait sous ses yeux depuis le commencement de l'action. Jugeant la bataille perdue, Robert ordonna à ses écuyers d'emmener son fils, de l'enlever à une mort certaine en gagnant un chemin qui aboutissait au Danube, où la flotte vénitienne pourrait le recueillir. Le jeune enfant résista longtemps, ne voulant pas quitter son père; enfin ils s'arrachèrent l'un à l'autre; mais leur séparation ne fut pas de longue durée, ils se rejoignirent bientôt après dans un monde meilleur : le père fut tué en regagnant le lieu où combattait sa chevauchée, et le fils se noya en essayant de monter sur une barque (2).

Les Français avaient marché une lieue entière,

(1) Chronique de M. Barrois, p. 28. — (2) Ibid.

afin d'assaillir Bajazet jusqu'au milieu des siens; mais leurs trois divisions ayant essuyé déjà des pertes considérables, se voyaient hors d'état d'embrasser en entier la largeur de la plaine et de contenir l'ennemi aux deux extrémités : ils avaient commis la faute de laisser trop de distance entre leur ligne et celle des Hongrois. Les Turcs, les ayant débordés assez facilement, allèrent attaquer les deux ailes de l'armée de Sigismond. Le perfide Stéphan Latzkovicz, l'ennemi secret du roi, placé à la droite, s'enfuit honteusement le premier, entraînant avec lui la portion des Hongrois qui s'étaient voués à sa cause. Cet exemple fut imité sur le point opposé par Myrtsché, chef des Valaques, que la crainte seule avait rallié à l'armée chrétienne. Le centre, commandé par Sigismond, ayant pour lieutenants Nicolas de Gara, Hermann de Cilley et Philibert de Naillac, tint ferme, et fit même éprouver à l'ennemi une perte notable : ce corps se composait de Hongrois et d'Allemands. Dans ce moment critique, une division de cinq mille Serviens, restés tranquilles spectateurs au bord de l'Otzma, accourut, et se déclara subitement pour Bajazet : son chef, Lazarovictz, tributaire de la Porte, voulait se faire pardonner une ancienne défection par une nouvelle perfidie; il assaillit les Hongrois de la réserve. D'abord ceux-ci se défendirent vaillamment, mais la frayeur s'empara d'eux lorsqu'ils virent tomber la bannière de la maison de Luxembourg : ils crurent que Sigismond, devant qui on la portait, venait d'être fait prisonnier; ce qui serait arrivé si Hermann de Cilley et le margrave de Nuremberg

n'eussent arraché ce prince de la mêlée pour le conduire vers le Danube, comme Jacques de Bourbon et Charles de Montmorenci avaient enlevé Philippe de Valois du champ de bataille de Créci. Philibert de Naillac protégea sa retraite à la tête des derniers escadrons des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Après le départ de Sigismond, le centre ayant fléchi sur les divers points, toute résistance combinée cessa, et l'on ne vit plus qu'une déroute générale. Les Turcs, abandonnant alors la poursuite des Hongrois, vinrent prendre en queue le comte de Nevers, qui reculait à son tour devant les nouvelles hordes que de moment en moment Bajazet lançait au milieu du plateau. Déjà les Français avaient regagné leur camp, où naguère encore ils se livraient aux plus brillantes illusions; mais Thimurtas venait de l'envahir, et les soldats asiatiques s'en disputaient les riches dépouilles. Tout espoir s'évanouit parmi les compagnons d'armes du prince bourguignon : Couci lui-même ne songea plus qu'à faire payer cher sa défaite à un ennemi impitoyable. Le désespoir rendit la lutte plus terrible : le banneret vivant prenait la place de celui qui venait de succomber; le carnage dura encore une heure. Ces douze mille Français, Italiens ou Espagnols qui avaient tenu longtemps la fortune en suspens, se trouvèrent réduits à huit cents; dans ce nombre on comptait le comte de Nevers, le comte de la Marche, Philippe d'Artois, le maréchal Boucicaut, Gui de la Trémouille et le sire de Couci, qui faisait au comte de Nevers un rempart

de son corps : dans ce moment solennel Enguerand se rappelait encore la recommandation que le père et la mère de ce jeune prince lui avaient faite en partant. La richesse des armures signalait tous ces barons aux Ottomans comme les plus considérables d'entre les confédérés, et capables de racheter leur liberté par de fortes rançons : ils ne voulaient donc point les tuer, et leur faisaient signe de mettre bas les armes. Les chevaliers, animés d'une seule et même volonté, refusaient le quartier qu'on leur offrait : cette sorte de délire qui transporte l'homme au milieu des combats ne leur permettait pas de voir qu'en prolongeant cette résistance ils couraient à une mort assurée. Pressés les uns contre les autres, ils occupaient un espace très-rétréci ; nul ne pouvait les approcher sans être repoussé vigoureusement. Enfin une troupe de cavalerie d'élite s'élança au travers de leurs rangs, et les rompit en entier. Les Français, accablés de lassitude, pouvant à peine soulever leurs épées, furent tous pris, la plupart criblés de blessures, notamment le sire de Couci, Philippe d'Artois, Joceran de Damas (1) et son frère Huguenin. On les conduisit chargés de chaînes et presque nus devant le sultan. Pendant le trajet, la figure vénérable de

(1) Joceran de Damas mourut dans sa captivité, en 1397, des suites de ses blessures : il était fort jeune, et ne fut point marié. Son frère Huguenin, sire de la Bazole, rentra en France. Son sixième descendant, Gabriel de Damas, vivant sous Henri IV, épousa Jacqueline Bouvot, héritière du riche fief de Cormaillon, dont il prit les armes. Il devint ainsi l'auteur de la branche de Damas-Cormaillon. (Titres de la maison de Damas. Lambert, généalogiste de la couronne sous Louis XV.)

Couci, son âge, ses blessures, touchèrent un de ces mécréants, qui le couvrit de son manteau (1).

Bajazet s'était établi au fond de la tente du roi de Hongrie; il ne pouvait contenir les mouvements de sa joie. Sortant de sa réserve accoutumée, le sultan dansait et sautait pesamment comme un tigre, « et fist venir ses principaux pour jongler et bourder, et il mesme les mettait en matière de rire, de jouer et desbattre. » (Chronique de M. Barrois, p. 30, chap. XXIII.)

Le fils d'Amurath considéra tous ses prisonniers, et s'informa de leur condition : ses officiers choisirent pour truchement un banneret picard nommé Hellys, qu'ils reconnurent pour avoir servi avec eux chez le soudan d'Égypte; grâce à leurs soins, ce guerrier, prêt à être immolé par les janissaires, avait évité le trépas. Hellys commença par montrer le comte de Nevers, prince du sang, proche parent du roi Charles VI et chef de l'expédition française; et puis le sire de Couci, Gui de la Trémouille, Philippe d'Artois, etc., etc.

Bajazet, satisfait de ces renseignements, renvoya les prisonniers dans le camp sans s'expliquer sur le sort réservé aux compagnons d'armes du comte de Nevers. Le lendemain matin il voulut connaître les détails et le résultat de la journée précédente : on lui apprit que Sigismond, ayant eu à lutter contre

(1) La chronique de Tramecourt assure que le sire de Couci, passant près d'un buisson, se trouva tout à coup couvert d'un vaste manteau : « Ce furent les anges qui le lui donnèrent, dit la légende, car le sire de Couci était fort pieux. »

mille difficultés, était enfin parvenu à gagner le Danube accompagné du grand-maître de Rhodes, de Hermann de Cilley, de l'archevêque de Gran, de Stéphan Kanisa et de Nicolas Gara : un batelet trouvé sur le bord du fleuve l'avait conduit au Pont-Euxin. Les Hongrois qui venaient de se retirer précipitamment du combat, frappés de terreur, atteignirent également la grève du Danube; les Turcs, qui les poursuivaient, les y joignirent, et les exterminèrent pour la plupart. Des pelotons disséminés furent assez heureux pour trouver un refuge dans les montagnes voisines. Le sultan, ayant écouté très-attentivement le rapport de ses officiers, sortit de sa tente pour aller visiter le champ de bataille : la plaine, couverte de cadavres, offrait un spectacle hideux, et comme le terrain allait en pente, le sang, en coulant vers la partie basse, avait rempli des creux dans lesquels on voyait encore à demi plongés des malheureux blessés. On ne sera pas étonné de cette prodigieuse quantité de sang, en considérant que les soldats des deux partis ne se servirent dans cette journée que d'armes tranchantes.

A chaque pas Bajazet poussait des cris de fureur, car la scène qui s'offrait à ses regards lui montrait évidemment qu'il avait acheté bien cher sa victoire : pour un chrétien gisant sur la poussière, on comptait au moins cinq Asiatiques. On en fit, d'après ses ordres, le relevé général; plusieurs derviches se chargèrent de ce soin : d'après leur rapport, cette plaine contenait trente mille musulmans privés de la vie ou blessés à mort. Ces fanatiques docteurs de la loi maho-

métane voulurent-ils exagérer le mal, afin d'exciter encore plus le ressentiment de leur maître? Nous l'ignorons : quoi qu'il en soit, le chef des Turcs, en apprenant un pareil résultat, ne mit plus de bornes à sa colère. Ce champ de bataille lui rappelait d'affreux souvenirs, la mort tragique de son père (1). Une autre circonstance vint mettre le comble à sa rage : on eut soin de l'instruire de quelle manière les captifs turcs provenant de la garnison de Croja avaient été massacrés peu de jours auparavant par les Hongrois et les Français réunis (2). Dès ce moment le terrible Bajazet ne se connut plus : le moindre infidèle partageait ses transports furieux; il prononça aussitôt l'arrêt de mort des prisonniers sans aucune exception, en ordonnant les apprêts du supplice. Le comte de Nevers et les autres barons furent amenés en sa présence : on leur annonça que la dernière heure était venue; le jeune prince ne put s'empêcher de répandre des larmes en entendant prononcer sa sentence. Juvénal des Ursins assure qu'un astrologue conseilla au sultan de laisser vivre le comte de Nevers,

(1) Amurath I[er] remporta, le 15 avril 1389, une victoire signalée non loin de Cassovie, sur les Hongrois, les Moldaves, les Valaques et les Serviens, réunis sous le commandement de Lazare, principal chef moldave, longtemps la terreur des Turcs : après l'action, qui avait été des plus meurtrières, le sultan alla visiter le champ de bataille; et au moment où il considérait avec joie tous ces ennemis tombés sous ses coups, un chef triballien nommé Milhos se leva subitement de dessous un monceau de morts, fondit sur Amurath, et lui plongea sa dague dans le cœur : le vainqueur de Cassovie expira deux heures après. Depuis la fin tragique d'Amurath, personne n'abordait plus les sultans sans être tenu sous les bras par deux officiers.

(2) Engel. — Chronique de M. Barrois, p. 33.

s'il voulait tirer une ample vengeance des chrétiens de France; car, selon lui, ce captif illustre devait causer à son pays des maux incalculables : le chroniqueur dit-il l'exacte vérité? Enfin, par une considération dont le véritable motif n'est point expliqué, Bajazet consentit à épargner Jean de Bourgogne, et lui accorda même la faculté de désigner, pour être mis à rançon, vingt-cinq bannerets (1), parmi lesquels on distinguait le sire de Couci, Philippe d'Artois, le comte de la Marche, Gui de la Trémouille, Henri de Bar, gendre d'Enguerand, Joceran de Damas, les sires de Briqueville, de Grutuse, de Chatellux, etc., etc. Mais, par un raffinement de cruauté inouïe, Bajazet voulut leur faire payer le présent de la vie en les mettant en face de la mort, en leur faisant éprouver toutes les horreurs de l'agonie.

Bajazet s'assit devant sa tente, sur un tertre; il ordonna au comte de Nevers et aux autres principaux barons de rester auprès de lui, et fit venir ensuite les prisonniers : ils étaient au nombre de onze mille. Les Français marchaient les premiers : après eux venaient les Bavarois, les Allemands, les Hongrois, etc. Ces malheureux arrivèrent sur une file, et passèrent successivement devant le sultan; au fur et à mesure que les captifs dépassaient la tente de quelques toises, ils trouvaient le trépas. Le cimeterre de plusieurs pelotons de Turcs abattait leurs têtes, dont la chute faisait résonner la terre; ces

(1) Tous les historiens allemands. Froissard dit huit : c'est une erreur manifeste.

croisés allaient au supplice en martyrs : « Jésus, mon Sauveur, ayez pitié de moi, » disaient-ils en recevant le coup fatal : plusieurs chantaient des cantiques. Jean de Bourgogne et les barons reconnaissaient dans chacune de ces victimes un parent, un ami ; au milieu de cette scène d'horreur, on n'entendait que leurs gémissements ; ils se couvraient le visage de leurs mains, et détournaient la vue, de peur de rencontrer les regards de ces infortunés. Plusieurs fois le comte de Nevers embrassa les genoux de Bajazet, dans l'espoir de le fléchir : le féroce mahométan le repoussait, et, de la voix, encourageait les bourreaux dans leur détestable office. Le prince bourguignon, abîmé sous le poids de la douleur, lève les yeux et aperçoit devant lui, mêlé aux victimes qui allaient à la mort, le maréchal Boucicaut, son compagnon d'enfance : à cette vue le comte de Nevers tombe aux pieds du sultan, et, ne pouvant se faire comprendre par la parole, il lui montre Boucicaut, s'élance vers ce guerrier, l'arrache de la file des malheureux prisonniers, le présente à Bajazet, « et lui fait signe, en comptant d'une main dans l'autre, que cestui pouvait payer grandes finances (1). » La vivacité de ses mouvements, la sensibilité dont le prince bourguignon paraissait animé, et mieux encore l'appât du gain touchèrent le terrible vainqueur : le maréchal ne périt point.

Les Bavarois défilèrent immédiatement après les Français : on en avait déjà immolé plusieurs centai-

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 33.

nes, lorsque vint le tour de l'écuyer Schiltberger, âgé de seize ans au plus. A son aspect, Thimurtas, le fils de Bajazet, se sentit ému; il fit remarquer à son père la jeunesse de l'esclave, en lui rappelant que la loi de Mahomet défendait de supplicier un coupable s'il n'avait au moins vingt ans : Schiltberger fut épargné. Les farouches Osmanlis n'agirent pas de même envers Jean de Grief, noble bavarois, dont les blessures attestaient la valeur; en passant devant Bajazet, il cria d'une voix forte à ses compagnons d'infortune : « Amis, versons sans regret notre sang, puisque c'est pour la cause de N. S. Jésus-Christ. »

Si l'on en croit ce même Schiltberger, qui a laissé une relation du désastre de Nicopolis (1), le carnage dura depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures après midi. Le sultan, qui d'un geste l'avait ordonné, d'un geste le fit cesser. Huit à dix mille prisonniers de tous pays furent immolés aux mânes des musulmans. A l'issue de cette boucherie, Bajazet fit faire des obsèques magnifiques aux Turcs tués dans le combat; il refusa la sépulture aux vaincus : leurs corps restèrent sur le champ de bataille, et servirent de pâture aux bêtes fauves qui remplissaient les forêts de la Bulgarie. Le sultan préleva sur le butin sa part, et le cinquième sur celles des autres, ce qui

(1) Schiltberger demeura captif vingt-quatre ans; à son retour dans sa patrie, il composa pour le duc de Bavière la relation de la bataille de Nicopolis. Cette chronique allemande fut imprimée une des premières; il en a paru une nouvelle édition vers la fin du siècle dernier. Engel lui a emprunté, dans son Histoire, les détails que nous avons cités.

produisit des sommes considérables; elles furent employées à bâtir à Pruse une mosquée et un hôpital militaire.

La nouvelle de la défaite de Sigismond et du comte de Nevers fut apportée en France par deux cents soldats, échappés par miracle à cette catastrophe; ils traversèrent le royaume en semant sur leur passage le bruit du malheur arrivé au comte de Nevers et aux autres chefs de la croisade. Ces hommes parvinrent ainsi jusqu'à Paris : on les traita de fourbes, de lâches, qui cherchaient à pallier leur désertion au moyen de rapports mensongers; le peuple, toujours extrême, les maltraita et en tua même quelques-uns. Le roi les fit renfermer au Châtelet, en les menaçant de les envoyer à la mort si, au bout de quelques jours, des avis officiels ne confirmaient point la nouvelle d'un aussi grand désastre. Hélas! on ne fut pas longtemps sans apprendre que ces soldats avaient dit la vérité. Le chevalier Hellys avait été chargé par Bajazet d'aller demander à la cour de France la rançon du comte de Nevers et des autres barons; ce messager, arrivé de nuit à l'hôtel Saint-Paul, demanda à parler au duc de Bourgogne et aux membres du conseil, qui accoururent tous : heureusement pour lui qu'il était porteur de l'anneau d'or du comte de Nevers; sans cette précaution, personne n'eût ajouté foi à ses discours. De l'incrédulité on passa au désespoir; le duc de Bourgogne ne pouvait modérer sa douleur : il ne songea plus qu'à se procurer la rançon demandée en échange de son fils. Le sire de Châteaumorand

fut chargé de porter à Bajazet les deux cent mille florins exigés pour le comte de Nevers et les autres bannerets. La dame de Couci lui remit dix mille florins, auxquels son mari avait été taxé. Châteaumorand emporta, de plus, des présents destinés au sultan. Parmi ces objets, on remarquait des produits nationaux, des toiles blanches de Reims, très-recherchées en Orient; des draps de Nevers; des gants de Paris, dont les coutures étaient recouvertes de petites perles fines; des tapisseries d'Arras, représentant les victoires d'Alexandre. Voulait-on flatter l'amour-propre d'un vainqueur inhumain par un rapprochement historique? Nous serions tenté de le croire, en voyant le soin que l'on prit de satisfaire jusqu'à ses goûts. Chacun savait que le fils d'Amurath aimait passionnément la chasse (1); le grand fauconnier de France lui dépêcha des gerfauts du Nord, oiseaux de proie fort rares et fort estimés en Asie. Bajazet envoya en échange au roi de France, sans doute par ironie, un gros tambour, instrument militaire inventé chez les Tartares, un arc dont la corde était

(1) Il nourrissait jusqu'à sept mille oiseaux de proie et autant de chiens. Un jour il désira donner au comte de Nevers, son prisonnier, le spectacle de la chasse: elle eut lieu auprès de Burse; quinze mille hommes y furent employés; cependant elle ne répondit pas à l'attente du maître: dans sa colère, celui-ci voulut faire mourir deux mille fauconniers, parce que les gerfauts avaient été lâchés mal à propos. Le comte de Nevers n'obtint leur grâce qu'avec beaucoup de peine : « J'ai des hommes tant que je veux, dit le sultan, mais je n'ai pas aussi facilement un bon chien ou un bon gerfaut. » (Schef-Eddin.) — Lacroix, t. I[er], p. 143.

faite de boyau d'homme, et de vieilles armes rouillées par le sang (1).

Le sire de Châteaumorand partit de Paris le 15 décembre 1396, accompagné du chevalier Hellys, prisonnier sur parole, et qui, n'ayant pu réunir la somme nécessaire pour acquitter sa rançon, allait reprendre ses fers. Bajazet lui avait prescrit de passer par Milan, et de complimenter de sa part Galéas Visconti. Ces deux chevaliers traversèrent l'Allemagne, l'Autriche, une partie de la Hongrie; mais, arrivés à Bude, ils furent arrêtés par ordre de Sigismond. Ce prince venait de rentrer dans ses États, grâce au secours de la flotte vénitienne, qui lui avait servi de refuge contre la fureur des Turcs. Une galère de l'amiral Mocénigo le débarqua sur les côtes de Raguse. Châteaumorand, surpris de se voir arrêté, alla visiter le roi de Hongrie, et lui expliqua l'objet de sa mission.

Sigismond, indigné que les ministres du roi de France fissent de pareilles prévenances à Bajazet, ne voulut point permettre que Châteaumorand allât déposer les présents aux pieds du sultan.

Châteaumorand dépêcha vers Charles VI son premier écuyer, pour l'instruire de l'obstacle apporté par le prince hongrois. Au reçu du message, le jeune monarque assembla son conseil, auquel assistèrent les ducs de Berri et de Bourgogne et les autres dignitaires du royaume : on délibéra sur les moyens qu'il fallait prendre pour obliger Sigismond à laisser passer

(1) Tous les historiens du moyen âge.

Châteaumorand ainsi que les présents. Le duc de Berri, interpellé par le roi son neveu, répondit : « Je pense comme Sigismond : nous nous sommes trop humiliés devant le sultan; on ne devrait rien donner ni rien accepter d'un roi mécréant. — Bel oncle, lui répondit Charles VI, si l'Almourach-Bahi ou un autre roi païen vous envoyait un rubis noble et riche, le recevriez-vous? — Monseigneur, j'en aurais advis (je verrais), » répliqua le duc avec quelque embarras. Tout le monde savait que ce prince avait reçu du soudan d'Égypte, l'année précédente, un rubis estimé vingt mille livres (1).

Charles VI consultait encore son conseil au sujet de la mission de Châteaumorand, et déjà ce chevalier se trouvait fort loin de Bude. Le grand-maître de Rhodes, arrivé sur ces entrefaites dans la capitale de la Hongrie, avait obtenu de Sigismond que les présents pussent aller à leur destination. L'envoyé français se vit obligé de franchir le détroit de Gallipolli pour courir après Bajazet : le vainqueur de Nicopolis avait dédaigné de se jeter sur la chrétienté à la suite de son triomphe; il n'aurait rencontré que de faibles obstacles, aucun prince de l'Occident ne pouvait se flatter d'être à même de soutenir le rôle de Charles-Martel. Bajazet se hâta de quitter l'Europe pour s'élancer au travers de l'Asie, théâtre bien plus digne de son ambition. Il atteignait les frontières de la Perse, lorsque les princes de la Germanie, épouvantés de la défaite de Sigismond, le croyaient prêt à

(1) Manuscrit de M. Barrois, p. 51, chap. dernier.

fondre sur leurs États. Châteaumorand le rejoignit auprès de Bagdad, et lui remit en lettres de commerce, tirées sur des marchands de l'île de Chio, le montant de la rançon des comtes de Nevers, de la Marche, du sire de la Trémouille, de Henri de Bar et de Philippe d'Artois. Quant au sire de Couci, il n'existait plus. Enguerand, blessé grièvement, n'avait pu supporter la honte de la captivité. Les revers, auxquels sa glorieuse carrière militaire n'était point accoutumée, le regret d'avoir vu perdre la bataille de Nicopolis livrée contre ses avis, le spectacle de ses malheureux compagnons d'armes massacrés sous ses yeux; ces diverses causes réunies avaient flétri son âme et abattu son courage : il mourut autant de désespoir que des suites de ses blessures, le 18 février 1397, à Burse en Bithynie, où Bajazet l'avait laissé sous la garde de quatre officiers turcs : son cœur fut porté à Soissons, et déposé dans l'église des Célestins, fondée par lui. Sa veuve épousa Étienne, duc de Bavière Ingolstat, père de la fameuse Isabeau, femme de Charles VI (1).

Lorsque Bajazet congédia le comte de Nevers, il lui adressa, par la bouche du sire de Hellys, ces paroles remarquables : « Je pourrais, en te donnant la liberté, exiger de toi le serment de ne jamais porter les armes contre moi, mais je te crains trop peu pour te le demander; retourne dans ta patrie, rassembles-y d'au-

(1) Les derniers descendants mâles d'Enguerand de Couci ont été monseigneur l'archevêque de Reims, mort en 1824, et son frère le comte de Couci, mort en 1818. Ce dernier a laissé une fille mariée à M. le marquis de Clermont-Mont-Saint-Jean, dont le second fils a pris, avec l'autorisation du roi, le nom de Couci.

tres soldats, viens m'attaquer de nouveau : je t'attends, et je te vaincrai une seconde fois. » Un pareil langage résultait du profond mépris que Bajazet avait conçu pour les chrétiens : en effet, durant toute la bataille de Nicopolis, et nonobstant les dangers imminents qui l'environnaient de toutes parts, il ne voulut jamais tirer son cimeterre hors du fourreau, regardant ces ennemis comme indignes de ses coups. (Schef-Eddin.)

Ceux des chevaliers chrétiens qui ne purent acquitter sur-le-champ leur rançon vécurent en Asie, dans la plus dure captivité; les uns périrent de misère, quelques autres finirent par regagner à grand'-peine leur pays après une longue absence, et rentrèrent au sein de leurs familles, qui les croyaient morts depuis longtemps : de ce nombre fut le sire de Baqueville, banneret normand. En arrivant à la porte de son castel, au bout de neuf ans d'infortunes, il y trouva des préparatifs de fête; car la châtelaine, se croyant veuve, allait se marier le jour même au sire de Driocourt. Pendant quelque temps on méconnut le sire de Baqueville, à cause de sa longue barbe, de son habit d'esclave, et plus encore vu les ravages que les années et les souffrances avaient causés sur sa personne. (Hist. des Mayeurs d'Abbeville, pag. 391.)

LISTE

DES CHEVALIERS TUÉS OU FAITS PRISONNIERS A LA BATAILLE DE POITIERS, TELLE QU'ON LA TROUVE DANS AVESBURY, P. 252.

Le Ducz de Bourboun.
Mounsire Robert Duras.
Le ducz d'Athènes. } (1).
Le constable de France. }
L'ovesque de Chalouns.
Le marschal Clermound.
Le viscounte de Bruse (Brosse).
Mounsire Gichard de Beauge (Guichard de Beaujeu).
Mounsire Renaud de Pountz (Pons).
Mounsire Geffray Charny.
Le sire de Mathas.
Le viscounte de Richouware (Rochechouart).
Le seignour de Baundos.
Mounsire Eustas de Riplemound (Ribemont).
Mounsire Andreu de Charny.
Mounsire Johan de Lisle.
Mounsire Gilliam de Nerboun (Narbonne).
Mounsire Robert de Angest (Hangest).

(1) Le duc d'Athènes avait été pourvu de la charge de connétable le 6 mai de cette année : ainsi ces deux personnages n'en font qu'un. (Chron., Hist. mil., t. I, p. 87.)

Le sire de Chastiel-vilain.
Le sire de Mountrehan.
Le sire d'Argentyn (d'Argenton).
Mounsire Johan de Sawcer (Sancerre).
Mounsire Lowis de Briche.
Mounsire Jakes de Bourboun, de sanguine regio. } (1)
Le counte de Pountif (de Ponthieu). }
Le counte de Eawe (d'Eu).
Le counte de Longeville, filtz à M. Robert d'Artois.
Le counte de Tankervyle (Tancarville).
Le counte de Vendome.
Le counte de Rousby (Roucy).
Le counte de Vaudemound.
Le counte Denmartin (de Dammartin).
Le counte de Nessowe (de Nassau).
Le counte de Ventedoure.
Le counte de Saresburgh (Saarbruck).
L'archevesque de Saunz (Sens).
Le chastelyn de Empost.
Le marschal d'Odenham.
Le viscounte de Nerbone.
Le viscounte de Bedemound.
Le filtz à counte d'Aunser (d'Auxerre).
Le frière à counte de Vendome.
Le sire de Mountagu.
Le sire de Tiger.
Le sire de Rochefordred (Rochefort).

(1) Les deux ne sont qu'un : Jacques de Bourbon était comte de Ponthieu.

Le sire de Valoys.
Le séneschal de Seintonge.
Mounsire Gichard d'Acres (d'Anglé).
Mounsire Moris Matynet.
Le captain de Peiters (Poitiers).
Le sire de la Tour.
Le sire de Dureval.
Le sire de Villehernail.
Le sire de Crowe.
Mounsire Aleyn de Moundtendre.
Le sire de Mangleir (Maignelers.)
Mounsire Johan de Blannche.
Le sire d'Aubeneye (d'Aubigny).

AUTRES LISTES

EXTRAITES DES ANNALES D'AQUITAINE PAR BOUCHET, QUATRIÈME PARTIE; — RÉPÉTÉES PAR THIBEAUDEAU DANS SON HISTOIRE DU POITOU, DEUXIÈME PARTIE, PREUVES.

Cecy sont les noms de ceulx qui ont esté enterréz cheux les frères mineurs de Poitiers au temps de la desconfiture qui fut faicte d'avant la dicte ville, l'an mil trois cent cinquante-six, le dix-neufviesme jour du moys de septembre au jour de lundy. — Premièrement les chevaliers qui s'en suyvent.

Le duc d'Athènes.
L'Evesque de Chaslons.
André de Chauvigny.
Loys de Brosse.

Jehan.
Geoffroy de Charny.
De Monjouan.
Jehan de l'Isle.
Gris mouton de Chambely.
Pierre de Chambely.
De Chasteau Vilen.
Dance de Melon.
Guillaume de Crenait.
Guillaume de Linières.
Olivier de Sainct-Giles.
Guillaume de Pomereuil.
Jehan des Cranches.
Yvon du Pont.
Guillaume de Mongy.
Jehan de Tigny.
Jehan Brigdene.
Jehan de Noire-Terre.
Jehan de Montigny.
Jehan de Maulmont.
Jehan de Bourbon.
Phelippes de Boutennillier.
Hue de Maille.
Geoffroy de Saint-Digier.
Aymery de la Barre.
Guillaume de Blese.
Jehan de Grillon.
Ce Chitre.
Clerin de Cherves.
Baudin de Gargalingaen.
Anseau de Hois.
Micheau de Pommois.
Richart de Beaulieu.
Guillaume de Fuylle.
Hugues Bonnin.
Guy des Barres.
Jehan de Cloys.
Guillaume de Paty.
Robert de Chalur.
Bonnabes de Beauvillier.
Bonnabet de Roges.
Vynies de Sainct-Denis.
Mau de Grosboys.
Loys de Nully.
Simon Oyenpuille.
De Champrecourt.
Guillaume Sauvage.
Guillaume du Retail.
Seguin de Cloux.
Le Budane de la Rochedragon.
Raoul de Redày.
Jehan de Mirebeau.
Guischer de Chantylon.
Amelin de Caron.
Le Bourgue de Prie.

ÉCUYERS.

Bernard de Donzenac.
Gilles Miraumont.
Guicheux de Maronnay.
Girard de Pierre.
Guillaume de la Fousse.
Robert de la Roche.
Jehan Ribriche.
Colart Hérausant.
Hopart de Hanpcourt.
Guymon Pery.
Guillaume de la Jarracère.
Olivier de Rosay.
Guillaume Sevrin.
Jehan du Glume.
Guy de Bournay.
Guinet de Buysson.
Jehan de Brinac.
Ymbert de Chamborant.
Brunet d'Augun.
Pierre de Saint-Denis.
Perrine de Pache.
Ferry Pate, Jehan Dynie.
Le petit Dinchequin.
Jehannot de Montabis.
Girard de Lec.
Berard de Lémont.
Heymonnet Embert.
Robert Dartoys.
Richart de Vendel.
Jolivet Buffart.
Jehan de Bourmeuille.
Ardouyn de la Touche.
Guillaume de Lusange.
La Roche Degon.

Plusieurs autres corps occis à la dite bataille, par la licence de l'official de Poictiers et du maire de la dite ville, furent amennez en charetes par les dicts frères mineurs en icelle ville de Poictiers, et enterrés en de grandes fousses en leurs cimétiere qui est hors l'église, le jour de Sainct Valentin ou dit an mil trois cent cinquante et six; et furent faictes obseques honnorables par toutes les églises, convens et monasteres, aux despens des bons bourgeois d'icelle dicte ville.

Ce sont les noms de ceulx qui furent enterrés en l'église des frères prescheurs du dict Poictiers, que j'ay prins et extraits du livre qu'on appelle le kalendaire du dict convent, et traduits de latin en françois.

Le duc de Bourbon, de la partie dextre du grand aultier.

Le mareschal de Clermont, aussi de l'autre couste.

Au dessoudz près de luy, messire Aubert de Angest.

Après lui, le vicomte de Rochechouart.

Du milieu du cueur, Aymer de la Roche Foucault.

A l'entrée du cueur à main dextre, messire Jehan de Sanserres.

En la chapelle de Magdalaine, messire Jehan de Sainct Didier.

En la dicte chappelle près du mur, Thiebault de Laval.

En la chapelle des Apoulstres près du mur, messire Thommas de Motur.

En la chappelle de Nostre Dame, messire Gaultier de Montagu.

Après luy, messire Raoul Ribinard.

En la nef près de la porte, messire Jehan Ferchaut.

Près de luy, messire Pierre Marchadier et Héliot son frère.

Devant l'image sainct Michel, messire Olivier de Monville.

De l'autre couste, messire Phelipes de Forges.

Devant la grant porte, messire Guillaume de Bar et messire Jehan de Nully.

Ceulx qui sont ès cloistres du dit convent.

Le chevalier Miloton.
Jehan de Chambes.
Jehan Macillon.
Olivier de Sainct George.
Ymbert de Sainct Saturnin.
Jehan de Ridde.
Huguet Odard.
Gilles Cherchemont.
Jehan de Sanges.
Guillaume de Digogne.
Jehan Drouyn.
Robert de Aulnay.
Jehan Dannemarye.
Robert d'Aucre.
Loys d'Escrinel.
Jehan de Vernicourt.
Pierre Audouy.
Jehan de Vernoil.
Jehan de Montmorillon.
Huguelin de Vaux.
Jehan de Almaigne.
Le seigneur Despraingy.
Hugues de Tinctes.

Le seig. de Sainct Gildart.
Henry de Launoy.
Girard de Helchemances.
Jehan de la Laing.
Symon de Renouille.
Phelipes de Pierrefite.
Guillaume de Mausenac.
Guillaume de Miners.
Raoulle Bouteillier.
Pierre de la Rochele.
De la Fayette.
Boulenville.
Jehan Fretart.
Gourrad Guenif.
Vipet Beau.
Henry Michiver.
Jehan de Bred.
Raoul Seil.
Symon de Blesy.
Hugues Orry de Melle.
Thommas de Baignel.
Pierre Baillon.
Seguin de Cluys.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR LE VÉRITABLE LIEU DE LA BATAILLE DE POITIERS.

Trois grandes batailles se sont livrées dans le voisinage de Poitiers : celle de Vouillé, entre Clovis et Alaric; celle de Tours, entre Abdérame et Charles Martel, et celle de Maupertuis, du roi Jean. Il en est arrivé que les traditions populaires confondent ces trois événements. Les gens instruits du Poitou ont été fort embarrassés pour assigner le véritable lieu où se livra la bataille de 1356. Cette question est devenue le sujet d'une controverse à laquelle dom Mazet, Luzabeau, Dubelloy et Thibaudeau ont pris beaucoup de part; mais, d'après une routine qui n'est justifiée par aucun fait, les habitants à qui l'on demande de voir le champ de bataille, vous conduisent dans un lieu nommé la Chabeaussière ou Cartage, qui appartenait à l'abbaye de la Trinité, à deux lieues et demie sud-est de Poitiers, et à une demi-lieue de Beauvoir. A la seule inspection des localités, on reste convaincu que ces gens sont dans l'erreur; car aucune circonstance du récit de Froissart ne peut s'appliquer à la Chabeaussière. Nous ne sommes pas les premiers à contredire cette opinion; déjà en 1743 un avocat de Poitiers, nommé Bourgeois, inséra une dissertation dans les Mémoires de l'Académie de Trévoux (mois de septembre), pour prouver

qu'il était impossible que la bataille se fût livrée dans ce lieu, et que le prince de Galles n'avait pu s'établir à la Chabeaussière, qui n'aurait pu contenir la sixième partie de l'armée anglaise, ce qui est très-juste; il prouva également que le terrain était de nature à n'avoir jamais été planté de vignes. Jusque-là l'auteur avait raison; mais il voulut à son tour indiquer le lieu véritable de la bataille : selon lui, l'action avait dû se livrer dans l'espace compris entre Beaumont et le Fou, c'est-à-dire, à quatre lieues au-dessus de Poitiers. Beaumont est un bourg situé à moitié chemin de Châtellerault et de Poitiers ; le Fou est un autre bourg à une lieue est de Beaumont, sur la même ligne et en dedans de l'angle aigu formé par le Clain et par la Vienne : ainsi, en se rangeant à cette opinion, il faudrait adopter que le Clain traversait le champ de bataille; et l'on sait qu'une rivière joue un trop grand rôle dans un combat, pour que cette circonstance soit passée sous silence par les historiens les moins initiés à la science militaire: aucune chronique ne fait mention d'une rivière. Bourgeois s'appuie sur un seul fait : c'est qu'il trouve dans le voisinage de cette plaine un hameau nommé *Maupertus*, dont il fait *Maupertuis;* et puis, se livrant à un examen critique touchant l'édition que Sauvage donna de Froissart, il accuse ce commentateur d'erreurs graves, et soutient même qu'il a altéré le texte en ce qu'il écrit Maupertuis près Beauvoir, tandis que l'original doit porter Beaumont; enfin, il avoue franchement qu'une chose l'embarrasse, c'est le passage dans lequel Froissart dit, *Les Anglois*

chevauchèrent jusqu'à deux lieues de Poitiers, et qu'après la bataille ils poursuivirent les Français jusque sous les remparts de cette ville. Or, Beaumont est à quatre lieues de Poitiers, et le Fou en est éloigné de cinq; d'ailleurs, il est rare que les vainqueurs, après une bataille qui a duré la moitié de la journée, poursuivent les vaincus l'espace de quatre lieues : nous dirons de plus que Sauvage n'a point altéré le texte, car dans les copies manuscrites originales conservées à la bibliothèque du Roi et à celle de l'Arsenal, il y a bien écrit Beauvoir, et non Beaumont. Dans le chapitre précédent, Froissart dit : « Quand le roi entendit que ses ennemis étaient derrière et non devant, etc.; » or, s'ils avaient été à Beaumont, ils eussent été en tête du roi; et ils se trouvaient pour lors sur son flanc droit, et durent naturellement être bientôt après derrière lui, puisque les deux armées marchaient en même temps, l'une dans la direction du sud, et l'autre dans la direction de l'ouest.

Le véritable Maupertuis, bien distinct de *Maupertus*, avec lequel Bourgeois le confond, est à une lieue et demie sud-est de Poitiers, et se nomme maintenant *la Cardinerie;* nous croyons qu'il tire son nom du séjour qu'y fit le cardinal de Périgord pendant les pourparlers. Le savant dom Ponteneau, religieux bénédictin, qui avait été pendant trente ans chargé de faire des recherches sur l'histoire de Poitou, écrivait ceci en 1770 : « Le lieu de la bataille livrée le 19 septembre 1356 porte maintenant le nom de la Cardinerie; c'est une campagne dans la paroisse de Beau-

voir. L'armée française appuyait sur Mignaloux; plusieurs titres latins postérieurs à 1356, et conservés dans les archives du grand prieuré d'Aquitaine, font mention de cette Cardinerie, et ajoutent toujours *alias Maupertuis* (autrement Maupertuis). » Ceci est d'un grand poids. Mignaloux, vers lequel appuyait l'aile gauche de l'armée française, se trouvait à un quart de lieue de Maupertuis et sur la même ligne, ce qui confirme ce que nous avons dit. Maupertuis ayant été à peu près le point central de la ligne des Français, le roi Jean devait naturellement faire face à la position des Bordes, occupée par les Anglais; ceux-ci ne pouvaient être placés ailleurs, car s'ils avaient pris une direction oblique sur la gauche, ils se seraient jetés dans le Miausson; s'ils avaient obliqué à droite, ils se seraient trouvés dans des marécages impraticables; et si, contre toute probabilité, ils se fussent placés au-dessus de Jean II, de manière à ce que ce prince eût été obligé de faire face en tête, ils se seraient trouvés acculés aux faubourgs de Poitiers, et auraient eu derrière eux une population de vingt mille habitants; et, dans ce cas, la description que Froissart fait des lieux ne s'accorderait en rien avec le terrain.

On trouve à deux cents pas de la Cardinerie une pointe de roche qui surgit du sol, et sur laquelle on voit des traces de caractères indéchiffrables; on l'appelle dans le pays la *Pierre du roi* : ne se pourrait-il pas que ce fût en cette place que Jean II ait été fait prisonnier ? On sait qu'il exécuta un mouvement rétrograde pour gagner le chemin de Poitiers. On remarque dans le voisinage plusieurs pièces de terre

appelées le *champ des Belles-Jaquettes*, le *champ des Beaux-Plumets*, le *champ de la Bataille* : dans celui-ci les paysans trouvent souvent des débris d'armes. En tirant vers l'est, entre la Cardinerie et Mignaloux, on découvre une grange nommée *le Deffend;* les plus anciens titres français la désignent ainsi : selon la tradition populaire, des chevaliers français se défendirent longtemps dans ce lieu, et y périrent tous. Une particularité remarquable a donné quelque poids à cette opinion : à la fin du siècle dernier, une paysanne y trouva une belle escarboucle enchâssée dans un morceau d'or, sans être taillée, telle que les bannerets les portaient encore dans le quatorzième siècle. Quant à la position des Bordes, elle est tellement bien dessinée, que le temps ne pouvait que très-difficilement en changer la physionomie : c'est un assemblage de petits coteaux propres à la culture de la vigne ; mais actuellement ils sont couverts de blés, parce que maintenant les habitants du Poitou préfèrent ce genre de culture à tout autre. Ces ravins, ces boyaux qui se coupent dans plusieurs sens, sont encore bordés de haies, de ronces, dont la grosseur démesurée atteste l'antiquité.

DESCRIPTION

DE

L'ARMURE DE JACQUES DE LA MARCHE,

TELLE QU'ELLE EST CONSERVÉE AU MUSÉE D'ARTILLERIE, SOUS LE N° 71, SUR LE RANG DE DROITE.

Le heaume, en pur fer, a une visière séparée du nasal, et qui se soulève; une ouverture carrée au côté droit servait au paladin, soit à pousser plus facilement le cri de sa maison au milieu des combats, soit pour sonner de l'*oliphant*, cornet en ivoire ou en argent, dont l'usage était réservé aux chevaliers seuls; il était pendu au cou par un cordon de soie, ou par une chaînette d'argent.

La cuirasse est fermée au passage de la tête par un bourrelet continu qui s'unit au casque, qui est d'ailleurs retenu par une vis passant au travers d'une tige de fer soudée; par conséquent la cuirasse n'a pas besoin de hausse-col. A la partie supérieure du plastron se trouve un écusson en bas-relief, représentant une femme couchée, tenant un flambeau, et regardant l'Amour, qui est debout à ses pieds et qui porte également un flambeau; ce qui pourrait bien être un emblème de la passion secrète qui unit longtemps Jacques de Clermont et Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois. Derrière les deux épaules se

trouve un autre grand médaillon représentant Hercule entre deux colonnes.

Le bas de la cuirasse, qui est sans faltes, est terminé par un rebord large de deux pouces; on remarque sur le plastron plusieurs trous virolés, par le moyen desquels on attachait le *faucre* et le support de l'épée à deux mains; mais les pièces manquent. Ce faucre était une pièce de fer longue à peu près de cinq pouces, qui sortait du côté droit de la visière, et sur lequel on appuyait le bas de la lance, pour qu'elle ne glissât pas lorsque le chevalier se mettait en arrêt pour foncer sur son ennemi; le faucre se pliait au moyen d'une jointure, et s'appliquait sur la cuirasse de manière à ne pas gêner lorsque le combat était fini.

L'espaulière est sans gousset; la cubitière en est fournie; le gantelet de la main droite manque. Deux plates épaisses, bordées de deux fortes nervures, sont attachées au bas du plastron. Sur toute l'armure règne le même genre d'ornements : ce sont des bandes transversales bordées en bâtons rompus, et chargées d'arabesques et de têtes de lion; le tout recoupé par des baguettes en torsades, espacées également entre elles.

La cuirasse et les plates supposent un homme de cinq pieds dix pouces.

LIGNÉE DESCENDANTE

DE

JACQUES DE LA MARCHE.

Ce chevaleresque Jacques de la Marche, dont nous avons essayé d'écrire la vie, était l'arrière-petit-fils de saint Louis; et c'est de ce prince que sont sorties les branches de la maison de Bourbon régnantes en France, en Espagne et à Naples, ainsi que les branches de Condé, de Conti, récemment éteintes. Nous allons montrer, en termes succincts, de quelle manière se forma cette maison de Bourbon, la plus illustre parmi celles qui ont paru sur la scène du monde depuis la chute de l'empire romain.

Saint Louis eut six fils, dont deux seulement laissèrent des enfants : la lignée de Philippe III, successeur de saint Louis, se maintint sur le trône trois cents ans : elle finit dans la personne de Henri III; et, pour la remplacer, on dut, en vertu de la loi salique, recourir à la postérité de Robert, dernier fils du saint roi : l'aîné de cette lignée était Henri, déjà roi de Navarre, du chef de sa mère Jeanne d'Albret.

Robert, sixième fils de saint Louis, reçut en apanage le comté de Clermont en Beauvoisis : il épousa, en 1272, Béatrix de Bourgogne, qui hérita, onze ans après, du Bourbonnais par la mort de sa mère. Robert conserva jusqu'à sa mort le titre de *comte de*

Clermont; mais Louis, l'aîné de ses fils et le seul qui laissa des enfants mâles, adopta, on ne sait pour quel motif, le nom de *Bourbon*, qu'avaient porté, durant plusieurs siècles, des princes issus du même sang que Charlemagne. Cependant, Louis ne prit point les armoiries des anciens sires de Bourbon, qui présentaient *un champ d'or*, *au lion de gueules*, *accompagné de huit coquilles d'azur*, *posées en orle:* lui et ses descendants mirent un soin extrême à conserver l'écusson patrimonial, c'est-à-dire l'écusson de France chargé de lis, ou plutôt de fers de lance, emblème caractéristique de la nation conquérante. Il est donc évident que la maison de Bourbon devait rigoureusement être appelée *maison de Clermont.*

Louis, fils de Robert, et le premier qui porta le nom de Bourbon, eut deux fils, Pierre et Jacques : l'un et l'autre formèrent souche. Jacques, comme nous l'avons vu, reçut en apanage le comté de la Marche; et son frère garda la sirerie de Bourbon, qui avait été érigée en duché-pairie par Philippe de Valois (1327). Voici quelle fut la ligne descendante de Pierre de Clermont, duc de Bourbon : ce prince avait été blessé grièvement à la bataille de Créci; il fut tué dix ans plus tard à celle de Poitiers, en faisant au roi Jean un rempart de son corps.

Louis II, surnommé le Bon, fut duc de Bourbon, comte de Clermont, de Forez, souverain de Dombes, de Condé, et d'autres seigneuries considérables; car son mariage avec Jeanne, fille unique de Béraud III, dauphin d'Auvergne, l'avait rendu possesseur de la majeure partie de cette province. On trouvera dans

le quatrième volume de cet ouvrage la vie détaillée de ce Louis II.

Jean Ier, duc de Bourbon et d'Auvergne : il se montra indigne de son père dans toute sa conduite politique. Ses conseils autant que sa présomption contribuèrent puissamment à la défaite d'Azincourt : les vainqueurs lui firent expier cette faute par dix-huit ans de captivité, au bout desquels on consentit à briser ses fers, moyennant une rançon de trois cent mille écus. Le duc Jean couvrit d'infamie les dernières années de sa vie; car il s'était engagé à reconnaître Henri VI de Lancastre pour souverain légitime. Il mourut à Londres en 1434, renié par sa propre famille et méprisé des Anglais. Le duc Jean eut de Marie de Berri, fils du duc de Berri, oncle de Charles VI, deux fils, Charles et Louis : ce dernier reçut en apanage le comté de Montpensier.

Charles Ier, duc de Bourbon, comte de Clermont, racheta les fautes de son père en suivant une ligne politique tout opposée : il montra un dévouement absolu aux intérêts de Charles VII. Ce dévouement ne lui tenait pas lieu de talents militaires; son obstination et ses mauvaises dispositions firent battre les Français à la journée dite des Harengs, en 1428, pendant le siége d'Orléans : il rendit, sept ans plus tard, un service considérable à sa patrie en ménageant un rapprochement entre Philippe le Bon, duc de Bourgogne, son beau-frère, et le roi Charles VII : il s'ensuivit la fameuse paix d'Arras, qui sauva réellement la France et commença l'abaissement de l'Angleterre. Nommé lieutenant général dans les provin-

ces méridionales, le duc Charles sut affermir l'autorité du souverain dans ce pays, mais il ne sut pas éviter les embûches de brouillons dont les efforts l'entraînèrent dans la conjuration de la Praguerie : le roi déjoua ce complot par son courage, sa célérité et sa vigueur. Le duc de Bourbon rentra dans le devoir, et ne s'en écarta plus; retiré dans ses terres, il s'y fit bénir par les malheureux : il mourut à Moulins (décembre 1456), laissant une nombreuse postérité. Isabelle, sa seconde fille, épousa Charles le Téméraire, dernier duc de Bourgogne : l'aîné de ses fils fut,

Jean II, qui s'était distingué par sa bravoure, du vivant de son père, dans les guerres contre les Anglais. Uni au connétable de Richemont, il les battit rudement auprès de Formigny (1450) : il revendiqua l'honneur de la journée, et eut à ce sujet une violente altercation avec le fier Arthur de Bretagne : les deux généraux se séparèrent sans que la question eût été décidée d'une manière convenable. Le duc Jean enleva la Guyenne à la maison de Lancastre, et reçut en cette occasion le glorieux surnom de *Fléau des Anglais*. Des services si éminents lui faisaient espérer d'obtenir l'épée de connétable; mais Louis XI, son beau-frère, la lui refusa, et lui ôta même le gouvernement de la Guyenne. A cette époque, les grands se vengeaient d'une injustice par la révolte. Le duc de Bourbon devint le chef le plus actif de la *ligue du Bien public*, et combattit vaillamment dans les plaines de Montlhéry; le traité de Conflans le réconcilia irrévocablement avec Louis XI, qu'il ne cessa de servir de la manière la plus loyale. Contre toute attente, sa con-

duite ne fut point honorable pendant la minorité de Charles VIII : il s'unit au duc d'Orléans (depuis Louis XII) pour disputer à la dame de Beaujeu le gouvernement du royaume : son ambition fut satisfaite par la charge de connétable dont la régente pourvut son beau-frère; car le sire de Beaujeu était frère du duc Jean. Le duc de Bourbon, Jean II, mourut à Moulins en avril 1488, sans laisser de postérité légitime.

Jean II étant mort sans laisser d'enfants, ses apanages et le titre de duc de Bourbon revenaient de droit à son frère puîné; mais ce frère, nommé Charles, se trouvait engagé dans les ordres sacrés, en qualité d'évêque de Clermont : la cour de Rome lui avait donné le chapeau de cardinal : c'était un prélat guerrier, magnifique et voluptueux (1). Il ne fit point difficulté de revendiquer l'héritage de son frère aîné, ne doutant pas qu'on le lui accordât en vertu des statuts de la constitution française : une femme réduisit au néant ces flatteuses espérances. Anne de France, fille de Louis XI, avait épousé Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu, troisième fils de Charles Ier, duc de Bourbon. La dame de Beaujeu (2) avait été nommée régente

(1) Jean II, duc de Bourbon, avait encore un autre frère engagé dans les ordres sacrés, Louis, nommé évêque et prince de Liége en 1546 : il fut égorgé par Guillaume de la Marck, connu dans l'histoire sous le nom du Sanglier des Ardennes.

(2) Voici de quelle manière le Beaujolais entra dans la maison de Bourbon. Dans les dernières années du quatorzième siècle, le souverain de ce petit État se nommait Édouard, et relevait directement de la couronne de France : Édouard, ayant commis des actes de félonie, fut ajourné au parlement de Paris; mais il fit jet , par les fenêtres de son

pendant la minorité de Charles VIII, son frère : elle ne craignit pas d'employer auprès du cardinal les plus énergiques menaces, pour obtenir de lui une renonciation entière au profit de son époux (1) : ce dernier prit, dès ce moment (1488), le titre de duc de Bourbon.

Pierre II, duc de Bourbon, était un prince pacifique, débonnaire et indolent; mais il eut le bouillant courage des princes de sa race. Pierre eût été un personnage remarquable, si la politique ne l'eût uni à une femme dont le grand caractère devait nécessairement éclipser celui de son époux : exempt d'ambition, il se retira dans ses domaines, y répandit des bienfaits, et sut gagner tous les cœurs par sa bienveillance. Quoique le duc d'Orléans eût beaucoup à se plaindre de la régente, il combla de faveurs Pierre de Bourbon, quand la mort de Charles VIII l'eut fait roi sous le nom de Louis XII. Le duc Pierre II descendit au tombeau en 1503. Anne de France, sa femme, lui sur-

château du Perreux l'huissier chargé de lui signifier la citation. On envoya dans le Beaujolais des troupes, qui arrêtèrent Édouard et le conduisirent à Paris : le crédit de Louis II, duc de Bourbon, empêcha qu'on ne le mît à mort. Voulant témoigner sa reconnaissance, Édouard, qui n'avait point d'enfants, fit au noble prince une cession entière de ses terres de Beaujolais et de la Dombes : il mourut six semaines après cet arrangement.

(1) Louis XI préférait sa fille aînée à ses autres enfants, parce qu'il avait découvert dans son caractère une sorte de conformité avec le sien. Voici ce que Brantôme dit de cette princesse, dans ses *Dames illustres* : « Fine femme et déliée, vraie image du roi, son père, voire en tout, car elle estoit fort vindicative, trinquate (brouillonne) corompue, pleine de dissimulation et grande hypocrisie, qui pour son ambition se masquoit et se déguisoit en toute sorte ». Tous les historiens ne sont pas d'accord avec Brantôme; et la plupart d'entre eux portent

vécut vingt ans et eut une vieillesse paisible : elle mourut au château de Chantelle en 1522, dans la soixantième année de son âge. Des écrivains mal informés ont dit (*Biographie universelle*) que cette princesse perdit tout crédit à la cour après la mort prématurée du roi son frère : loin de là, l'ancienne régente obtint en 1499, de Louis XII, une grâce des plus singulières; et, en la lui accordant, le souverain violait ouvertement les coutumes. Le duc Pierre II n'avait qu'une fille unique; et, faute de descendants mâles, les duchés du Bourbonnais et d'Auvergne, ainsi que le comté de Clermont, devaient faire retour à la couronne, en vertu des anciennes ordonnances qui réglaient la succession des grands fiefs : Anne de France demanda que la clause relative au droit de réversion fut annulée, dans l'intérêt de sa fille : Louis XII y consentit, après quelques mois d'hésitation. Nous ajouterons que la fille de Louis XI ne cessa de travailler toute sa vie à l'agrandissement de la maison de Bourbon, par l'acquisition continuelle de très-riches domaines. La maison de Bourbon fut redevable à cette princesse du haut rang qu'elle sut tenir parmi les familles princières de l'Europe, jusqu'au moment où la mort du dernier Valois l'appela au trône de France.

Le duc Pierre II de Bourbon n'avait, avons-nous

un jugement moins sévère sur le compte de la célèbre régente de France, pendant la minorité de Charles VIII : la postérité doit lui savoir gré de l'habileté qu'elle mit à conduire le vaisseau de l'État à travers les factions : on ne doit pas non plus oublier qu'elle signala son passage au pouvoir en réunissant la Bretagne à la France, par le mariage de son frère avec l'héritière de ce duché.

dit, qu'une fille unique, nommée Suzanne : l'acte d'abrogation ci-dessus relaté laissait à Suzanne la faculté de transmettre tous ses biens, même les grands fiefs, à l'époux qu'on lui aurait choisi. Le mariage d'une héritière de cette importance devenait une affaire d'État : Louis XII présenta Charles, duc d'Alençon, son parent, et comme lui prince de la maison de Valois; mais la figure et le caractère de ce prétendant ne répondaient ni à sa dignité ni à son rang : cependant, le duc d'Alençon fut agréé comme gendre par le duc Pierre II; et les fiançailles avaient été célébrées à Moulins en 1501, lorsque Louis II de Bourbon, comte de Montpensier, cousin issu de germain de Suzanne, mit opposition à l'enregistrement des lettres patentes par lesquelles le roi, en abrogeant l'ordonnance relative à la succession des grands fiefs, venait d'accorder à la fille du dernier duc de Bourbon la faculté de transmettre ce duché-pairie dans une famille étrangère, au détriment des parents collatéraux sortis du même sang. Le parlement prit en considération cette réclamation; et, comme Louis XII avait violé ouvertement les coutumes, il n'osa point trancher la question de son plein gré : le mariage fut ajourné : le roi et son conseil jugeaient prudent de ne point mécontenter une maison aussi puissante que celle de Bourbon. Sur ces entrefaites, le duc Pierre II mourut; et, peu après, ce même Louis, comte de Montpensier, auteur de la réclamation, descendit au tombeau, à peine âgé de vingt ans (1) : ces deux trépas successifs devaient

(1) Ce jeune prince, doué d'une grande sensibilité, se rendit en Italie avec l'intention d'accomplir un devoir pieux, celui de ramener

nécessairement apporter quelques modifications aux arrangements arrêtés pour le mariage de Suzanne. Anne de France, veuve de Pierre II, n'avait pas vu de bon œil l'alliance projetée; elle rompit sur-le-champ les engagements pris par son époux à l'égard du duc d'Alençon (1), et accorda la main de sa fille au jeune Charles de Bourbon, que la mort de son frère Louis faisait comte de Montpensier, et qui s'était déjà mis en instance pour continuer la réclamation auprès du parlement de Paris. La dame de Beaujeu avait jugé, avec beaucoup de raison, que cette union devait couper court à toute espèce de contestation : d'un autre côté, le nouveau comte de Montpensier se trouvait être l'unique rejeton de la branche aînée de la maison de Clermont, fondée par Robert, dernier fils de saint Louis.

Charles de Bourbon, comte de Montpensier, âgé de seize ans, épousa, en 1505, sa cousine Suzanne de Bour-

en France les restes de son père, Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, mort gouverneur de Naples en 1496. Le corps avait été recueilli à Pouzolles, dans une chapelle; la vue de ce cadavre produisit une émotion si vive sur le fils, qu'il tomba en syncope : une affection cérébrale s'en suivit, et enleva le prince au bout de quelques jours, à la fin de 1501.

(1) Charles duc d'Alençon épousa Marguerite d'Angoulême, sœur unique de François Ier : ce prince commandait l'aile gauche à la bataille de Pavie : épouvanté en voyant le centre des Français assailli par la cavalerie impériale, il fit sonner la retraite, au lieu de voler au secours du roi avec les troupes qui n'avaient point encore donné. Cette lâcheté fut la véritable cause du désastre : les reproches dont chacun se plut d'accabler le duc d'Alençon le firent mourir de honte et de douleur au bout de quelques mois : il fut le dernier prince de la branche de Valois d'Alençon : sa veuve, qui n'eût jamais pour lui que du mépris, épousa Henri d'Albret, roi de Navarre.

bon, qui lui apportait en dot les duchés de Bourbon, d'Auvergne, de Châtellerault, les comtés de Clermont en Beauvoisis, de Forez, de la Marche et de Gien, les vicomtés de Carlat et de Murat, le pays de Beaujolais, de Dombes, de Bourbon-Lanci, etc. Charles possédait, de son chef, le comté de Montpensier, celui de Clermont en Auvergne, les seigneuries de Mercœur, de Combrailles; la réunion dans une seule main de tant de domaines rendait le nouveau duc de Bourbon le prince le plus riche de la chrétienté après les têtes couronnées; cet excès de fortune le précipita dans un abîme de malheurs, et son union avec Suzanne causa en réalité sa perte : sans cette alliance, sa vie eût pris une tout autre direction, et la reconnaissance publique l'aurait infailliblement rangé parmi les grands hommes de notre nation. Le duc d'Alençon s'était vu enlever par le comte de Montpensier Suzanne, sa fiancée : rien ne pouvait lui faire perdre le souvenir d'une si sanglante offense : devenu beau-frère de François Ier, il se trouvait en position de se venger, et n'en laissa échapper aucune occasion. Le duc de Bourbon avait été à dix-huit ans un des héros de la journée d'Aignadel, dans laquelle Louis XII en personne battit les Vénitiens; il se signala également à Ravenne, à Brescia; on dut incontestablement le gain de la bataille de Marignan à ses belles dispositions, autant qu'à sa froide intrépidité. Chacun de ses pas était marqué par quelque brillant exploit, et l'on citait particulièrement sa valeur à une époque si féconde en guerriers illustres, lorsque les Nemours, les Bayard, les la Palice, les la Trémouille, jetaient un si vif éclat. Le jeune

prince prodiguait sa vie avec tant d'insouciance, qu'il ne sortait pas d'une rencontre sans être blessé; il se fit respecter et admirer, pendant plusieurs années, dans sa vice-royauté du Milanais; car ses vertus égalaient ses talents. Un peu plus tard, son énergique activité sauva la Bourgogne, ouverte, par la défaite de Novarre, à l'invasion des Suisses, alliés de l'empereur. Tant de sang versé pour le pays, tant de services rendus à la monarchie, exigeaient une récompense proportionnée au rang de celui qui l'avait si bien méritée : François Ier acquitta noblement les dettes de la patrie en conférant au duc de Bourbon la charge de connétable. De tout temps, le dignitaire pourvu du premier office militaire avait exercé une suprématie incontestable, non-seulement sur les autres généraux, mais encore sur les princes du sang : ces derniers subissaient sans murmurer une pareille prééminence. La plus belle des prérogatives attachées à la charge de connétable consistait à commander l'avant-garde quand le roi marchait avec l'armée pour une grande expédition. La guerre s'étant rallumée entre la France et l'Empire, François Ier, avide de gloire, voulut conduire lui-même ses troupes à la conquête des Pays-Bas : les divisions se réunirent à Valenciennes au printemps (1521) : la campagne s'ouvrit, et le premier corps formant l'avant-garde s'ébranla pour franchir l'Escaut. Le roi, au mépris des droits du connétable, confia le commandement de cette avant-garde à son inepte beau-frère le duc d'Alençon, lequel dut s'applaudir de l'emporter, dans une circonstance aussi mémorable, sur son ancien rival. Un tel affront eût blessé une âme moins altière que

celle du duc de Bourbon : le héros dut ressentir d'autant plus cette offense, que François I[er], excité sans doute par le duc d'Alençon, affectait, depuis quelque temps, de traiter le connétable avec la dernière rigueur (1) : il l'avait privé subitement de son gouvernement du Milanais, sans invoquer aucun motif. Il paraissait évident à tous les yeux qu'une ligue terrible s'était formée contre le premier officier de la couronne : l'austérité de ses mœurs portait la gêne dans une cour galante et dissolue. Des malheurs domestiques accablaient alors, de tout leur poids, le prince dont naguère les courtisans enviaient la fortune. Il avait perdu dans l'espace de huit mois sa femme et trois enfants nés de cette union : en mourant, la duchesse Suzanne, remplie d'admiration pour son mari, venait de l'instituer son légataire universel. Tout à coup une action en revendication est intentée en parlement contre le connétable, au nom de *madame Louise de Savoie*, mère du roi : cette princesse se présentait comme l'héritière légitime de Suzanne de Bourbon, attendu que sa mère, Marguerite de Bourbon, était nièce de Pierre II, père de Suzanne.

(1) L'injustice avec laquelle le roi le traitait, en lui retirant le commandement de l'avant-garde, n'empêcha point le connétable de servir loyalement les intérêts du pays. Le passage de l'Escaut s'étant effectué avec succès, les Français contraignirent l'empereur à se retirer; mais François I[er] ne sut point profiter de ses avantages, et s'obstina à ne pas vouloir suivre les conseils du duc de Bourbon, qui avait pour lui la Trémouille et le maréchal de Chabannes : le roi adopta de préférence l'opinion du maréchal de Coligni, créature de Louise de Savoie et ennemi personnel du connétable. On ne retira aucun fruit de cette campagne, commencée sous de si brillants auspices.

Le testament de la duchesse rendait cette prétention insoutenable; on l'abandonna donc, pour attaquer le connétable par un autre côté. Le parlement, revenant sur la concession de Louis XII, ordonna la réversion à la couronne des domaines des Bourbons, par suite de l'extinction de la branche aînée; il ordonna de plus le séquestre des biens en litige : c'était réduire des trois quarts la position du connétable. On doit ajouter que l'on vivait alors dans un siècle de corruption, et que le parlement suivait avec servilité l'impulsion du chancelier Duprat, créature de madame Louise de Savoie. Quelques historiens assurent que le duc de Bourbon aurait pu éviter ce procès en offrant sa main à la mère du roi, dont les prétentions auraient été naturellement éteintes par ce mariage : on proposa ce moyen au connétable, qui le rejeta avec trop de dédain. Louise de Savoie, se voyant méprisée, quoique belle encore, ne mit plus de bornes à sa haine, et employa tout le crédit dont elle jouissait auprès de François I[er] pour perdre son ennemi. Sur ces entrefaites (1522), Anne de Beaujeu, l'ancienne régente de France, belle-mère de Charles de Bourbon, vint à mourir: ce fut un coup terrible pour son gendre; car Anne de Beaujeu l'aurait nécessairement détourné de la funeste voie dans laquelle le poussèrent d'iniques persécutions. Nos lecteurs connaissent le reste de la vie du connétable, et n'auront pu sans doute s'empêcher de plaindre ses infortunes tout en condamnant sa criminelle défection. Nous avons dit ailleurs que le vainqueur de Marignan mourut sans laisser de postérité, et que la branche aînée de la maison de Bourbon

finit dans la personne de ce grand capitaine : nous pouvons ajouter que la fatalité semblait s'être attachée à cette famille pour en consommer la ruine. Gilbert, comte de Montpensier (1), gouverneur de Naples, était mort en Italie, empoisonné, suivant tous les historiens, par les partisans des princes de la dynastie d'Aragon. Gilbert laissait trois fils; l'aîné, Louis, mourut à vingt ans, de saisissement en voyant le corps de son père : il était venu chercher ces tristes dépouilles pour les ramener en France. Le second, Charles, fut le connétable tué sur les remparts de Rome; et le troisième, François, duc de Châtellerault, âgé de dix-neuf ans, eut la tête traversée d'une balle, au terrible combat de Marignan, sous les yeux de son frère.

En 1528, un arrêt définitif du parlement de Paris prononça la confiscation de tous les biens du connétable au profit de la couronne; les termes de cet arrêt semblaient avoir été dictés par Louise de Savoie elle-même : ils disaient que *les armes de Charles de Bourbon seroient vuidées et effacées, damnant et abolissant sa mémoire à perpétuité.*

(1) Louis XIV donna le duché de Bourbon au prince de Condé, en échange du duché d'Albret; et depuis lors le titre de duc de Bourbon s'est continué dans cette branche jusqu'à ce dernier prince de Condé mort en 1830.

(2) Voici comment l'historien Commines parle du comte Gilbert : « Monseigneur de Montpensier était bon chevalier et hardi, mais peu sage : il ne se levait point qu'il ne fust midy. »

SECONDE BRANCHE

DE

LA MAISON DE BOURBON.

Le créateur de la seconde branche de la maison de Bourbon fut Jacques de la Marche, connétable de France, arrière-petit-fils de saint Louis : il eut de Jeanne de Châtillon-Saint-Paul, dame de Condé et de Carenci, cinq enfants : Pierre, l'aîné de ses fils, fut blessé mortellement à ses côtés, au combat de Brignais, comme nous l'avons dit (1362). Jean de Bourbon, son second fils, épousa Catherine de Vendôme, devenue l'héritière de cette riche seigneurie par la mort de son frère Bouchard VII, comte de Vendôme. L'aîné des fils de Jean de Bourbon conserva naturellement le grand fief du comté de la Marche, dont cette branche tirait son nom ; mais le second fils, Louis, reçut en apanage le comté de Vendôme, provenant de sa mère, et forma une nouvelle tige.

Jean de Bourbon, mort en 1393, fut un prince peu remarquable ; Charles V estimait cependant sa prudence, et l'appela plusieurs fois dans ses conseils ; Christine de Pisan en parle avec éloge : en définitive, sa vie politique n'a laissé aucune trace saillante dans l'histoire. Son fils aîné, Jacques II, compagnon d'enfance du comte de Nevers, son parent, suivit ce prince dans l'expédition de Hongrie, et appuya naturellement son opinion quand on mit en délibération s'il con-

venait de livrer bataille à Bajazet. Jacques II, de Bourbon, subit la punition que le comte de Nevers et les autres imprudents feudataires avaient méritée en raison de leur inqualifiable présomption : il tomba au pouvoir du sultan après le désastre de Nicopolis, et fut amené dans l'Asie Mineure avec le fils du duc de Bourgogne, le sire de Couci, Philippe d'Artois, connétable de France, Gui de la Trémouille et Jean de Vienne. Nous avons parlé dans la vie du sire de Couci d'un fait peu connu : Galéas Visconti, duc de Milan, allié secret de Bajazet, lui avait fait passer, sur sa demande, la liste des principaux seigneurs qui s'étaient joints au comte de Nevers pour faire cette campagne; cette note contenait pareillement l'état de la fortune de chacun d'eux : le vainqueur de Nicopolis se guida, d'après ce document, pour fixer la rançon de ses prisonniers. Le comte de la Marche, signalé comme un des plus riches de ses captifs, fut taxé à une rançon énorme : sa famille dut mettre en vente de beaux domaines pour se procurer la somme exigée : le noble captif ne rentra en France qu'au bout de cinq ans. L'affection qu'il portait depuis longtemps au comte de Nevers le jeta, sans réflexion, dans le parti bourguignon; et il ne se fit pas scrupule d'en partager les excès, bien différent de son oncle le duc de Bourbon, qui s'efforçait, au contraire, d'en arrêter le cours. Quelques historiens assurent que le comte de la Marche accompagna Jean sans Peur, en 1419, aux fatales conférences du pont de Montereau, et qu'il vit poignarder sous ses yeux son ancien ami. Nous croyons que c'est une erreur : Jacques II de Bourbon

visitait à cette époque l'Italie, dans le but de faire diversion à la douleur que lui causait la mort prématurée de sa femme, Béatrix de Navarre : loin de rencontrer dans ce pays les consolations que son état exigeait, il s'y vit en butte aux plus affreuses persécutions.

Le trône de Naples était alors occupé par une femme, Jeanne II, que l'on appelait aussi *Jeannelle* (1). Cette princesse, veuve de Guillaume d'Autriche, éprouvait, dans ses États, une vigoureuse résistance de la part de plusieurs factions soulevées contre son autorité : elle crut pouvoir les maîtriser en prenant pour second époux un prince français : Jeanne II savait que le peuple napolitain conservait un précieux souvenir des princes de la première maison d'Anjou. Le comte de la Marche, ébloui par les brillants avantages que semblait lui promettre cette union, épousa Jeannelle; mais il ne tarda pas de payer bien cher l'honneur d'être le mari d'une reine. Jacques II de Bourbon voulut user de ses droits pour arrêter les débordements dont Jeanne donnait le triste spectacle à ses sujets : non-seulement on méprisa ses sages remontrances, mais on poussa l'indignité jusqu'à le faire jeter en prison. Le comte de la Marche obtint assez difficilement sa liberté au bout de quelques mois : jaloux de se soustraire à de pareils affronts, il quitta Naples et regagna la France; dégoûté du monde, il se retira

(1) Jeanne II de Durazzo, qu'il ne faut pas confondre avec Jeanne Ire, comtesse de Provence, mise à mort en 1382 au château de Naples, adopta pour son héritier Louis d'Anjou, et, après la mort subite de ce jeune prince, son frère René, devenu célèbre dans la suite sous le nom du bon roi René.

dans un monastère de l'ordre de saint François, de la ville de Besançon : il y mourut en 1438. Jacques II de Bourbon avait eu de Béatrix de Navarre une fille unique, nommée Éléonore, laquelle épousa Bernard VII, comte d'Armagnac, fils du connétable de ce nom, massacré à Paris en 1418. Éléonore, héritière du comté de la Marche, transmit ce fief à son fils Jacques, comte d'Armagnac et de Nemours. Ce seigneur ayant pris part à une des nombreuses rébellions qui signalèrent le règne de Louis XI, paya de sa tête le malheur de ne pas être assez puissant pour dicter les conditions de sa soumission : tous ses biens furent confisqués au profit de la couronne, suivant l'usage. Louis XI donna le comté de la Marche à son gendre Pierre II de Bourbon, dont la fille Suzanne apporta cette province avec d'autres fiefs à son époux, le jeune comte de Montpensier, depuis connétable de Bourbon : nous avons vu qu'une seconde rébellion fit encore sortir le comté de la Marche de la maison de Bourbon : ce fief fut définitivement réuni à la couronne par François Ier, et depuis lors ne figura plus parmi les apanages princiers.

La branche aînée de la maison de *Bourbon-la-Marche* s'éteignit dans la personne de Jacques II, le dernier mâle, comme nous venons de le voir; mais la branche cadette, dite de Vendôme, se perpétuait en poussant de très-nombreux rejetons : elle avait été fondée par Louis, petit-fils de Jacques de la Marche, surnommé *la Fleur des chevaliers*. Louis avait épousé l'héritière du comté de Vendôme; il fut un prince guerrier, et très-attaché au parti français, celui qui

défendait les droits de Charles VII contre les prétentions de la maison de Lancastre. Louis se signala au siége d'Orléans, au combat de Patay, livré aux Anglais par le connétable de Richemont : il contribua à la conclusion de la paix d'Arras, et entra un des premiers dans Paris, quand cette capitale fut reprise par les troupes royales. Louis de Vendôme refusa noblement de prendre part à la ligue dite *de la Praguerie*, dans laquelle Dunois et tant d'autres personnages entrèrent sans hésiter. Ce prince mourut en 1446, laissant une nombreuse postérité.

Jean II de Bourbon, comte de Vendôme, se montra constamment fidèle à ses devoirs sous le règne de Louis XI, pendant que les injustices de ce prince soulevaient la colère des grands : le comte de Vendôme siégea dans la haute cour qui condamna à mort le duc d'Alençon, dont la peine fut commuée en celle d'une prison perpétuelle. Le comte Jean II embellit beaucoup la ville de Vendôme : on lui attribue la construction de la magnifique porte féodale qui sert encore aujourd'hui d'hôtel de ville : il mourut en 1478, en laissant, comme son père, une lignée considérable (1). François, fils aîné de Jean, comte de Ven-

(1) Son second fils, Louis, prince de la Roche-sur-Yon, avait épousé Louise, sœur du connétable, et que celui-ci avait instituée son unique héritière par testament. Louise se mit en instance pour revendiquer la succession de son frère : elle fut déboutée, et le parlement maintint la saisie; mais en 1538 François I[er] donna au jeune Louis, fils de cette princesse et neveu du connétable, le comté de Montpensier, et l'érigea même en duché-pairie. Après quatre générations, ce duché devint le patrimoine d'une femme, Marie, qui épousa Gaston duc d'Orléans, frère unique de Louis XIII. Marie, duchesse d'Orléans, mourut vers

dôme, contribua puissamment, en 1495, au gain de la bataille de Fornoue. On sait que Charles VIII triompha, dans cette journée, des efforts d'une formidable confédération : ce prince ne cessa de témoigner une estime particulière au comte de Vendôme, et lui rendit tous les biens confisqués sur le connétable de Saint-Paul, dont le comte François avait épousé la petite-fille, Marie de Luxembourg. On sait que le comte de Saint-Paul avait eu la tête tranchée par ordre de Louis XI, en punition de son insigne perfidie : grâce à la munificence de Charles VIII, le comte de Vendôme fut mis en possession des seigneuries de Soissons, d'Enghien, de Condé. François mourut en 1495, ayant eu quinze enfants. Il avait marié, en 1517, sa nièce, Madelaine de la Tour-d'Auvergne, à Laurent de Médicis : de cette union sortit une fille unique, Catherine de Médicis, depuis reine de France.

Charles, l'aîné des fils de François, concourut, à l'âge de vingt-cinq ans, au gain de la bataille d'Aignadel, livrée par Louis XII en personne (1509). Charles de Vendôme se distingua tellement dans cette action, qu'il mérita l'honneur d'être armé chevalier par le maréchal de Trivulce, sur le terrain même du combat. Ce jeune prince était un des lieutenants de Louis de la Trémouille, quand le grand général arrêta la mar-

la fin de 1627, en mettant au monde une fille, qui fut, grâce aux biens immenses que lui laissait sa mère, la plus riche héritière de l'Europe après les têtes couronnées. Cette fille fut la *grande Mademoiselle*, mademoiselle de Montpensier, si célèbre par le rôle qu'elle joua dans les troubles de la Fronde, en faisant tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi.

che des Suisses, qui avaient envahi la Bourgogne. Un des premiers actes de François Ier fut d'ériger en duché-pairie le comté de Vendôme en faveur de Charles. Ce prince assista, en 1520, à l'entrevue de François Ier et de Charles-Quint, entre Ardes et Guines, appelée *le Camp du drap d'or*, et s'y fit remarquer par sa magnificence. Dans la même année 1523, où le connétable de Bourbon trahissait son roi en se mettant au service de l'empereur, le duc de Vendôme, son cousin, déployait autant de zèle que de valeur pour expulser les Anglais de la Picardie, qu'ils avaient envahie. Après le désastre de Pavie, Charles de Vendôme fut nommé par acclamation chef du conseil de régence pendant la captivité du roi, et sut, par l'importance de ses services, réduire au silence une foule d'envieux qui voulaient rendre tous les membres de la famille de Bourbon responsables du crime de trahison que commettait en ce moment leur parent : c'est pour ce motif qu'il se vit frustré de la riche succession du duc d'Alençon (1), son beau-frère; on ne lui accorda que la baronnie de la Flèche et quelques autres fiefs de médiocre valeur; et cependant sa conduite ne cessa d'être celle d'un grand citoyen. Il sut, par ses louables efforts, réunir toute la noblesse autour de la régente Louise de Savoie, son ennemie personnelle, et lui prêta franchement son appui pour

(1) Le même duc d'Alençon qui mourut de honte pour avoir quitté, en fuyant, le champ de bataille de Pavie. Ce prince ne laissait point d'enfants : sa sœur et son héritière naturelle avait épousé le duc de Vendôme; elle réclama cet héritage, mais le roi réunit à la couronne le duché d'Alençon.

l'aider à tirer l'État de l'abîme dans lequel la captivité du roi l'avait jeté. Charles, duc de Vendôme, devenu par la mort du connétable chef de sa race, fut la tige des diverses branches de la maison de Bourbon : il mourut en 1537, ayant eu treize enfants et laissant encore cinq fils : Antoine, roi de Navarre; Henri, comte d'Enghien; Charles, cardinal de Bourbon; Jean, tué à la bataille de Saint-Quentin en 1557, et Louis, prince de Condé : nous parlerons ci-après de la descendance de ce dernier.

Antoine de Bourbon, né en 1518, s'annonça de très-bonne heure comme un prince faible et irrésolu; il montra cependant, dans plusieurs circonstances, une fermeté dont ses détracteurs ne le croyaient point capable : il épousa, à l'âge de trente ans, Jeanne d'Albret, héritière de Navarre, qui lui apporta en dot la principauté de Béarn et le titre de roi : au bout de cinq ans d'union elle (1) lui donna un fils (1553), qui fut notre glorieux Henri IV. Antoine, en sa qualité de premier prince du sang, aurait pu très-aisément s'emparer de la régence après la mort de Henri II; mais, faute d'activité, il fut prévenu par les Guises, oncles de la nouvelle reine, Marie Stuart : abreuvé de dégoûts par ses rivaux, Antoine de Bourbon se retira dans le Béarn : cédant aux instances de sa femme, il embrassa le calvinisme, et dès ce moment, les protestants virent en lui leur futur chef; car ils se préparaient à soutenir leur prétention par la force des

(1) Jeanne d'Albret était fille de Henri d'Albret, roi de Navarre, et de Marguerite d'Angoulême, sœur de François Ier et veuve en premières noces du duc d'Alençon.

armes : l'hésitation que le roi de Navarre fit paraître quand on lui soumit cette proposition le perdit dans l'esprit des huguenots; ils choisirent alors le prince de Condé, plus entreprenant et plus ferme dans ses principes. Dès que le bruit de la formation de cette ligue eut pris quelque consistance, les deux frères furent mandés à Paris (fin de 1559). En y arrivant Antoine apprend que les Guise ont arraché à la faiblesse de François II le consentement de son assassinat, et qu'il doit être immolé en plein conseil : le prince ne se laisse point intimider par cet avertissement. « S'ils me tuent, dit-il à Reinsy, son premier écuyer, portez à ma femme et à mon fils mes habits tout sanglants : l'un et l'autre y liront leur devoir. » Quelques heures après, il entre d'un air résolu dans la salle du conseil : sa contenance intrépide étonne ses ennemis, aucun d'eux n'ose le frapper.

Après la mort de François II, le roi de Navarre fut nommé lieutenant général du royaume, pendant la minorité de Charles IX; mais il ne tarda pas d'être éclipsé par Catherine de Médicis, déclarée régente; cette princesse sut le détacher pour toujours du parti calviniste : en effet, il renvoya Jeanne d'Albret dans le Béarn, et lui ôta même l'éducation de son fils. La guerre civile s'étant allumée, Antoine de Bourbon faillit être enlevé dans Fontainebleau par son frère, le prince de Condé, commandant en chef les protestants. Il prit contre lui sa revanche l'année suivante (1562), et le battit complétement auprès de Bourges. Cependant, la fortune ne le favorisa pas longtemps; déclaré chef de l'armée royale, il fit le siége de Rouen

(novembre 1562), et fut blessé dans la tranchée d'un coup de mousqueton : la ville ayant été prise le surlendemain, il s'y fit porter sur son lit par ses gardes, et entra victorieux par la brèche : ce prince mourut la semaine suivante, des suites de sa blessure. Antoine de Bourbon n'eut de Jeanne d'Albret qu'un fils (Henri IV) et une fille, Catherine de Navarre, mariée à Louis de Lorraine, duc de Bar.

Le second frère d'Antoine de Bourbon était Charles, cardinal, archevêque de Rouen, qui joua, malgré lui, dit-on, un singulier rôle dans nos troubles civils à la fin du seizième siècle. La maison de Valois étant éteinte par la mort tragique de Henri III, se trouvait remplacée naturellement par la branche de Bourbon; jamais succession ne fut plus clairement établie : d'ailleurs personne n'élevait des doutes à cet égard; mais le chef de cette branche était hérétique, et par cela même déchu de ses droits aux yeux de la nation; à son défaut, il fallait prendre dans la même famille un prince qui fût resté catholique, si l'on en croyait un parti très-puissant; le duc de Mayenne fit reconnaître le cardinal de Bourbon roi de France, sous le nom de *Charles* X. Depuis plusieurs années ce prélat, âgé de soixante-six ans, résidait forcément dans le château de Fontenai-le-Comte; on l'y gardait prisonnier par l'ordre de Henri III. Le cardinal appréciait à leur juste valeur les motifs de ceux qui ne le proclamaient que pour enlever avec plus de facilité la couronne à son neveu. Il fit passer à Henri IV une lettre dans laquelle il le reconnaissait pour son roi légitime. L'archevêque de Rouen, toujours pri-

sonnier, mourut de la gravelle l'année suivante (mai 1590.) Le parlement de Paris, favorable à toutes les usurpations, qui avait accueilli, le siècle précédent, Henri VI de Lancastre comme souverain, à l'exclusion de Charles VII, rendit un arrêt le 5 mars 1590 pour reconnaître *Charles X pour vrai et légitime roi de France*. L'arrêt fut imprimé; bien plus, l'on émit dans la capitale de la monnaie frappée au nom de ce prétendu souverain.

Louis, le dernier frère d'Antoine de Bourbon, fut l'auteur de la branche de Condé et l'un des hommes les plus remarquables de son temps par ses talents militaires, sa bravoure et son habileté politique : il embrassa ardemment les nouvelles opinions, non par conviction, comme la plupart des grands de cette époque, mais par ambition et surtout en haine des Guise, qui cherchaient à tenir dans un état d'humiliation les princes de la maison de Bourbon. Les protestants, remplis de confiance en son rare mérite, adoptèrent pour chef le prince de Condé : nul n'aurait jamais mieux rempli une mission aussi difficile. Le prince de Condé eut les armes à la main pendant huit ans : il fut malheureux à la guerre, sans cesser d'être redoutable : on sait qu'il périt misérablement en 1569, le soir de la bataille de Jarnac : il comptait à peine trente-neuf ans. Louis Ier, prince de Condé, eut d'Éléonore de Roye, sa première femme, trois fils : le premier, Henri, fut prince de Condé; le second, François, fut prince de Conti; le troisième prit le nom de cardinal de Vendôme. Louis Ier eut de Françoise

d'Orléans, sa seconde femme, un quatrième fils, Charles, qui fut comte de Soissons (1).

La lignée des Condé, fondée en 1540 par Louis Ier, s'est perpétuée jusqu'à nos jours par la succession non interrompue de neuf princes. *Louis Ier*, tué à Jarnac en 1569 : *Henri Ier*, élève de Coligni, déclaré chef des protestants comme son père, mort empoisonné, en 1588; *Henri II*, fils posthume du précédent, fut ramené à la religion catholique par les soins d'Henri IV; il leva l'étendart de la révolte, au commencement du règne de Louis XIII : rentré dans le devoir, il fit la guerre contre les Espagnols d'une manière assez brillante : Henri II mourut en 1646. *Louis II*, appelé si justement *le grand Condé* : ce nom nous dispense d'entrer dans les détails sur un personnage si connu, mort en 1686. *Henri Jules* eut la gloire de sauver la vie de son père, au combat de Senef : il mourut en 1709 : la volonté ferme de Louis XIV avait constamment réduit ce prince à un rôle entièrement nul : sa fille fut la duchesse du Maine, que ses cabales politiques, sous la régence, ne rendirent que trop célèbre. *Louis III*, mort subitement en 1710, un mois après la mort de son père; il avait

(1) Charles, comte de Soissons, mourut en 1612 : son fils Louis, ennemi déclaré du cardinal de Richelieu, fut tué (1641) à la fin de la bataille de la Marfée, près Sedan, qu'il venait de gagner contre les troupes royales, commandées par le maréchal de Châtillon : Louis mourut sans laisser de postérité : sa sœur Marie épousa un prince de Carignan, et apporta ainsi le comté de Soissons dans la maison de Savoie. De cette union naquit Eugène Maurice, qui épousa la célèbre Olympe de Mancini, nièce de Mazarin : celle-ci fut mère du prince Eugène, si fatal à la France : on sait qu'il entra au service de l'Empereur, parce que Louis XIV lui refusa le commandement d'un régiment.

fait vaillamment la guerre sous Luxembourg et Vendôme : il laissa une nombreuse famille, trois fils et six filles. *Louis-Henri*, plus connu sous le nom de duc de Bourbon (1) que sous celui de prince de Condé : il fut premier ministre de Louis XV, après le régent, et précéda aux affaires le cardinal de Fleuri : le seul événement saillant de son ministère fut le mariage du jeune roi avec Marie Leckzinska, fille de Stanislas, roi détrôné de Pologne. Le duc de Bourbon mourut en 1740. *Louis-Joseph*, fils unique du précédent, est le vaillant prince de Condé, commandant la principale armée de l'émigration, et qui sut, par sa bravoure autant que par ses talents, mériter les louanges des généraux de la république, ses adversaires : ce prince revit sa patrie en 1814, et descendit paisiblement au tombeau en 1818 : il est jusqu'à présent le seul prince de la maison de Bourbon qui soit mort octogénaire. *Louis-Henri-Joseph*, duc de Bourbon, ne voulut point, par une noble modestie, prendre le nom de prince de Condé, après la mort de son père; cependant, loin de déroger à l'honneur de ses ancêtres, il s'en montra digne par plusieurs actions d'éclat dans les guerres de l'émigration. Il est mort de nos jours (1830) d'une manière déplorable : dans sa personne finit une des races les plus guerrières qu'ait produites notre nation.

De tous les rameaux sortis de ces diverses branches

(1) Nous avons déjà dit que le duché de Bourbon fut donné, en 1658, au prince de Condé par Louis XIV : depuis cette époque, l'aîné des princes de cette branche prenait le titre de duc de Bourbon du vivant de son père.

le moins saillant est celui de Conti, (1) dont le premier prince fut *Armand*, second fils de Henri II et frère du grand Condé. Après les troubles de la Fronde, auxquels il prit une large part, il épousa Marie Martinozzi, nièce de Mazarin : Louis XIV lui accorda, en 1658 le gouvernement du Languedoc, dans lequel il se fit chérir par sa douceur et sa charité. Armand, fut le premier protecteur de Molière. *François-Louis* de Bourbon, fils d'Armand fut l'homme le plus remarquable de cette lignée : ses brillantes qualités portèrent ombrage à Louis XIV et à ses ministres; mais ces qualités le firent tellement estimer en France et même dans l'étranger, qu'une partie de la noblesse de Pologne voulut lui mettre en main le sceptre des Jagellon, après la mort du grand Sobieski : la difficulté de se rendre promptement à Varsovie fit échouer cette noble candidature; l'électeur de Saxe, Auguste II, l'emporta en son absence. Le prince de Conti, dit un écrivain moderne, revint en France, sans montrer le moindre regret d'avoir perdu une couronne qu'il n'avait point recherchée. François-Louis mourut en 1709, dans son château de l'Isle-Adam, qu'il s'était plu à orner, comme les princes de Condé se plaisaient d'embellir leur belle résidence de Chantilly. Son fils, *Louis-Armand*, fut un personnage entièrement nul, qui mourut, en 1727, à l'âge de cinquante-deux ans. Le fils de ce dernier, *Louis-François*, montra de très-bonne heure un goût décidé pour le métier des armes, et servit d'une ma-

(1) Cette branche emprunta son nom du bourg de Conti-sur-Seille, département de la Somme (ancienne Picardie.)

nière brillante sous le maréchal de Belle-Isle : commandant en chef l'armée du Piémont, en 1744, il gagna sur les impériaux la bataille de Coni, et prit Mons pendant que le maréchal de Saxe remportait la bataille de Fontenoy ; il mourut en 1776, dans de grands sentiments de piété. *Louis-François-Joseph*, fils du précédent, combattit d'abord très-énergiquement les principes émis par la révolution, et publia à ce sujet plusieurs mémoires adressés aux notables ; il prêta néanmoins le serment civique en 1790, et reçut à cette occasion la visite des dames de la halle, qui le félicitèrent de son patriotisme : un décret de la convention le déporta en Espagne, où il mourut obscurément en 1809.

NOTICE

SUR

JEAN DE BEAUMANOIR

ET SUR

LE COMBAT DES TRENTE.

Aucun siècle ne fut aussi fertile en vaillants guerriers que le quatorzième siècle : chaque État de la chrétienté fournit les siens, et put les citer avec un juste orgueil : la Bretagne, la nation *la plus batailleuse* de l'Europe, comme les historiens contemporains l'appelaient, en comptait un bon nombre ; les plus remarquables étaient Bertrand Duguesclin, Olivier de Clisson, Tannegui Duchâtel, Jean de Rohan, Louis de Porroet, Jean de Beaumanoir. Ce dernier illustra son nom par une longue suite d'exploits : sa famille était originaire du Maine ; mais son aïeul, ayant épousé une femme de la maison de Kerenrais, forma souche dans le duché de Bretagne : il accompagna dans la terre sainte Pierre de Dreux. Jean, quatrième du nom, sire de Beaumanoir, dont il s'agit ici, naquit dans le pays de Vannes, vers l'an 1325 ; il était, par conséquent, plus jeune que Duguesclin et plus âgé de dix ans que Clisson : son nom ne paraît pour la première fois dans l'histoire que lors des démêlés des deux maisons de Blois et de Montfort. Nous avons déjà dit quelques mots au sujet de cette fameuse querelle ; nous saisirons cette occasion pour donner les derniers éclaircissements au sujet d'un épisode que l'esprit de parti a souvent dénaturé.

Pendant deux siècles entiers les rois de France et d'Angleterre se disputèrent l'honneur de donner à la Bretagne un souverain de leur choix : Philippe-Auguste l'emporta enfin, et établit sur le trône ducal la race française, en mariant Alix, duchesse de Bretagne, à Pierre de Dreux, arrière-petit-fils de Robert de Dreux, second fils de Louis le Gros. Pierre fut proclamé duc de Bretagne en 1213, et se reconnut solennellement vassal de France : lui et ses successeurs restèrent fidèles aux intérêts de la maison de France, à laquelle ils appartenaient. Durant cette période de cent vingt ans environ, les rois d'Angleterre ne cessèrent de faire des efforts inouïs pour ranger la Bretagne sous leur domination : leurs flottes ravagèrent impitoyablement les côtes de ce pays; elles débarquaient fréquemment des corps de troupes qui mettaient la contrée à feu et à sang : ces odieuses déprédations, dont des brigands seuls pouvaient être capables, eurent pour résultat de rendre encore plus violente l'antipathie que les Bretons nourrissaient de temps immémorial contre, les Anglais. Une tradition fort, en crédit parmi le peuple, voulait que les Anglais, nation venue du Jutland, s'étaient établis par la force des armes dans la Grande-Bretagne, et en avaient expulsé les habitants indigènes, lesquels, pour échapper au massacre, s'étaient réfugiés sur le continent gallique, dans la petite Bretagne. L'infâme conduite des Anglais avait excité au plus haut degré le courroux des Bretons, quand le duc Jean III mourut, en 1321, ne laissant point d'enfants. Jaloux de prévenir les troubles dont il prévoyait que sa mort serait le

signal, ce prince régla de son vivant sa succession, et déclara pour son héritière Jeanne, sa nièce, fille de Gui, comte de Penthièvre, son frère puîné, mort en 1330. Comme le droit de représentation existait en Bretagne, en vertu des anciennes coutumes, Jeanne n'avait à craindre aucune rivalité : pour mieux assurer sa position, le duc Jean voulut lui ménager l'alliance d'une maison souveraine : Édouard III s'empressa d'offrir un prince de sa famille; le duc penchait en faveur de cette union, mais elle devint impossible en raison de la haine irréconciliable que les Bretons montraient à l'égard des Anglais : le roi de France présenta Charles, comte de Blois, fils de Marguerite de France, sœur de Philippe de Valois. Les états assemblés à Rennes approuvèrent cette alliance, et la cérémonie du mariage fut célébrée en 1338. Dans l'intervalle où s'agita cette importante affaire, Édouard III, ne pouvant se consoler de se voir débouter, excita sous main Jean, comte de Montfort, à se présenter comme le véritable héritier du trône ducal. Jean de Montfort était le quatrième frère de Jean III, mais issu d'un second lit; il réclamait l'exécution de la loi salique et l'exclusion des femmes, qui avait eu lieu, selon lui, en Bretagne, lorsqu'il se trouvait des héritiers mâles : ces raisons étaient spécieuses; on lui répondait que rien ne fixait irrévocablement l'ordre de successibilité ; ainsi, le testament du dernier souverain, la volonté des états, et plus encore les manifestations énergiques du peuple, suffisaient pour repousser ces prétentions : les esprits étaient donc fortement agités lorsque Jean III descendit au tombeau. Jeanne de Penthièvre eut pour

elle la masse de la nation et les deux tiers de la noblesse : ces appuis eussent suffi pour trancher de prime abord la question, si les grandes puissances n'eussent pas été intéressées dans la querelle : il était probable que la rivalité de la France et de l'Angleterre viendrait compliquer les embarras. Montfort, assuré de la protection d'Édouard III, commença les hostilités ; il sut rallier à sa cause des hommes ambitieux et turbulents, plus désireux de faire leur fortune que d'assurer le triomphe de la justice : Montfort, secondé par des chevaliers actifs et valeureux, s'empara de Nantes et de plusieurs autres places. Le comte de Blois, prince indolent et dépourvu de vigueur, loin de recourir à la force des armes pour réprimer cette entreprise, en appela au jugement du roi de France. Philippe de Valois, charmé d'exercer son droit de suzeraineté, adjugea, par arrêt du 7 septembre 1341, le duché de Bretagne à Jeanne de Penthièvre, à l'exclusion de Jean de Montfort : ce dernier, presque aussi médiocre que son rival, appela les Anglais à son secours. Charles de Blois, qui s'y attendait, entra sur-le-champ dans le duché, escorté par une armée française, et eut le bonheur, en débutant, de faire prisonnier Jean de Montfort dans Nantes. La question semblait résolue par un événement aussi décisif : mais l'énergie d'une femme suffit pour arrêter les progrès du parti victorieux. Jeanne de Flandre, sans se laisser effrayer par la captivité de Jean de Montfort, son époux, se mit à la tête de ses partisans, et alla se renfermer dans Hennebon, afin de conserver ce point de débarquement aux secours qu'elle atten-

dait d'Angleterre (1). Charles de Blois vint l'y assiéger, mais on lui opposa une résistance héroïque : Jeanne de Flandre soutint plusieurs assauts, et eut la témérité d'opérer une sortie à la tète de trois cents cavaliers; elle porta le désordre dans le camp des assiégés et les contraignit à rester sur la défensive. Le mois suivant, l'arrivée d'une armée anglaise, commandée par les meilleurs généraux d'Édouard III, releva entièrement le parti de Montfort et mit Charles de Blois dans la nécessité d'abandonner le siége d'Hennebon. Dès ce moment, la guerre se fit avec plus d'activité : l'intervention armée des deux grandes nations rivales, la France et l'Angleterre, agrandit naturellement la scène : la chevalerie bretonne se dessina plus franchement. Charles de Blois, qui avait évidemment pour lui le bon droit, se vit seconder par les hommes les plus éminents : Rohan, Tintiniac, Saint-Pern, Duguesclin, et Robert de Beaumanoir, vieillard vénérable, maréchal de Bretagne sous le dernier duc ; c'était le père de Jean de Beaumanoir qui fait le sujet de cette notice.

La campagne de 1343 s'ouvrit d'une manière brillante par Édouard III, qui voulut commander en personne l'armée anglaise, et enleva au parti de Jeanne de Penthièvre, Guérande, Vannes et Carhaix. Philippe de Valois, ne voulant pas laisser accabler le comte de

(1) Voici comment d'Argentré, l'historien de la Bretagne, dépeint Jeanne de Flandre : « Cette princesse était vaillante de sa personne autant que nul homme; elle montait à cheval mieux que nul cavalier ; elle donnait parmi une troupe d'hommes d'armes comme le plus vaillant capitaine; combattait par terre et par mer; savait dresser une bataille, garder une place, tendre une embuscade et veiller toute la nuit le bacinet en tête. »

Blois, vint lui-même dans le duché, à la tête de forces imposantes : on poursuivit des deux côtés les opérations avec une extrême chaleur ; les rencontres devinrent plus fréquentes et plus meurtrières. Nous avons dit, dans la vie de Duguesclin, comment ce guerrier fut armé chevalier par le maréchal Andrehan, à la suite d'une sanglante escarmouche; Jean de Beaumanoir fut pareillement armé chevalier par le sire de Saint-Pern pour plusieurs faits de valeur. Les deux monarques, rappelés dans leurs États par divers motifs, abandonnèrent le duché, en laissant les compétiteurs libres de poursuivre ces sanglants débats : un incident inespéré vint donner une nouvelle activité aux deux partis. Jean de Montfort, prisonnier depuis quatre ans, fut assez heureux pour tromper la vigilance de ses gardiens, s'échappa de la tour du Louvre, et regagna la Bretagne à travers mille périls, déguisé en marchand forain : à cette époque chaque profession avait son costume particulier. La présence de ce prince releva le courage de ses partisans, que des échecs successifs avaient déjà rebutés : la lutte recommença avec plus de fureur. Montfort forma le siége de Quimper : l'élite de la chevalerie bretonne se jeta dans la place pour concourir à sa défense : Beaumanoir fut chargé de faire une sortie, afin de favoriser l'entrée d'un convoi de vivres : le guerrier, enflammé d'ardeur, fit plus qu'on n'attendait de lui; il porta le désordre au milieu du camp des assaillants, pénétra dans la tente de Jean de Montfort, et faillit s'emparer de sa personne : Montfort n'échappa que par miracle; effrayé de la résistance qu'on lui opposait, il

leva le siége, se retira dans Hennebon, et y mourut, accablé de chagrin (septembre 1345), deux mois après son évasion de la tour du Louvre.

La mort de Jean de Montfort parut être, pendant quelque temps, une circonstance propre à faire pencher la balance du côté des Penthièvre; mais le roi de France, attaqué sur plusieurs points par l'opiniâtre Édouard III, se vit obligé de rappeler une partie des troupes qui opéraient en Bretagne : sur ces entrefaites, eut lieu la funeste bataille de Créci : les avantages remportés dans cette journée mirent le monarque anglais en position de pouvoir envoyer des secours plus considérables à Jeanne de Flandre, qui déployait toujours le même courage pour défendre la cause de son fils unique. Charles de Blois, livré à ses propres forces, se vit assailli par plusieurs corps d'armée anglais, que commandait sir Thomas Aigwort : le dévouement des Bretons parvint à soutenir ce prince une année entière contre des ennemis si supérieurs en force. Ayant concentré autour de lui, dans le printemps de 1347, la totalité de ses divisions, Charles de Blois voulut ouvrir la campagne par une entreprise brillante. Le petit port de Tréguier était au pouvoir des partisans de Montfort; c'est par cet endroit que les détachements envoyés journellement d'Angleterre pénétraient en Bretagne : il devenait essentiel de s'emparer de ce poste important : diverses tentatives avaient déjà échoué : Charles de Blois agit pour arriver à cet heureux résultat. Sir Thomas Aigwort devina aisément son intention, et vint camper auprès de la Roche-Derrien,

afin de couvrir Tréguier ; il concentra dans cette position la totalité de ses forces. Les deux armées en vinrent aux mains le 18 juin 1347 : la bataille fut des plus sanglantes : la parfaite discipline des troupes anglaises l'emporta cette fois sur la bouillante valeur des Bretons. Charles de Blois, dépourvu des qualités qui constituent un général, fut trois fois pris et trois fois dégagé par les siens ; il reçut dix-huit blessures, et finit par rester au pouvoir des Anglais, qui s'empressèrent de le faire embarquer à Tréguier pour l'Angleterre (1) : ce prince fut enfermé dans la Tour de Londres, comme son rival avait été renfermé dans la tour du Louvre.

Jean de Beaumanoir n'avait point assisté, on ne sait pourquoi, à la bataille de la Roche-Derrien ; il déploya un zèle extraordinaire pour arrêter les suites de ce désastre, et devint le principal appui de Jeanne de Penthièvre : on sait que cette princesse imita le courageux exemple donné par Jeanne de Montfort ; elle sut habilement profiter de la haine qu'inspiraient les rapines des Anglais, pour soutenir la guerre pendant la captivité de son époux. La nouvelle héroïne mit toute sa confiance en Beaumanoir : celui-ci la justifia d'une manière glorieuse. Quatre mois après la fatale journée du 18 juin, il vint attaquer à son tour la Roche-Derrien, battit les Anglais qui défendaient les abords de la place, et prit d'assaut cette forteresse :

(1) Les Anglais n'usèrent point de générosité envers leur captif : durant la traversée, ils accablèrent le comte de Blois de mauvais traitements et même d'ignobles railleries ; ils l'obligeaient, à force de menaces, à jouer de la vielle comme un vil histrion.

ce brillant fait d'armes valut à Beaumanoir l'honneur d'être nommé maréchal de Bretagne à la place de son père, mort depuis quelques semaines. Beaumanoir, maître de diriger les opérations militaires en vertu des prérogatives de sa charge, poussa si chaudement les hostilités, que le parti de Montfort se vit obligé de demander une trêve, quoiqu'il fût soutenu très-efficacement par l'Angleterre : Jeanne de Penthièvre y consentit, avec l'espérance de pouvoir, par ce moyen, obtenir la délivrance de son époux.

La trêve fut donc signée à Calais, en 1348 : elle suspendit les grandes opérations des armées permanentes, et n'arrêta point les dévastations des partisans, qui, au mépris de la convention récemment conclue, abîmaient le pays : des troupes de cent, deux cents hommes, commandées par de farouches capitaines, pillaient, brûlaient sans miséricorde les campagnes : les communautés, les maisons religieuses ne trouvaient point grâce devant ces brigands : les Anglais, se sentant sur une terre étrangère, dont les habitants leur portaient une haine implacable, commettaient des ravages inouïs; leurs généraux les plus marquants ne rougissaient point de violer le droit des gens pour satisfaire la rage des soldats. Cet état, pire que celui de la guerre ouverte, durait depuis deux années : les laboureurs ne pouvaient plus se livrer à leurs travaux, sans craindre d'être égorgés. Vers la fin de l'année 1350, sir Thomas Aïgworth, lieutenant général du roi d'Angleterre, ayant réuni ses principaux capitaines, sous prétexte d'une chasse, livra à la dévastation, durant trois semaines entières, les environs de Dinan. Un ban-

neret du parti de Blois, nommé Raoul de Cahours, se mit à la tête d'une vingtaine d'hommes choisis par lui, gens déterminés, tels qu'en produit la Bretagne; il courut sur les traces de sir Thomas, le suivit obstinément pendant plusieurs jours; enfin, profitant du moment où le général anglais n'avait autour de lui que la moitié de son monde, il l'assaillit; le choc fut très-rude, et sir Thomas Aïgworth fut tué, dans la mêlée, par Raoul de Cahours: ainsi périt dans une misérable échauffourée le vainqueur de Charles de Blois à la Roche Derrien.

Les Anglais déplorèrent amèrement la perte de sir Thomas, qui passait, à juste titre, pour un de leurs meilleurs généraux : afin de le venger, ils redoublèrent de cruauté à l'égard des malheureux habitants des campagnes, en publiant, en tout lieu, que sir Thomas avait été tué en traître, et que ses compagnons d'armes n'avaient cédé qu'au nombre : ils soutenaient que dix Anglais battraient facilement le double de Bretons. Jean de Beaumanoir résidait alors dans le château de Josselin : il voyait, du haut de ses remparts, les courses des Anglais et les horribles dégâts commis par eux : il ne tarda point de connaître les propos outrageants que tenaient les officiers ennemis dans les bourgs où ils s'arrêtaient : d'ailleurs, les marchands qui venaient chercher un refuge dans Josselin les lui rapportaient chaque jour. Le maréchal de Bretagne, rempli d'indignation, demanda un sauf-conduit à Bembro, gouverneur de Ploërmel, pour avoir une explication : le sauf-conduit fut accordé sans difficulté; Beaumanoir reprocha à Bembro, en termes

fort vifs, les violences que ses soldats et lui-même exerçaient, au mépris de la trêve, sur les chemins et dans les campagnes. Le lieutenant de sir Thomas Aïgworth répondit sur un ton fort élevé; la querelle s'étant échauffée, l'un des deux chefs, on ne sait pas précisément lequel, proposa de la vider par un combat à outrance de trente contre trente : ces sortes de défis étaient dans les mœurs du siècle. On choisit pour lieu de la joûte le carrefour du Chêne de Mi-voie : un énorme chêne, celèbre dans la contrée, partageait exactement la distance de trois lieues qui sépare Josselin de Ploërmel; une vaste lande s'étendait à cet endroit à perte de vue : on convint de s'y rendre de part et d'autre le 27 mars, quatrième dimanche de carême, 1350. Il doit paraître surprenant que Beaumanoir et Bembro eussent choisi un dimanche, puisque l'Église, dont l'autorité était si puissante alors, défendait expressément de combattre les jours consacrés à la prière.

Le bruit de ce cartel se répandit rapidement dans le duché, et y produisit une sensation extraordinaire : chaque Breton se montrait intéressé au triomphe de Beaumanoir, véritable champion de l'honneur national. Le maréchal choisit pour auxiliaires, dans une circonstance aussi solennelle, les chevaliers et les écuyers dont les noms suivent : le sire de Tintiniac, Gui de Rochefort, Yves de Charruel, Robin Raguenel, Huon de Saint-Yvon, Caro de Bodegat, Olivier Arrel, Geoffroy du Bois, Jean Rousselet, Guillaume de Montauban, Alain de Tintiniac, Tristan de Pestivien, Alain de Kerenrais, Olivier de Kerenrais, Louis Goyon,

Geoffroy de la Roche, Guyon de Pont-Blanc, Geoffroy de Beaucorps, Maurice du Parc, Jean de Sérent, deux écuyers du nom de Fontenay, Geoffroy Poulard, Maurice et Geslin de Troguendy, Guillaume de la Lande, Olivier de Monteville, Simon Richard et Geoffroy Mellon. Les guerriers qui accompagnèrent Bembro furent d'abord Robert Kenolle, que nous avons déjà vu commander plus tard les armées d'Édouard III et remporter de brillants avantages, tant qu'il n'eut pas en tête Duguesclin ou Clisson : Jean Croquart, partisan très-redoutable et qui changea plusieurs fois de parti; Hervé de Lexualen, Jean Plesanton, Richard, Hugues et Guillaume le Gaillard, Jannequin-Taillard, Rapefort, Richard de Lalande, Thomelin-Billefort, Hucheton Clamaban, Gauthier Lallemand, Jannequin de Guennechoup, Haunequin Hérouard, Jannequin le Maréchal, Thomelin Huleton, Hue de Caverlé, Robinet Mélipars, Yfraï, Valentin, Jean Roussel, Dagorne, Perrai de Camelon, Raoul Prévôt, Dardaine, Hulbitée, écuyer d'une taille gigantesque et d'une force prodigieuse; les noms des trois autres combattants du parti anglais sont restés inconnus : plusieurs historiens disent qu'ils étaient Allemands. Aucune convention ne régla la manière dont les poursuivants combattraient, à pied ou à cheval, et ne désigna point l'arme dont ils se serviraient de préférence à une autre : chacun demeura libre d'agir comme il l'entendrait, en un mot, comme dans une rencontre fortuite et en pleine guerre.

De nombreux spectateurs s'étaient réunis au jour fixé sur le champ de bataille, afin d'assister à ce san-

glant tournois, sans se laisser arrêter par le danger qu'ils pouvaient courir dans un moment où les soldats des deux partis ne respectaient aucune loi et maltraitaient impitoyablement les gens les plus inoffensifs. Bembro et ses compagnons parurent les premiers au Chêne de Mi-voie, venant de Ploërmel : ils étaient tous à pied, mais armés différemment les uns des autres : Billefort, par exemple, portait un maillet de fer pesant vingt-cinq livres, et Hucheton un fauchard, énorme sabre crochu et tranchant des deux côtés : néanmoins la lance et l'épée effilée avaient eu la préférence sur toutes les autres armes. Bembro, fier d'avoir prévenu ses adversaires au lieu du combat, animait les siens en leur parlant des brillants avantages remportés jusqu'à ce moment par les Anglais : il leur parla même d'une vieille prophétie de Merlin l'enchanteur, qui promettait ce jour-là une victoire aux Anglais; mais sa harangue ne put être de longue durée; car Beaumanoir et ses Bretons ne tardèrent pas de paraître du côté de Josselin : ils étaient tous à pied, excepté un seul, Montauban; on ne sait pour quel motif ce guerrier, déjà célèbre par ses exploits, arriva monté : au reste, il attacha son cheval à un arbre au moment où la lice s'ouvrit.

Les deux troupes se rangèrent en bataille sur deux lignes parallèles, les hommes placés face à face, de sorte que l'action générale allait se vider par trente duels. Déjà les lances étaient baissées; chacun mesurait des yeux son adversaire, et la lutte allait commencer, lorsque Bembro demanda par un signe de la main à conférer avec le chef des Bretons : Beaumanoir, assez sur-

pris, s'avança seul, l'épée haute. Son rival lui représenta que la trêve ayant été signée entre les deux grandes puissances dont les armées soutenaient les droits du comte de Blois et du comte de Montfort, ce serait la violer en livrant un combat en règle, et que le plus sage serait, avant d'en venir aux mains, de soumettre le cartel à l'approbation des deux souverains. « Il est trop tard, répondit sans hésiter Beaumanoir, pour rompre une partie aussi bien liée; la chevalerie bretonne est venue ici pour croiser le fer: elle ne s'en retournera pas sans savoir *qui a la plus belle amie*: je veux bien cependant prendre à ce sujet l'avis de mes compagnons d'armes. » En effet, Beaumanoir leur soumit la proposition du capitaine anglais; au bout de quelques instants Charruel répondit en ces mots au nom de tous: « Nous n'abandonnerons pas la place sans avoir vidé cette querelle : nous sommes jaloux de montrer qui de nous ou des Anglais ont meilleur corps : notre réputation nous enjoint à ne pas nous rendre la risée de nos compatriotes par un scrupule hors de saison. »

Cette fière réponse ne souffrait point de réplique: cependant, Bembro insista encore, et fit de nouveaux efforts pour renvoyer le combat à une époque plus éloignée : on ne peut s'expliquer le motif d'une telle conduite; ce n'est certainement pas le manque de courage qui faisait agir en cette occasion le chef des Anglais; car il s'était acquis à bon escient une grande réputation de bravoure. Les Bretons se montrant inébranlables dans leur résolution, il fallut jouer des mains, suivant l'expression des anciens historiens.

Les deux lignes, s'étant rapprochées, se heurtèrent violemment et commencèrent *la fête* : ce début fut très-défavorable aux Bretons : Pestivien, Rousselet et Bodegat, abattus à coups de maillet, se virent obligés de demander quartier; leurs vainqueurs, Billefort, Hucheton et Caverlé, les transportèrent tout étourdis en arrière des rangs : sur un autre point, Poulard était tué d'un coup de lance et Charruel blessé d'un coup d'épée. Beaumanoir réparait lui seul ces échecs en terrassant cinq ou six ennemis : la mêlée était devenue générale, et la victoire ne penchait d'aucun côté. Les guerriers des deux partis, épuisés de fatigue, interrompent la lutte d'un commun accord : Beaumanoir profita de ce moment de relâche pour ranimer l'ardeur de ses compagnons, et les harangua à la manière des héros de l'antiquité; il parla à chacun d'eux de ses ancêtres et de leurs belles actions. Il insista principalement auprès du jeune Geoffroy de la Roche, auquel il retraça les exploits de son père Bude de la Roche, qui s'était signalé dans l'Orient en 1315, lorsque les chevaliers hospitaliers conquirent l'île de Rhodes sur les musulmans : la renommée avait publié ses hauts faits en Europe aussi bien qu'en Asie. Geoffroy de la Roche se sentit transporté d'enthousiasme en entendant célébrer les louanges de son père dans une circonstance aussi solennelle; il conjura le sire de Beaumanoir de lui conférer l'ordre, afin d'augmenter son courage : l'accolade fraternelle lui fut donnée. Cette scène chevaleresque ralluma l'ardeur des Bretons; ils demandèrent à grands cris de recommencer le combat, et reprirent tout aus-

sitôt leur ligne de bataille. Les Anglais se mettent en défense, et ne veulent point être prévenus. Bembro s'élance sur Beaumanoir, le saisit à bras le corps et l'entraîne pour le faire prisonnier; mais Geoffroy du Bois, accourant au secours du maréchal, passa son épée au travers du corps de Bembro. La mort de cet illustre chef diminua de la moitié la résolution des Anglais. Le farouche Croquart ayant pris le commandement, leur adressa cette allocution : « Compagnons, laissons-là les prophéties de Merlin : ne comptons que sur nos armes et sur notre courage. » En disant ces mots, il fond sur Beaumanoir, et le frappe rudement au visage : le chevalier blessé trouve un appui tutélaire dans Alain de Keranrais, qui le défend contre plusieurs assaillants; il renverse à ses pieds d'un coup de lance l'intrépide Dagorne: deux des écuyers allemands mordent également la poussière et ne se relèvent plus. Dans ce moment les trois prisonniers Pestivien, Rousselet et Bodegat, profitant du trouble occasionné par le trépas de Bembro, s'échappèrent des mains de ceux qui les gardaient, et vinrent rejoindre leurs compatriotes. La lutte recommença sur tous les points avec une fureur sans pareille. Caverlé, Kenolle, Croquart et Billefort combattaient vaillamment, et, par leur incomparable bravoure, maintenaient l'avantage du côté des Anglais. Beaumanoir, grièvement blessé, se tenait encore debout au milieu des gens de son parti; se sentant pressé par une soif dévorante, résultat de la fièvre, il demandait à boire avec instance. Geoffroy du Bois lui cria : « Bois ton sang, Beaumanoir, et ta soif passera. » Ces rudes pa-

roles produisirent un effet électrique sur le maréchal : il rentra en ligne soutenu par Tintiniac : tous deux essayèrent vainement de percer les rangs ennemis de manière à y semer le désordre : on leur opposa une barrière de lances et d'épées.

Un incident imprévu vint changer la face des affaires : Guillaume de Montauban, le seul qui fût venu à cheval au Chêne de Mi-voie, alla prendre son coursier, attaché à un arbre, et feignit de vouloir s'éloigner du champ de bataille. Beaumanoir, qui le suit des yeux, lui crie : « Faux et mauvais écuyer, où vas-tu? pourquoi abandonnes-tu tes frères d'armes? ton action sera reprochée éternellement à toi et à ta race. » Montauban ne se laisse point émouvoir par ces reproches, et répond à celui qui vient de les proférer : « Ouvre bien de ta part, Beaumanoir, et je ferai tout devoir de mon côté. » En prononçant ces mots, il pousse son cheval vers les Anglais, coupe leur ligne, et en renverse huit en allant et en revenant : les Bretons, profitant d'une circonstance aussi favorable, se précipitent dans les rangs éclaircis des Anglais, et font un terrible carnage. Kenolle, Croquart, Caverlé, Billefort, se multipliant pour soutenir les efforts de tant d'assaillants, furent enveloppés de toutes parts, et furent obligés de se rendre pour ne pas être massacrés; la plupart de leurs compagnons d'armes expiraient percés de coups : on conduisit les prisonniers au château de Josselin. Au jugement des deux partis, Tintiniac du côté des Bretons, et Croquart du côté des Anglais, remportèrent le prix de la valeur.

Telle fut l'issue du fameux *combat des Trente*, si

glorieux pour la nation bretonne : ce fait d'armes devint si célèbre, que pendant longtemps on eut coutume de dire, en Angleterre, en France, en Allemagne même, pour exprimer qu'une action avait été chaudement disputée : Jamais on ne combattit plus vaillamment après *la bataille des Trente*. Jean de Beaumanoir, qui avait conduit l'entreprise, fut regardé comme le héros du pays ; dans la moindre chaumière on prononçait son nom avec respect, avec enthousiasme. Au reste, la victoire remportée au Chêne de Mi-voie sur Bembro n'eut aucune influence sur le sort des deux princes qui se disputaient la possession du duché ; la guerre se poursuivit plus acharnée que par le passé ; car deux nouveaux champions venaient de monter sur cette scène sanglante, Bertrand Duguesclin, défendant les intérêts du comte de Blois, et Olivier de Clisson, défendant ceux de Jean de Montfort, dont il devait être dix ans après l'ennemi le plus implacable.

Les Anglais, commandés par le comte de Salisbury, ne tardèrent pas de prendre leur revanche au combat de Mauron : le vicomte de Rohan, le maréchal de Nesle et le brave Tintiniac périrent dans cette fatale journée en cherchant à rallier leurs soldats, frappés d'une terreur panique. Beaumanoir n'assista point à cet engagement ; car ses graves blessures le condamnèrent à l'inaction deux années entières. On le plaça, en 1354, à la tête d'une ambassade qui se rendait à Londres pour traiter de la rançon du comte de Blois ; Duguesclin, les sires de Fléchières, de Penhouet et de Saint-Pern l'accompagnaient. Édouard III se mon-

tra d'abord très-exigeant ; enfin, il consentit à rendre la liberté à l'époux de Jeanne de Penthièvre, moyennant une rançon de 350,000 écus. Beaumanoir obtint en même temps une trêve de cinq ans. Le duché, abîmé par la guerre, réclamait impérieusement quelque temps de relâche pour tant de souffrances. Montfort venait d'épouser la fille d'Édouard III ; cette alliance relevait le crédit du rival des Penthièvre ; le roi d'Angleterre fit proposer un accommodement d'après lequel les deux prétendants se partageraient la Bretagne ; mais Charles de Blois répondit sèchement : « Tout ou rien. » Des amis éclairés firent revenir ce prince sur cette détermination. La lassitude des deux partis, plus que l'amour de l'humanité, interrompit les hostilités durant six ans. Beaumanoir réussit à faire prolonger la trêve de deux ans ; il en fut même nommé le conservateur, d'après une convention passée à Bordeaux en mars 1357. Comme la plupart des guerriers célèbres de cette époque, Jean de Beaumanoir joignait aux talents du général l'habileté de l'homme d'État ; on voit son nom mêlé aux grands événements politiques qui furent traités de son temps.

Les efforts des rois de France et d'Angleterre pour amener un arrangement définitif ayant échoué, de nouveaux préparatifs se firent de part et d'autre en 1363 ; car la trêve allait expirer : des levées de soldats s'opérèrent dans les villes, dans les bourgs et dans les plus chétifs villages ; les deux partis paraissaient aussi animés que le premier jour, quoique la querelle durât depuis un quart de siècle. Les armées s'é-

branlèrent au commencement d'avril 1363; Charles de Blois, rempli d'affection pour Beaumanoir, voulut lui confier le commandement suprême des troupes; mais le maréchal refusa cet honneur, et usa de tout son crédit pour que le choix du souverain tombât sur Duguesclin, dont les exploits extraordinaires occupaient alors la renommée : nous avons vu que le vaillant Bertrand quitta momentanément le service de Charles, afin de prendre part à la querelle qui allait se vider au sein de sa patrie. Après plusieurs engagements de peu d'importance, les deux armées se concentrèrent dans les vastes landes d'Évran, entre Dinan et Bécherel; elles formaient en totalité plus de quarante mille combattants. Une forte division de soldats anglais, commandée par Chandos, formait l'avant-garde du parti de Montfort; une division de troupes françaises, envoyée par Charles V, devait pareillement seconder le comte de Blois dans ses opérations militaires : on allait donc en venir aux mains; et la question devait être tranchée d'une manière définitive. Les lignes se formaient déjà; les généraux faisaient les apprêts d'une lutte sanglante, lorsque les évêques qui se trouvaient dans les deux camps vinrent se placer spontanément au-devant des rangs prêts à se heurter; ils entrèrent en conférence au milieu de la plaine, et décidèrent de proposer un moyen, autre que celui des armes, pour mettre un terme aux différends qui, depuis vingt-cinq ans, agitaient la nation. On applaudit de part et d'autre au zèle qui animait ces prélats; Beaumanoir montra un extrême empressement à seconder leurs vues pacifiques, et différa

d'opinion, en cette circonstance, de Bertrand Duguesclin, qui regardait comme impraticable aucune espèce d'arrangement. Il fut convenu qu'une nouvelle trêve serait signée, et que les deux compétiteurs s'aboucheraient, sous les auspices des évêques : les soldats, dont la première effervescence s'était calmée pendant ces pourparlers, témoignèrent leur satisfaction par des cris de joie, et regagnèrent leurs foyers.

Des commissaires furent nommés de part et d'autre : Charles de Blois choisit pour défendre ses intérêts Jean de Beaumanoir, les sires de Rohan, de Porroet, de Quelen et d'Avaugour; Jean de Montfort choisit Olivier de Cadoudal, Tanneguy Duchâtel et Pierre de Lanvaux. Ces commissaires arrêtèrent que le duché serait partagé entre les deux compétiteurs : l'époux de Jeanne de Penthièvre devait avoir le comté de Rennes, et Jean de Montfort le comté de Nantes; ce traité fut signé dans les premiers jours de l'année 1364, l'année commençant à Pâques. La nouvelle de cet accommodement, qui tendait à empêcher des flots de sang de couler, se répandit dans toute la Bretagne en quelques jours, et y causa des transports d'allégresse : chacun célébrait particulièrement les louanges de Beaumanoir, dont l'intervention avait puissamment contribué à cet heureux résultat; mais ce bonheur fut de très-courte durée. Au moment des conférences, la comtesse de Penthièvre se trouvait à Paris, on ne sait pour quel motif : après avoir reçu de son mari la notification de l'arrangement convenu par les commissaires, elle lui répondit : « Je vous avais prié de défendre mon

héritage ; vous ne devez point mettre mon patrimoine en arbitrage, ayant les armes au poing. » Charles de Blois portait à sa femme une tendresse que l'on pouvait taxer de faiblesse : il fut consterné en lisant la missive de la comtesse; et, n'écoutant ni la voix de l'honneur ni la voix de l'humanité, il s'empressa d'envoyer à Nantes sa rétractation huit jours après la signature de la convention, sans se laisser arrêter par la crainte de jeter une seconde fois le pays dans un abîme de malheurs. Les Bretons passèrent de la joie à la consternation ; la plupart d'entre eux maudirent le prince dont la docilité aux volontés d'une femme allait leur attirer un déluge de maux. Les évêques essayèrent vainement d'interposer leur autorité pour faire respecter le traité ; ils ne parvinrent que très-difficilement à retarder de deux mois la rupture de la trêve.

Les levées de troupes recommencèrent dans les moindres villages : les deux partis reprirent les armes à contre-cœur, il est vrai, mais en se promettant de ne pas les déposer sans que la querelle ne fût vidée de la manière la plus décisive. Les hostilités s'ouvrirent en juillet : une foule de rencontres meurtrières eurent lieu entre de petits corps : dans une de ces escarmouches, Beaumanoir, accompagné d'une poignée d'écuyers, fut obligé d'accepter le combat au moment où il allait atteindre son château de Josselin. La partie était inégale d'une part, vu la supériorité numérique de l'autre : on se battit néanmoins avec fureur, l'espace de plusieurs heures ; Beaumanoir, renversé de cheval, après avoir terrassé une foule d'ennemis, fut pris et conduit à Hennebon. Au bout de quelques jours il profita de

la nouvelle qu'on lui apporta de la mort d'un de ses enfants, pour demander au comte de Montfort la faveur d'être mis en liberté sur parole. Montfort lui accorda licence, suivant l'expression de l'époque, en y mettant toutefois la condition que Beaumanoir s'abstiendrait de combattre, quand même le hasard lui en offrirait l'occasion : le maréchal y souscrivit à regret; mais les circonstances où il se trouvait exigeaient de sa part ce sacrifice, bien pénible pour un homme de cœur.

Charles de Blois ayant, au mépris de la raison, rompu les conventions conclues d'une manière aussi solennelle, sous les auspices des ministres de la religion, perdit l'estime des peuples; et dès lors la justice de cette cause sembla être passée du côté de Montfort : celui-ci sut tirer avantage de sa position; voyant que la guerre était inévitable, il supplia Édouard III, son beau-père, de lui envoyer de nouvelles troupes pour soutenir avec succès une lutte qui devait être la dernière. Le monarque anglais, envisageant l'événement sous le même point de vue, s'empressa de faire débarquer sur les côtes de Bretagne une division de soldats d'élite, marchant sous la conduite de Mathieu Huet, banneret normand d'origine et qui passait pour un capitaine très-expérimenté. Mathieu Huet devait aller joindre Chandos et se placer sous ses ordres : ce général n'avait point quitté le duché; car il doutait de la durée de la paix; et son devoir lui faisait une loi de se tenir prêt si une rupture avait lieu : l'événement ne tarda pas de justifier ses prévisions. Jean de Montfort, obligé de reprendre les armes, eut

la sagesse de confier le soin de sa fortune à Chandos, le meilleur général de l'Angleterre, et annonça l'intention de servir dans son armée comme simple chevalier.

Nous avons déjà parlé de cette dernière campagne dans les vies de Bertrand Duguesclin et d'Olivier de Clisson : une agitation inexprimable régnait d'un bout du duché à l'autre : les colonnes et les détachements sillonnaient le pays dans tous les sens. La manière dont Charles de Blois s'était rétracté, après avoir signé un accord définitif, avait refroidi à son égard une partie de la population : la chevalerie, elle-même, plus ferme dans ses principes, ne fut point exempte de la défection : les combattants du Chêne *de Mi-voie* se disjoignirent en cette circonstance, triste effet des discordes civiles. Geoffroy de la Roche, les deux Keranrais, Louis Goyon, les deux Fontenai, Guillaume de la Lande venaient de se ranger du côté de Montfort; ils allaient marcher sous les mêmes étendards que Cawerley et Robert Kenolle, leurs anciens rivaux dans ce fameux pas d'armes. Beaumanoir demeura fidèle à ses convictions; mais, enchaîné par sa parole, il se voyait dans la cruelle nécessité d'être tranquille spectateur de la lutte : il se crut néanmoins autorisé à présider aux préparatifs des opérations militaires avec Duguesclin et le comte d'Auxerre, commandant la petite division de troupes françaises que Charles V avait envoyée au secours de son parent, le comte de Blois, comme Édouard III avait agi dans l'intérêt de Jean de Montfort.

Jeanne de Penthièvre était revenue dans le duché,

afin de bannir les incertitudes de son époux : la présence de cette femme énergique précipita la marche des événements; le comte de Blois subissait sans murmurer le despotisme de ce caractère altier. L'armée chargée de défendre les intérêts de ce prince établit son camp, en juillet 1364, sous les remparts de Josselin, dont Beaumanoir était gouverneur : deux mois se passèrent en escarmouches insignifiantes. Chandos résolut de tenter une entreprise plus importante, enlever aux Penthièvre le château d'Auraï, un des boulevards de la Bretagne : la place fut investie dans les règles; mais elle opposa une si vigoureuse résistance, que l'ennemi fut contraint de replier sa ligne de travailleurs et de se tenir sur la défensive. On apprit bientôt que le comte de Blois, ayant levé son camp, marchait au secours d'Aurai avec la totalité de ses forces. A cette nouvelle, le jeune Montfort, d'un naturel violent, mais timide, sentit diminuer sa confiance; les exhortations de Chandos ne produisirent cette fois aucun effet : Montfort insista pour que l'on tentât une seconde fois la voie des négociations : les sires de Montagu et Duchâtel allèrent de sa part proposer une seconde fois au comte de Blois le partage du duché : ces envoyés déclarèrent que le désir d'éviter l'effusion du sang breton était le véritable motif de cette démarche. La même pensée occupait sans cesse Charles de Blois : ce prince, extrêmement humain, ne laissait point passer un jour sans exprimer hautement le regret de voir tant d'hommes réunis pour défendre sa cause au prix de leur sang : il accueillit donc gracieusement les sires de Montagu et Duchâtel. Jean de Beauma-

noir se montrait favorable à ce projet; on remit en question les premières conditions du partage; mais la négociation fut brusquement arrêtée par l'arrivée de Jeanne de Penthièvre, qui accourut du château de Josselin, quand elle apprit l'arrivée des messagers de Montfort au camp de son époux : il fallut céder à ses cris et renoncer aux flatteuses espérances de voir terminer à l'amiable ce fameux différend. Les envoyés se retirèrent : on les chargea de porter à leur souverain la notification du refus de Charles de Blois, accompagnée de l'offre de vider la querelle devant Aurai par une action générale. Chandos, homme d'une humeur irascible, s'abandonna à des transports de colère en apprenant la réponse faite aux deux bannerets; car il regardait la proposition du partage comme un acte de générosité de la part de Montfort. Le siége d'Aurai fut repris avec une nouvelle ardeur par le général anglais : en peu de jours les habitants, resserrés de plus en plus, allaient se voir réduits à capituler faute de vivres, lorsqu'ils aperçurent, du hauts de leur remparts les colonnes du comte de Blois qui arrivait à leur secours : ce prince, ayant quitté Lanvaux le 28 septembre 1364, commit la faute de prendre une mauvaise direction en se mettant dans la nécessité de franchir le bras du Morbihan.

En apprenant l'approche de l'ennemi, Chandos sortit des lignes établies devant Aurai, et vint se poster en travers des landes que le comte de Blois devait nécessairement traverser pour arriver à Aurai : les deux armées ne tardèrent pas d'être en présence; elles s'arrêtèrent spontanément, retenues en quelque

façon par une force invisible : l'instinct national agissait évidemment sur ces masses de Bretons. Beaumanoir ne le cédait en bravoure à aucun de ses compatriotes, il avait montré en mille circonstances ce mépris de la vie dont tous les chevaliers de cette époque faisaient une sorte de parade ; mais l'ardeur guerrière dont il était enflammé ne l'empêchait pas d'écouter la voix de la raison : cédant à un mouvement patriotique, le maréchal de Bretagne, le héros du combat des Trente, franchit le Morbihan et alla droit au général anglais : « Noble Chandos, lui dit-il, ne pourrions-nous pas empêcher que des gens nés et nourris sur la même terre se massacrent entre eux : les deux rangs opposés renferment des frères, des amis qui, au sortir de la bataille, déploreront leurs exploits ou plutôt leurs fureurs ; l'intervention d'un homme de votre rang, de votre caractère, pourrait empêcher ces flots de sang de couler. » Ces magnanimes paroles ne touchèrent point le cœur de l'Anglais ; il répondit brusquement : « Toute espèce d'arrangement est devenue désormais impossible. » — « Au moins, reprit Beaumanoir, qu'il me soit permis de payer de ma personne dans cette malheureuse journée : je suis prisonnier sur parole, les lois de la guerre me défendent de combattre si licence ne m'est octroyée ; obtenez pour moi, je vous supplie, d'être délié momentanément de mon serment. » Chandos comprit mieux ce langage ; il courut demander cette faveur : « Je la lui accorde, répondit Montfort, mais il n'exercera point de commandement, sa bannière ne sera point déployée, et il redeviendra mon prisonnier, quelle que soit

d'ailleurs l'issue de l'action. » Beaumanoir souscrivit à ces dures conditions, et les accepta même comme une grâce, s'estimant trop heureux de pouvoir exercer son courage.

Nous avons donné dans la vie de Bertrand Duguesclin les détails circonstanciés de cette fameuse bataille d'Aurai, qui décida du sort de la Bretagne, en affermissant irrévocablement la couronne ducale sur la tête du comte de Montfort. Nous avons dit comment Charles de Blois, le personnage le moins belliqueux de ce siècle, mourut les armes à la main comme un héros. Jean de Beaumanoir, armé d'une forte hache, fit des prodiges de valeur : aucun écuyer ne portait sa bannière devant lui, aucun panache ne flottait sur son casque : on l'eût pris pour un simple écuyer; mais ses terribles coups le faisaient reconnaître. Il faisait partie de la phalange au centre de laquelle marchait le comte de Blois : cette division se composait de ce que le parti de Penthièvre comptait de plus vaillant : elle formait une ceinture de fer autour du prince, et après la défaite des deux ailes ce corps eut à supporter le poids de toute l'armée anglaise : chacun de ces illustres preux, voulant au prix de leur vie défendre celle du prince, avait à tenir tête à deux, trois ou quatre assaillants. Jean de Kergorlai, aussi ardent que tout autre, se voyant enveloppé par un gros d'ennemis, se mit à crier : *A mon aide, preux de Bretagne* : Beaumanoir, qui *faisait des mains*, non loin de là, lui répondit dans le même sens que Geoffroy du Bois lui avait répondu au combat des Trente : *Kergorlai, aide-toi, et Dieu t'aidera.*

La victoire d'Aurai jeta dans les fers Duguesclin et une foule de bannerets, fidèles soutiens d'une cause perdue sans retour : Jean de Beaumanoir n'essaya point de fuir le champ de bataille : sa parole l'enchaînait au sort du rival de Charles de Blois, il vint reprendre ses fers. On l'enferma le surlendemain dans le château d'Aurai, dont les troupes de Montfort s'emparèrent aisément après la dispersion de l'autre armée; sa captivité ne fut pas de longue durée. Au premier bruit de la catastrophe d'Aurai, Charles V s'empressa d'envoyer en Bretagne l'archevêque de Rheims, pour proposer en son nom, au comte de Montfort, un arrangement définitif avec la veuve de Charles de Blois, son parent : le prélat déclara que le roi était décidé à mettre toutes les ressources de la France au service de cette princesse. En effet, on ne tarda pas d'apprendre qu'une armée de trente mille hommes, commandée par le maréchal, était aux portes de Rennes : cette nouvelle causa un grand effroi au jeune Montfort. Chandos et les autres généraux essayèrent vainement de le rassurer : le vainqueur d'Aurai annonça l'intention formelle d'entrer en négociation afin de jouir en paix de la possession du duché : rempli de cette pensée, il ordonna sur-le-champ de mettre en liberté Beaumanoir, dont il connaissait l'esprit conciliateur, et le chargea de porter des paroles de paix à Jeanne de Penthièvre. Cette princesse, accablée par la douleur, éprouva néanmoins une vive satisfaction en revoyant Beaumanoir dans une pareille circonstance; elle le chargea spécialement de défendre les intérêts de ses enfants, et lui confia des pouvoirs illimités.

Des conférences s'ouvrirent à la fin de mars 1365, dans la ville de Guérande, en dépit d'Édouard III, de Chandos, de Cawerley, et des autres généraux anglais, qui voyaient avec un extrême regret la concorde renaître dans ce pays de Bretagne, que leurs soldats avaient ravagé pendant vingt-cinq ans à la faveur des troubles enfantés par les prétentions des deux compétiteurs. Beaumanoir dirigea ces conférences avec une habileté surprenante : après des débats assez vifs, le traité définitif fut signé le 12 avril : Jean de Montfort, quatrième du nom, fut solennellement reconnu duc de Bretagne (1) ; Jeanne conservait le titre de duchesse et le riche comté de Penthièvre (Lamballe, Quentin, Montcontour, Jugon, etc.); le dernier article déclarait les trois fils de Charles de Blois habiles à succéder au comte de Montfort, dans le cas où ce prince mourrait sans laisser de postérité. Beaumanoir avait reçu mission du roi de France d'insister pour que Duguesclin, fait prisonnier dans les landes d'Aurai, fût mis à rançon : Montfort se récria, et voulait refuser; il fallut recourir aux menaces pour obtenir l'élargissement du terrible Bertrand : cette circonstance unit d'une amitié éternelle le vainqueur de Cocherel et le héros du combat des Trente.

(1) La Bretagne n'eut pas trop à se féliciter que le sort des armes lui eût donné pour souverain Jean de Montfort ; car pendant trente ans ce prince compromit le pays par ses caprices, par sa fourberie et surtout par l'affection outrée qu'il montrait pour les Anglais : cette affection ne tenait nullement à un sentiment de reconnaissance inhérent à son caractère, puisqu'il se montra le plus ingrat des hommes à l'égard d'Olivier de Clisson, qui, dans la grande journée d'Aurai, avait fait autant pour lui que Chandos et les autres généraux d'Édouard III.

Beaumanoir venait de jouer, dans le traité de Guérande, un rôle capable de lui donner une grande influence auprès du souverain; cependant il ne voulut point en user, et refusa même de garder la dignité de maréchal de Bretagne, dignité qui le mettait en position de commander aux gens de guerre et de composer les garnisons des places fortes : il désirait rester fidèle à son parti, quand même ce parti n'existait plus : un homme de cœur comme lui ne pouvait pas abandonner légèrement ses affections politiques; d'ailleurs Montfort ne tenait pas une conduite propre à lui concilier l'amour de ses sujets, et encore moins à ramener ses anciens ennemis. Ce prince affectait, en quelque façon d'accorder aux Anglais une préférence exclusive : les gens de son service intérieur venaient de Londres ou de Carlisle; une compagnie d'archers anglais formait sa garde habituelle; il marchait constamment escorté par ces soldats étrangers. Chandos, Cawerley, Robert Kenolles, Felton, Croquart, et une foule d'autres officiers anglais, avaient reçu dans le pays des dotations en terre; ils y faisaient bâtir à grands frais des habitations somptueuses et fortifiées en même temps, et ces différents travaux s'exécutaient par les mains d'ouvriers venus d'outre-Manche. La femme de Montfort, fille d'Édouard III, ne voulait être servie que par des femmes anglaises, et n'adoptait que des tissus anglais pour ses ajustements. Ce ridicule engouement pour des étrangers, déjà fort détestés, devait blesser à bon droit la nation la plus susceptible du continent. Beaumanoir avait été, dans une occasion des plus éclatantes, le champion de cette na-

tion bretonne que des imprudents voulaient maintenant humilier; il devait en partager tous les ressentiments : le séjour du pays lui devint insupportable, il s'en exila volontairement, et se rendit en Touraine auprès du roi Charles V, dans l'espérance que le monarque lui fournirait les moyens d'occuper sa valeur. Il ne fut pas seul à prendre cette détermination; un ancien historien dit à ce sujet : « La Bretagne se vida alors de ses plus vaillants hommes. » En effet, une foule de guerriers abandonnèrent le duché, guidés par les mêmes motifs. Nous avons vu dans la vie d'Olivier de Clisson que cet impétueux capitaine, profondément blessé de la préférence que Jean de Montfort accordait à Chandos, avait témoigné sans détour son mécontentement et s'était détaché de la cause de ce prince : le roi de France accueillit avec empressement ses offres de service. Clisson menait à sa suite deux Rohan, le sire d'Avaugour, Tanneguy Duchâtel, Olivier de Cadoudal, Pierre de Lanvaux. D'un autre côté, Bertrand Duguesclin, dont Charles V venait de payer la rançon, avait entraîné sur ses pas plusieurs centaines de chevaliers ou écuyers, tous mortels ennemis du nom anglais : on distinguait parmi ces Bretons, Yves de Rohan, Maurice du Parc, Charruel, Jean du Bois, Pierre Kerimel, Amaury de Fontenay, Jean de Raguenel, Lanvallai, Coëtquen. Beaumanoir exerçait dans le duché un ascendant proportionné à sa position; une foule de vassaux, d'arrière-vassaux et même d'artisans, s'offrirent pour lui faire cortége et s'attacher à sa fortune : il les en dissuada et ne voulut emmener que des écuyers établis

dans ses domaines ou d'anciens compagnons d'armes; à ce dernier titre plusieurs combattants du Chêne de Mi-voie le supplièrent de leur laisser prendre rang dans sa chevauchée : les plus empressés furent Guillaume de Montauban, Geoffroy de la Roche, Alain de Kerenrais, Guillaume de la Lande, Geoffroy de Mellon, Gui de Rochefort, et Guillaume de la Marche, parent de l'ancien maréchal.

Charles V s'était établi en Touraine, dans le but de se rapprocher de la Bretagne et de se tenir prêt à faire exécuter, par la force des armes, les divers articles du traité de Guérande : un de ces articles disait que Jean de Montfort viendrait rendre foi et hommage de vassal à son suzerain le roi de France. Montfort, excité par Chandos, essaya pendant longtemps de se soustraire à cette cruelle obligation; cette résistance fut de courte durée. Personne n'ignorait que le nouveau souverain de la Bretagne était fort accessible aux menaces; Charles V ne manqua pas de recourir à ce moyen : dès ce moment, les difficultés s'aplanirent, et Montfort vint au château de Montbazon, dans les derniers jours de l'année 1365, et rendit l'hommage exigé par la constitution féodale.

C'est dans ce même château de Montbazon où Beaumanoir vint trouver Charles V vers les premiers mois de l'année 1366 : il n'y parut pas seul, isolé comme un proscrit, il se présenta au roi de France accompagné d'une brillante chevauchée. Quelque temps après eut lieu la fameuse expédition de Castille, dont le véritable but était de délivrer le royaume de France de la présence des Malandrins, dont aucune

puissance ne pouvait arrêter les dévastations. Nous avons dit, dans la vie de Bertrand Duguesclin, comment ce grand homme parvint à délivrer le pays de la présence des *Tard-Venus,* en conduisant ces hôtes dangereux en Espagne, sous prétexte de précipiter du trône de Castille Pierre le Cruel, et de lui enlever ses trésors. Des princes du sang, des feudataires, des chevaliers de haut parage, une centaine de bannerets bretons excités par le seul désir d'acquérir de la gloire, demandèrent à Duguesclin de les admettre dans les grandes compagnies; car personne n'ignorait que don Pèdre, sachant le péril qui le menaçait, avait contracté une étroite alliance avec les Maures de Grenade, et tous les chevaliers brûlaient de se mesurer avec les musulmans : rien ne leur paraissait plus glorieux que de combattre les ennemis du nom chrétien. Beaumanoir devait ressentir le même désir, cependant il n'accompagna pas les Tard-Venus en Espagne, et ne fit pas cette mémorable campagne; l'histoire n'en dit pas le motif. Charles V, qui avait apprécié son habileté lors du traité de Guérande, s'opposa sans doute à son départ pour employer ses talents d'une autre manière; en effet, on voit l'ancien maréchal de Bretagne député vers Charles le Mauvais par le roi de France, afin de le contenir dans le devoir; car ce fourbe, voyant Duguesclin et les meilleurs généraux de son beau-frère, s'éloigner du royaume pour passer en Espagne, se montrait fort disposé à rompre le traité signé après la bataille de Cocherel : la cour d'Angleterre l'excitait en secret à reprendre les hostilités, lui promettant de le soutenir par l'envoi successif de soldats.

Charles le Mauvais, dévoré du désir de nuire, prêta l'oreille à ces insinuations et fit des dispositions pour recevoir les troupes étrangères à Pont-Audemer et dans plusieurs forteresses. Charles V, très-alarmé des dispositions hostiles que montrait le roi de Navarre, au mépris de la convention récemment conclue, dépêcha vers lui le sire de Beaumanoir en le chargeant d'employer tous les moyens pour empêcher une rupture de ce côté : des pleins pouvoirs furent remis au négociateur.

Beaumanoir se rendit à Évreux ; les deux cents hommes d'escorte qui l'accompagnaient ne purent dépasser la première enceinte du château que Charles le Mauvais habitait dans le voisinage de cette ville : il franchit seul les ponts-levis, et pénétra sans effroi dans cette formidable demeure, où tant de victimes avaient été enterrées vivantes. La garde ordinaire du Navarrais se composait d'un ramas de bandits, tirés de toutes les nations, gens féroces et qui ne reculaient devant aucun forfait ; ils en commettaient même contre la volonté de leur maître. Parmi eux se trouvaient encore les scélérats qui, quinze ans auparavant, avaient assassiné le connétable Jean de la Cerda : il fallait traverser les rangs de ces affreux sicaires pour arriver jusqu'à la personne du prince, dont le nom seul inspirait un juste effroi. L'envoyé du roi de France connaissait parfaitement le caractère de l'homme dont il s'agissait de déjouer les dangereux projets : il savait que le Navarrais l'emportait sur Montfort en pusillanimité, et que dans maintes circonstances la peur lui avait tenu lieu de vertu. L'an-

née précédente Duguesclin, assistant dans un des faubourgs de Paris aux conférences qui amenèrent la paix générale, avait dit au Navarrais, dont il connaissait la fourberie: « Prince, je vous conjure d'être religieux observateur de vos promesses, sans cela vous aurez certes le loisir de vous en repentir. » Ces paroles, prononcées d'une voix terrible, suffirent pour obtenir de Charles le Mauvais une prompte soumission aux volontés du roi son beau-frère. Beaumanoir mit en usage le même moyen, sans songer au péril qui l'environnait. Le prince nia le fait dont la voix publique l'accusait touchant ses relations secrètes avec la cour d'Angleterre; il s'en disculpa hautement, et déclara que sa volonté n'avait jamais été de livrer les places fortes du comté d'Évreux aux ennemis du royaume : l'envoyé de Charles V gouverna si bien ce caractère indocile, qu'il en obtint plus qu'on n'espérait d'abord. Le Navarrais consentit à ce que des soldats français formassent la moitié des garnisons de ses places fortes, en exceptant néanmoins le château où il résiderait. Beaumanoir s'empressa de mettre à exécution cette clause importante, et, pour empêcher le fourbe de se rétracter, il demanda au roi l'autorisation de demeurer en Normandie, afin de veiller sur ses démarches. Charles V goûta fort cet avis; et, voulant témoigner sa satisfaction au négociateur, il lui donna le commandement en chef d'un corps de quatre mille hommes, lequel devait rester en observation sur la lisière du comté d'Évreux. Beaumanoir remplit si bien son office durant deux années, que Charles le Mauvais, bloqué en quelque

façon dans sa demeure, ne pouvait changer de lieu sans être suivi de l'œil par le général français; fatigué de cette perpétuelle obsession, il abandonna définitivement la Normandie, et se retira dans ses États de Navarre, au pied des Pyrénées. L'éloignement de ce dangereux vassal laissa respirer Charles V : Édouard III ne pouvait rien tenter de sérieux sur les côtes de l'ouest du moment où il ne pouvait plus compter sur l'appui de son meilleur auxiliaire. Beaumanoir fut rappelé à Paris (1369); le roi l'admit avec empressement dans le conseil supérieur, lequel avait mission de rétablir l'ordre au sein des provinces et d'organiser l'administration intérieure de l'État : les hommes les plus éclairés du pays composaient ce conseil supérieur.

Pendant que Charles V, secondé par des serviteurs dévoués, s'efforçait de réparer les désastres que l'incurie du roi Jean avait occasionnés, des événements extraordinaires se passaient au delà des Pyrénées : Duguesclin, trahi par la fortune, victime de la présomption des princes castillans, tombait au pouvoir des Anglais auxiliaires de don Pèdre : la nouvelle du malheur arrivé à Bertrand répandit l'effroi en France et dans le duché. Charles V ne fit pas difficulté, malgré le mauvais état de ses finances, d'acquitter la rançon du vaillant capitaine. Nous avons dit comment le héros breton distribua aux autres prisonniers l'argent qu'on lui avait remis pour se racheter des mains du jeune Édouard : cette louable charité le mettait dans la cruelle nécessité d'aller reprendre ses fers : toute la Bretagne tressaillit de crainte, en apprenant la dure extrémité

où se trouvait le héros qui faisait sa gloire. Beaumanoir, plus ému que tout autre, fit un appel à la générosité des principaux tenanciers : ils y répondirent avec enthousiasme : une foule de bannerets, d'écuyers, de châtelaines, de bourgeoises, de marchands voulurent concourir, selon leurs moyens, à rendre la liberté à Duguesclin. L'histoire n'a pu conserver tous les noms, elle cite ceux des sires de Beaumanoir, de Laval, de Rohan, de Châteaubriand, de Tintiniac, de Serent, de Dinan et de Penhouet. Le grand homme sut reconnaître ce bienfait en volant à de nouveaux triomphes : son bras vigoureux précipita du trône une seconde fois l'odieux don Pèdre, et assura irrévocablement la couronne sur la tête de Henri de Transtamare. Mais d'autres soins ne tardèrent pas de le rappeler en France. Charles V, attaqué derechef par Édouard III, réclamait à grands cris son appui; il lui remit l'épée de connétable, en le chargeant de sauver le royaume d'une nouvelle invasion. C'est alors que Duguesclin commença ces quatre campagnes de 1370, 71, 72 et 73, dont le résultat fut la conquête du Poitou, du Maine, de l'Aunis, de la Guyenne, du Périgord, de la Gascogne, et l'expulsion totale des Anglais du territoire. Beaumanoir fut un des lieutenants de Duguesclin dans ces brillantes expéditions : on le voit secondant son illustre compatriote aux combats de Chizai, de Pontvallain et de Bressuire, aux siéges de Thouars, de Montcontour et de Saint-Sever : commandant une division soldée de Bretons, il prit en quelques jours Saintes, Saint-Maixent et Saint-Jean-d'Angely. Au combat de Chizai, Beaumanoir contribua

d'une manière particulière au gain de la journée, puisqu'il battit et fit prisonnier Robert de Myton, qui était sorti de la forteresse à la tête de la moitié de sa garnison, avec l'intention de prendre en queue Duguesclin, occupé en ce moment à soutenir le poids des deux divisions anglaises commandées par Hampton et Jean d'Évreux, frère de Charles le Mauvais. La défaite de Robert de Myton étant consommée, Beaumanoir s'élança vers Chizai, rompit les chaînes du pont-levis et pénétra dans l'intérieur de la place : il courut hisser lui-même sur le rempart le drapeau français; à l'aspect de cet étendard, Duguesclin comprit le succès décisif que son lieutenant venait d'obtenir, il le fit remarquer à ses soldats; ceux-ci, remplis d'enthousiasme, redoublèrent d'efforts, et finirent par briser tous les obstacles.

Au sortir du combat de Chizai, Beaumanoir fut chargé par le connétable d'aller soumettre Lusignan et la Roche-sur-Yon, deux forteresses du premier ordre: la Roche-sur-Yon se rendit à la première sommation; mais le gouverneur de Lusignan, se fiant à la hauteur de ses murailles et à l'admirable position de la ville, annonça l'intention de se défendre. Beaumanoir fit aussitôt les apprêts de l'escalade : lui et les siens montraient une telle ardeur, que les habitants, épouvantés, ne voulurent pas courir le risque d'être pris d'assaut, et forcèrent le gouverneur à capituler. La conquête de ces deux places termina cette campagne de 1374, si glorieuse pour les armes de France.

Édouard III, désespéré des revers essuyés dans le Poitou et dans la Saintonge, fit de vives instances au-

près de Jean de Montfort, son gendre, pour le déterminer à rompre sa neutralité : le duc, qui nourrissait une haine profonde contre la France, se laissa toucher par les supplications du monarque anglais, et unit étroitement ses intérêts aux siens. La chevalerie bretonne vit d'un très-mauvais œil ce projet d'alliance; les bannerets les plus dévoués au comte Montfort lui adressèrent d'énergiques observations; on les méprisa; et l'imprudent se jeta franchement dans les bras de l'Angleterre : le châtiment ne se fit pas attendre longtemps; Duguesclin fut chargé de l'infliger : le connétable entra subitement dans le duché accompagné d'un corps de troupes, amenant, en qualité de premier lieutenant, le sire de Beaumanoir. L'ancien maréchal de Bretagne, en rentrant dans ce pays pour y combattre Montfort, se trouvait dans son droit, car il n'avait jamais reconnu ce prince pour souverain; sa ligne politique était nettement dessinée : aucun scrupule ne pouvait l'arrêter; il se fit donc un devoir de seconder le mieux possible les opérations du connétable. Le duc, abandonné par ses sujets, n'ayant pour défenseurs que des soldats mercenaires, ne put tenir nulle part, fut expulsé du pays, et se retira auprès de son beau-père, qui jura de le rétablir en peu de temps dans ses États; ceci n'était pas une vaine promesse. Une quatrième armée d'invasion sortit des ports d'Angleterre pour s'élancer sur la France; elle marchait sous la conduite du duc de Lancastre, et devait commencer par menacer sérieusement Paris, et, en cas d'échec, percer au travers de la Beauce et de la Touraine pour aller gagner la Guyenne. Dès que le prince anglais eut fait

les premiers pas sur le territoire, il se vit arrêter par le patriotisme des habitants : Charles V, nullement effrayé, s'empressa de rappeler Duguesclin, en lui prescrivant de laisser la moitié de ses forces dans la Bretagne, afin de continuer l'occupation : le connétable laissa ces deux divisions sous le commandement de Beaumanoir, le jugeant plus digne qu'aucun, autant par son habileté que par sa bravoure, de remplir cette haute mission. Le duché vécut dans une tranquillité parfaite durant une année entière, sous l'administration paternelle et vigilante de Beaumanoir ; la mort vint l'atteindre au moment où l'édit de réunion de Charles V allait opérer une sorte de révolution. Le héros du combat des Trente expira dans le mois de septembre 1378, et précéda au tombeau, de deux ans seulement Bertrand Duguesclin, son glorieux ami. Le nom de Beaumanoir est encore aujourd'hui un des plus populaires et des plus honorés par les habitants de la Bretagne.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME.

JACQUES DE LA MARCHE,

CONNÉTABLE DE FRANCE,

SURNOMMÉ LA FLEUR DES CHEVALIERS.

LIVRE PREMIER.

Pages.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

ENGUERAND VII, SIRE DE COUCI,

MARÉCHAL DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

FIN DE LA TABLE.



